

Netflix, les dix ans qui ont tout chamboulé

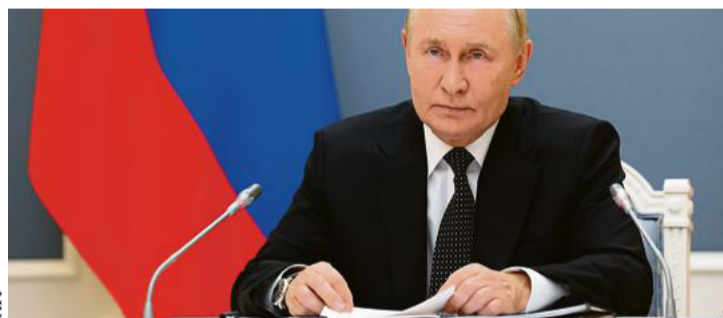
- Le 15 septembre 2014, le géant du streaming débarquait en France.
- Il a changé les habitudes de consommation et bouleversé le paysage audiovisuel, poussant la télévision à se réinventer.
- Les opérateurs télécoms ont dû s'adapter à l'explosion du volume de vidéos.
- La plateforme a, elle, appris à composer avec l'exception culturelle française.

// PAGES 22-23 ET L'ÉDITORIAL DE DAVID BARROUX PAGE 14

AFP

Vladimir Poutine se prépare à déclarer la guerre des métaux à l'Occident

MATIÈRES PREMIÈRES Le dirigeant russe a demandé à ses ministres de réfléchir à restreindre les exportations de nickel, de titane et d'uranium vers l'Europe et les Etats-Unis.



Lors d'une réunion avec son gouvernement, retransmise mercredi à la télé, Vladimir Poutine a adressé un message fort aux Occidentaux.

Vladimir Poutine a demandé à ses ministres de réfléchir à limiter l'exportation de métaux stratégiques comme le nickel, le titane ou l'uranium. L'Europe et les Etats-Unis ne sont pas nommés, mais ils sont bien visés, puisqu'il s'agit de riposter aux sanctions imposées contre le Kremlin après la guerre en Ukraine.

Les conséquences pour les Occidentaux sont variables. Sans doute négligeables pour le

nickel, ingrédient des batteries, car la Russie a été reléguée au second rang par l'Indonésie. Pour le titane, indispensable à l'aéronautique, les menaces sont réelles. Quant à l'uranium, la Russie ne produit que 5 % de l'uranium mondial, mais détient 45 % des capacités d'enrichissement. Tout dépendra aussi du Kazakhstan, satellite de Moscou, et premier producteur au monde de minerais.

// PAGE 30

Deuxième baisse des taux pour la BCE

Baisse des taux, acte II. Après un premier assouplissement le 6 juin dernier et une pause en juillet, la Banque centrale européenne (BCE) a réduit son taux de dépôt de 25 points de base, à 3,5 %. Un nouveau desserrement à la prochaine

réunion, en octobre, n'est pas acquis, même si l'activité économique dans la zone euro ne progresse pas aussi vite qu'espéré. Des craintes subsistent sur l'inflation, notamment dans le secteur des services.

// PAGE 27

RETROUVEZ
LE DÉCRYPTAGE
DE L'ÉCONOMIE DE
DAVID BARROUX
TOUS LES JOURS
À 7H55

LesEchos sur **RADIO CLASSIQUE**
Et votre journée devient plus belle

M 00240 - 913 - F:6,00



ISSN0153.4831
NUMÉRO 24295
117^e ANNÉE
36 PAGES
Antilles-Réunion 4,70 €, Belgique 7,00 €, Espagne 5,10 €, Luxembourg 7,20 €, Maroc 44 DH, Suisse 11,6 FS, Tunisie 9,8 TND.

analyses

Le nouveau paradoxe de la croissance

Par Denis Ferrand

Les événements des derniers jours pourraient presque faire croire à un atterrissage en douceur de la situation politique et économique de notre pays. Il faut néanmoins tempérer les ardeurs de ceux qui nous penseraient sur la bonne trajectoire. Même si la nomination d'un homme d'expérience à Matignon peut rassurer, nous n'avons pas la moindre idée de la façon dont le PLF 2025 sera voté. Malgré une croissance plus forte que prévu, les recettes fiscales ne sont pas au rendez-vous. Ce sont les recettes de TVA nette et d'impôts sur les sociétés qui sont très en retard sur leur table de marche. // PAGE 9



Espagne,
l'imbroglio catalan
par Cécile Thibaud

Mario Draghi
et le fossé européen
par Eric Le Boucher

Pour la réussite
de la France
par A. Loesekrug-Pietri

Vive les bébés !
par Christine Kerdellant
// PAGES 9 À 12

Lactalis et Sodiall s'offrent Yoplait en Amérique du Nord

AGROALIMENTAIRE L'industrie laitière française fait une nouvelle percée en Amérique du Nord. Lactalis, numéro un mondial du secteur, et Sodiall, la première coopérative laitière tricolore, rachètent le pôle yaourt, et notamment la marque Yoplait du géant General Mills, connu en France pour Géant Vert et les glaces Häagen-Dazs, pour 2 milliards d'euros. Lactalis s'offre les activités du groupe de Minnesota aux Etats-Unis, tandis que Sodiall acquiert celles du Canada. Sodiall avait déjà racheté la partie européenne de Yoplait en 2021. // PAGE 15

Les Echos WEEK-END

Fashion week,
Paris est magique

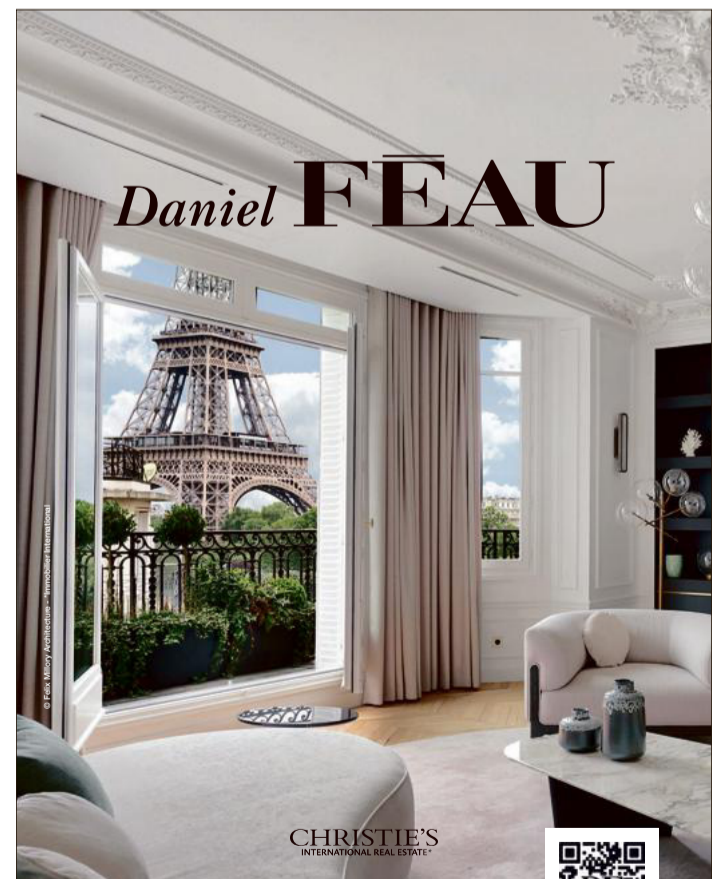


Les Echos PATRIMOINE

5 règles à connaître
pour optimiser le cumul
emploi-retraite

// PAGES 33 À 35

Daniel FÉAU



VENTE | LOCATION | NUE-PROPRIÉTÉ

Belles adresses
à Paris et dans l'ouest parisien

01 84 75 39 01 - www.danielfeau.com

Barnier entame son bail à Matignon avec un soutien mesuré des Français

- Dans le baromètre politique d'Elabe pour « Les Echos », le nouveau Premier ministre bénéficie d'une cote de confiance de 31 %, une semaine après sa nomination.
- Emmanuel Macron ressort, lui, affaibli de la séquence de la rentrée.

POLITIQUE

Grégoire Poussielgue

Un accueil plutôt favorable, mais de nombreux Français attendent de voir. Dans le baromètre mensuel Elabe pour « Les Echos », la cote de confiance du nouveau Premier ministre, Michel Barnier, nommé il y a une semaine exactement, s'établit à 31 %. Elle se situe quasiment au même niveau que celle de son prédécesseur, Gabriel Attal, au moment de sa nomination (32 %) en janvier dernier.

Mais elle est bien au-dessous de celles d'Edouard Philippe (36 %) et de Jean Castex (36 %), les deux Premiers ministres du premier quinquennat, au début de leur bail à Matignon. Elle est toutefois supérieure à celle d'Elisabeth Borne à son entrée en fonction (27 %).

« Neutralité positive »

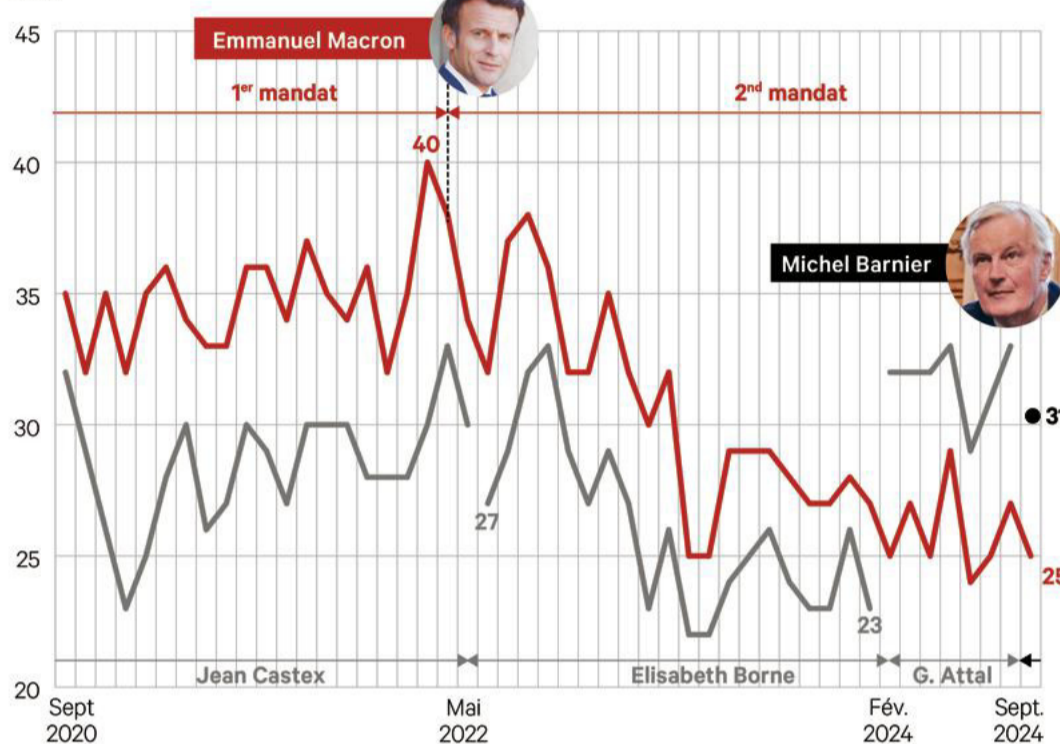
« Michel Barnier bénéficie d'une sorte de neutralité positive avec un socle de départ qui n'est pas négligeable. Mais son socle est différent de celui d'Emmanuel Macron. Il est moins fort chez les électeurs du président de la République, mais plus élevé à droite et à l'extrême droite », note Bernard Sananès, le président d'Elabe. Le pourcentage de ceux qui déclarent « ne pas faire confiance » au Premier ministre atteint 48 %.

Michel Barnier, nommé à 73 ans à Matignon après une carrière politique de plus de cinquante ans est identifié comme un homme d'expérience et de droite, mais d'une droite plus ouverte que celle des dirigeants des Républicains (LR). Au cours des rentrées des groupes parlementaires qui ont lieu cette semaine, l'accueil du nouveau Premier ministre a été plus chaleureux chez Horizons, le parti d'Edouard Philippe, qu'au sein de Renaissance, le parti présidentiel.

Plus d'un Français sur cinq (21 %) se déclarent sans opinion sur lui, un pourcentage similaire à celui enregistré par tous ses prédécesseurs sous Emmanuel Macron, sauf Gabriel Attal, beaucoup plus identi-

La cote de confiance de l'exécutif

En %



* LES ECHOS / SOURCE : SONDAGE ELABE RÉALISÉ PAR INTERNET DU 10 AU 11 SEPTEMBRE 2024 AUPRÈS DE 1.000 PERSONNES - PHOTOS : LUDOVIC MARIN/AFP, STÉPHANE LEMOUTON/POOL/SIPA

Classement des personnalités politiques

« Pour chacune des personnalités suivantes, indiquez si vous en avez une image positive. » Réponses, en %

Evolution par rapport à août 2024, en points

Gabriel Attal	44	n.p.*
Edouard Philippe	43	-2
Jordan Bardella	38	-1
Marine Le Pen	37	=
Gérald Darmanin	34	3
Raphaël Glucksmann	29	-1
Fabien Roussel	29	3
Nicolas Sarkozy	28	=
Bruno Le Maire	28	1
François Ruffin	27	2
Marion Maréchal	27	=
François Hollande	27	-1
Bernard Cazeneuve	27	n.p.*
Rachida Dati	25	-1
Xavier Bertrand	25	=

* Non posé

fié par les Français au moment de sa nomination à Matignon.

« La personnalité de Michel Barnier est plutôt bien accueillie, mais il doit encore convaincre sur son orientation politique. Il sera jugé sur sa capacité à incarner un changement par rapport à la politique menée jusque-là et sur son indépendance par rapport à Emmanuel Macron et à Marine Le Pen, notamment chez les électeurs de droite », souligne Bernard Sananès.

Pour l'instant, le nouveau Premier ministre s'attelle à la composition de son gouvernement. En déplacement en Savoie jeudi, il a promis un gouvernement « équilibré, représentatif, pluriel et naturellement [avec] ma famille politique ». Le gouvernement doit à la fois incarner une alternance et refléter les forces en présence à l'Assemblée nationale, où les députés Ensemble pour la République

(EPR) constituent le premier groupe sur lequel il s'appuiera.

De son côté, Emmanuel Macron paie à la fois les conséquences d'une dissolution incompressible et la séquence politique de la rentrée, avec le long feuilleton qui a mené à la nomination de Michel Barnier.

Le président au plus bas

Après avoir connu un répit pendant la période olympique, sa cote de confiance est repartie à la baisse en septembre. Elle perd 2 points, à 25 %.

« Emmanuel Macron est un président affaibli. Le fait qu'il montre des signes de vouloir faire évoluer sa gestion du pouvoir, avec un président qui préside et un Premier ministre qui gouverne, ne fait pas baisser la crispation à son encontre », note Bernard Sananès. Son imprévisibilité, son indécision et son manque de respect du résultat des urnes sont

aussi des critiques qui sont recueillies dans les verbatims des Français interrogés par Elabe. Ainsi, le pourcentage de Français qui déclarent « ne pas lui faire confiance » fait un bond de 3 points en septembre, pour atteindre 71 %. Il progresse même de 5 points, à 44 %, chez ceux qui déclarent « ne pas du tout lui faire confiance ».

La dissolution de l'Assemblée nationale a, qui plus est, perturbé son camp. S'il pouvait se targuer, depuis sa première élection en 2017, d'un très fort soutien de ses électeurs, la confiance envers Emmanuel Macron perd 9 points au sein de son électoralat de premier tour de la présidentielle de 2022 et de 6 points au sein de celui du second tour, passant sous la barre des 50 %. « Ces niveaux sont les plus bas depuis la crise des "gilets jaunes" de l'hiver 2018-2019 », pointe Elabe. ■

Le grand doute des orphelins de Macron

Emmanuel Macron s'éloigne, constatent les bébés Macron, en plein sevrage de SMS nocturnes. Le macronisme est menacé, voient-ils aussi, par la résurgence du clivage gauche-droite.

LE FAIT DU JOUR POLITIQUE de Cécile Cornudet



Dans la famille Macron, on s'éparpille discrètement. Il y a ceux qui partent, comme Bruno Le Maire pour « se mettre en retrait de la vie politique » (pour l'instant). Il y a ceux qui rompent, pour mieux compter bien sûr, comme Edouard Philippe qui ne cesse de couper le cordon qui le liait au chef de l'Etat. Et il y a ceux qui doutent, comme Gabriel Attal, Gérald Darmanin et beaucoup d'autres. Pour Edouard Philippe, la ligne est claire. Il a suffisamment tourné la page Macron pour s'inscrire dans celle qu'ouvre Michel Barnier. C'est d'ailleurs un peu celle qu'il avait envisagée lui-même : un pouvoir qui se déporte à droite, comme au fond le pays. Le macronisme a vécu, calcule-t-il. Puisque le nouveau Premier ministre fait « travailler la poutre » dans le sens de la sienne, le maire du Havre embarque sans ciller, en espérant profiter de cette recomposition en fine et ne pas être entraîné avec elle si l'histoire finissait par tourner mal. En revanche, quand on se sent encore un bébé Macron, habitué à son management directif et à ses SMS nocturnes, une impression s'installe : on est orphelin. Les macronistes pur jus n'y croyaient pas eux-mêmes, et pourtant, ils constatent que le président prend de fait de la distance et se cherche un nouveau rôle.

Le téléphone ne bipe plus ; ceux qui se pensaient poussés par lui pour rester au gouvernement ne sont plus sûrs du tout de l'être. Alors que faire ? Et que dire ? Car cet effacement présidentiel se double d'un autre risque de disparition : le macronisme ne risque-t-il pas d'être englouti par le retour du clivage droite-gauche que l'on touche désormais du doigt, le LR Barnier à Matignon, la gauche puissante à l'Assemblée ? Sur le papier, la situation des macronistes n'est pas mauvaise : ils ont tout pour peser sur la nouvelle donne puisqu'ils ont nettement plus de députés à l'Assemblée que n'en a la droite LR. Mais dans leur tête, c'est autre chose. Incertain du soutien présidentiel, Gérald Darmanin souffle le chaud et le froid avec Michel Barnier pour rester au gouvernement. Lignes rouges et menaces. Gabriel Attal cherche à exister mais de façon plus subtile que lors de la passation de pouvoir : constructif mais pas aveugle. « Nous ne sommes pas près de brader nos valeurs », a-t-il prévenu lors des journées parlementaires de son groupe. Mais quelles sont-elles au fait ? Le parti Renaissance réunissait son « burex » mercredi pour prendre la mesure du vertige. Faut-il se battre pour des postes ou pour des idées ? Tous n'ont pas été d'accord mais tous sont arrivés au même point : impossible de peser et de durer si on ne sait pas qui l'on est. Macron s'éloigne, il est temps de travailler à cette doctrine toujours promise, et toujours reportée, et de donner enfin chair au mot macronisme. ccornudet@lesechos.fr

Attal détrône Philippe en termes de popularité

Le Premier ministre sortant fait son retour ce mois-ci dans le classement des personnalités d'Elabe pour « Les Echos » et décroche la première place juste devant le maire du Havre.

Isabelle Ficek

C'est une première. Parti de Matignon, Gabriel Attal prend la tête ce mois-ci du classement des personnalités d'Elabe pour « Les Echos », avec 44 % d'image positive auprès des Français, dont 10 % d'image très positive. L'ancien Premier ministre, désormais président du groupe Ensemble pour la République à l'Assemblée, coiffe au poteau Edouard Philippe qui lui-même après son propre départ de Matignon trustait sans discontinuer depuis août 2020 la première place du classement.

Là, le maire du Havre et candidat à la présidentielle perd 2 points, à 43 % d'image positive, et se retrouve, pour la première fois, sur la deuxième marche du podium, 1 point derrière Gabriel Attal.

Avant sa nomination comme Premier ministre, Gabriel Attal, encore ministre de l'Education nationale, bénéficiait tout début janvier dans ce classement des personnalités de 39 % d'image positive. Il a donc grimpé de 5 points. « Son passage à Matignon ne l'a pas affaibli dans l'opinion », relève Bernard Sananès, le président d'Elabe. De quoi créer un match avec Edouard Philippe. Un match qui peut encore bouger et qui est, là, un match sur l'image et pas sur la présidentialité.

Un timing désapprouvé

En effet, dans un sondage Elabe pour BFMTV publié mercredi, à la question de savoir qui serait le meilleur successeur d'Emmanuel Macron dans son camp en 2027, les Français, à ce stade, répondent à 34 % en faveur d'Edouard Philippe et à 29 % en faveur de Gabriel Attal.

Dans notre classement des personnalités, ce sont les électeurs d'Emmanuel Macron à la présidentielle de 2022 qui ont fait reculer Edouard Philippe et lui ont fait perdre la première place. Il a en effet dégringolé de 10 points auprès d'eux, à 73 % d'image positive.

Ce recul est le signe que les électeurs d'Emmanuel Macron n'ont pas compris le timing que le maire du Havre a choisi pour sa candidature officielle à la prochaine élection présidentielle, faite dans un entretien au « Point » la semaine dernière, alors qu'Emmanuel Macron tergiversait pour le choix de son Premier ministre.

Le match qui s'instaure avec Edouard Philippe est un match sur l'image et pas sur la présidentialité.

Peut-être aussi n'ont-ils pas apprécié, y voyant un risque d'instabilité supplémentaire, qu'Edouard Philippe n'exclut pas – sans le souhaiter, a-t-il depuis précisé – que la présidentielle ait lieu avant 2027.

Dans le détail, dans ce match entre anciens Premiers ministres, Gabriel Attal l'emporte sur Edouard Philippe auprès des plus de 65 ans (53 % d'image positive contre 46 %).

Le plaidoyer pro domo de Le Maire, sur le départ, malgré le dérapage budgétaire

- Celui qui est toujours ministre des Finances chargé des affaires courantes avait invité jeudi plusieurs centaines de personnes pour un « discours de remerciements ».
- Devant plusieurs figures de la Macronie, il a fustigé « les somnambules qui proposent de toujours dépenser plus d’argent public ».

COMPTES PUBLICS

Renaud Honoré

C'est un instantané d'une époque qui se pressait dans la cour principale de Bercy. Devant l'hôtel des ministres dans lequel Bruno Le Maire s'engouffre tous les jours depuis sept ans et quatre mois – un record du genre pour ce magistrè, seulement battu par les neuf années de Valéry Giscard d'Estaing (mais en deux passages) –, on retrouvait jeudi midi, parmi les dizaines de personnes présentes, un condensé de la Macronie au pouvoir.

Il y avait les partisans de la première heure qui se sont éloignés comme Benjamin Griveaux, les raliés devenus poids lourds comme Gérard Darmanin, les députés survivants de la dissolution – et qui se demandent toujours s'ils ont fait le bon choix en se représentant – ou encore les technos qui font tourner la boutique depuis le début (comme le secrétaire général de l'Elysée Alexis Kohler, Emmanuel Moulin, l'ancien directeur de cabinet de Gabriel Attal à Matignon, et Jérôme Fournel, désormais celui de Michel Barnier). Tous venus assister à l'allocution d'adieu de Bruno Le Maire, comme on essaie de regoûter aux bons moments d'une période révolue.

Celui-ci reste ministre de l'Economie et des Finances chargé des affaires courantes jusqu'à nouvel ordre. Mais on ne se refait pas : l'ambitieux, qui a rêvé de Matignon pendant sept ans, avait à cœur de s'offrir une dernière tribune, et de dresser lui-même son bilan avant

« Plutôt que de défaire, regardons ce que nous pouvons faire de mieux. »

BRUNO LE MAIRE
Ministre de l'Economie et des Finances

son départ programmé la semaine prochaine avec le nouveau gouvernement Barnier.

Audition pénible devant l'Assemblée

Lundi, son audition devant la commission des Finances à l'Assemblée avait été pénible, marquée par les insultes d'un député LFI, les attaques de Jean-Philippe Tanguy (RN) et l'ironie moqueuse du nouveau rapporteur général du Budget, Charles de Courson (Liot). Tous fustigeant le bilan budgétaire du locataire de Bercy, au terme d'une « annus horribilis » en matière de finances publiques marquée par le dérapage des comptes 2023 et 2024.

Cela ne fait pas sourciller Bruno Le Maire. « Nous n'avons pas dilapidé l'argent public, nous avons protégé les Français » lors de la crise du Covid, a-t-il assumé, sans bémol ou remise en question. Celui qui se targue d'avoir œuvré à « la transformation économique de la France » a appelé « à ne pas revenir en arrière sur le rétablissement des comptes publics ». Réaffirmant au passage l'objectif d'un retour du déficit sous les 3 % du PIB en 2027, pourtant jugé inaccessible par bien des économistes ou par Pierre Moscovici, le premier président de la Cour des comptes.

« Ce sont des somnambules, ceux qui proposent de dépenser toujours

plus d'argent public », a-t-il lancé. Le message avait déjà été passé mardi lors d'un déjeuner avec Michel Barnier, durant lequel le Premier ministre a dû être saisi d'un vertige en saisissant l'ampleur des efforts à réaliser pour rétablir les comptes. Pour le faire, ce dernier a expliqué il y a quelques jours être ouvert à « une plus grande justice fiscale ».

« Pas de retour en arrière » sur les impôts

Attention à « tout retour en arrière sur les impôts », a toutefois glissé jeudi Bruno Le Maire. « Plutôt que de défaire, regardons ce que nous pouvons faire de mieux », a conseillé

le locataire de Bercy, citant les salaires – « la plus grande question sociale des 25 prochaines années » – le climat et le financement de l'économie.

Cette suite s'écrit dans l'immédiat sans lui. Sans mandat électif, démissionnaire de la fonction publique, Bruno Le Maire va se tourner vers l'enseignement dans un futur proche – à l'université de Lausanne. Une façon de souffler, de prendre de la distance surtout avec un marigot politique qui n'a jamais été aussi peu populaire auprès de la population. L'échéance de 2027 arrivera ensuite bien assez vite. « Et après ? Après, qui vivra verra », a-t-il conclu. ■



Bruno Le Maire a voulu mettre en scène la fin de ses sept années à la tête du ministère des Finances. Photo Ludovic Marin/AFP

L'inquiétude sur la dette gagne les Français quel que soit leur bord politique

Quatre Français sur dix jugent « très urgent » de réduire la dette publique, selon un sondage Elabe pour « Les Echos » et l'Institut Montaigne. Les solutions pour y remédier divergent, même si tailler dans les dépenses de l'Etat fait consensus.

Sébastien Dumoulin

Le temps est à l'orage pour les finances publiques et les Français regardent enfin le ciel avec une certaine appréhension. Selon un sondage Elabe pour « Les Echos » et l'Institut Montaigne, ils sont désormais 39 % à juger « très urgent » de réduire la dette publique. C'est 7 points de plus qu'au printemps dernier et 15 points de plus qu'à celui d'avant : une véritable poussée d'angoisse. Au total, 80 % des Français jugent urgent ou très urgent de s'attaquer au problème.

« Le sujet de la dette publique cristallise dans l'opinion », souligne Vincent Thibault, directeur conseil opi-

nion chez Elabe. Il y a une prise de conscience de la nécessité de s'y attaquer et ce n'est plus un sujet de droite : plus de 70 % des électeurs du Nouveau Front populaire disent qu'il est urgent de réduire la dette. »

Alerte sur un nouveau dérapage

Trop technique et déconnectée de la vie de tous les jours, la question budgétaire était jusqu'ici reléguée très loin dans les préoccupations des ménages. Elle était quasiment absente de la campagne des législatives en juin. L'accumulation d'alertes – et notamment l'avertissement récent de Bercy sur un possible nouveau dérapage du déficit à 5,6 % du PIB en 2024 et même 6,2 % en 2025 – a fini par avoir raison de cette insouciance. En quelques semaines à peine, remarque Vincent Thibault, la dette est remontée en cinquième position dans la liste des préoccupations des Français (derrière le pouvoir d'achat, la sécurité, l'immigration et la santé).

Les Français restent toutefois divisés sur la meilleure façon de

redresser la barre. « Pour rétablir nos comptes publics, la hausse de la fiscalité sur les entreprises et sur les ménages les plus aisés est ainsi privilégiée par les électeurs du NFP alors que la réduction globale des dépenses est jugée prioritaire pour l'électorat du RN », relève Lisa Thomas-Darbois, directrice des études France de l'Institut Montaigne. « Un point commun notable toutefois, celui d'une croyance bien enracinée selon laquelle la première solution serait de réduire le rythme de vie de l'Etat. »

C'est même la seule piste consensuelle : 70 % des personnes interrogées suggèrent de couper dans les

70 %

DES PERSONNES INTERROGÉES

suggèrent de couper dans les dépenses des ministères et agences de l'Etat. Aucune autre solution n'est citée par plus de la moitié des répondants.

dépenses des ministères et autres agences de l'Etat. Aucune autre solution n'est citée par plus de la moitié des répondants. Diminuer les dépenses sociales, par exemple, est évoqué par moins d'une personne sur trois. « Alors que la protection sociale représente près de 33 % de nos dépenses publiques – contre 27 % en moyenne au sein de l'UE – les Français, eux, regardent ailleurs », souligne Lisa Thomas-Darbois.

Justice fiscale

A l'autre bout du spectre des possibles, une ligne rouge apparaît clairement : celle d'une hausse généralisée des impôts (4 % des réponses). Si ceux-ci devaient augmenter, les Français préféreraient viser les entreprises très profitables (44 % des réponses) ou les particuliers les plus riches (39 %). « La brèche que Michel Barnier a ouverte en déclarant ne pas s'interdire plus de justice fiscale trouve un écho dans l'opinion », analyse Vincent Thibault.

Cette réticence à un effort collectif s'inscrit dans un contexte où plus

de la moitié des Français considèrent contribuer davantage (à travers leurs impôts et taxes) qu'ils ne bénéficient du système (à travers les prestations sociales et infrastructures publiques). Cette proportion n'est certes pas revenue à ses niveaux d'avant la crise du Covid (65 % en 2019), mais le sentiment d'être un perdant du système fiscal reste majoritaire.

Et les Français n'ont visiblement pas confiance dans la classe politique pour remédier à la situation. En matière de finances publiques, personne ne trouve grâce à leurs yeux – pas plus à gauche (72 % de défiance pour le PS, 74 % pour les écologistes et 82 % pour Jean-Luc Mélenchon) qu'à droite (70 % pour LR) ou à l'extrême droite (63 % pour Marine Le Pen, 82 % pour Eric Zemmour). Emmanuel Macron et son ministre de l'Economie depuis sept ans, Bruno Le Maire, ne sont pas jugés plus fiables (respectivement 75 % et 70 % de défiance). Le nouveau Premier ministre, Michel Barnier (60 % de défiance), a du pain sur la planche. ■

La taxe sur les autoroutes et les aéroports validée

FISCALITÉ

Le Conseil constitutionnel a validé jeudi la nouvelle taxe pesant sur les infrastructures de transport de longue distance.

S. Dum. et Bruno Trévidic

C'est une bonne nouvelle pour Michel Barnier, ce qui n'est pas fréquent depuis sa nomination. Jeudi, le Conseil constitutionnel a validé la taxe sur les infrastructures de transport longue distance, adoptée il y a un an et entrée en vigueur en 2024. La mesure vise à la fois les sociétés d'autoroutes et certains gestionnaires d'aéroports. Elle représente environ 450 millions d'euros par an pour les premières et 150 millions d'euros pour les seconds – soit un total de 600 millions d'euros que l'Etat consacre à la transition écologique des transports, et notamment au réseau ferroviaire.

Depuis sa genèse, cette nouvelle taxe fait hurler les entreprises assujetties. A l'origine, Bercy lorgnait les juteux bénéfices des sociétés d'autoroutes et espérait réduire la durée de leurs concessions, mais le Conseil d'Etat avait brutalement douché ces espoirs. Le gouvernement s'était alors reporté sur la piste fiscale, en prenant soin de ne pas viser uniquement les sociétés d'autoroutes car leurs contrats les auraient alors autorisés à répercuter le montant de la taxe sur le tarif des péages.

Des critères « objectifs et rationnels »

Dans le projet de loi de finances, l'exécutif avait donc élargi le spectre des entreprises concernées aux « infrastructures de transport longue distance », attrapant dans ses filets les grands aéroports – victimes collatérales de la manœuvre.

Les sociétés concernées avaient prévenu qu'elles porteraient l'affaire en justice, dénonçant une différence de traitement et des niveaux de prélèvement « inconstitutionnels ». Les sages du Palais Royal viennent de les débouter, en réfutant méthodiquement tous leurs griefs. Selon leur décision, la nouvelle taxe ne constitue ni une rupture d'égalité ni une charge excessive. Au contraire, les critères d'assujettissement retenus par le gouvernement sont jugés « objectifs et rationnels par rapport au but poursuivi ». Circulez, il n'y a rien à voir !

Tarifs des péages encadrés

« Cette taxe qui ne s'appliquera qu'en France ne fait qu'affaiblir les aéroports français face à leurs concurrents européens, elle limitera d'autant notre capacité à investir, à nous moderniser, à nous décarboner », regrette Thomas Juin, président de l'Union des aéroports français.

Dès l'an prochain, les gestionnaires d'aéroports pourraient décider de se refaire en augmentant le montant des redevances des compagnies aériennes, qui à leur tour pourraient répercuter la charge sur le prix des billets. En revanche, pour les sociétés d'autoroutes, ce sera plus difficile. Les tarifs des péages sont encadrés et le revers juridique encaissé jeudi éloigne la possibilité de répercuter la taxe sur les automobilistes, même si un dernier recours devant le Conseil d'Etat, déposé par l'ensemble des plaignants, doit encore être examiné. ■

Climat : les collectivités locales face à un nouveau mur d'investissements

- D'après les estimations du think tank I4CE, les besoins d'investissement des collectivités locales pour réaliser leur transition écologique s'élèvent à 11 milliards d'euros supplémentaires en moyenne chaque année, d'ici à 2030.
- Un montant colossal, dans un contexte budgétaire qui n'a jamais été aussi tendu.

ENVIRONNEMENT

Marie Bellan

Entre les collectivités locales et l'Etat, rien ne va plus. En accusant les premières d'aggraver le déficit public, le ministre de l'Economie démissionnaire, Bruno Le Maire, s'est attiré les foudres des élus locaux. Et la hache de guerre n'est pas près d'être enterrée avec la préparation du prochain budget.

Car pour les collectivités locales, dont les besoins en financement pour assurer la transition écologique ont été passés à la loupe par le collectif de chercheurs de l'Institut pour le climat et l'économie (I4CE), les besoins futurs d'investissements sont colossaux dans un contexte budgétaire qui n'a jamais été aussi tendu.

Selon les estimations faites par I4CE, avec le soutien de la direction des études de la Banque Postale, les besoins d'investissements « verts » supplémentaires des collectivités, par rapport à ce qui a déjà été réalisé, s'élèvent à 11 milliards d'euros par an en moyenne sur la période 2024-2030. Et encore, il ne s'agit que d'une estimation minimale, car elle ne comprend que les investissements relatifs à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs du bâtiment, des transports et de l'énergie, afin de se conformer aux objectifs européens du « Fit for 55 ».

« On n'est pas à la hauteur des besoins »

Cette estimation ne comprend pas la dimension adaptation au changement climatique, ni les investissements liés à la biodiversité, la gestion des déchets ou encore l'assainissement de l'eau, des sujets, eux aussi, primordiaux pour la transition écologique.

Les collectivités locales, tous échelons confondus, ne sont pourtant pas à la traîne sur le sujet. Les investissements « verts » ont représenté 8 milliards d'euros en 2022 et 10 milliards en 2023 (des montants gonflés toutefois par l'inflation, particulièrement sensible sur les matériaux de construction). « Mais malgré la hausse, on n'est pas à la hauteur des besoins », estime Aurore Colin, co-auteur de l'étude pour I4CE.

Or les différents leviers de financement des collectivités locales s'amenuisent à vue d'œil, qu'il s'agisse des droits de mutation, qui

ont connu une chute historique de plus de 20 % en 2023, ou des dotations de l'Etat au Fonds vert qui a déjà fait les frais de premières coupes budgétaires au printemps dernier et qui pourrait à nouveau être mis à contribution pour limiter les dépenses publiques dans le prochain budget.

« On n'arrivera pas à faire la transition écologique sans investissement supplémentaire. Le budget, qui a été mis sur la table par le précédent gouvernement n'est pas compatible avec la transition écologique », estime Damien Demailly, directeur général adjoint d'I4CE. Si on n'arrive pas à tout concrétiser, il faut l'assumer et le dire, c'est un devoir de vérité », poursuit-il.

Un recours à l'emprunt « inéluctable »

La non-pérennité du Fonds vert, dont l'existence n'est assurée que jusqu'en 2027, en fait une victime idéale pour Bercy, qui estime que nombre de projets financés par ce fonds auraient été réalisés de toute façon. « Cet environnement incertain et ce manque de visibilité expliquent que cela n'a pas massivement déclenché de projets, ou alors des projets qui étaient déjà prévus », reconnaît François Thomazeau, spécialiste des finances locales au sein d'I4CE.

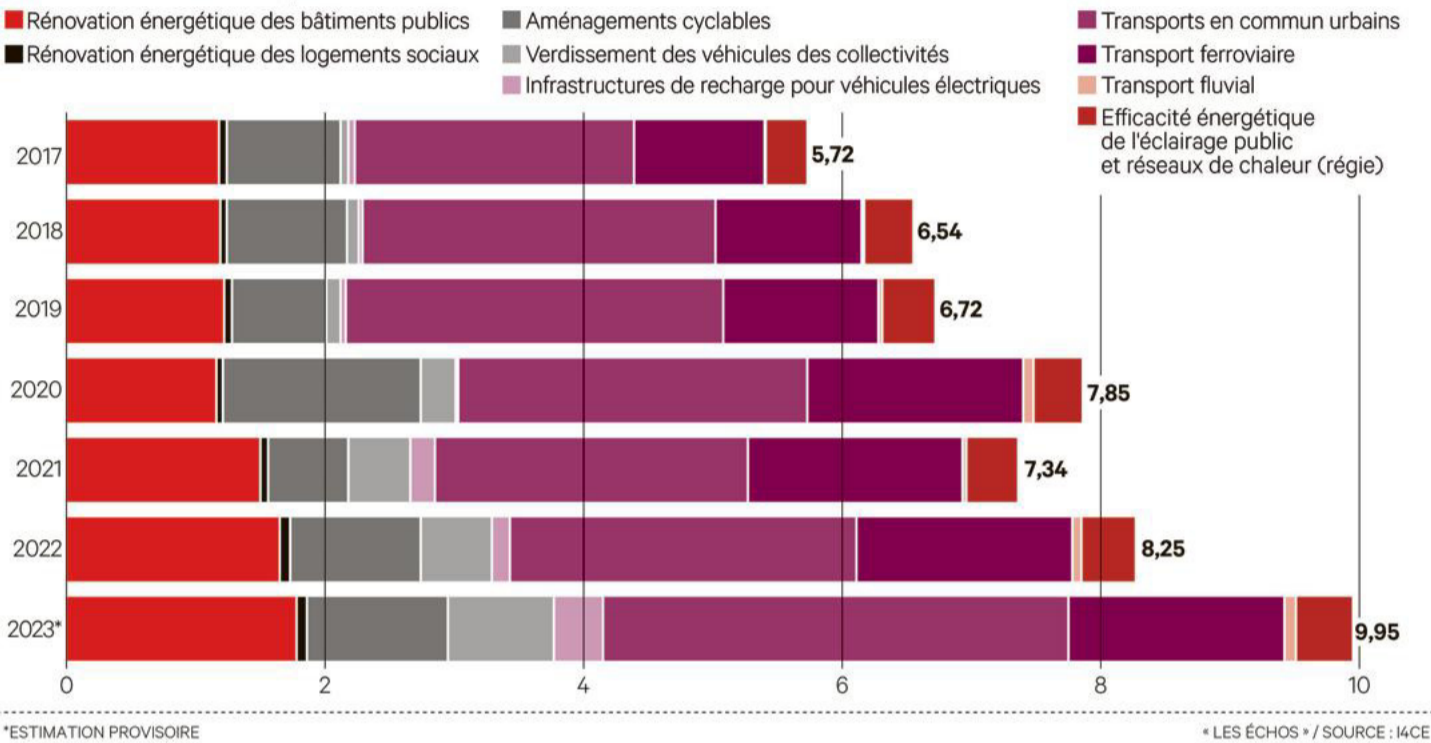
« Mais ce mode de gestion de court terme n'enlève rien à la réalité des besoins de financement locaux, notamment dans une phase où la planification écologique devait désormais se décliner au niveau local avec les COP régionales. »

Pour les auteurs de l'étude, ce contexte aura une conséquence : l'augmentation importante du recours à l'emprunt pour les collectivités locales est inéluctable. Un sujet qui divise les élus locaux, partagés entre la crainte d'un endettement qui pourrait devenir structurel, comme celui de l'Etat, et la nécessité d'investir pour limiter les effets délétères du changement climatique sur leurs communes.

Un dernier levier s'offre aux collectivités locales, celui de la fiscalité locale. « Sur la fiscalité énergétique, mais aussi la fiscalité de l'eau et des déchets, qui touchent directement les collectivités locales, il y a une grande réforme à mener pour avoir une taxation plus juste et plus incitative sur l'écologie », estime Nicolas Garnier, délégué général de l'association Amorce, qui regroupe un grand nombre de collectivités locales. ■

L'évolution des investissements des collectivités locales en faveur du climat

En milliards d'euros courants, par secteur



Les élus locaux redoutent de nouvelles coupes dans le Fonds vert

Les collectivités locales craignent un coup de rabot supplémentaire sur ce fonds qui aide à financer leurs projets de transition écologique.

Laurent Thévenin

Les élus locaux attendent les prochaines discussions sur le budget 2025 avec une épée de Damoclès au-dessus d'un dispositif qu'ils plébiscitent.

Depuis quelques semaines, ils redoutent un nouveau coup de rabot sur le Fonds vert, qui permet de les aider à investir dans la transition écologique. La « lettre plafond » envoyée fin août par Gabriel Attal, alors Premier ministre démissionnaire au ministère de la Transition écologique, et révélée par le média Contexte, a fait l'effet d'une douche froide : ses crédits y sont réduits à 1 milliard d'euros (en autorisations d'engagement), soit une baisse de 60 % par rapport à l'enveloppe inscrite dans le budget 2024. Matignon avait

toutefois aussitôt assuré que les versements aux collectivités locales augmenteraient de plus de 300 millions en 2025.

Même si le futur gouvernement pourra revenir sur ces arbitrages, les inquiétudes sont bien installées chez les élus locaux. « Le Fonds vert se réduit déjà comme peau de chagrin », regrette Sébastien Martin, le président (divers droite) d'Intercommunalités de France et de la communauté d'agglomération du Grand Chalonn, en Saône-et-Loire. En début d'année, il avait fait les frais du plan d'économies de l'Etat. Son montant avait alors été ramené à 2 milliards d'euros, au lieu des 2,5 milliards d'euros initialement prévus pour 2024.

« Ce fonds est important, parce qu'il accompagne des projets du quotidien, comme la végétalisation des cours d'école ou le remplacement d'une chaudière, et a un effet accélérateur. Il permet de rendre plus supportables les dépenses, voire d'en faire plus. Attention donc à ce qu'une très bonne idée ne soit pas à la fin un immense gâchis ! »

met en garde Emmanuel Sallaberry, le maire (sans étiquette) de Talence, en Gironde, et coprésident de la commission finances et fiscalité locales de l'Association des maires de France.

Ralentir voire renoncer

Signe de son succès, les 2 milliards d'euros alloués pour 2023 avaient été intégralement consommés. Ce qui avait permis de financer quelque 10.700 projets, dont près du tiers portait sur des rénovations énergétiques de bâtiment, et 23,5 % sur l'éclairage public.

« Le Fonds vert est devenu incontournable, notamment pour son volet friches. Il permet de rendre viable économiquement des opérations de réhabilitation très coûteuses et indispensables à l'heure où le zéro artificialisation nette nous pousse à reconstruire la ville sur la ville », ajoute Gil Avérous, le maire (ex-LR) de Châteauroux et président de Villes de France, l'association des communes de 10.000 à 100.000 habitants. « Si on est de bon sens, c'est typiquement le fonds qu'il

faut maintenir », plaide-t-il. Au risque, sinon, de porter un rude coup à de nombreux projets, selon les élus locaux.

« S'il y a moins de soutien du Fonds vert, cela supposera d'emprunter davantage pour financer ces investissements, mais tout le monde ne pourra pas le supporter. Cela va donc ralentir les opérations ou obliger à renoncer à certaines d'entre elles », prévient Gil Avérous. « Ce sera encore plus violent pour les petites communes », prévient Emmanuel Sallaberry.

Plongés dans l'expectative, les élus locaux font déjà leurs calculs. Dans son agglomération, Sébastien Martin comptait déposer l'an prochain un dossier pour la rénovation énergétique du centre nautique intercommunal prévue pour 2025. « C'est un chantier à 9 millions d'euros. La région nous soutient à hauteur de 30 %, mais j'ai bâti un plan de financement tablant aussi sur 20 à 30 % venant du Fonds vert. Si je ne peux pas compter dessus, j'attendrai des jours meilleurs pour le faire », explique-t-il. ■

L'IGN veut mettre l'IA au service de la transition écologique

L'organisme chargé de cartographier la France a placé son « Atlas annuel des cartes de l'anthropocène », publié jeudi, sous le signe de l'intelligence artificielle.

Anne Feitz

Gros émetteur de gaz à effet de serre, le numérique peut aussi contribuer à lutter contre le réchauffement climatique ou à s'y préparer. L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) mise en tout cas désormais sur l'intelligence artificielle (IA), à la fois pour fournir des outils de dia-

gnostic et pour simuler le futur. Pour rappeler l'importance du sujet – et des financements associés –, l'organisme public a précisément choisi ce thème pour son « Atlas annuel des cartes de l'anthropocène », dévoilé jeudi.

« L'irruption de la data transforme totalement le pilotage des politiques publiques en matière de zéro artificialisation nette (ZAN), d'implantation des énergies renouvelables, ou de gestion des forêts, par exemple », insiste Sébastien Soriano, directeur général depuis 2020 de l'organisme public chargé de cartographier la France.

Interpréter les photos aériennes

L'utilisation de l'IA permet notamment d'interpréter des photos aériennes dans un délai record. « On cartographiait auparavant un tiers de la France en dix ans, grâce à

l'IA, on peut traiter toute la France en trois ans », affirme le dirigeant. L'IGN a notamment commencé à cartographier le territoire en 3D avec des Lidar (radars laser), un vaste projet lancé en 2021. « On a ainsi créé le troisième plus grand jeu de données mondial sur l'occupation des sols, pour trois fois moins cher qu'avant. »

Les usages de l'IA sont multiples. Après la loi sur l'accélération des énergies renouvelables du printemps 2023, l'IGN a bâti un portail dédié à destination des décideurs locaux, qui présente les zones d'installation possible d'éoliennes ou de centrales photovoltaïques. Ce portail est en ligne depuis décembre dernier. Il utilise aussi l'intelligence artificielle pour mettre à jour bien plus vite ses cartes des risques d'inondation ou de feux de forêt.

Autre exemple, il travaille sur une cartographie des contours des

forêts, qui permettra de détecter automatiquement par satellite si les obligations légales de débroussaillage sont respectées. « Nous sommes de même en train de mettre en place un observatoire de la haie, avec l'Inrae et l'OFB », poursuit Sébastien Soriano. Les projets en cours sont nombreux.

Des outils d'aide à la décision

Mais l'IGN souhaite maintenant passer à la vitesse supérieure, en modélisant l'impact du réchauffement climatique à venir. Il veut ainsi créer des jumeaux numériques des territoires, permettant de simuler l'érosion du trait de côte ou l'évolution de la forêt, en fonction de différents scénarios de réchauffement et d'adaptation.

« Cela permettra de créer de précieux outils d'aide à la décision pour les autorités locales », explique

Sébastien Soriano. Reste toutefois à trouver les financements. « Nous sommes face à un mur d'investissements », insiste le patron de l'IGN. « Il faudrait décupler les fonds consacrés à ce sujet. » Selon lui, seuls 20 millions d'euros ont été débloqués à ce jour.

Le Secrétariat général à la planification écologique (SGPE) s'est déjà saisi du sujet, afin de recenser et de coordonner les initiatives prises dans ce domaine par les acteurs publics de la transition écologique : l'IGN, mais aussi Météo France, le BRGM, le Cerema, l'Inria, le CNES, etc. Il est en train de monter pour cela une équipe de trois personnes, qui sera opérationnelle en octobre.

Compte tenu des arbitrages budgétaires requis, reste à voir si Matignon, dont dépend directement la planification écologique, arbitrera en faveur de tels investissements. ■

LesEchos

SUR

RETROUVEZ DOMINIQUE SEUX DANS « L'ÉDITO ÉCO » À 7H45 DU LUNDI AU VENDREDI

Concevoir des solutions pour les Pros, voilà comment on fait grandir vos idées.

Votre conseiller SG vous accompagne dans vos projets. Et pour piloter votre activité au quotidien, découvrez notre nouvel outil de gestion de trésorerie VIZUP*.

SG



Rendez-vous en agence ou sur [sg.fr](https://www.sg.fr)

* Sous réserve d'activation du service VIZUP. Le service VIZUP nécessite la souscription de l'abonnement à des services de banque à distance Progéliance Net (tarif au 04/02/2024 : 23 € HT / mois). L'abonnement à Progéliance Net est inclus dans la cotisation Jazz Pro. Hors coûts de connexion à Internet et abonnement aux options de Progéliance Net. Conditions tarifaires indiquées dans la brochure « Conditions et tarifs appliqués aux opérations bancaires-Professionnels » disponible sur professionnels.sg.fr et en agence.
Société Générale, S.A. au capital de 1 015 044 435 € - 552 120 222 RCS Paris - Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré à l'ORIAS sous le n° 07 022 493 (www.orias.fr). SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Manu Fauque. Septembre 2024.

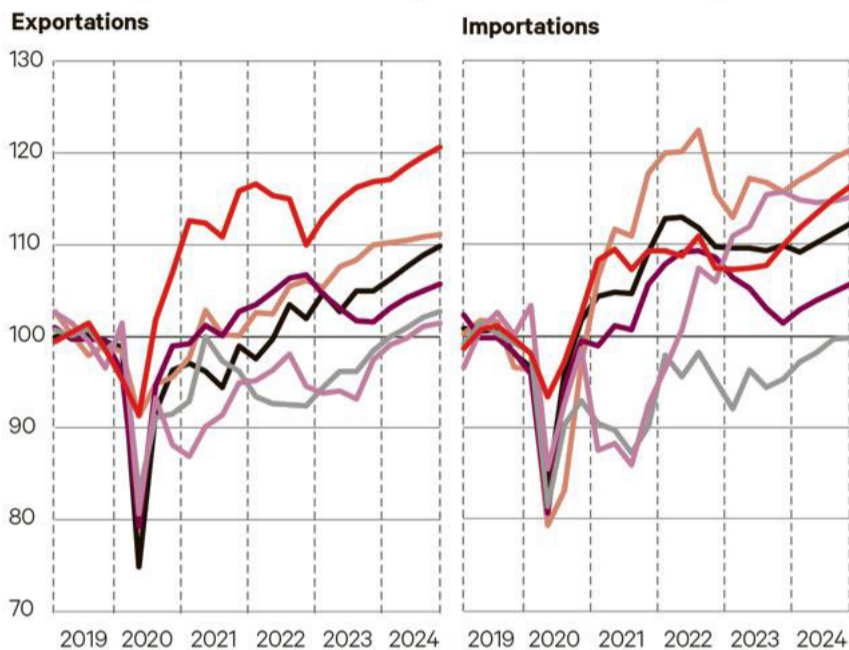
Les pays émergents appelés à redéfinir les règles du commerce mondial

- Les tensions commerciales sino-américaines handicapent le fonctionnement de l'OMC.
- Les initiatives des pays émergents constituent une solution pour réglementer la nouvelle mondialisation.

Le commerce mondial de biens par grandes zones

Base 100 en 2019

— Asie — Amérique du Nord — Afrique
— Amérique du Sud — Europe — Moyen-Orient



« LES ÉCHOS » / SOURCES : OMC ET CNUCED / PHOTO : CHINE NOUVELLE/SIPA



Forum public de l'OMC à Genève, le 10 septembre 2024.

Pourquoi les dirigeants politiques mentent à propos du commerce

Pour défendre leurs mesures protectionnistes ou vanter les vertus d'un accord de libre-échange, des experts relèvent que les dirigeants parfois mentent ou déforment la réalité des chiffres.

Souvent, les responsables politiques n'hésitent pas à mentir ou à cacher la réalité pour défendre les objectifs de leur politique commerciale. Ce n'est pas sans conséquence sur l'opinion publique aux États-Unis ou encore dans l'UE où les accords commerciaux n'ont plus les faveurs d'une frange grandissante de la population. Mal calibrées et mal expliquées, ces politiques peuvent finir par coûter des milliards aux contribuables.

C'est ainsi que le libre-échange et l'ouverture des marchés sont devenus des concepts négatifs dans les débats. Il est désormais plus facile de blâmer les pays étrangers. « Si nous avons de mauvaises routes, de mauvaises écoles, des emplois mal rémunérés ou si les prix montent, c'est la faute de l'étranger est un discours ambiant aux États-Unis », a relevé mercredi Jennifer Hillman, professeure à l'école de droit de Georgetown, lors du Forum public de l'OMC. Par conséquent, le consensus général plaide de plus en plus pour le protectionnisme : chaque pays devrait plutôt se concentrer sur lui-même et prendre ses distances avec des pays concurrents, en particulier la Chine.

Qui est responsable de cette défiance ? Ce sont les dirigeants politiques, plaide Dmitry Grozoubski, ex-négociateur commercial de l'Australie et auteur d'un essai sur le sujet (« Why do politicians lie about trade ? »). « Aujourd'hui, ils sont incités à mentir ou à déformer la réalité sans conséquence dommageable pour eux », explique-t-il. « Mentir est profitable », renchérit Jennifer Hillman. « Lorsque Donald Trump a instauré des droits de douane sur l'acier et l'aluminium chinois, son but était de raviver la croissance et

les emplois dans le Midwest américain. De récentes études ont démontré que ces droits n'ont eu aucun impact contrairement aux mesures de représailles chinoises. Le contribuable américain a ainsi été obligé de consacrer chaque année 20 milliards de dollars pour soutenir les fermiers américains ayant perdu leur accès au marché chinois », a-t-elle souligné.

« Intuitivement, la politique protectionniste contre la Chine semble appropriée. Ce n'est pas le cas. Mais vous ne vous en apercevez que bien plus tard », abonde Dmitry Grozoubski. « Donald Trump a menti parce que cela marche. Ses mensonges n'ont pas empêché un renforcement de ses soutiens financiers », constate Jennifer Hillman.

Mesures inflationnistes

Dans un autre registre, les politiciens invoquent plus facilement la sécurité nationale pour défendre des mesures de restriction. Cette notion est plus prégnante aujourd'hui au regard des rivalités géostratégiques. Pour Dmitry Grozoubski, cela a permis aux « nationalistes et protectionnistes de s'engouffrer dans la brèche pour prôner des politiques restrictives ». Mais ils se sont bien gardés de dire qu'elle est coûteuse. « Les contrôles à l'exportation vers la Chine instaurés par les États-Unis sur les puces et les semi-conducteurs ont représenté, en termes de perte de profits et d'emplois, 130 milliards de dollars aux entreprises américaines », affirme Jennifer Hillman.

Inversement, s'agissant des bienfaits des accords de libre-échange, les politiques ont surestimé leur impact. Cecilia Malmström, ex-commissaire européenne au Commerce l'a d'ailleurs reconnu : « Je n'ai jamais menti mais j'ai pu exagérer », le côté positif des accords. « Il faut faire preuve de scepticisme à l'égard des accords commerciaux, notamment lorsqu'il s'agit de promesses de créations d'emplois massives qui en découle », note pour sa part Dmitry Grozoubski. — R. H.

MULTILATÉRAL

Richard Hiault

Fortement maintenant de 166 pays membres, l'OMC reste paralysée par les antagonismes nationaux. À son siège de Genève, à l'occasion de son Forum public annuel qui s'achève vendredi, plusieurs voix se sont élevées pour appeler à une prise de pouvoir des pays émergents et en développement pour débloquent la situation. « Non, l'OMC n'est pas morte. Elle n'est pas non plus en train de mourir. Pas plus que la mondialisation d'ailleurs. Elle évolue », a indiqué en préambule d'une table ronde organisée, mardi, par le Peterson Institute of International Economics (PIIE), Richard Baldwin, professeur d'économie internationale à l'IMD de Lausanne.

Pour Anabel Gonzalez, vice-présidente à la Banque interaméricaine de développement et ex-ministre du Commerce du Costa Rica, « il est temps de rallumer l'esprit de coopération qui a inspiré la création de l'OMC en 1994 pour soutenir la remondialisation et la rendre plus inclusive ». Certes, mais comment faire dans un monde géopolitiquement fragmenté, où s'affrontent en particulier

deux visions du commerce, celle des États-Unis et celle de la Chine ?

Adam Posen, président du PIIE, a eu cette formule empruntée au philosophe américain Thomas Paine ou au général George Patton : « Lead, follow or get out of the way ». En clair, prenez le leadership, suivez ou alors écarterez-vous du chemin. Ce rôle de leader, à l'OMC, peut être assuré par les pays émergents et en développement. Pour Adam Posen, il ne faut pas tenir compte des États-Unis. Il faut faire sans eux. « Tôt au tard, dans deux ans, si Kamala Harris gagne les élections ou dans six ans, l'Amérique reviendra à la table des négociations commerciales », est-il persuadé.

Les pays développés « ne dominent plus »

Dans ce contexte, la Chine peut-elle jouer le rôle de fédérateur ? « Elle devra faire trois choses pour cela : arrêter de se considérer comme un pays en développement, régler son problème de surcapacité de production et définir ce qu'est une véritable chaîne de valeur diversifiée », a-t-il détaillé. Le Chinois Yi Ziaozhun, ex-directeur général de l'OMC, a rappelé l'attachement de la Chine aux règles commerciales de l'Organisation. Mais « les États-Unis et les autres

pays développés ne dominent plus le système commercial mondial. La majorité silencieuse [les pays émergents et en développement, NDLR] devrait prendre le leadership pour modéliser la nouvelle mondialisation et définir une vision », a-t-il plaidé.

Même son de cloche pour Mari Pangestu, ex-ministre indonésienne du Commerce. « Le monde qui n'appartient pas au G2 [NDLR : États-Unis et Chine] doit poursuivre sur la voie de l'ouverture au commerce et aux investissements ». Cela ne passe pas forcément par de grands cycles de négociations à l'OMC, où la règle du consensus ne permet pas de réelles avancées.

Trois priorités

Mari Pangestu a mis en exergue les résultats des pays de l'Asean. « Nous avons écarté la règle du consensus que nous avons adopté au départ pour la règle du moins-ex. Cela donne la possibilité à un pays de rejoindre un accord conclu par ses partenaires plus tardivement, le temps de s'y préparer », a-t-elle expliqué. Dans l'immédiat, la majorité des intervenants de cette table ronde s'est accordée sur trois priorités. « Il faut rééquilibrer les préoccupations en matière de sécurité nationale et revoir la liste des produits soumis à des res-

trictions d'exportations », a souligné Annabel Gonzalez. La transparence est vitale dans ce domaine trop souvent soumis au bon vouloir de chaque État sur ce qui peut être exporté ou non pour des raisons de sécurité.

L'autre chantier prioritaire porte sur les subventions publiques à l'industrie. Il est vrai que la transition énergétique pour décarboner l'économie nécessite de telles subventions au regard de l'importance des investissements, a indiqué Cecilia Malmström, ex-commissaire européenne au Commerce. Mais « il faut définir ce qu'est une bonne subvention et une mauvaise », a-t-elle dit.

A cela s'ajoute l'urgence de restaurer le système de règlement des différends de l'OMC, bloqué par les États-Unis depuis la présidence de Donald Trump. Cecilia Malmström a souligné les mérites du système ad hoc mis en place par l'UE – le Multi-Party interim appeal arbitration arrangement ou MPIA – qui reprend l'essentiel des règles d'arbitrage de l'OMC. Il a été adopté par une cinquantaine de pays membres dont la Chine, le Canada, le Brésil, l'Australie et le Mexique. Mari Pangestu a d'ailleurs évoqué la possible adhésion des pays de l'Asean prochainement. Sur ce plan, la « majorité silencieuse » avance. ■

Pedro Sanchez reçoit le chef de l'opposition vénézuélienne

EUROPE

Le candidat de l'opposition vénézuélienne, Edmundo Gonzalez Urrutia, est arrivé en exil à Madrid.

Cécile Thibaud

— Correspondante à Madrid

Le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, a reçu jeudi l'opposant vénézuélien Edmundo Gonzalez Urrutia. Une rencontre privée, brève mais très symbolique. Ce dernier s'est en effet réfugié depuis dimanche dernier à Madrid, après avoir fui Caracas sous la protection

de l'ambassade espagnole afin d'échapper aux sérieuses menaces du gouvernement en place dans son pays. Alors que l'opposition assure avoir gagné les élections du 28 juillet dernier, selon ses propres comptes, au moment du dépouillement, l'actuel président du Venezuela, Nicolas Maduro, campe sur ses positions. Il clame sa victoire et refuse d'exposer de façon transparente les résultats avec la publication des procès-verbaux des bureaux de vote, comme le réclame la communauté internationale.

Il a choisi de s'autoproclamer, sans preuve, vainqueur du scrutin, arguant des problèmes de piratage informatique, en dépit des dénégations de l'opposition dont la liste était conduite par Edmundo Gon-

zalez, un ancien diplomate de 75 ans, qui est accusé par le régime « d'usurpation de fonctions ».

Montée de tensions

Cette entrevue entre Pedro Sanchez et Edmundo Gonzalez a lieu en pleine montée de tensions entre Madrid et Caracas autour, justement, de la remise en question de la légitimité du gouvernement Maduro, sous la pression multipliée de la droite espagnole et de la communauté vénézuélienne très présente à Madrid.

Une motion votée mercredi au Parlement espagnol, sur proposition du Parti populaire (PP), le principal parti de l'opposition, réclamant la reconnaissance officielle d'Edmundo Gonzalez comme vain-

queur légitime des élections, a fait monter d'un cran les tensions. D'autant que les eurodéputés du PP espagnol comptent maintenant faire adopter une motion similaire au Parlement européen.

Depuis Caracas, la nouvelle a été saluée comme « une grande victoire » par la cheffe de l'opposition, Maria Corina Machado. Elle a en revanche déclenché la colère du gouvernement Maduro. « Mais qu'est-ce qu'a à voir le Parlement espagnol dans les affaires intérieures du Venezuela ? » a réagi le ministre de l'Intérieur, Diosdado Cabello. « Ils croient que nous sommes une colonie et ils se croient un empire ! » a-t-il protesté en réclamant la rupture de toutes les relations diplomatiques et commerciales avec l'Espagne.

Cette escalade complique la position de l'équipe de Pedro Sanchez et de ceux qui, comme l'ex Premier ministre socialiste José Luis Rodriguez Zapatero, tentent d'établir les voies d'un dialogue discret en s'appuyant sur les efforts conjugués avec la Colombie ou le Brésil, afin de convaincre l'équipe de Maduro d'accepter une sortie négociée. Officiellement, Madrid s'est aligné sur le reste de l'UE et une bonne part des pays latino-américains.

« Nous avons demandé la publication des procès-verbaux, nous n'avons pas reconnu la victoire de Nicolas Maduro », expliquait Pedro Sanchez, il y a quelques jours. Nous travaillons pour que l'unité de l'Union européenne permette d'avoir une marge de médiation jusqu'à la fin de l'année. »

Mais cette stratégie n'est pas assez énergique selon le PP qui pointe l'inaction du gouvernement, soupçonné de complicité occulte avec la « gauche bolivarienne » de Maduro. Du côté du gouvernement, on fait valoir que l'objectif est de tracer une ligne de conduite pragmatique. L'objectif de Madrid est de prendre en compte les exigences de respect des règles démocratiques, les appels à l'aide de l'opposition vénézuélienne et les forts liens historiques, mais aussi familiaux et culturels, entre les deux pays.

Sans oublier les intérêts des compagnies espagnoles installées sur place, dont Telefonica (communications), Repsol (pétrole), Mapfre (assurances) ou encore la compagnie hôtelière Meliá. ■

Keir Starmer lance la réforme du système de santé britannique

ROYAUME-UNI

S'appuyant sur un rapport accablant, le Premier ministre travailliste a posé, jeudi, la première pierre de sa réforme du NHS.

Nicolas Madelaine
— Correspondant à Londres

C'est sans doute le plus gros défi du Premier ministre Keir Starmer, au pouvoir à Londres depuis juillet : réparer le système de santé britannique (NHS), gratuit pour tous mais dans une situation tellement critique que 7,6 millions de Britanniques (8 % de la population) étaient sur une liste d'attente en juillet dernier. Un record d'autant moins glorieux que plus de 2 millions d'entre eux attendaient leur rendez-vous depuis plus d'un an.

Le leader travailliste a posé la première pierre de cette réforme jeudi en définissant son cadre, plus qu'en détaillant les mesures à prendre, qui doivent faire l'objet d'un plan à dix ans présenté au printemps prochain. Selon lui, le système a été « cassé » pendant les quatorze ans où les conservateurs ont été au pouvoir, ce qui « a conduit à des milliers de morts évitables, une

phrase qui devrait toujours faire froid dans le dos », a-t-il dit dans un discours public.

Plus d'un quinquennat
Il faut donc « réimaginer le NHS comme on ne l'a jamais fait auparavant », a dit le Premier ministre britannique. Et remettre sur pied le système prendra plus de temps que le quinquennat pour lequel il a été élu. Enfin, « réformer ne veut pas dire mettre plus d'argent », a prévenu Keir Starmer : « Il n'y aura pas plus d'argent s'il n'y a pas de réforme d'abord. » Même si tout le monde s'accorde à dire qu'il faudra beaucoup d'argent pour ces réformes et que la grande question est de savoir où Keir Starmer va le trouver.

Alors que les Britanniques sont habitués à entendre les hommes politiques promettre de guérir le NHS, Keir Starmer a mis en avant son parcours : sa réforme du parquet et celle du Parti travailliste. Pour lancer son plus gros défi politique vis-à-vis de sa base, Keir Star-

mer s'est appuyé sur le rapport d'un chirurgien ayant travaillé pour le gouvernement de Tony Blair, Ara Darzi. Son constat est accablant. Les urgences sont dans « un état terrible ». Les temps d'attente à l'hôpital ont « explosé ». La mortalité liée au cancer est « sensiblement » plus forte que dans les autres pays. Le traitement des maladies cardiovasculaires va « dans la mauvaise direction ».

Ecart de 37 milliards d'investissement
Un écart de 37 milliards de livres d'investissement s'est aussi creusé par rapport à des pays comparables et le budget « n'est pas dépensé là où il devrait l'être ». Avec deux grandes conséquences pour tout le pays. « Le NHS ne contribue pas à la prospérité comme il le devrait », dit le rapport, avec 2,8 millions de personnes en arrêt maladie longue durée. « Nous sommes devenus une société malade », a estimé Keir Starmer. Enfin, la santé de la nation « s'est détériorée », dit Lord Darzi, « et le tableau pour l'espérance de vie en bonne santé est encore pire ».

Keir Starmer et son ministre de la Santé Wes Streeting ont tout de même évoqué jeudi trois grands axes de réforme pour le NHS et son 1,5 million d'employés : changer les priorités – de la guérison à la prévention –, déplacer les soins des hôpitaux vers les communautés et



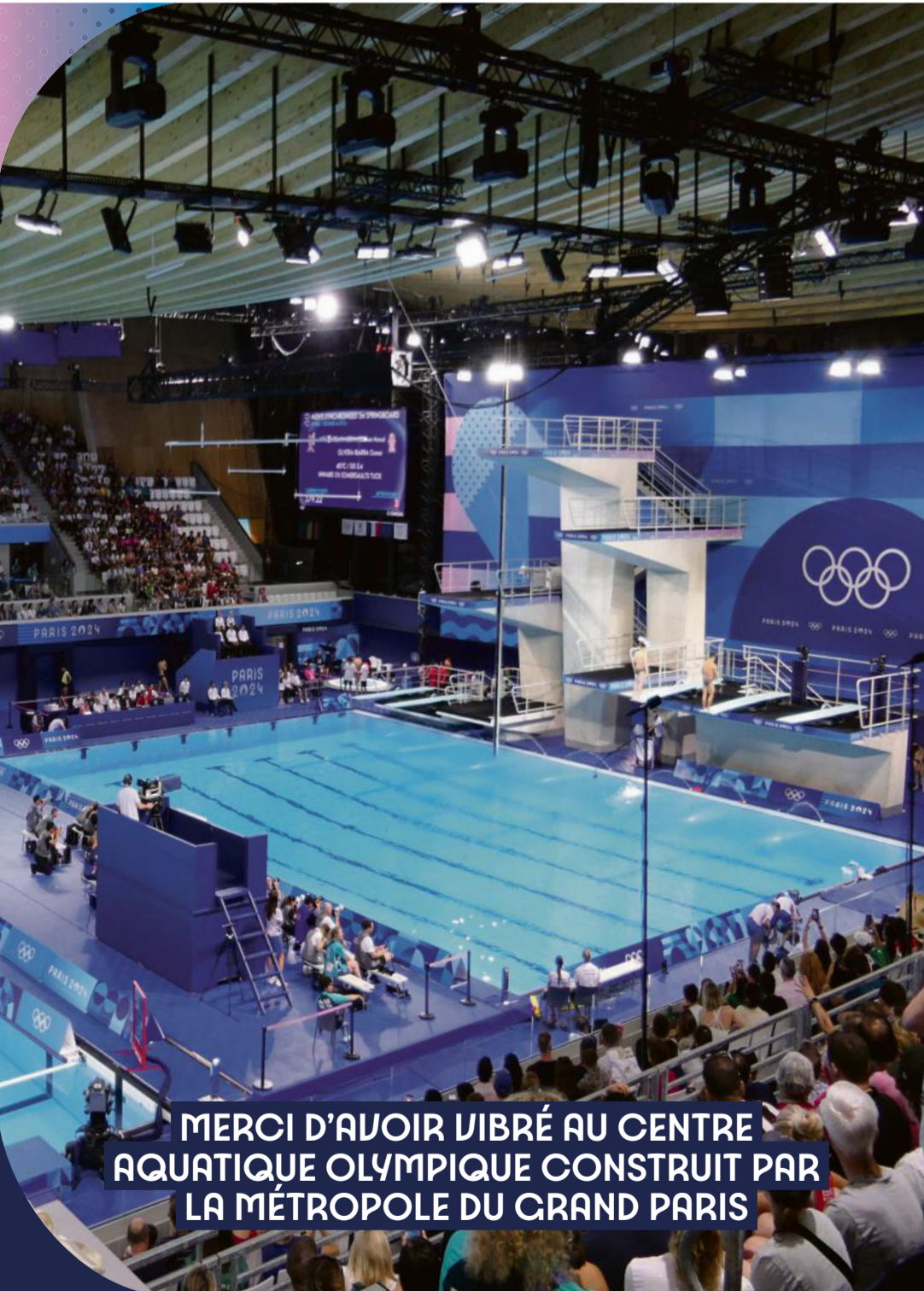
Le leader travailliste, Keir Starmer, estime que le système a été « cassé » pendant les quatorze ans où les conservateurs ont été au pouvoir. Photo Isabel Infantes/Pool/Reuters

les médecins de ville et enfin numériser le système. Au sujet des 40 hôpitaux promis par le conservateur Boris Johnson, Keir Starmer a expliqué que cela restait un objectif mais qu'il fallait tout réétudier car la façon dont cela avait été abordé était « représentative de tout ce qui ne va pas en politique ».

Le travail ne fait que commencer pour l'administration Labour dont c'est un ancêtre, Aneurin Bevan, qui

a fondé le NHS en 1948. « Les employés du NHS ont aujourd'hui davantage confiance dans un gouvernement Labour que dans un gouvernement tory, mais ils sont cyniques, explique un ex-manager de haut niveau du NHS devenu conseiller. Après le rush du Covid, beaucoup de gens de qualité essayant de faire du bon travail s'en sentent incapables dans les conditions actuelles. Et réformer en coupant dans les

moyens peut avoir un impact sur la productivité. Cependant, continuer à faire descendre la responsabilité des soins vers les communautés est une bonne chose. Numériser le parcours des patients aussi, même s'il y a beaucoup de pièges (respect de la vie privée et informatisation limitée pour les plus démunis). Enfin, ce pays a effectivement beaucoup à gagner en accentuant ses efforts de prévention étant donné les inégalités fortes. » ■



MERCI D'AVOIR VIBRÉ AU CENTRE AQUATIQUE OLYMPIQUE CONSTRUIT PAR LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

FIERS D'AVOIR RÉUSSI ENSEMBLE LES JEUX !



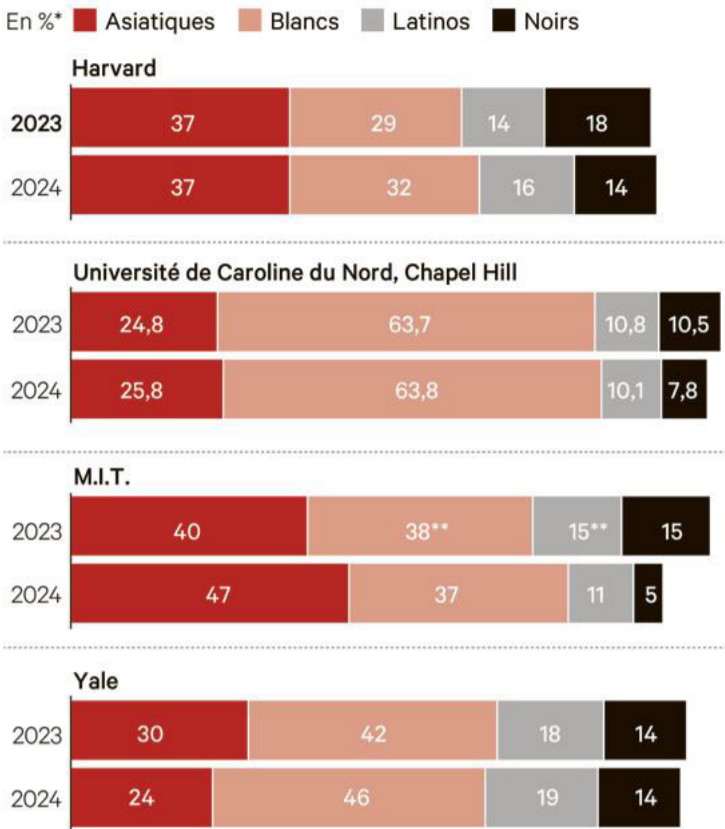
Métropole du Grand Paris

COLLECTIVITÉ HÔTE



metropolegrandparis.fr

Evolution des inscriptions d'étudiants dans quatre grandes universités américaines



*Les étudiants peuvent s'identifier à plus d'une classification ethnique, de sorte que les pourcentages peuvent totaliser plus de 100.
**Moyenne, 2020-2023

« LES ÉCHOS » / SOURCE : UNIVERSITÉS - PHOTO : RÉA



Fin de la discrimination positive : moins d'étudiants noirs américains

AMÉRIQUE DU NORD

Pour la première fois, les universités américaines n'ont pas pu avantager certains candidats en raison de leur race, à la suite d'une décision de la Cour suprême.

Solveig Godeluck
— Bureau de New York

Ce n'est pas un tremblement de terre majeur, mais les plaques tectoniques ont bougé. En juin 2022, la Cour suprême a mis hors la loi l'« affirmative action » à l'admission dans les universités. Cette forme de discrimination positive s'était répandue à l'origine pour favoriser l'accession des Africains-Américains aux études supérieures. La première promotion issue de cette décision vient de faire sa rentrée. Et elle est plutôt moins « black », même si cela reste à confirmer sur la durée.

A Harvard, les étudiants qui se définissent comme « Africains-Américains » ou « noirs » constituent 14 % du nouveau contingent, quatre points de moins que l'année précédente, mais à peu près en ligne avec la proportion d'Américains qui se disent « noirs » (14,4 %). En revanche, les hispaniques, une autre communauté socialement défavorisée aux

Etats-Unis, progressent de deux points à 16 %.

Harvard a publié ses statistiques d'admission cinq mois plus tard que d'habitude, sans doute pour échapper à de nouvelles critiques au moment où l'école était prise dans un maelström de contestation, rythmé par la démission de la présidente et les mobilisations pro palestiniennes sur les campus.

Le déclin des admissions de noirs et d'Afro-Américains

La proportion d'Asiatiques-Américains demeure impressionnante, à 37 %, mais elle n'a pas crû. Cela mérite d'être souligné, car ce sont des étudiants asiatiques qui s'étaient pourvus en justice contre Harvard, en 2014. Ils estimaient avoir été discriminés par rapport aux autres races. Les Asiatiques ne représentent que 7,3 % de la population totale aux Etats-Unis, mais ils sont plus éduqués que la moyenne et exercent une forte pression démographique sur les universités de l'Ivy League, tentées de « sous-noter » ces brillants éléments pour conserver de la diversité.

Huit ans après, l'offensive judiciaire orchestrée par l'activiste de l'Amérique « aveugle à la couleur » Edward Jay Blum a débouché sur l'interdiction de l'affirmative action par la Cour suprême. Une autre université était poursuivie : celle de Chapel Hill, en Caroline du Nord. A la rentrée, le pourcentage de noirs y est tombé d'un peu moins de trois points à 8 %.

Le déclin des admissions de noirs et d'Afro-Américains se vérifie dans plusieurs autres grandes universités. A Columbia, en première année d'études d'ingénieur, ils ont perdu huit points et sont retombés à 12 %. Les Asiatiques ont pris leur place, à 39 %, après un bond de neuf points. Au MIT, la population noire est en baisse de 10 points à 5 %, avec également une chute des hispaniques et une hausse des Asiatiques (47 %).

Le niveau de revenu des parents, l'origine géographique sont des critères qui pourraient faciliter l'accès des noirs et des hispaniques.

Le « Wall Street Journal », qui a recensé les statistiques de plus de vingt établissements, pointe également la glissade de six points des noirs à Brown University (9 %) et de huit points à Amherst College (3 %). En revanche, les prestigieuses universités de Yale et de Princeton semblent épargnées.

A Yale, qui salue « un record historique de candidatures d'étudiants déclarant appartenir à des groupes raciaux et ethniques sous-représentés », ce sont les Asiatiques qui reculent de six points à 24 %. A Princeton, ce sont surtout les races non déclarées qui progressent.

Pour mesurer l'impact réel de la fin des admissions « conscientes de la race », il faudra avoir plusieurs années de recul. D'autant plus que la plupart des établissements ont cherché à compenser la perte de cet outil de diversité sociale par d'autres méthodes de sélection des candidats. Le niveau de revenu des parents, l'origine géographique sont des critères qui pourraient faciliter l'accès des noirs et des hispaniques.

Des tests standardisés à l'admission

A l'inverse, les méthodes de sélection basées sur l'excellence scolaire et non sur la race ont de nouveau le vent en poupe aux Etats-Unis. De plus en plus d'universités, dont Harvard, réintroduisent des tests standardisés à l'admission – alors qu'ils étaient devenus optionnels après l'épidémie de Covid.

En tout cas, Edward Blum considère que les grands équilibres ont été préservés. « Il est stupéfiant que les pourcentages de minorités raciales à Harvard aient si peu changé », a réagi l'activiste, interrogé par « Les Echos », en rappelant que « Harvard avait dit à la Cour suprême que si l'on n'accordait pas de préférence aux minorités raciales, leurs effectifs chuteraient radicalement ». Ce défenseur de la cause n'a pas déposé les armes après sa victoire de 2022. Au contraire, il a multiplié les procédures tous azimuts, comme contre les entreprises qui favorisent les recrutements de noirs ou de femmes, au nom de l'égalité entre citoyens. ■

La lenteur du réarmement de l'Allemagne pointée du doigt

EUROPE

L'Allemagne mettra des dizaines d'années à retrouver les capacités militaires dont elle disposait voilà vingt ans, révèle un rapport de l'Institut de Kiel.

Emmanuel Grasland
— Bureau de Berlin

Le discours avait marqué l'Europe. Le 27 février 2022, trois jours après l'attaque russe en Ukraine, le chancelier allemand, Olaf Scholz, annonçait un « changement d'époque » en matière de défense et la création d'un fonds spécial de 100 milliards pour moderniser la Bundeswehr. Deux ans et demi après, où en est-on ?

Dans un rapport paru cette semaine, un groupe de chercheurs de l'institut de Kiel pour l'économie mondiale (IfW Kiel) alerte sur la lenteur du réarmement allemand. Ces experts ont calculé qu'au rythme actuel des commandes et des capacités de production, il faudra plus de dix ans avant que l'Allemagne dispose du même nombre d'avions de combat qu'en 2004, plus de quarante ans pour les chars et environ 100 ans pour les systèmes d'artillerie.

Le tout alors même que le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, a estimé qu'une attaque d'un pays de l'Otan par la Russie pourrait intervenir d'ici « cinq à huit ans ».

Pourquoi le réarmement de la Bundeswehr prend-il autant de temps ? Il y a trois raisons principales. Après le début de la guerre en Ukraine, les commandes de l'Etat ont d'abord chuté, observent les experts. Il a fallu attendre un an et demi pour que le gouvernement augmente substantiellement ses achats.

Manque de ressources

L'impact a ensuite été inégal, car une partie des commandes a servi à remplacer le matériel envoyé en Ukraine. Au total, 89,9 milliards d'euros de commandes ont été passées entre mars 2022 et juillet 2024, dont 26 % à des fournisseurs exclusivement étrangers.

La seconde raison, c'est que les ressources budgétaires ne sont tout simplement pas là. Au cours des 30 dernières années, l'Allemagne a touché les « dividendes de la paix » et économisé, selon les experts, de 400 à 600 milliards d'euros de dépenses militaires. La création d'un fonds spécial Bundeswehr de 100 milliards en 2022 est loin de

suffire à compenser cet écart. En 1992, l'Allemagne disposait d'environ 4.000 chars de combat. Le chiffre est tombé à 2.400 en 2004 et à 339 en 2021. Massivement utilisés en Ukraine, les systèmes d'artillerie ont vu leur nombre chuter de 3.214 à 121.

La troisième raison, c'est à la fois les faibles capacités de production de l'industrie et le manque de visibilité sur les commandes sur cinq à dix ans. Les usines du pays sont insuffisantes pour rééquiper rapidement l'armée allemande. Entre 1990 et 2020, le nombre de salariés du secteur a décru massivement en Allemagne, passant de 280.000 à 55.500 salariés.

Habitée aux petites commandes, la filière est plus proche de l'artisanat haut de gamme que de la grande industrie. « L'Allemagne produit moins de dix systèmes d'artillerie par an alors que la Russie en fabrique 38 par mois », explique aux « Echos », Guntram Wolff, Senior Fellow à l'institut de Kiel et l'institut Bruegel.

Changer la donne sera compliqué. Pour augmenter les capacités, les industriels ont besoin d'une visibilité que les dirigeants politiques sont incapables de leur fournir. Outre-Rhin, le budget « classique » de la défense s'élève à 52 milliards d'euros, soit 1,2 % du PIB. « Ce montant permet de faire face aux dépenses de fonctionnement mais pas d'investir dans l'équipement », souligne Guntram Wolff.

Un second fonds spécial

Les dépenses supplémentaires, qui permettent de passer le seuil des 2 % du PIB réclamé par l'Otan, proviennent du fonds spécial Bundeswehr de 100 milliards d'euros. Un fonds qui s'épuisera en 2027, ce qui signifie que le budget « classique » de la Défense devrait en théorie bondir de 52 à 80 milliards d'euros en l'espace d'un an.

Un exercice impossible, qui imposera la création d'un second fonds spécial pour la Bundeswehr pour assurer une continuité des investissements.

Mais pour cela, il faudra un vote à la majorité des deux tiers au Bundestag. Comment être sûr de l'obtenir, alors que l'extrême droite et l'extrême gauche caracolent dans les sondages, en prônant l'arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine ?

Dans le même temps, la Russie s'est dotée d'une « économie de guerre ». D'après les auteurs, le pays serait à même de produire l'équivalent des stocks 2021 de l'armée allemande en grosso modo six mois. De quoi inciter le prochain gouvernement à agir, après les législatives de 2025. ■



Dimanche de 10h à 11h
Le Grand Rendez-Vous

En direct sur Europe 1 et CNEWS

Pierre de Vilno, Stéphane Dupont et Mathieu Bock-Côté reçoivent

Éric Zemmour

Président de Reconquête !

Les Echos

C NEWS

Europe 1



Espagne : nouveau chapitre de l'imbroglio catalan

Après un an de polémiques autour de la loi d'amnistie des indépendantistes, c'est la question du modèle de financement de la Catalogne qui fait débat à présent en Espagne.

Cécile Thibaud
— Correspondante à Madrid

Sans budget en vue et avec des jeux d'alliances parlementaires incertains, la rentrée s'annonce compliquée pour Pedro Sanchez. Le Premier ministre socialiste espagnol avait fait le pari de défaire l'hégémonie indépendantiste sur la Catalogne, et c'est ce à quoi il a travaillé depuis un an, calculant pouvoir en tirer une nouvelle impulsion sur l'échiquier politique national. Mais la stratégie n'a pas fait ses preuves pour l'instant et il tarde à en récolter les fruits.

En attendant, le gouvernement aborde l'automne avec la tranquillité d'une croissance solide, avec 2,4 % attendus cette année et 2,2 % en 2025, soit des performances nettement supérieures à celles de la zone euro. Rarement la situation économique de l'Espagne aura été aussi paisible. L'élan du tourisme ne se dément pas, avec 12 % de visiteurs de plus entre janvier et juillet, dans l'attente des chiffres de l'été qui devraient à nouveau battre les records. Et le chômage, habituel talon d'Achille espagnol, poursuit son reflux.

« Nous allons créer un million d'emplois entre 2024 et 2025 », prévoit le ministre de l'Economie, Carlos Cuervo, en estimant que le taux de chômage, actuellement à 11,5 %, devrait descendre à moins de 9 % d'ici à 2027, « soit le niveau de plein-emploi atteint en 2008 avant l'explosion de la bulle immobilière, sauf que cette fois nous nous appuyons sur une croissance plus saine », souligne-t-il, en mettant en valeur un secteur extérieur fort, les efforts d'innovation et le passage à des activités plus complexes.

« Ingénierie budgétaire »

Cet enthousiasme masque mal l'évidente paralysie politique du pays. Sans alliés parlementaires stables, impossible de penser à boucler un budget. Faute de faire voter une nouvelle loi de finance, « il faudra faire de l'ingénierie budgétaire », pour la deuxième année consécutive, reconnaît Carlos Cuervo, afin de faire passer les lignes de dépenses d'un ministère à l'autre sans toucher à l'enveloppe globale.

Un an après avoir réussi à obtenir, contre tout pronostic, l'investiture du parlement pour un nouveau mandat, la bonne étoile de Pedro

Sanchez semble pâlir. L'exécutif fait du sur place et essuie les défaites et reculades en série dans l'hémicycle, coincé entre ses alliés aux intérêts divergents.

Il faut dire que le pari de départ était risqué. Depuis l'automne dernier, toute l'énergie du gouvernement a été consacrée à la question catalane qui a conditionné tous les débats politiques, aux dépens d'avancées notables sur les autres dossiers. L'approbation difficile de la loi d'amnistie des indépendantistes catalans impliqués, à un niveau ou à un autre, dans la tentative de sécession de 2017, a enflammé l'opinion publique espagnole. Présentée comme une façon de réconcilier la Catalogne avec le reste du pays, elle a indigné ceux qui l'ont perçue comme un traitement de faveur ou bien, pis, comme une décision opportuniste de Pedro Sanchez, en échange du soutien parlementaire des formations indépendantistes.

Les juges se montrent eux aussi réticents et freinent l'application de l'amnistie. Si la loi est en vigueur depuis le 11 juin dernier, moins d'un quart des 400 bénéficiaires potentiels ont pu en profiter jusqu'ici. A Barcelone, en revanche, elle a été

accueillie avec soulagement, vécue comme une façon de tourner la page judiciaire et d'en finir avec sept ans de rengaine victimiste des dirigeants indépendantistes, à commencer par l'ex-président régional, Carles Puigdemont. Ce dernier a montré qu'il était prêt à tout pour jouer les trouble-fêtes, avec une apparition éclair rocambolesque cet été à Barcelone, dans l'espoir de raviver l'émotion populaire autour de sa personne.

La promesse d'un « financement singulier » pour la région inquiète le reste du territoire.

Mais sa tentative a échoué et, preuve du changement, c'est un socialiste, Salvador Illa, ex-ministre de la Santé durant la pandémie, qui a été élu à la Generalitat, le gouvernement catalan, rompant l'hégémonie nationaliste qui avait dérivé vers le séparatisme. Cette arrivée d'un socialiste à la tête de la Catalogne, c'était le grand pari de Pedro Sanchez. La preuve tangible que sa politique de main tendue a fonctionné

pour attirer pragmatiquement une part de l'indépendantisme de gauche. Mais à quel prix ? C'est toute la question. La promesse d'un « financement singulier » pour la région inquiète les autres parties du territoire et devrait être le sujet de tous les débats de la rentrée. Les périphrases de la ministre du Budget, Maria Jesus Montero, n'expliquent rien et un nouveau chapitre de l'imbroglio catalan est en train de s'ouvrir.

Le gouvernement prévoit d'octroyer à Barcelone le droit de collecter et d'administrer directement l'impôt, en se contentant d'en reverser une partie à l'Etat central, sur le modèle dont bénéficient déjà le Pays-Basque et la Navarre. A une différence près : La Catalogne, grand moteur industriel et exportateur du pays, pèse lourd et apporte 19 % de la richesse nationale.

Sa sortie du pot commun devrait obliger à revoir l'ensemble du financement des régions pour glisser un peu plus vers une sorte de fédéralisme à la carte, sans expliquer comment maintenir la solidarité territoriale. Reste à savoir si le gouvernement aura le ressort suffisant pour conduire sereinement les débats. ■

LA
CHRONIQUE
de Denis Ferrand

Le paradoxe de la croissance sans recettes fiscales

Les événements des derniers jours pourraient presque faire croire à un atterrissage en douceur de la situation politique et économique de notre pays. Effet de l'allégresse et de l'unité retrouvée dans la célébration des Jeux Olympiques et Paralympiques ? La France a tenu ses promesses et son rang aux yeux du monde entier et nos athlètes ont réalisé des prouesses. Cerise sur le gâteau, avec sans doute un effet concret à venir sur la croissance. Avec un acquis de croissance déjà à 0,9 %, l'objectif gouvernemental de croissance de 1 % pour 2024 sera alors atteint.

Dans un contexte mondial et européen anémique où les révisions des prévisions se font plutôt à la baisse, cette performance est à souligner. Il faut néanmoins tempérer les ardeurs de ceux qui nous penseraient sur la bonne trajectoire. A l'heure qu'il est, même si la nomination d'un homme d'expérience à

Matignon peut rassurer, nous n'avons pas la moindre idée de la façon dont le PLF 2025 sera voté.

Deux faits inquiétants semblent en outre jouer en même temps au point de détériorer encore nos perspectives budgétaires : malgré une croissance plus forte que prévu, les recettes fiscales ne sont pas au rendez-vous et, toutes choses égales par ailleurs, Bercy table sur un déficit de 5,6 % pour 2025, alors que nous faisons déjà l'objet d'une procédure européenne pour déficit excessif en 2023.

On se rappelle qu'en mars dernier déjà, le gouvernement avait dû élaborer en urgence un plan d'économies de 10 milliards d'euros du fait de rentrées fiscales inférieures au prévisionnel pour 2023. C'est un sujet à prendre très au sérieux, car notre crédibilité budgétaire – déjà passablement écornée – tient beaucoup plus à notre capacité à collecter l'impôt qu'à équilibrer les budgets de

l'Etat, des collectivités locales et des comptes sociaux.

Qu'en est-il en cette rentrée ? Sur les sept premiers mois de 2024, les recettes fiscales nettes de l'Etat sont légèrement inférieures à celles collectées en 2023 sur la même période (-0,2 %), alors que la loi de finances initiale tablait pour l'ensemble sur une hausse de 7,9 %. Comme l'an passé, ce sont les recettes de TVA nette et d'impôts sur les sociétés qui sont très en retard sur leur table de marche. Les premières reculent même de 2,1 % alors qu'elles étaient censées progresser de 5,9 %.

La composition de la croissance 2024 semble expliquer largement ce

Il paraît vain d'imaginer une accélération de la croissance pour 2025.

« trou d'air ». Elle repose sur trois piliers : la progression des exportations, exonérées de TVA lorsqu'elles sont réalisées hors de l'UE, et celle des dépenses publiques apportent chacune 0,5 point à l'acquis de croissance. Les importations se replient et contribuent pour leur part à hauteur de 0,7 point à cet acquis.

Epargne et consommation faible

Mais cette baisse n'est que le miroir inversé de celle de la demande finale des ménages et des entreprises, et notamment de leurs dépenses d'investissement. Cette contraction de la demande interne contribue largement à la baisse des recettes de TVA même si demeure une proportion conséquente que l'on ne parvient pas à expliquer.

Ces différents constats décrivent bien la dynamique actuelle de notre économie. Trois grands traits la caractérisent : la poursuite d'un

important effort d'épargne des ménages, et, partant, une consommation faible, la chute ininterrompue de leurs dépenses en logement, la prudence accrue des entreprises attisée par l'incertitude politique. Cette situation conduit ces dernières à réviser à la baisse leurs projets d'investissement et à tempérer les flux d'embauches. Dans ce contexte, il paraît vain d'imaginer une accélération de la croissance pour 2025.

Ces éléments constituent la toile de fond du discours de politique générale à venir du nouveau Premier ministre. Pas de confiance des entreprises et des investisseurs sans stabilité fiscale ni continuation de la politique de l'offre même remaniée afin de viser l'obtention des indispensables gains de productivité sans lesquels il n'y a pas de progression durable du pouvoir d'achat salarial.

Denis Ferrand est directeur général de Rexecode.

analyses

Europe : stop au mélange des genres !

Le grand mélange entre les objectifs et les instruments de la politique économique joue un rôle de premier plan dans le déclassement de l'Union européenne.

LA CHRONIQUE de Mathilde Lemoine



Le rapport de Mario Draghi a pour principale vertu d'assumer la poursuite d'un objectif clair et explicite et de renouer ainsi avec les fondamentaux de la politique économique. Si les valeurs de l'Europe sont la prospérité, l'équité, la liberté, la paix et la démocratie, il affirme que ces droits fondamentaux ne pourront être assurés qu'à la condition de croître et de devenir plus productif. Prendre ce risque, c'est le seul moyen de mettre fin à la confusion entre les objectifs de politique économique et les instruments pour les atteindre. « La science économique ne propose pas d'objectifs politiques ou sociaux, mais pour des objectifs politiques ou sociaux donnés, elle définit la cohérence de la politique économique. » Elle indique si les objectifs à atteindre sont compatibles entre eux et économiquement réalisables et si les moyens choisis sont adaptés aux objectifs tout en constituant la meilleure manière de les atteindre. Pour James Buchanan, le père de l'économie politique, et Robert Lucas, le choix d'une politique économique relève de considérations normatives, mais les décisions de politique économique sont déterminées par des processus politiques. « Il n'existe pas de personne, de décideur, qui maximise pour l'économie. »

« Orientations générales » Le grand mélange entre les objectifs et les instruments joue un rôle de premier plan dans le déclassement de l'Union européenne. Il prend ses racines au siècle dernier quand la traditionnelle approche de la qualité de la performance économique a évolué en fonction des croyances. Selon Kaldor, quatre objectifs contribuent à la qualité de la performance économique : la croissance, la stabilité des prix, l'emploi et l'équilibre courant. Plus la réalisation de ces objectifs sera symétrique, plus la performance macroéconomique sera équilibrée. En mettant en avant la croissance, Mario Draghi choisit de rééquilibrer l'un des côtés du « carré magique ».

Les gouvernements ont abandonné les objectifs de croissance réelle du PIB pour en faire des prévisions sans contenu opérationnel pour les atteindre. En rendant responsables les chocs extérieurs d'un manque de croissance, il n'est plus justifié de prendre des mesures pour corriger la situation. « Les beaux jours seront pour demain. » La politique économique porte désormais l'ensemble des aspirations des citoyens. L'enjeu du secteur public est confondu avec celui de la politique économique, à savoir l'allocation, la stabilisation et la redistribution. Or l'allocation et la stabilisation diffèrent par leur horizon temporel.

Les gouvernements ont abandonné les objectifs de croissance réelle du PIB pour en faire des prévisions sans contenu opérationnel pour les atteindre.

Contrairement à Joe Biden qui veut obtenir une avance aussi grande que possible sur la Chine dans le domaine technologique et à Xi Jinping qui veut que la Chine devienne un leader technologique de l'innovation dans un environnement soutenable d'ici à 2035, les chefs d'Etat et de gouvernement européens ont seulement défini des « orientations générales ». Elles consistent en une Europe libre et démocratique, une Europe forte et sûre, une Europe prospère et compétitive pour 2024-2029. Il en résulte une concentration disproportionnée sur les instruments des politiques économiques comme les politiques budgétaires, monétaires et les mesures structurelles qui conduit à une focalisation sur le court terme et les coûts d'ajustement temporaires. D'autre part, les Etats membres prennent des mesures en réaction à celles des pays étrangers sans tenir compte de leurs effets de long terme ni de leurs effets globaux. Enfin, établir des objectifs de politique économique permettrait de corriger les instruments au cas où ces politiques ne produiraient pas les effets attendus. La transition énergétique bénéficierait particulièrement d'une telle clarification.

Mathilde Lemoine est cheffe économiste du groupe Edmond de Rothschild.



Mario Draghi et Ursula von der Leyen, le 9 septembre, à Bruxelles. Photo:Wiktor Dubkowskij/Zuma-REA

Le grave Draghi, l'égarée France et l'engourdie Allemagne

Mario Draghi souligne avec justesse que l'Europe traverse un moment « existentiel ». Mais l'indispensable coup de rein du Vieux Continent se heurtent à l'inanité de la politique en France et à son inertie en Allemagne.

LA CHRONIQUE d'Eric Le Boucher



On ne peut qu'être effaré par le fossé entre, d'un côté, la profondeur des réflexions de Mario Draghi sur le moment « existentiel » que traverse l'Europe et, de l'autre, l'inanité de la politique en France et son inertie en Allemagne. L'ancien président de la Banque centrale européenne dresse un constat implacable sur « le décrochage » de l'Union face aux Etats-Unis et à la Chine et il nous en dit la cause : le manque d'innovation. Compte tenu de sa faible productivité et de son vieillissement, l'Europe, sans coup de rein, va stagner et « son modèle » multinational et social s'effondrera. Le drame de ce rapport magnifiquement clair et juste est qu'il tombe très mal dans le contexte franco-allemand.

En France, l'Assemblée nationale a pris le pouvoir, mais elle n'a aucune des capacités nécessaires pour l'exercer. Elle est divisée en trois blocs égaux dont la première caractéristique, et en vérité la seule, est la haine des deux autres. Le Pen, Macron, Mélenchon sont des ennemis absolus : le compromis est tabou. Le Parlement a critiqué le présidentielisme de la Ve République et longtemps réclamé plus de « parlementarisme », il démontre qu'en l'état actuel des idéologies, le transfert conduit à l'impuissance.

Impuissance Le ministère de Michel Barnier, qui dispose, lui, de toutes les capacités nécessaires à la conduite des affaires (vision du destin du pays et de l'Europe, ouverture, modération), est soumis à un système de petites ambitions, à une génération politique peu lettrée, à une obsession pour le spectacle médiatique et à une connaissance des réalités éco-

nomiques égale à zéro. Comptez : moins de 20 députés auront lu Draghi. En France, l'économie, après les réformes, connaît un dynamisme inédit et si l'Assemblée ne recommence pas à la ruiner, elle peut s'accommoder d'un creux politique. Mais elle a deux défauts : une taille insuffisante et une absence dans le numérique. L'Etat français est trop endetté pour y remédier, Mario Draghi apporte une solution européenne qui répond parfaitement. La France a donc un intérêt primordial à soutenir le rapport.

Si le rapport Draghi est jeté dans un tiroir, si l'Europe coule et nous avec, on aura les coupables : Le Pen, Mélenchon, Lindner, les politiciens démagogues et les politiciens idéologues.

Malheureusement, il parle de croissance, de production, de compétitivité, un vocabulaire que les démagogues d'extrême droite nomment celui de « l'élite » et les démagogues de gauche celui des « riches ». Les deux veulent « plus de pouvoir » d'achat sans comprendre un mot au rapport qui donne pourtant la seule réponse solide de long terme. En clair, la réaction majoritaire de l'Assemblée nationale est l'ignorance ou l'hostilité. Paris ne sera pas là pour soutenir Draghi. En Allemagne, l'écho au rapport est différent : il perturbe trop violemment le lent débat qui s'est ouvert sur l'avenir de l'économie allemande. Donald Trump, Xi Jinping et Vladimir Poutine ont tué la croissance germanique construite sous le parapluie américain, avec le gaz russe, pour les débouchés chinois. En récession, notre voisin commence à comprendre qu'il lui faut changer ce modèle « mercantiliste ». Il

entrevoit aussi que sa stratégie vieille de quarante ans vis-à-vis du numérique est en panne : importer l'innovation américaine pour la mettre dans ses voitures, ses robots et plus généralement la mécanique, ne suffit plus, il faut innover soi-même, la Chine, en avance, fait de meilleures voitures électriques.

Maturation Le défaut du rapport Draghi est qu'il donne la solution avant la maturation indispensable des Germains, comme ils avaient pu y parvenir sous Gerhard Schröder avec le « Standort Deutschland » (la compétitivité). Mario Draghi dit que le libéralisme, le seul marché et l'orthodoxie budgétaire, ne correspondent plus à l'époque, et qu'il faut, pour accélérer l'innovation comme le font la Chine et l'Amérique de Biden, marier le marché et l'Etat. Mais l'Allemagne a besoin de temps pour ingurgiter cette médication. Avant même sa publication, le ministre des Finances, Christian Lindner, chef du Parti libéral, a repoussé le rapport parce qu'il propose un nouvel emprunt fédéral européen.

Ursula von der Leyen veut faire sien la doctrine Draghi. Elle imagine un fonds roulant de 350 milliards d'euros, c'est un premier pas. L'union bancaire semble avancer avec l'offensive d'UniCredit sur la Commerzbank. L'Europe bouge un peu. Mais rien ne sera possible sans accélération des décisions et des mises en œuvre (d'où la simplification demandée par le rapport) et sans changement d'échelle (l'investissement nécessaire de 800 milliards d'euros par an, soit 4,5 % du PIB européen). La présidente de l'Union ne pourra pas aller loin sans que le moteur franco-allemand, comme toujours, tire la machine. Si le rapport Draghi est jeté dans un tiroir, si l'Europe coule et nous avec, on aura les coupables : Le Pen, Mélenchon, Lindner, les politiciens démagogues et les politiciens idéologues.

Eric Le Boucher est éditorialiste aux « Echos ».

LA REVUE DU JOUR

Parking avec vue sur Bruxelles

LE PROPOS Dans un monde post-apocalypse automobile, les voitures disparaissent, en tout cas des centres-villes. Que faire alors des espaces qu'elles occupaient ? Si la réponse est évidente pour les stationnements en voirie, sous forme de trottoirs plus larges ou de rangements pour les mobilités douces, la reconversion des parkings souterrains fait encore l'objet de nombreuses expérimentations. Celle des parcs à voitures en hauteur semble plus aisée : bureaux, centres logistiques... Le bimestriel « Vivre Côté Paris » s'est penché, photos à l'appui, sur un cas exceptionnel. L'INTÉRÊT En 12 pages et 14 splendides photos, c'est une visite complète de l'appartement de 350 mètres carrés avec jardin suspendu que l'architecte d'intérieur française Marion Mailaender a rénové au sixième étage d'un parking bruxellois, transformé entre-temps en bureaux. Bien sûr, n'importe qui (en l'occurrence, ici, Anne-Sophie Prevot, scénographe et productrice de défilés)



ne peut pas s'offrir de tels travaux. Le mobilier est à la hauteur du projet. Mais les piliers et le plafond en béton brut que parcourent des tuyaux suspendus ne laissent aucun doute : nous sommes bien dans un ancien dortoir pour dinosaures à quatre roues. LA CITATION « Il y a ici une fantaisie, une humour où tout est possible, une liberté particulière, sans doute liée à la petite taille de ce pays où la volonté de se démarquer reste ouverte, mais aussi à ce côté très international de Bruxelles où tout se croise, laissant le champ à une créativité très spécifique ! » — Jacques Henno

Vision panoramique « Vivre Côté Paris », août-septembre 2024, 178 pages, 6,50 euros.

Publiez vos contributions
sur le Cercle des Echos :
lesechos.fr/idees-debats/cercle



LE POINT
DE VUE

d' **Elsa Da Costa**
et de **Pascal Ruffenach**

Adapter la qualité de société à mission aux médias

A l'origine de tous les débats et rencontres dans et autour des Etats généraux de l'information (EGI) surgit l'évidence que l'information n'est pas un bien comme les autres.

L'information répond en très grande partie aux critères de ce qu'est un bien commun. Comme la culture en général. Ce n'est pas une marchandise « ordinaire ». La réception ou l'échange d'une information ne prive pas celui qui la transmet de cette même information. Bien au contraire, comme Michel Serres le décrivait, l'échange d'un poème, d'un théorème ou d'une information « augmente » l'humanité et « enrichit » chacune et chacun d'entre nous.

C'est dire la responsabilité des médias qui agissent sur les représentations que les citoyens se font du monde. Combat à la fois exaltant et difficile à tenir ! Particulièrement dans un monde où des milliards d'images et de mots circulent chaque jour sur les plateformes !

Les médias sont coûteux et faiblement rentables, quand ils le sont. Certains actionnaires investissent aussi parce qu'ils pensent que la qualité de l'information, notamment sa diversité et son pluralisme, protège les fondamentaux de la démocratie.

Etendre la qualité de société à mission aux médias, comme l'ont proposé les EGI, c'est reconnaître le statut particulier de l'information. La démarche doit évidemment rester libre et volontaire de la part des actionnaires. La société à mission d'information serait une « adaptation » aux médias de la qualité

de société à mission. Qualité dont le nombre croît en France et qui est devenu majoritaire dans les pays du nord de l'Europe.

Au-delà de la définition traditionnelle d'une entreprise par sa performance économique, la société à mission reconnaît l'impact social et citoyen d'une entreprise au sein d'une démocratie. Charge à l'entreprise de définir ses grandes missions à impact, missions qui seront auditées par des cabinets indépendants, lesquels pourront récuser cette qualité si elle n'était pas respectée.

Etendre la qualité de société à mission aux médias, comme l'ont proposé les EGI, c'est reconnaître le statut particulier de l'information.

La qualité de société à mission s'exercerait ainsi dans le champ de l'information et de son lien étroit avec la démocratie. Développer l'éducation à l'information, pousser à la diversité dans les rédactions, réfléchir aux moyens d'atteindre ceux qui sont exclus de l'accès à l'information, donner une place plus grande à l'enjeu du vivant, favoriser une vraie éthique de la discussion, développer l'esprit critique des enfants et des jeunes... pourraient être des missions spécifiques des médias.

La gouvernance du comité de mission devrait être plurielle. L'actionnaire y serait présent, évidemment, mais aussi toutes les parties prenantes. Les journalistes en premier lieu et les lecteurs qui représentent la société. Ces derniers jouent un rôle particulier et ont une responsabilité forte car, à l'heure des réseaux, ils retransmettent l'information qu'ils reçoivent en quasi-temps réel. Rappelons-le, ce comité de mission ne se substitue pas à la gouvernance « classique » de l'entreprise mais permet d'évaluer comment les médias ont respecté ce bien commun.

Les discussions actuelles de modification des critères d'attribution des aides de l'Etat aux médias pourraient intégrer le filtre de cette nouvelle qualité de société à mission d'information. Comme l'Etat est aussi le garant du bien commun, il doit aider en priorité ceux qui facilitent le dialogue démocratique entre les citoyens par la production et diffusion d'une information fiable et responsable.

Elsa Da Costa est directrice générale de l'association Ashoka France et membre du groupe « Citoyenneté, information et démocratie » des EGI. **Pascal Ruffenach** est président du directoire de Bayard et président du groupe « Citoyenneté, information et démocratie » des Etats généraux de l'information (EGI).



Lire nos informations
Page 21

LE POINT
DE VUE

d' **André Loesekrug-Pietri**

Pour la réussite de la France

Vous voici nommé, Michel Barnier. Un homme expérimenté, européen, ancré dans les territoires est au pouvoir. La fragmentation de la société implique une vision renouvelée de la chose publique. Vous pourriez donner l'impulsion pour que la France redevienne une terre qui forge son avenir, avec un partage des fruits du progrès. Douze axes pourraient guider votre action.

Rétablir un cap précis : soyons clairs sur nos valeurs non négociables, plus stratégiques sur les compétences que nous voulons accueillir, avec l'humanité qui fait l'honneur de la France. Les Français sont déclassés et doivent pouvoir vivre de leur travail. Le partage des richesses – et des devoirs – ne doit pas disparaître sous un mille-feuille de charges effaçant le vrai prix – du travail, des soins, de l'école. Ils ont besoin de services publics tournés vers eux. La dégradation de l'hôpital malgré le dévouement du corps médical, la fuite vers les écoles privées, les quartiers rongés par les trafics, appellent une efficacité et une humanité décuplée, à l'instar de l'excellence démontrée pendant les Jeux. C'est donc possible.

Sur la défense, ne racontons pas d'histoires, nous ne sommes pas en économie de guerre car nous n'avons pas changé nos habitudes, notamment d'achat. Faisons appel à toutes les industries pour multiplier notre production et non faire +25 %. L'existence de notre nation en dépend. Faisons de l'écologie, et non de l'idéologie, en liant objectifs climatiques et industriels – avec une production diversifiée, des recherches ciblées (stockage, terres

rares, réseaux intelligents...), à l'échelle européenne. Transformons l'Europe, comme le propose Draghi. Stop au saupoudrage (35.000 projets de recherche). Les silos, l'opacité des milliards du plan de relance, une convention sur l'avenir hors sol avec 60.000 participants sur 450 millions à l'ère numérique – tout doit être revu sauf à vider l'Europe de son souffle.

Le creuset de cette révolution démocratique est l'éducation, clé de la compétitivité face à un capitalisme inégalitaire.

La compétitivité et l'innovation au cœur, en renforçant notre capacité de prospective et d'expérimentation, pour choisir notre futur. Se défaire des monstres bureaucratiques des appels à projets, ouvrir à des opérateurs de la société civile, fixer des objectifs sociétaux pour mesurer l'impact de France 2030, sauf à dilapider ces milliards.

Adaptons nos écosystèmes au XXI^e siècle : Tesla est-il logiciel ou automobile ? Nvidia est-il puce ou IA ? Les ministres de la Recherche, de l'Industrie ou de l'Ecologie ne doivent pas rester sur les filières verticales, sauf à soutenir des acteurs dépassés, mais créer richesse et emplois du futur. La diversité européenne est ici une chance d'appréhender cette complexité. L'évaluation est un angle mort qui alimente le populisme :

non des indicateurs managériaux mais des objectifs sociétaux clairs. La méthodologie DARPA est redoutable car elle mobilise les meilleurs, se concentre sur les résultats tout en laissant une liberté totale pour y arriver. Nous avons besoin d'un Etat qui fait confiance.

Pour définir ces objectifs, le Parlement et la société civile, occultés, doivent revenir au centre. Les consultations citoyennes multipliées car autant d'opportunités d'implication et d'intelligence collective. Les passerelles public-privé facilitées. Le creuset de cette révolution démocratique est l'éducation, clé de la compétitivité face à un capitalisme inégalitaire. Nous pouvons faire de notre société une des plus justes en étant la mieux formée à la culture scientifique. Concentrer – éducation, recherche, défense, santé – pour se replacer dans le temps long et inventer une méthode démocratique qui tienne tête aux « carnivores » – les Etats autoritaires ou les plateformes. Avec une justice rapide elle aussi, sauf à alimenter les frustrations.

L'Etat doit être exemplaire dans ses missions régaliennes, pour libérer les énergies et prendre soin de ceux que l'accélération laisse au bord de la route. Il faut un gouvernement stratégique, transversal, proche. Une vision gaulienne projetée au XXI^e siècle, capable de faire gagner la France et l'Europe. Monsieur le Premier ministre, vous entriez dans l'Histoire.

André Loesekrug-Pietri est président et directeur scientifique de la Joint European Disruptive Initiative (JEDI).



Shutterstock

La longévité, un enjeu planétaire majeur oublié

LA
CHRONIQUE
de **Jacques Attali**



La montée de la violence, la concentration des richesses et des pouvoirs, la dégradation du climat, les progrès de l'intelligence artificielle sont reconnus parmi les enjeux les plus importants de demain. Il en est un autre au moins qu'on oublie trop souvent, et qui va avoir très rapidement des conséquences majeures : l'allongement planétaire de la durée de vie humaine.

Les données sont claires : depuis 2022, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le nombre d'adultes de plus de 50 ans dépasse celui des moins de 15 ans ; en 2024, l'espérance de vie mondiale est supérieure à 70 ans. De plus, au moins dans les pays développés, la moitié des enfants d'aujourd'hui devrait vivre plus de 90 ans.

En 2040, le nombre des moins de 15 ans n'aura pas changé, alors que celui des plus de 50 ans aura augmenté de 800 millions ; ces 800 millions seront concentrés pour l'essentiel dans 10 pays émergents en Asie. En 2050, il y aura 1,6 milliard de personnes de plus de 65 ans. On rentre donc dans un monde plus vieux. Et dans un monde de vieux, tout le monde devra travailler plus longtemps.

Transhumanisme

Dans les pays pauvres qui vieillissent (et ils sont nombreux dans ce cas), c'est particulièrement une mauvaise nouvelle, car rien n'est plus terrible, pour un pays, que de devenir vieux sans être devenu riche et d'avoir mis en place des systèmes de solidarité.

Dans les pays riches qui se seront dotés, à temps, d'un système sérieux de sécurité sociale, comme en Europe du Nord, cela signifiera l'obligation de consacrer une part croissante des dépenses publiques, donc des impôts et des cotisations, au financement de la santé et des retraites. C'est-à-dire une profonde réorganisation de la société. En attendant de voir si un accueil et une intégration réussie d'étrangers ou un retour de la natalité domestique peut changer la donne.

Dans les autres, comme aux Etats-Unis, le marché considérera avec convoitise les gens âgés solvables comme des consommateurs prêts à dépenser des fortunes pour ne pas mourir, clients prometteurs des produits et des services spécifiques d'une « économie de la longévité », pour se soigner, se déplacer, voyager, se loger, se nourrir, se distraire, et s'assurer contre tous les risques.

C'est encore plus vrai pour les ultrariches, qui commencent à dépenser des fortunes

dans l'espoir de rajeunir, et même dans celui, illusoire, de ne jamais mourir. Pour ces gens-là, tenants du transhumanisme, l'âge n'est qu'une maladie, dont on peut espérer guérir.

Ce fantasme constitue dès aujourd'hui un marché prometteur, sur lequel se sont lancées de très nombreuses entreprises. Parmi elles, celle de Jeff Bezos (qui ne s'occupe pas que d'Amazon et de la conquête de l'espace) et de Yuri Milner (qui ne s'occupe pas que de ses fonds d'investissement), Altos Labs, créée en 2022, avec 3 milliards de dollars, réunissant quelques-uns des meilleurs spécialistes mondiaux de gérontologie et de génétique, promettant non seulement de restaurer la santé des gens très âgés, mais aussi de reprogrammer leurs cellules pour faire disparaître les handicaps liés à l'âge.

Certaines de ces entreprises annoncent à leurs actionnaires avoir déjà obtenu des résultats significatifs, promettant de repérer un jour les facteurs du vieillissement dès l'embryon, de fournir aux plus riches les moyens de retarder leur propre vieillissement, ou même de rajeunir et de choisir l'espérance de vie de leurs enfants.

Tout cela n'est qu'une des multiples dérives à laquelle pourrait conduire l'alliance d'une démographie déclinante, de l'avidité marchande et de la folie technologique.

Eviter plutôt que réparer

De fait, la véritable économie de la longévité n'est pas cette privatisation forcée des services aux personnes âgées ; et encore moins dans le transhumanisme. Elle est d'abord dans la prévention, qui reste pourtant l'oubli majeur de presque toutes les politiques de santé ; en particulier en France, où elle représente moins de 2 % des dépenses de santé, contre près de 3 % en moyenne en Europe. En France où seules 22 % des femmes éligibles ont effectué un dépistage du cancer du col de l'utérus, contre une moyenne de 50 % dans l'ensemble de l'Union européenne et de plus de 80 % au Danemark et en Finlande.

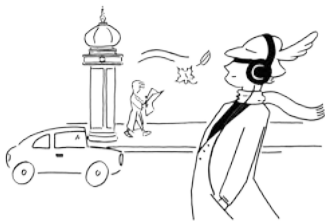
La prévention supposerait, plus généralement, de mettre en pratique des règles simples : faire des check-up sérieux à intervalles réguliers (sans tomber dans la tyrannie de l'autosurveillance permanente de milliers de paramètres), faire une heure de sport par jour, ne plus manger de sucre artificiel, cesser de fumer, réduire la consommation d'alcool et de café. Rien n'est plus simple.

Et pourtant, rien n'est moins pratiqué. De fait, cela renvoie à quelque chose de plus général : comme pour l'environnement, où on se prépare plus facilement à devoir adapter les villes au réchauffement climatique qu'à faire ce qu'il faudrait pour l'éviter ; on préfère attendre d'avoir à réparer un dommage plutôt que de faire ce qu'il faut pour l'éviter. Ce serait si simple de faire autrement.

Jacques Attali est écrivain et essayiste.

essais

Retrouvez chaque vendredi un nouvel épisode:
de notre podcast « Les Echos de l'IA »
Abonnement sur lesechos.fr/podcasts/tech-off



En France, l'indice conjoncturel de fécondité est passé de 2,03 en 2010 à 1,68 en 2023.

L'action publique peut-elle influencer sur la décision, d'abord individuelle et conjugale, d'avoir un enfant ? C'est tout le propos du livre de Julien Damon, enseignant à Sciences Po et à HEC.

Vive les bébés !

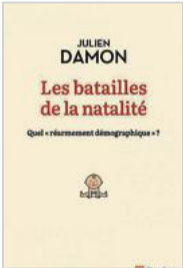
LIVRES

Par Christine Kerdellant

Emmanuel Macron n'est pas allé jusqu'à fondre en larmes, comme Kim Jong-un en décembre 2023, pour convaincre les femmes nord-coréennes de faire davantage de bébés. Mais un mois après ce dernier, le président français a marqué les esprits en usant d'une métaphore osée : la nécessité d'un « réarmement démographique ». En France, l'indice conjoncturel de fécondité est passé de 2,03 en 2010 à 1,68 en 2023. Or, une démographie en berne a des conséquences sur la croissance ou le financement des retraites. L'hôte de l'Élysée a donc annoncé, en guise de canons Caesar, une révision de l'indemnisation du congé parental et un plan de lutte contre l'infertilité.

On ne saura que dans quelques mois si les sanglots du dictateur auront été plus efficaces que les idées du stratège élyséen, mais cette préoccupation qui avait jusqu'alors relativement épargné la France est partagée par presque toutes les grandes puissances : selon les dernières projections, l'Allemagne passera entre 2020 et la fin du siècle de 83 à 69 millions d'habitants ; l'Italie de 60 à 37 millions ; le Japon de 125 à 76 millions ; la Chine de 1,4 milliard à 608 millions ; la Russie de 146 millions à 112... La France paraît presque mieux lotie en comparaison, puisqu'elle ne perdrait « que » 5 millions d'âmes. Seule l'Inde peut pavoiser, puisqu'elle passerait de 357 millions en 1950 à 1,5 milliard en 2100 ! Les pays d'Afrique, eux, s'inquiètent de la surpopulation : il y avait, par exemple, 37 millions de Nigériens en 1950, et ils seront 546 millions en 2100.

L'action publique peut-elle influencer sur la décision, d'abord individuelle et conjugale, d'avoir un enfant ? C'est tout le propos du livre de Julien Damon, enseignant à Sciences Po et HEC, et



Les batailles de la natalité
de Julien Damon.
Éditions de l'Aube,
160 pages,
17,90 euros.

collaborateur régulier des « Echos ». L'ancien directeur de la recherche et de la prospective de la CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) évalue l'efficacité des politiques familiales menées en France et à l'étranger.

No kids zones

Parce que la baisse des naissances a de multiples raisons – prix de l'immobilier trop élevés, coûts professionnels de la maternité, précarité accrue, coûts financiers des études, évolution des mœurs, choix militant, anxiété à l'égard de l'avenir... –, les solutions sont multiples et difficiles à évaluer. Même la corrélation entre confiance des ménages et fécondité n'est pas éclatante. « La première victoire française en Coupe du monde de football en 1998, écrit Damon, a pu être érigée en variable positive pour apprécier la bonne santé démographique qui a suivi. Mais la deuxième, en 2018, n'a eu aucun effet ! »

A défaut de « voie royale », l'auteur propose sept pistes concrètes. Il exclut d'emblée la diminution drastique des retraites (dans les pays sans système de retraite, les couples font des enfants pour assurer leur avenir). En revanche, il rappelle que, pour un effet quasi immédiat sur la fécondité, l'immigration, en particulier africaine, est la voie la plus efficace – à condition de l'assumer ! Une autre option consiste à mener une politique du logement en faveur des jeunes ménages, qui pâtissent le plus du manque de surface : un enfant, c'est une pièce en plus. Ces jeunes couples préfèrent les pavillons aux appartements, ce

qui fait dire à Damon qu'« entraver l'idéal pavillonnaire français, c'est aussi brider, un peu, la natalité ».

Développer les modes de garde est la piste qui a le plus d'incidences potentielles en matière de fécondité. Le gouvernement doit donc prioritairement réaliser son projet de service public de la petite enfance. Pour que les femmes puissent concilier vie familiale et vie professionnelle, aux premiers âges notamment, il faut mettre l'accent sur les aides concernant la garde d'enfants et les congés parentaux.

Quatrième voie, déjà empruntée mais à approfondir : un environnement général positif pour les familles, quelles que soient leurs formes juridiques. Car 65 % des naissances françaises se font hors mariage, et les pays où unions et séparations sont aisées sont ceux où le nombre d'enfants est le moins réduit. « Dans des pays où les "no kidding" ou "no kids zones" prospèrent, la fécondité ne reprend pas à la hausse, malgré la dépense publique », note Damon. La cinquième voie, à parachever elle aussi, tient à l'égalité professionnelle entre hommes et femmes. La sixième concerne la cible de la politique familiale française. Du point de vue sociofiscal, elle favorise le deuxième et, surtout, le troisième enfant. Or c'est la première naissance qu'il faudrait soutenir.

Enfin, la dernière solution est la plus originale : encourager les recompositions familiales. Une famille recomposée sur deux compte en effet des enfants nés du couple actuel. Les familles recomposées étant désormais les principales familles nombreuses, elles contribuent à la fécondité bien plus directement que des sophistications sociofiscales générales. On peut aussi aider les familles monoparentales à se recomposer avec un service public de la rencontre, des chèques permettant d'avoir accès aux sites de rencontre, etc.

« S'il est acquis que désormais le peuple français ne se multiplie plus, alors la France ne sera plus qu'une grande lumière qui s'éteint », alertait de Gaulle il y a cinquante ans. Vite, la lampe vacille. ■

LIVRES

Par Sarah-Yasmine Ziani

Redonner de la valeur au travail, mode d'emploi

Chercheur et ancien directeur de cabinet de la ministre du Travail Muriel Pénicaud, Antoine Foucher livre ses préconisations pour sortir d'une vision dépréciative du travail.

La situation est inédite. Depuis 1945, le travail ne permet plus à la plupart des gens d'augmenter leur niveau de vie. A ce constat dressé par le chercheur Antoine Foucher, s'ajoute un autre diagnostic peu encourageant : la durée que nous passons à travailler ne diminue plus et le nombre d'années passées au travail augmente même. Confrontés à cette double rupture, les salariés peuvent réagir de trois manières : en développant une forme de résistance – qu'elle soit silencieuse ou protestataire – au travail ; en s'investissant de manière plus distanciée ; et/ou en se plongeant dans une quête plus accrue de sens dans leur activité professionnelle. Ces observations ne dessinent cependant pas les contours d'un rejet catégorique du travail, mais plutôt du rejet d'un emploi peu rémunérateur, qu'on ne choisit pas ou qui n'est pas vecteur d'épanouissement. D'un travail qui aurait perdu de sa valeur.

Toute la seconde moitié du livre consiste en un examen constructif de certaines propositions visant à (re) donner au travail sa juste fonction rémunératrice. Parmi elles, l'une fait déjà l'objet de débats : baisser le taux moyen de taxation du travail de 46 % à 36 %, et augmenter en parallèle celui du capital de 30 % à 36 % pour assurer un équilibre. Le projet esquissé par Antoine Foucher, qui anticipe à plusieurs reprises les critiques, repose également sur un effort de solidarité : celui des héritiers les plus chanceux, et celui des 20 % de retraités les plus aisés.

LE TEMPS DE TRAVAIL DANS LA VIE « Par rapport aux générations précédentes, les travailleurs d'aujourd'hui doivent prendre en charge environ deux fois plus de retraités, tout en ayant à peu près autant d'enfants qu'avant, mais qui restent à leur charge plus longtemps en raison de l'allongement des études. Dans ces conditions, il est mathématique-



Sortir du travail qui ne paie plus
d'Antoine Foucher.
Éditions de l'Aube,
144 pages, 17 euros.

quement impossible que le temps de travail dans la vie continue à diminuer, sauf à alourdir encore un peu plus la charge sur le dos des actifs, ou à diminuer de façon drastique et générale le niveau des pensions de retraite. »

REVALORISER LE TRAVAIL « Si on veut revaloriser le travail, et quoi qu'on pense des droits de succession, on ne peut éviter la question suivante : le travail est-il à sa juste place quand la majorité de ce que les gens possèdent n'a rien à voir avec leur propre travail ? Si le premier facteur de niveau de vie individuel dans une société n'est pas le travail, mais le hasard de la naissance, peut-on dire qu'il s'agit d'une société fondée sur le travail ? »

UN COMPROMIS « [Un] compromis [pourrait] se formuler ainsi : chaque individu doit au collectif une quantité minimum de travail pendant sa vie, mais la contrepartie de cette règle commune à tous, c'est que chacun peut, individuellement, assumer ce travail [...] selon son rythme et ses projets. Travailler intensément mais moins longtemps, travailler à temps partiel mais plus longtemps, s'arrêter une ou deux fois dans sa vie de travailler mais travailler plus âgé pour compenser : chacun aurait le droit d'organiser son temps de vie selon des règles claires, équitables et transparentes. » ■

A lire aussi

La sincérité à l'épreuve du pouvoir

Comme toujours, il ne faut pas se fier aux apparences. Même si, ce qu'a retenu la presse, Jean-Michel Blanquer s'est, non sans gourmandise, arraché à sa bienveillance légendaire pour croquer à l'acide quel-



La Citadelle
de Jean-Michel Blanquer.
Éditions Albin Michel,
416 pages,
21,90 euros.

ques fauves tels Bayrou ou Ferrand, son dernier essai, « La Citadelle », mérite d'être lu pour ce qu'il est : un grand livre politique, au sens noble du terme. Un livre gorgé d'ambition intellectuelle, d'aventures en équipage, de panache dans l'adversité et de ce sens aigu de la vérité et de la droiture qui marque de son sceau les êtres de valeurs lorsqu'ils s'égarent en politique.

Avec ce livre, on vit comme rarement de l'intérieur ce qu'un réformateur habité doit affronter pour faire triompher ses vues. On comprend que Jean-Michel Blanquer a agi au pas de charge pour arracher l'école à la fatalité d'une glissade présentée comme inexorable et avec le soutien très appuyé d'un jeune président sabre au clair qui fait l'admiration de l'auteur sur plus des quatre cinquièmes de l'ouvrage. Cinq ans rue de Grenelle (un record !), cela a donné pas moins que le dédoublement des classes, l'instruc-

tion publique à trois ans, les évaluations annuelles, le « Plan français », le « Plan mathématiques », le dispositif « Devoirs faits », le nouveau lycée général et professionnel, la refonte des programmes, la prise en compte des

sciences cognitives avec le neuroscientifique Stanislas Dehaene, le Conseil de la laïcité avec la sociologue et politologue Dominique Schnapper, la revalorisation des professeurs, la scolarisation de 400.000 enfants handicapés, et, entre tant d'autres exemples, le plus grand maintien des classes ouvertes pendant la pandémie.

Beaucoup d'idées reçues sur les maths ou le Covid tombent ici. C'est pourtant le ministre qui, dureté de la politique, est tombé le premier, lui qui pensait avoir confectionné un trésor soudainement piétiné au service de la réélection de son chef. L'auteur, heureux par ailleurs, ne l'a pas digéré, preuve renouvelée de sa sincérité.

On sort de ce livre en ayant beaucoup appris mais avec un goût d'inachevé. Macron et Blanquer méritaient mieux que cette fin malheureuse. Puisse l'avenir réparer cela. — **Mathieu Laine**



Vincent Boissot/Figurophoto.com

le grand entretien

« Dans le spatial, l'Europe a recouvré son autonomie »

STÉPHANE ISRAËL
Président exécutif d'Arianespace

Son parcours

Président exécutif d'Arianespace, le champion européen de l'espace chargé du lanceur Ariane 6, ce diplômé de l'Ecole normale supérieure (ENS) et de l'Ecole nationale d'administration (ENA), a été nommé magistrat à la Cour des comptes en 2001, se plongeant alors pour la première fois dans le domaine spatial. En 2007, il rejoint Airbus Group, d'abord en tant que conseiller du PDG, puis à divers postes de direction opérationnelle au sein de la division spatiale. De mai 2012 à avril 2013, il est directeur de cabinet d'Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif. En 2013, il prend la direction d'Arianespace. Il est aussi membre du comité exécutif de sa maison mère ArianeGroup et, depuis avril 2023, il préside enfin la fondation de l'Ecole normale supérieure.

Son actualité

Après dix ans de développement et quatre ans de retard, Ariane 6 a enfin décollé en juillet de Kourou. Cette nouvelle fusée plus grosse et plus polyvalente va devoir remplacer une Ariane 5 qui était devenue la plus fiable du secteur. Stratégique pour l'Europe qui peut aussi compter sur l'Italien Vega (qui a réussi un lancement début septembre), Ariane 6 arrive sur un marché du spatial en plein boom mais qui n'a jamais été aussi concurrentiel. Ariane doit maintenant enchaîner les tirs et réussir sa montée en cadence. Autant de thèmes qui seront abordés à partir du 16 septembre lors de la World Satellite Business Week qui se tiendra à Paris jusqu'au 20.

Propos recueillis par
David Barroux et Julie Chauveau

Que change la réussite du premier vol d'Ariane 6 ?

Ça ne change pas tout, mais cela change beaucoup de choses ! Les statistiques pour les premiers vols des lanceurs lourds ne sont pas très favorables. Une fois sur deux, comme pour Ariane 5, cela commence par un échec. Là, le vol inaugural a été un succès. Cela nous permet de préparer sereinement le deuxième vol et la montée en cadence d'Ariane 6, sachant que nous visons un rythme de croisière d'une dizaine de lancements par an à partir de 2027.

Il y a tout de même eu un problème avec un moteur auxiliaire !

La phase opérationnelle du vol a été un plein succès, avec notamment deux allumages successifs du moteur de l'étage supérieur, le fameux Vinci, et le déploiement réussi de 13 satellites. Cette phase a été suivie d'une phase de démonstration technologique. Nous aurions voulu, par exemple, allumer une troisième fois le moteur Vinci pour désorbiter l'étage supérieur au terme de la mission. Une telle capacité est une innovation majeure par rapport à Ariane 5. C'est ce qui ne s'est pas produit, et c'est ce qui demande encore un peu de travail. Les équipes d'Arianespace sont à pied d'œuvre pour régler cette difficulté sans qu'elle n'occasionne de retard pour la mission suivante. Notre deuxième vol sera pour le satellite militaire français optique CSO3. Ce satellite aurait dû être lancé par Soyouz avec qui nous n'avons plus de relation depuis l'invasion de l'Ukraine. C'est la preuve qu'avec Ariane 6, l'Europe recouvre sa souveraineté et son autonomie en matière d'accès à l'espace.

Qu'est-ce que cela change commercialement ?

Ariane 6 disposait déjà d'un carnet de commandes de 29 fusées. Depuis plus de quatre décennies de saga Ariane et notamment le lancement par Ariane 5 du télescope James Webb de la Nasa, notre réputation est très solide. Ce premier succès d'Ariane 6 renforce la confiance de nos clients et nous conforte.

Allez-vous pouvoir vendre plus de lancements ?

Les fusées prévues pour les trois prochaines années sont en majorité vendues ou réservées

pour des clients institutionnels. Il nous reste donc peu d'opportunités commerciales à saisir d'ici 2028. D'autant plus qu'Arianespace doit assurer la montée en cadence industrielle pour être capable de lancer, à terme, une dizaine de fusées par an. C'est notre priorité. Pour produire plus, il faudrait investir dans la chaîne industrielle, mais nous devons pour cela avoir l'assurance que la demande sera au rendez-vous et que ces investissements seront rentables. Cela dépendra en grande partie de la réussite des nouvelles constellations de satellites de télécommunication en orbite basse. Il faut lancer en grappe des dizaines de satellites qu'il faudra remplacer tous les cinq ou sept ans. La demande va être importante, mais combien de projets vont réellement aboutir ?

Peut-on dire que le spatial est transformé par la montée en puissance des grandes constellations ?

Le marché géostationnaire est évidemment affecté. La télévision échappe progressivement en partie aux satellites, les grandes constellations fournissant l'accès à Internet. Il y a dix ans les opérateurs commandaient 20 à 25 satellites par an, les prévisions pour les années à venir sont plutôt d'une dizaine. Cette année seulement 4 satellites ont été achetés à l'industrie ! Ils peuvent de surcroît être de très petite taille, entre 200 kg et une tonne pour certains, alors que la jauge était de 3 à 6 tonnes auparavant. Ariane 6 répond à cette évolution avec sa capacité à transporter plusieurs satellites géostationnaires de tailles différentes dans une même fusée. Mais elle répond surtout aux besoins des grandes constellations d'envoyer en même temps des petits satellites par grappes. Lorsqu'Amazon nous commande en une seule fois 18 vols d'Ariane 6 pour sa constellation Kuiper, on voit bien que l'on change d'échelle. On sait qu'Apple a aussi ses propres projets... Il y a assurément plus de volume de satellites à transporter. Si toutes les grandes constellations réussissent, il y aura des pics de déploiement, et des moments de plateau. Simplement, le marché est aussi beaucoup plus concurrentiel avec la pression globale que fait peser SpaceX.

La concurrence s'annonce donc rude pour Ariane 6 ?

Le marché a grossi et la concurrence aussi. Dans les années qui viennent, nous devrons affronter, outre Space X, le Vulcan d'ULA, le New Glenn de Blue Origin, le Terran R

de Relativity Space. Mais aussi le H3 des Japonais et le LVM3 des Indiens.

Arianespace assurait, au-delà de Soyouz, également la commercialisation des fusées italiennes Vega. Cela ne sera bientôt plus le cas. N'avez-vous pas, par conséquent, un problème d'offre ?

Il faut se souvenir qu'entre 1980 et 2011, Arianespace ne commercialisait que les fusées Ariane. Ensuite nous avons disposé d'une famille plus large, avec Soyouz et Vega. Aujourd'hui, nous nous recentrons sur une seule fusée, Ariane 6, mais qui a l'avantage d'être beaucoup plus polyvalente et à cadence plus élevée qu'Ariane 5, ce qui nous permet de répondre à un très large champ de missions. D'autant plus que nous aurons deux versions d'Ariane 6 (A62 et A64). Nous aurons aussi, d'ici 2026, une évolution d'Ariane 6 qui va nous permettre d'augmenter notre capacité de 20 % pour les constellations de satellites en orbite basse et de 10 % pour les satellites géostationnaires. Nous pouvons aussi nouer des partenariats commerciaux avec de nouveaux acteurs sur le segment des mini-lanceurs, comme nous l'avons fait avec PLD, Orbex et Dark. Nous avons un accord avec les Indiens pour faire des offres communes quand c'est pertinent. Ariane 6 sera le cœur de notre offre, mais ne sera pas forcément exclusif.

« Lors du sommet spatial de Séville de novembre 2023, l'Europe a réaffirmé son soutien à Ariane 6, mais aussi à Vega C, et a décidé de changer les règles du jeu pour faire émerger la prochaine génération de lanceurs. »

On a l'impression que l'Europe est désormais moins unie derrière Ariane. De nombreux pays veulent faire émerger des concurrents ?

L'Europe a changé de paradigme. Jusqu'en 2012 et le début de la fusée Vega en Guyane, tous les pays ne soutenaient pas avec la même intensité Ariane, mais Ariane était le seul lanceur européen. Lors du sommet spatial de Séville de novembre 2023,

l'Europe a réaffirmé son soutien à Ariane 6, ce qui était primordial, mais aussi à Vega C, et a décidé de changer les règles du jeu pour faire émerger la prochaine génération de lanceurs. L'Agence spatiale européenne (ESA) va organiser, à partir de 2025, une compétition. Via des achats de services de lancement à plusieurs petites fusées, l'ESA encouragera une diversité d'acteurs industriels, qui chercheront à faire grossir leur fusée par étapes. Une concurrence trop farouche pourrait cependant avoir ses limites, car le budget spatial de l'Europe est cinq fois inférieur à celui des Etats-Unis, et que je doute que l'Europe puisse se payer deux fusées lourdes. Il faudrait donc, à un moment, une forme de reconvergence industrielle et politique pour que les forces s'alignent autour du prochain lanceur lourd de l'Europe qui sera le successeur d'Ariane 6 et qui sera réutilisable.

Arianespace va mieux mais, comme SpaceX n'a aussi cessé de progresser, l'écart ne s'est-il pas creusé ?

Il faut arrêter de vouloir juste opposer SpaceX et Elon Musk à Arianespace. Elon Musk maîtrise une chaîne de valeur qui va de la fabrication de satellites à leur exploitation via Starlink, en passant par leur mise en orbite par le Falcon 9 et demain le Starship. Il est à lui tout seul en concurrence avec tous les autres acteurs du spatial. Quelque 7.000 des 10.000 satellites actuellement en orbite lui appartiennent et Starlink génère un chiffre d'affaires de plus 4 milliards de dollars, supérieur aux revenus combinés des deux opérateurs SES et Intelsat qui ont annoncé leur fusion. Nous, nous serons sur un rythme d'une dizaine de lancements par an, quand SpaceX en vise plus de 100. Mais 70 % des lancements sont effectués pour son propre compte, alors que nos lancements sont pour l'Europe et le marché. Pour faire face à un tel acteur, il faut au moins que toute la filière européenne soit unie et ambitieuse.

Et ce n'est pas toujours le cas ?

En termes d'ambition, nos espoirs se portent sur la constellation Iris² promue par la Commission européenne. Il me paraît décisif que l'Europe puisse disposer d'une grande infrastructure de connectivité en orbite basse. En termes d'unité, nous devons renforcer la fidélité des clients européens aux fusées européennes. D'autant plus que les lancements institutionnels européens restent peu nombreux. A cet égard, le choix ré-

cent de l'opérateur européen de météo par satellite d'attribuer le lancement d'un satellite européen de météo à SpaceX alors qu'Ariane 6 était disponible, et sans même attendre le résultat de son premier lancement, interroge.

Que vous inspire le personnage Musk ?

Mon compte X était en veilleuse depuis plusieurs mois. J'ai décidé de le fermer quand Elon Musk a délibérément attisé les tensions qui ont eu lieu cet été au Royaume-Uni. Je vois que la polémique s'est ensuite déplacée vers la Commission européenne et au Brésil. La liberté d'expression n'a rien à voir avec colporter des fake news et relayer des messages de haine.

« Il faut arrêter de vouloir juste opposer SpaceX à Arianespace. Elon Musk est à lui tout seul en concurrence avec tous les autres acteurs du spatial. »

Le secteur spatial en fait-il assez en matière d'environnement ?

Nous voyons monter une prise de conscience des risques liés à la pollution spatiale à un moment où il va y avoir de plus en plus d'objets dans l'espace. A la fin de la décennie, 30.000 satellites seront en orbite basse contre 10.000 satellites opérationnels au-dessus de nos têtes aujourd'hui. Le secteur spatial doit donc répondre à la question légitime de la gestion du trafic et des débris. De ce point de vue, l'Europe se veut exemplaire. Arianespace a l'obligation de désorbiter l'étage supérieur d'Ariane 6, c'est-à-dire le faire sortir de l'espace. Notre volonté est de laisser zéro débris derrière nous. Sur la question de la réduction des émissions de CO₂, Ariane Group s'est doté d'un vaisseau basses émissions à voiles fixes pour le transport des étages d'Ariane 6 vers Kourou. Mais il ne faut surtout pas se tromper de combat : comme l'a montré notre lancement réussi pour le programme Copernicus, les satellites jouent un rôle décisif pour la protection de l'environnement. Plus de la moitié des variables climatiques essentielles ne sont observables que depuis l'espace. Plus que jamais, la terre a besoin de l'espace pour rester notre Planète A, sachant qu'il n'y a pas de plan B. ■



« Souvenirs de vacances » par Sabrina Chess pour « Les Echos »



L'ÉDITORIAL
DES « ÉCHOS »


Merci Netflix

Rares sont les entreprises qui peuvent prétendre avoir réellement changé nos vies. Au même titre que Google qui s'est affirmé comme notre boussole de l'Internet ou Apple qui a révolutionné le marché des smartphones, Netflix est de ceux qui peuvent revendiquer sans fanfaronner qu'il y a bien un monde avant et un autre après leur arrivée dans notre quotidien. Dix ans après avoir débarqué dans l'Hexagone, le pionnier de la vidéo à la demande, qui faisait peur à tout le monde, a affecté de façon bien plus positive que négative à la fois les téléspectateurs, les producteurs de contenus comme les chaînes de télévision.

Les téléspectateurs parce qu'ils ne regarderont plus jamais la télé comme avant. Finie l'époque où l'on n'avait que très peu de choix sur les contenus et encore moins sur l'heure à laquelle on visionnait un programme. Le client est enfin devenu roi car l'émergence de Netflix a poussé tout l'univers audiovisuel à se caler sur l'offre du pionnier américain.

Nos producteurs de séries, de documentaires, de dessins animés comme de films qui craignaient Netflix sont eux aussi des gagnants du streaming. Ils ont certes été obligés de monter en gamme et de se consolider. Mais eux qui vivaient confortablement en profitant d'une rente ont ainsi réussi à séduire par leur professionnalisme un public plus large. En France, mais aussi à l'international, car Netflix a fait tomber les frontières. Les contenus étaient nationaux, ils peuvent désormais voyager. Le paradoxe étant que Netflix a à la fois renforcé Hollywood et fragilisé sa domination totale sur les contenus.

Pour nos géants de la télévision, le bilan est plus contrasté. Canal+ aurait pu être ringardisé par l'émergence de Netflix. Mais cette concurrence a obligé notre champion de la télévision payante à se réinventer. Au-delà d'un effort dans la qualité de ses contenus, Canal s'est relancé comme un intégrateur de tous les contenus, faisant de la vente des abonnements de ses chaînes comme de Netflix et d'autres, sa spécialité. La réinvention des chaînes en clair a elle pris plus de temps. Avant de miser à leur tour sur le streaming gratuit, TF1 et M6 se sont pendant un temps simplement résignés à voir s'éroder leur audience. Elles savent aujourd'hui que Netflix, YouTube et les autres acteurs du streaming ont l'intention de capter aussi une partie du marché de la publicité télé et qu'il faut à leur tour qu'elles se réinventent. Espérons qu'elles aussi pourront un jour dire aussi merci à Netflix de les avoir poussés à changer leurs habitudes.

 Lire nos informations
Pages 22-23

DERNIÈRE HEURE

Infox sur Brigitte Macron : deux condamnations

L **JUSTICE** - Deux femmes qui avaient propagé sur Internet la rumeur selon laquelle Brigitte Macron était une femme transgenre, infox devenue virale jusqu'aux Etats-Unis, ont été condamnées jeudi par le tribunal correctionnel de Paris pour diffamation. Les deux femmes ont été condamnées à une amende de 500 euros avec sursis, ainsi qu'à payer un total de 8.000 euros de dommages et intérêts à Brigitte Macron, et 5.000 euros à son frère, parties civiles au procès, tenu en juin dernier.

Le procès des viols de Mazan suspendu

L **JUSTICE** - Le procès des viols de Mazan a été suspendu jusqu'à lundi matin, dans l'attente du retour de Dominique Pelicot, le principal accusé dans ce dossier, malade depuis lundi et dispensé d'audiences, a annoncé jeudi le président de la cour criminelle de Vaucluse, Roger Arata. Si le septuagénaire était « durablement indisponible », l'affaire serait alors « renvoyée », a ajouté le magistrat, évoquant donc l'arrêt de ce procès entamé le 2 septembre et prévu pour durer jusqu'en décembre, et son report à une date ultérieure.

La Russie contre-attaque dans la région de Koursk

L **CONFLIT UKRAINIEN** - L'armée russe a annoncé jeudi avoir repris dix localités dans la région de Koursk, où les forces ukrainiennes avaient avancé sur plus de 1.000 km² début août. A Moscou, le ministère de la Défense a annoncé que les forces russes avaient « libéré 10 localités en deux jours » dans la région de Koursk, où les troupes ukrainiennes s'étaient emparées d'une centaine de localités à l'occasion d'une attaque surprise début août. Il s'agit des premiers succès revendiqués par l'armée russe dans cette zone.

Gaza : l'ONU dénonce une « dévastation » économique

L **PROCHE-ORIENT** - La guerre menée par Israël contre le Hamas depuis plus de onze mois provoque une « dévastation » économique d'une « ampleur stupéfiante » à Gaza et la reconstruction se chiffrera en dizaines de milliards de dollars, avertit l'ONU jeudi. A Gaza, « les processus de production ont été interrompus ou détruits, les sources de revenus ont disparu, la pauvreté s'est intensifiée et étendue, des quartiers ont été éradiqués et des communautés et des villes ont été ruinées », souligne un rapport de la Cnuced.

LA PHOTO DU JOUR



NOTRE-DAME RETROUVE SA « VOIX » AVANT SA RÉOUVERTURE Une bénédiction religieuse et trois coups d'airain en symbole de renaissance : Notre-Dame de Paris a retrouvé sa « voix », jeudi, avec le retour des huit cloches de sa tour nord, nouvelle étape clé à moins de trois mois de la réouverture de la cathédrale. De « Gabriel », et ses plus de quatre tonnes, à la plus petite « Jean-Marie », 800 kg environ, ces huit cloches portant le nom de personnalités ayant marqué la vie du diocèse et de l'Eglise sont arrivées en fin de matinée sur un camion, au milieu de quelques dizaines de curieux présents pour immortaliser ce retour. *Photo Ed Jones/AFP*

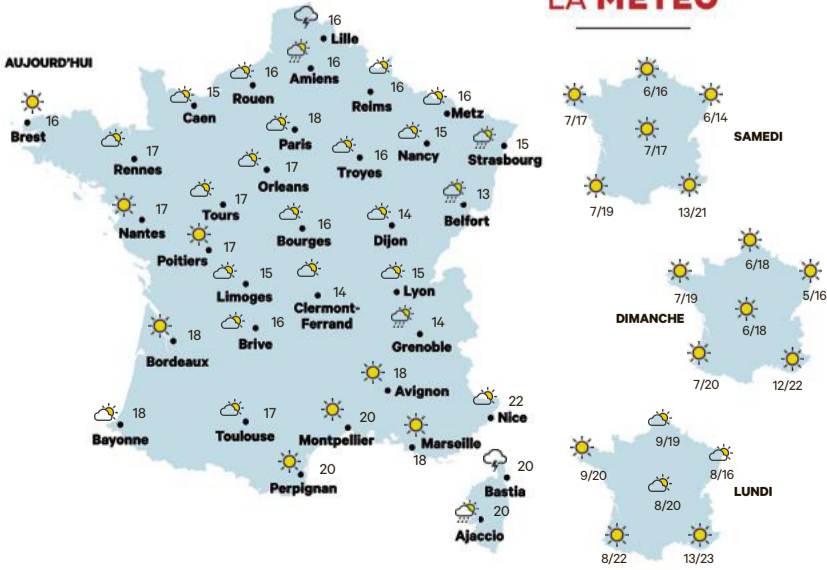


« Mes Echos de la semaine par Nicolas Barré »

Une sélection unique pour vous permettre d'aller à l'essentiel.

lesechos.fr/newsletters

LA MÉTÉO



AILLEURS	CE JOUR	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI	MARDI
AMSTERDAM	9/17 ☀	9/18 ☀	10/18 ☀	13/19 ☀	14/21 ☀
ATHÈNES	22/30 ☀	22/28 ☀	19/27 ☀	18/26 ☀	18/24 ☀
BERLIN	10/15 ☁	11/17 ☁	10/19 ☁	12/17 ☁	14/22 ☀
BRUXELLES	6/16 ☀	7/16 ☀	6/18 ☀	10/18 ☀	12/21 ☀
DUBAI	29/39 ☀	27/37 ☀	28/37 ☀	27/37 ☀	28/38 ☀
FRANCFORT	7/15 ☀	9/16 ☀	7/17 ☀	11/16 ☀	12/20 ☀
HONGKONG	26/32 ☁	25/31 ☁	26/31 ☁	26/33 ☁	27/33 ☁
ISTANBUL	22/29 ☀	24/28 ☀	20/24 ☀	17/22 ☀	18/23 ☀
LONDRES	5/16 ☀	7/18 ☀	8/18 ☀	12/20 ☀	10/21 ☀
MADRID	13/23 ☀	12/26 ☀	13/29 ☀	12/30 ☀	13/28 ☀
MILAN	13/20 ☀	16/21 ☀	10/23 ☀	11/20 ☀	11/20 ☀
MOSCOU	17/27 ☀	14/25 ☀	14/26 ☀	13/25 ☀	13/25 ☀
NEW YORK	16/26 ☀	18/28 ☀	18/26 ☀	16/24 ☀	17/25 ☀
RIO DE JANEIRO	21/36 ☀	22/36 ☀	21/28 ☀	20/29 ☀	20/21 ☀
SAN FRANCISCO	12/25 ☀	12/22 ☀	13/18 ☀	12/20 ☀	12/20 ☀
SHANGHAI	27/33 ☀	26/33 ☀	27/32 ☀	28/30 ☀	28/33 ☀
SINGAPOUR	26/31 ☀	26/32 ☀	25/31 ☀	26/30 ☀	26/31 ☀
SYDNEY	15/18 ☀	11/17 ☀	7/23 ☀	8/14 ☀	6/18 ☀
TOKYO	27/33 ☀	26/31 ☀	26/33 ☀	26/28 ☀	23/32 ☀
TORONTO	15/26 ☀	16/26 ☀	16/26 ☀	16/26 ☀	16/25 ☀
ZURICH	6/12 ☁	7/12 ☀	4/14 ☀	5/12 ☀	10/14 ☀



LA MEILLEURE
INFO MÉTÉO



Les Echos

Entreprises & Marchés

 CAC 40 7.435,07 points 0,517 %	 DOW JONES 40.791,5 points -0,1718 %	 EURO/DOLLAR 1,1046 \$ 0,3056 %	 ONCE D'OR 2.545,95 \$ 1,5233 %	 PÉTROLE (BRENT) 72,53 \$ 2,5594 %	Vendredi 13 et samedi 14 septembre 2024 www.lesechos.fr
--	--	---	--	--	--

DEVISES | EUR/GBP 0,8438 | EUR/JPY 157,41 | EUR/CHF 0,9427 | GBP/USD 1,3092 | USD/JPY 142,462 | USD/CHF 0,8532 **TAUX** | €STER 3,664 | EURIBOR 3 MOIS 3,467 | OAT 10 ANS 2,7823 | T-BONDS 10 ANS 3,627

Lactalis et Sodiaal s'emparent de Yoplait en Amérique du Nord pour plus de 2 milliards

AGROALIMENTAIRE

Marie-Josée Cougard
et Dominique Chapuis

Grande redistribution des cartes dans le yaourt nord-américain. General Mills, qui a totalisé un chiffre d'affaires de 20,1 milliards de dollars en 2023, cède ses activités à deux acteurs français pour 2,1 milliards de dollars. Lactalis, leader mondial des produits laitiers, achète les actifs aux Etats-Unis du groupe du Minnesota, tandis que Sodiaal, première coopérative du secteur tricolore, reprend ses actifs canadiens. L'opération devrait être finalisée au cours de l'année 2025, sous réserve de l'approbation des autorités de la concurrence.

Pour Lactalis, dont les Etats-Unis sont déjà le deuxième plus gros marché après la France, avec un chiffre d'affaires de 3,3 milliards d'euros, fromages inclus, cette acquisition est une manière de prendre un poids notable outre-Atlantique. Le groupe de Laval met en effet la main sur une activité de 1,2 milliard de dollars. Il enrichit et élargit considérablement son portefeuille avec les yaourts Mountain High et Ratio, ainsi que des marques sous licence, Yoplait, Go-Gurt, Oui... entre autres.

Clientèle élargie

Le groupe indique qu'il aura désormais accès à une clientèle beaucoup plus large. Jusqu'alors, sa production était surtout bio et haut de gamme. « Nous allons devenir ainsi un acteur clé du secteur laitier aux Etats-Unis », a commenté Emmanuel Besnier, le patron de Lactalis.



Lactalis et Sodiaal mettent la main sur Yoplait, mais aussi sur les yaourts Mountain High et Ratio. Photo Justin Sullivan/Getty Images/AFP

Les Etats-Unis sont le plus gros marché mondial pour les produits laitiers, avec des ventes de 120 milliards de dollars.

General Mills vend deux usines à Lactalis, qui en possédait déjà onze employant 4.000 personnes aux Etats-Unis. Le géant français comptera 1.000 salariés de plus à l'issue de l'opération. « Les collaborateurs des sites de production de Murfreesboro (Tennessee), Reed City (Michigan) et du siège de Minneapolis (Minnesota) rejoindront les équipes de Lactalis USA », indi-

que le groupe. General Mills a cédé l'équivalent de 30 % de son chiffre d'affaires depuis 2018, pour « se concentrer sur ses productions les plus rentables et pouvoir mieux rétribuer ses actionnaires », a précisé l'américain dans un communiqué. Une fois l'affaire faite, Lactalis se hissera au troisième rang du marché laitier aux Etats-Unis, derrière Danone et Chobani, un des précurseurs sur le segment du yaourt grec hyperprotéiné, que tous ses concurrents commercialisent aussi désormais.

Un temps ralenti, le marché américain du yaourt a retrouvé de la vigueur. Il devrait croître de 9,38 milliards de dollars en 2023 à 10,45 milliards d'ici 2028. Selon Circana, 104 millions de personnes aux Etats-Unis consomment des yaourts. Elles dépensent 6,27 dollars par panier dans cette catégorie. Lactalis, qui réalise un chiffre d'affaires de 2,8 milliards d'euros au Canada, son troisième marché, n'aurait pas pu absorber l'activité de General Mills dans ce pays pour des raisons de concurrence.

Sodiaal, la première coopérative laitière française, a de son côté repris au groupe américain, les activités de Yoplait, mais seulement au Canada. En 2021, General Mills avait cédé à Sodiaal la partie européenne de la marque de yaourts. Mais avait conservé les activités aux Etats-Unis et au Canada.

Dans le cadre de cette opération, dans un jeu de billard à trois bandes, son concurrent Lactalis reprend donc la licence de la marque Yoplait outre-Atlantique. En ajoutant le Canada parmi ses

débouchés, Sodiaal, dont le chiffre d'affaires a atteint 5,8 milliards d'euros en 2023, veut « consolider sa position en tant qu'acteur de premier plan sur le marché mondial des produits laitiers, indique la coopérative. C'est une nouvelle étape clé dans la stratégie d'internationalisation ».

Retour aux sources

Le Canada est un gros marché pour les produits laitiers. Il est estimé à 1,9 milliard de dollars canadiens. Et les produits Yoplait « y sont particulièrement aimés des consommateurs, qui apprécient l'expertise laitière française », indique la coopérative. Cette dernière estime que la marque a encore un important potentiel localement où son chiffre d'affaires a atteint l'an dernier près de 500 millions de dollars canadiens (340 millions d'euros). Avec cette acquisition, Sodiaal va récupérer un site de production situé à Saint-Hyacinthe, au Québec.

Ce projet marque un pas de plus dans le retour aux sources de la marque à la petite fleur chez son créateur. Yoplait a été lancé en 1965 par Sodiaal, qui avait décidé de partager son contrôle à cause de difficultés en 2021. « Nous sommes fiers d'avoir signé cet accord avec General Mills pour reprendre les activités de nos marques Yoplait au Canada, un retour dans le giron de la coopérative, a indiqué Jean-Michel Javelle, président de Sodiaal. Cette acquisition renforce notre présence dans le monde et valorise notre expertise laitière française, appréciée outre-Atlantique. » Avec cette reprise, la coopérative laitière, en plus de l'Europe, détient désormais la gestion des franchises Yoplait dans 40 pays. ■

Greenwashing : la pression sur les entreprises monte de toutes parts

ENVIRONNEMENT Cet été, la répression des fraudes (DGCCRF) a épinglé publiquement une entreprise pour de fausses allégations environnementales, le signe que la pression monte en matière d'écoblanchiment. Ces dernières années, la législation s'est durcie avec la loi Agec de février 2020 et la loi Climat et Résilience d'août 2021. Les entreprises sont aussi de plus en plus la cible de recours juridiques sur ce motif, de la part des associations de consommateurs ou des ONG. Mais pour le moment, c'est surtout le risque sur leur réputation qui est en jeu. // **PAGE 16**

Private equity : les institutionnels accentuent la pression sur les fonds

CAPITAL-INVESTISSEMENT A l'IPEM, la grand-messe du private equity à Paris, les investisseurs institutionnels ont montré leur impatience face aux faibles remontées de cash des fonds. Leur inquiétude monte, alors que les cessions tournent au ralenti. Le rythme de vente, avec près de 1.130 cessions depuis janvier, est plus de deux fois plus lent que l'an dernier. En attendant la reprise du marché, les gérants mettent en place des « fonds de continuation » pour prolonger la détention de certaines participations. Mais cette nouvelle martingale du private equity fait débat. // **PAGE 29**

Le roi allemand du ferroviaire contraint de céder son activité logistique pour 14 milliards

TRANSPORT

Denis Fainsilber

Le groupe danois DSV a été choisi pour acquérir DB Schenker, branche logistique de la compagnie ferroviaire allemande Deutsche Bahn, selon des sources au sein de cette dernière et du gouvernement allemand, citées par Reuters et Bloomberg. Une transaction qui devrait atteindre 14 milliards d'euros, et chambouler le haut du classement mondial des grands groupes de logistique.

Schenker emploie plus de 70.000 personnes sur 1.850 sites à travers le monde. Celui-ci est actuellement le numéro quatre mondial de la profession (si l'on excepte les grands intégrateurs comme FedEx ou UPS), juste derrière DSV, qui a lui-même changé de taille depuis le rachat du suisse Panalpina en 2019, puis d'Agility Logistics en 2021.

Le commissionnaire de transport DSV coifferait ainsi sur le poteau la société d'investissement CVC Capital Partners, l'autre prétendant qui était dans la phase finale d'une transaction lancée depuis de longs mois, et qui a mobilisé de multiples acteurs, investisseurs financiers ou logis-

ticiens. La somme de 14 milliards serait inférieure à la valorisation d'une vingtaine de milliards qui avait été évoquée en début d'année.

D'après Reuters, un contrat préliminaire va être signé dans les prochains jours. La transaction doit être approuvée par le conseil de surveillance de Deutsche Bahn, composé essentiellement de représentants du gouvernement, de parlementaires et d'élus syndicaux. Un porte-parole de Deutsche Bahn a refusé de s'exprimer, et DSV a dit ne pas commenter les rumeurs de marché.

Le groupe danois a emporté le soutien de l'équipe de direction de Deutsche Bahn, qui avait entamé ce processus de vente de sa pépite logistique de longue date pour alléger son important endettement, de 34 milliards. L'équivalent allemand de la SNCF a encore encaissé des pertes d'exploitation massives de 1,2 milliard d'euros au premier semestre 2024.

CVC insiste sur son offre

Reste à passer le stade du conseil de surveillance, qui compte 20 personnes. L'influent syndicat Verdi est opposé à la cession, il n'a pas de siège au conseil mais pourrait chercher à influencer les représentants des salariés, avance Bloomberg.

De même, certains représentants politiques pourraient tiquer à l'idée de voir Schenker passer sous pavillon danois.

CVC a adressé une lettre lundi aux deux instances de Deutsche Bahn, pour insister sur les mérites de son offre qu'il juge supérieure. Cette proposition permettrait à Deutsche Bahn de réinvestir dans un second temps un milliard d'euros pour conserver une part de 24,9 % dans sa propre filiale logistique. De son côté, DSV s'est engagé la semaine dernière à limiter les suppressions d'emplois entre 1.600 et 1.900 personnes au siège de Schenker, sans avoir à éliminer des emplois ouvriers, selon une note citée par Bloomberg.

Au début de l'été, le géant danois du transport maritime Maersk s'était retiré du processus de rachat, laissant alors dans les « data rooms » trois prétendants, retenus par Deutsche Bahn : CVC Capital Partners, associé à deux fonds souverains d'Abou Dabi et de Singapour, le danois DSV et le transporteur saoudien Bahri.

Deutsche Bahn avait lui-même acheté en 2002 le groupe, alors baptisé Schenker-Stinnes, pour compléter ses métiers, comme la SNCF avec Geodis. Ses activités comprennent le fret terrestre, aérien, maritime et la logistique contractuelle. ■

LES ENTREPRISES CITÉES

Abolis Biotechnologies 26	Colonies 25	KKR 29	Orange 22
Amazon 22	Conforama 20	KLM 16	Roof 25
Apollo 29	Disney 22	Les Echos - Le Parisien 21	SFR 22
Arte 22	Espace 26	LGT Capital 29	Shell 16
Aware Super 29	ExxonMobil 16	L'Oréal 26	Silver Lake 29
Bouygues Telecom 22	France Télévisions 22	M6 22	SpaceX 17
But 20	Free 22	Mecachrome 26	Standing Ovation 24
Canal+ 22	Gladia 24	Meilleurtaux 30	TF1 23, 22
Carlyle 29	Golden Palace 26	Mirova 28	The Arcane 21
Chanel 20	Ikea 20	Netflix 23, 22	TotalEnergies 16
Christie's 17	KenavHome 25	Newen 22	Urban Campus 25

Greenwashing : la pression monte sur les entreprises

- Pour la première fois, la DGCCRF a pointé du doigt une société pour une allégation environnementale mensongère.
- Les entreprises subissent aussi de plus en plus de plaintes et de recours pour écoblanchiment.

ENVIRONNEMENT

Anne Feitz

Vanter un produit « naturel » ou « écologique » sans justification devient de plus en plus risqué pour une entreprise. Cet été, la répression des fraudes (DGCCRF) en a épinglé une publiquement pour de fausses allégations environnementales – signe manifeste, selon l'avocat Arnaud Gossement qui a repéré l'information, que la pression monte sur les entreprises en matière d'écoblanchiment.

Le nom de ce petit fabricant de matelas ne figure plus sur le site de l'organisme, mais le coup de pression n'est pas passé inaperçu. « L'entreprise a été enjointe, sur le site Internet de la DGCCRF, de cesser ses pratiques », témoigne-t-il. « Même si elle n'a pas prononcé de sanction, c'est la première fois que l'administration fait ainsi du "name on shame" sur ce sujet : c'est une étape significative de l'engagement de l'Etat sur la lutte contre le greenwashing. Je suis d'ailleurs de mon côté de plus en plus sollicité sur le sujet par des entreprises soucieuses de ne pas se faire épingler », poursuit-il.

Durcissement de la législation

La pratique peut certes être condamnée de longue date comme « pratique commerciale trompeuse » (publicité mensongère), qui interdit certaines mentions trop floues comme « écologiques » ou « respectueuses de l'environnement ». Et le jury de déontologie publicitaire, filiale de l'Autorité de régulation de la publicité, épingle régulièrement certaines campagnes sur ce motif.

Mais, ces dernières années, la législation s'est durcie. La loi Agec de février 2020 a renforcé l'encadrement de certaines mentions, comme « biodégradable ». Et la loi climat et résilience d'août 2021 interdit de se prévaloir de la « neutralité carbone », sauf à pouvoir le prouver, depuis janvier 2023.

Surtout, une directive européenne, dévoilée en mars 2023 et publiée un an plus tard, stipule que les allégations vertes doivent désormais être fondées sur des données scientifiques. Un texte qui doit lui-même être précisé par une autre directive, dite « green claims », en cours d'adoption. « Même si les Etats ont deux ans pour les transposer, ces directives inquiètent bien davantage les entreprises que la loi française, car elles fixent des règles très strictes et sont très claires », avance François Carlier, délégué général de l'association de consommateur CLCV.

Les sanctions sont encore rares. Selon la première enquête de la DGCCRF sur le sujet l'an dernier, un quart des 1.100 entreprises contrô-



Un avion Air France pris pour cible par des activistes de Greenpeace à l'aéroport Roissy Charles-de-Gaulle en mars 2021. En mai dernier, Bruxelles a enjoint à plusieurs compagnies aériennes européennes, dont Air France, de cesser leurs allégations environnementales. Photo AFP

lées en 2021 et 2022, ne respectaient pas la législation tricolore. La plupart se sont toutefois mises en conformité après avoir reçu avertissements, injonctions ou procès-verbaux, affirme l'autorité. La même proportion a été constatée sur les 1.300 sociétés contrôlées en 2023 (302 infractions), a-t-elle indiqué en mai dernier.

« En parallèle des enquêtes de l'administration, les entreprises sont aussi de plus en plus la cible de recours juridiques sur ce motif, de la part des associations de consommateurs ou des ONG », souligne l'avocate Clémentine Baldon, qui accompagne plusieurs de ces procédures, et en a répertorié une dizaine en cours dans l'Hexagone. « Au pénal, cette infraction est passible de deux ans d'emprisonnement et de sanctions financières allant jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires. »

KLM condamné en mars dernier

Au civil, plusieurs de ces recours ont été largement médiatisés, même si peu sont déjà arrivés à leur terme. En France, TotalEnergies a été assigné en 2022 par les Amis de la Terre et, pour avoir mentionné « une société #NetZero dès 2050 » et son « ambition de neutralité carbone ». Le pétrolier se voit reproché de ne pas fournir d'objectifs clairs sur une baisse de sa production de fossiles. Jugée recevable en mai 2023 (contrairement au recours pour inaction climatique), la plainte n'a pas encore été traitée sur le fond. « Ce type d'action peut prendre entre deux et quatre ans », avance Clémentine Baldon.

Aux Pays-Bas, KLM a été condamné en mars dernier pour avoir évoqué le caractère durable de ses vols. On a même vu, en Espagne, une entreprise utiliser l'argument contre l'un de ses concurrents. L'électricien Iberdrola a ainsi assigné le pétrolier Repsol en février dernier, lui reprochant de se présenter comme « leader de la transition énergétique qui protège

l'environnement », alors que « 99,4 % de ses revenus » proviennent d'énergies non renouvelables.

Les associations ont aussi tenté ces dernières années un nouveau type de recours : la plainte devant la Commission européenne. Une vingtaine d'entre elles, parmi lesquelles les françaises CLCV et UFC-Que choisir ou le puissant Bureau

européen des unions de consommateurs (BEUC), ont déposé une telle plainte contre des compagnies aériennes européennes (dont Air France). Avec succès : en mai dernier, la Commission européenne a sommé les compagnies de se mettre en conformité.

Ces associations ont récidivé en novembre avec une plainte contre

les principaux fabricants de bouteilles en plastique, comme Danone, Coca-Cola, ou Nestlé, pour s'être vantées d'utiliser un plastique « 100 % recyclable », ou « 100 % recyclé », alors que c'est techniquement irréaliste. « Nous espérons un retour de la Commission européenne d'ici à la fin de l'année. L'objectif est aussi d'établir un standard dans un

cadre juridique qui évolue », avance François Carlier.

Pour le moment, plus que des sanctions financières, c'est le risque de réputation que craignent les entreprises. Au point que certaines évitent d'évoquer leurs actions environnementales, une pratique que les spécialistes ont déjà baptisée : le « greenhushing ». ■

Pourquoi les actions en justice contre les géants du pétrole se multiplient

La plupart des procédures ont été lancées aux Etats-Unis et en Europe. ExxonMobil et Shell sont les premiers visés.

Nicolas Rauline

Les services juridiques des pétroliers sont bien occupés. Selon un rapport publié par les ONG Oil Change International et Zero Carbon Analytics, le nombre de plaintes visant les producteurs de pétrole a explosé ces dernières années. Il y en a eu « au moins 86 » à travers le monde, dont une quarantaine sont encore en cours. « Depuis les accords de Paris, le nombre d'actions en justice a été multiplié par trois », affirme David Tong, chargé de campagne à Oil Change International.

Rien que l'an dernier, le nombre de nouvelles affaires a atteint un nouveau record avec 14 dépôts de plaintes. Et le rythme ne devrait pas se tasser à l'avenir. « La principale raison de cette hausse, c'est que la science s'améliore. Les scientifiques arrivent à prouver de manière plus précise le lien entre le réchauffement climatique et l'impact sur les individus. Cela donne une base plus solide pour ces cas », affirme Noah Walker-Crawford, chercheur à la London School of Economics.

Une large majorité des plaintes a lieu aux Etats-Unis, qui concentrent 58 % des affaires actuellement, devant l'Europe (24 %). Des actions ont aussi été menées au Royaume-Uni, en Australie et au Nigeria. La plupart des plaintes (33) sont déposées au motif de « dommages climatiques », devant la « publicité trompeuse » (14).

Crimes contre l'humanité

Treize plaintes visent ou ont visé des projets spécifiques, comme celui qui vise RWE au Pérou, un fermier reprochant à l'énergéticien allemand d'être responsable de la fonte d'un glacier avec les émissions de gaz à effet de serre de sa centrale à charbon. Onze cas sont liés à de présumés défauts d'information sur les risques financiers de la transition énergétique. Deux, enfin, sont des dossiers au pénal : en 2022, BP a été accusé de crimes contre l'humanité, et cette année, une plainte a été déposée à Paris contre TotalEnergies pour homicide involontaire.

Ces deux groupes ne sont toutefois pas les cibles les plus fréquentes. En l'espace de vingt ans, ExxonMobil a été visé par 43 procédures et Shell par 42. L'américain et l'anglo-néerlandais sont loin devant BP, Chevron et Conoco-Phillips (28), TotalEnergies arri-

vant ensuite avec 15 plaintes. « Il y a définitivement une corrélation entre la taille de l'entreprise, le nombre de poursuites et sa transition énergétique. ExxonMobil, qui fait face au nombre de cas le plus important, est aussi cité dans beaucoup de rapports comme le pire des pétroliers en matière de transition », poursuit David Tong.

Le nombre de plaintes débouchant sur des condamnations reste toutefois très restreint.

Selon les ONG, une sorte de modèle économique est aussi en train de se mettre en place sur ces actions en justice, avec des organisations qui, de plus en plus, prennent le risque financier des attaques, puis espèrent récupérer leur mise sur des dommages. Les actions sont aussi de plus en plus concertées entre autorités et ONG.

De nouvelles vagues ?

Le nombre de plaintes débouchant sur des condamnations reste toutefois très restreint, les procédures étant particulièrement longues. Et

un certain nombre de plaintes ratent leur cible et sont jugées irrecevables. Par ailleurs, aux Etats-Unis, les affaires sont parfois réglées par des accords à l'amiable, sans qu'il n'y ait de condamnation. C'est ainsi que des sociétés propriétaires d'oléoducs ont accepté de verser 7,4 milliards de dollars, en début d'année, pour solder les poursuites à la suite de la rupture d'un conduit.

L'arsenal juridique qui se met en place pourrait permettre aux litiges de se multiplier dans les années à venir. Le devoir de vigilance, déjà inscrit dans une loi en France et qui a occasionné une plainte contre TotalEnergies pour ses projets en Ouganda et en Tanzanie, a ainsi fait l'objet d'une directive européenne en fin d'année dernière. « Cela pourrait donner une plus grande base légale à certains pays, qui ont essayé d'attaquer sans succès ces dernières années, note Justine Ripoll, responsable de campagne chez Notre affaire à tous, impliquée dans la plainte contre TotalEnergies. Ce pourrait être le cas en Italie, par exemple, où Eni n'a pas eu beaucoup de plaintes à affronter. » Une autre directive européenne vise les « procédures bâillonnées » et garantit de nouveaux droits aux journalistes ou ONG visés par de telles actions. ■

« Au pénal, cette infraction est passible de deux ans d'emprisonnement et de sanctions financières allant jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires. »

CLÉMENTINE BALDON
Avocate

SpaceX réalise un nouveau bond dans le voyage spatial

- A bord de la capsule Crew Dragon, quatre passagers civils voyagent à une distance de la Terre jamais vue depuis le mythique programme Apollo.
- Deux civils, le milliardaire Jared Isaacman et Sarah Gillis ont réalisé une sortie extravéhiculaire.

ESPACE

Anne Bauer

Nouveau succès pour SpaceX, qui a lancé mardi la mission Polaris Dawn, pour faire voyager dans l'espace quatre astronautes non professionnels à bord de Crew Dragon, sa capsule spatiale de vol habité. Premier record : jamais des êtres humains n'avaient été aussi loin de la Terre depuis les légendaires missions Apollo. En orbite à environ 1.400 km de la Terre, trois fois plus loin que l'ISS, le milliardaire Jared Isaacman, un ancien pilote de l'armée de l'air Scott Poteet et deux employées de SpaceX font le voyage spatial de leur vie ! L'environnement y est très différent de celui de l'ISS en matière de radiations et de micrométéorites. « *Nous souhaitons recueillir le maximum de données sur l'effet sur le corps humain et le vaisseau d'un voyage aussi lointain* », a expliqué Jared Isaacman, le milliardaire qui finance la mission Polaris Dawn.

Un autre record a été établi jeudi avec la première sortie extravéhiculaire des passagers de Crew Dragon. Le milliardaire Jared Isaacman et Sarah Gillis, une salariée de SpaceX, sont ainsi sortis à tour de rôle de leur capsule, durant dix minutes avant de retourner à bord de sur leurs sièges. Reliés au vaisseau par des cordons, notamment pour être alimentés en oxygène, ils se sont appuyés sur des barres, une structure nommée « Skywalker », donnant « *un peu l'impression de danser* », selon les mots de Jared Isaacman, 41 ans, un proche d'Elon Musk. Après son retour dans la capsule, Sarah Gillis a verrouillé la porte permettant au processus de repressurisation de la cabine de commencer.

Une date remarquable
C'est une date remarquable dans l'histoire de la conquête des étoiles, puisqu'il s'agit de la première sortie

spatiale privée réalisée par des astronautes non professionnels. Les deux autres membres de la mission, Scott Poteet et Anna Menon, sont restés à bord de la capsule afin de s'assurer que tout se passe comme prévu. Le patron de la Nasa, Bill Nelson, a félicité SpaceX, affirmant qu'il s'agit d'« *un pas de géant pour l'industrie spatiale commerciale* », a-t-il estimé. Le but de la mission Polaris Dawn, qui doit durer cinq jours, n'est en effet pas qu'un nouveau pas dans le « tourisme spatial ». Il s'agit bien d'un bond de géant pour le transport spatial en général, avec en ligne de mire, la production en série de combinaisons d'astronautes pour les futurs voyageurs spatiaux. Les astronautes ont ainsi fait les

premiers tests pour valider ces combinaisons, au look futuristes, équipées d'une caméra et de capteurs, qui affichent les données dans la visière du casque. Les membres de l'équipage, qui ont décollé de Floride mardi, ont suivi plus de deux ans de formation – des centaines d'heures sur des simulateurs, du parachutisme, de la plongée sous-marine ainsi que l'ascension d'un volcan équatorial. Patron de l'entreprise financière Shift4, Jared Isaacman réalise son deuxième vol dans l'espace, mais le programme Polaris de vols privés, qu'il finance, en comprend encore deux autres, l'une pour dépanner le télescope Hubble, puis pour tester la future fusée Starship de SpaceX pour aller sur la Lune. ■



Le milliardaire Jared Isaacman et Sarah Gillis, une salariée de SpaceX, sont sortis jeudi à tour de rôle de leur capsule, durant dix minutes avant de retourner à bord sur leurs sièges. Photo AFP

Ce nouvel exploit peut-il réveiller l'Europe spatiale ?

Pour l'Europe, la conquête de l'orbite basse, c'est maintenant ou jamais, juge Samantha Cristoforetti, chef du projet Leo Cargo à l'Agence spatiale européenne.

Au siège parisien de l'Agence spatiale européenne (ESA), la mission Polaris Dawn montée par le milliardaire Jared Isaacman avec SpaceX est observée avec envie et beaucoup d'intérêt. Les quatre membres de la mission, qui ont décollé mardi en Floride à bord du vaisseau spatial de SpaceX, Crew Dragon, ont réalisé la première sortie spatiale privée de l'histoire, la première balade extra-véhiculaire d'une mission non gouvernementale. « *Félicitations à l'équipe pour l'énorme effort qu'elle a fourni pour nous amener à ce stade. Nous savons que ce n'est qu'un début* », a déclaré Jared Isaacman. Sa sortie a duré quelque 8 minutes, sans quitter le vaisseau mais rappelons que sans combinaison, la durée de vie

d'un astronaute se situe aux alentours de 90 secondes ! « *Bien entendu, les activités extravéhiculaires existent depuis bien longtemps*, explique l'Italienne Samantha Cristoforetti, l'une des astronautes européennes les plus aguerries. *Il n'empêche, imaginer la production en série de tenue de combinaisons spatiales marque une avancée supplémentaire vers une banalisation du voyage spatial* » L'événement « *n'a rien d'anecdotique*, met-elle encore en garde. *On passe d'une phase de pure exploration spatiale dominée par des agences publiques à une phase d'exploitation de l'orbite basse par de nouveaux acteurs privés et commerciaux. Ils ont désormais des capacités que seules possédaient autrefois les agences publiques, et l'orbite basse terrestre [jusqu'à 1.800 km de la Terre environ] devient un milieu qui rejoint l'activité économique et sociale normale des hommes.* » Nombre d'entreprises privées se préparent aujourd'hui à prendre le relais de la Station spatiale interna-

tionale (ISS), dont la fin de vie est programmée en 2030. Avec Polaris Dawn, SpaceX fait des pas de géant. Le vaisseau Dragon est passé plusieurs fois à travers les altitudes orbitales où règnent plus de 10.000 satellites et débris spatiaux, ce qui réclame des calculs d'une grande précision et il a testé des communications laser directe avec les satellites Starlink. **Un réveil attendu en 2025** Pour Boeing, qui continue d'essayer des échecs avec sa capsule de transport spatial Starliner, mais surtout pour l'Europe, qui a remis à 2025 ses premières discussions sur la nécessité ou non d'investir dans le vol habité, la mission Polaris Dawn représente une claque. « *L'Agence spatiale européenne a perdu dix ans, cela va être dur à rattraper* », maugrée un ingénieur, qui a participé à la construction des premiers cargos spatiaux ATV pour la Nasa. « *Il faut se préparer à voir les acteurs privés proliférer en orbite*

basse, prédit Samantha Cristoforetti. *Plusieurs entreprises vont construire des infrastructures en orbite basse pour prendre le relais de la Station spatiale internationale. Ce développement, cohérent, annonce la construction de tout un nouvel écosystème spatial. L'Europe doit devenir autonome dans le transport spatial, sinon elle risque l'exclusion de l'orbite basse terrestre.* » L'Europe spatiale, qui a raté le tournant des lanceurs réutilisables, va-t-elle rater celui des vols habités ? Faute d'avoir convaincu

« Il faut se préparer à voir les acteurs privés proliférer en orbite basse. »

SAMANTHA CRISTOFORETTI
Astronaute italienne

les Etats membres de se lancer dans le vol habité lors de la conférence ministérielle de 2022, l'ESA a obtenu en novembre 2023 une dérogation pour franchir une première marche. Elle a sélectionné en mai dernier deux projets afin de se doter d'un service de transport cargo spatial, l'un de Thales Alenia Space et l'autre de la start-up The Exploration Company. « *On ne peut pas aller directement au transport humain, il faut passer par l'acquisition d'une première capacité de transport de marchandises* », explique l'astronaute italienne. Pour l'heure, l'Agence ne dispose que de 115 millions jusqu'à fin 2026 pour soutenir les futurs vaisseaux. Pour mener à terme les projets, de Thales et de Teh Exploration Company, il lui faudra obtenir plusieurs centaines de millions de financement supplémentaire lors de sa prochaine réunion ministérielle en 2025. Pour l'ESA, chaque victoire de SpaceX est donc une occasion de mettre la pression sur les Etats qui la finance. — **A. B.**

Christie's investit le créneau des voitures de collection

LUXE

La maison de vente de la famille Pinault rachète Gooding, l'un des leaders du secteur.

Martine Robert

Face à son concurrent mondial Sotheby's, qui a dans son giron la maison de vente de voitures de collection RM, ou son challenger français Artcurial, qui a créé un important département Motorcars, Christie's a longtemps laissé le terrain libre à ses rivaux. Mais la maison de la famille Pinault entre dans cette spécialité par la grande porte,

en annonçant la signature d'un protocole d'accord pour racheter Gooding & Company, l'un des poids lourds américains du secteur. Depuis sa création en 2003 par David Gooding et son épouse, Dawn Ahrens, Gooding & Company s'est imposé par ses lots de grande qualité, issus de collections prestigieuses, d'héritages familiaux ou de découvertes. La maison détient les records pour les prix obtenus sur 12 marques, dont Ferrari, Porsche, McLaren, Duesenberg, RUF et Bugatti. En 2023, elle a dépassé les 194 millions de dollars de ventes, cédant 44 lots à plus d'un million de dollars. Cette année, elle a démarré sur les chapeaux de roues avec sa vente d'Amelia Island, la plus réussie de la société sur ce site majeur à ce jour avec sa Merce-

des-Simplex 60 HP « *Roi des Beltes* » de 1903, partie pour 11 millions de dollars. Gooding & Company reste toutefois loin de RM Sotheby's, qui a affiché 811 millions de dollars de ventes l'an dernier, mais bien devant Artcurial Motorcars, à 63 millions d'euros. **Un marché porteur** « *David Gooding est un professionnel unanimement respecté que nous impliquerons totalement dans notre stratégie. L'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie sont des zones importantes pour les projets d'avenir que nous souhaitons développer de concert avec lui. La combinaison de nos ressources nous offrira de nombreuses opportunités de croissance au niveau mondial* », explique Guillaume

Cerutti, directeur général de Christie's, qui gardera le fondateur comme président. Cette acquisition représente une étape notable permettant à la maison d'asseoir rapidement sa position sur ce marché porteur : le nombre de véhicules de collection adjudugés a grimpé de près de 90 % entre 2019 et 2023 avec l'essor des plateformes en ligne. Christie's consolide du même coup sa place sur le

194

MILLIONS DE DOLLARS
de ventes ont été réalisés par Gooding & Compagny en 2023.

segment plus large et en pleine expansion des objets de luxe. « *Ces catégories, bijoux, montres, sacs à main, vins, sont passées de 10 à 18 % du total de nos ventes entre 2018 et 2023, et elles ont atteint 1,1 milliard de dollars l'an dernier. Il nous manquait un ancrage fort dans les voitures* », poursuit Guillaume Cerutti. Gooding profitera lui d'un réseau mondial renforcé pour soutenir l'essor de sa future marque, Gooding Christie's. Pour François-Henri Pinault, président de la holding familiale Artémis, « *les valeurs de David Gooding concordent parfaitement avec celles de Christie's et des autres entreprises dans lesquelles la famille Pinault est investie depuis longtemps, dans l'art, la culture, le luxe et l'art de vivre* ». En septembre der-

nier, Artémis élargissait ainsi son champ d'action en prenant le contrôle de l'agence Creative Artists Agency, qui gère la carrière de Britney Spears, Beyoncé, Ariana Grande, Tom Hanks, Helen Mirren, Brad Pitt ou Salma Hayek, l'épouse de François-Henri Pinault. La transaction avec Gooding, dont le montant n'a pas été révélé devrait être finalisée avant la fin de 2024. Ces dernières années, les maisons de vente n'ont cessé d'élargir leurs propositions dans tous les services (notamment financiers) et spécialités, susceptibles de toucher les riches collectionneurs. Dans cette panoplie pour happy few, le haut du panier des voitures de collection tient encore bien la route même si comme dans l'art, les clients sont devenus plus sélectifs. ■

La baisse de la consommation de gaz va se poursuivre

ÉNERGIE

Selon les prévisions de GRDF, GRTgaz et Teréga, le marché va se réduire de 30 % d'ici à 2035 en France.

Nicolas Rauline

La crise de l'énergie a accéléré la baisse de consommation du gaz en France, et ce n'est pas terminé. Sur la période allant d'août 2022 à mai 2024, la chute a atteint 22 % dans l'Hexagone, comparé à la moyenne des cinq années précédentes, selon les chiffres de la Commission européenne. Et, d'ici à 2035, la filière estime que la consommation baissera encore de près de 30 % en France, passant de 399 TWh en 2023 à 282 TWh en 2035, selon les estimations de GRDF, GRTgaz et Teréga publiées jeudi.

Cette trajectoire s'inscrirait dans les objectifs européens fixés par le plan Fit for 55 de baisse des émissions de gaz à effet de serre de 55 % à 2030. Dans le détail, la baisse devrait être la plus forte dans le résidentiel (-34 % en 2035 par rapport à 2023), dans la consommation de gaz nécessaire à produire de l'électricité (-38 %) et dans le tertiaire.

Les bureaux et bâtiments publics pourraient même voir leur consommation de gaz chuter de 42 % d'ici à 2035, sous l'effet de l'électrification

et de la rénovation énergétique. La demande devrait, en revanche, rester solide dans l'industrie : les gestionnaires des réseaux de distribution et de transport estiment que la consommation industrielle devrait reculer de 25 % au cours des douze prochaines années. « Nous avons pris des hypothèses réalistes, voire conservatrices », affirme Dominique Mockly, le patron de Teréga.

Infrastructures à l'arrêt

Plusieurs facteurs pourraient encore faire varier la demande, surtout à la hausse. En particulier le développement des énergies renouvelables et des capacités de production nucléaire. Si les objectifs ne sont pas atteints dans ce domaine, GRDF, GRTgaz et Teréga estiment que la consommation de gaz pourrait être plus élevée de 16 TWh en 2030, à 337 TWh.

Le succès de la relocalisation industrielle pourrait aussi entraîner un surplus de consommation de 12 TWh, un ralentissement de l'électrification dans l'industrie pourrait avoir un effet à la hausse de 8 TWh. Le retard dans le développement de l'hydrogène bas carbone ou celui dans le rythme de la rénovation des bâtiments pourraient aussi freiner la baisse de consommation de gaz. La baisse de la consommation interroge, dans un contexte où l'Europe s'est réarmée en matière d'infrastructures gazières, en particulier avec de nouveaux terminaux d'importation de gaz

naturel liquéfié. Un rapport de l'Institut for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA), sorti jeudi, indique que la demande européenne de GNL s'est repliée de 20 % sur la première moitié de l'année et que le taux d'utilisation des terminaux de GNL est descendu sous les 50 %. Selon l'IEEFA, les trois quarts des capacités européennes d'importation pourraient être inutilisées en 2030. Certains nouveaux projets seraient d'ailleurs à l'arrêt.

Pour la filière, les infrastructures ont joué leur rôle pendant la crise. Et leur reconversion est à l'étude. Un projet de terminal de liquéfaction est à l'étude sur le site d'Elengy de Montoir-de-Bretagne. Et des réflexions sont lancées autour d'un terminal d'importation d'ammoniac bas carbone à Fos-sur-Mer, sur le terminal de Fos-Tonkin. En Allemagne, la plupart des nouveaux terminaux pourraient être convertis à l'hydrogène.

Surtout, la plupart des infrastructures pourront être utilisées sans investissement majeur pour accueillir les gaz renouvelables et bas carbone. La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a estimé la note de l'adaptation des réseaux de gaz entre 6 et 9,7 milliards d'euros d'ici à 2050. Car, selon les prévisions de la filière, la baisse de la consommation s'accompagnera d'une montée en puissance des gaz renouvelables et bas carbone. Ceux-ci devraient représenter 40 à 45 % de la consommation en 2035 et 100 % en 2050.

Ces objectifs nécessiteront une forte accélération entre 2030 et 2035. Durant cet intervalle, la production de biométhane devra être quasiment doublée. Ce qui pose de nouveau la question de la disponibilité de la biomasse. Durant l'été, le Secrétariat général à la planification écologique a émis des doutes sur les objectifs de production de biométhane, arguant une forte pression sur la biomasse.

La disponibilité de la biomasse pose question.

L'association Solagro de promotion des produits agricoles a, elle, validé la trajectoire de la filière : avec la biomasse disponible et sans concurrence avec les autres usages (alimentation, stockage de carbone, fertilité des sols...), il serait possible de générer 350 TWh de bioénergie en 2050 dont 160 TWh de biométhane. « Nous avons des points de désaccord. D'abord, il y a plusieurs biomasses. S'il peut y avoir des tensions sur la filière forestière, nous utilisons aussi des matières agricoles, des déchets. Plusieurs potentiels s'additionnent », répond Laurence Poirier-Dietz, directrice générale de GRDF, pour qui il faut aussi différencier le potentiel et la mobilisation réelle. Tout dépendra, alors, des investissements et de la volonté de mobiliser ce potentiel. ■



La baisse devrait être la plus forte dans le résidentiel (-34 % en 2035 par rapport à 2023). Photo Shutterstock

fusions // acquisitions // cessions // partenariats

ENTREPRISES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES

RECHERCHE DE REPRENEURS DANS LE CADRE D'UNE
PROCÉDURE COLLECTIVE

Activité : service à la personne sous autorisation du Conseil départemental implanté à Nîmes et sous enseigne nationale

Chiffre d'affaires HT : (exercice 2023, sur 12 mois) 1.059 K. Euros / 2.500 heures/ mois environ

Nombre de salariés : 44 personnes

VNC des éléments corporels au 31.12.2023 : 20 K. Euros

Date limite de remise des offres auprès de la SELARL AMAJ : 15 OCTOBRE 2024

L'accès au dossier de présentation se fera par dataroom. Les identifiants de connexion seront communiqués après régularisation d'un engagement de confidentialité disponible sur le site : [aj-specialises.fr/societe](#)

CONTACT :
SELARL AMAJ - 110 Impasse John Locke 34470 PEROLS
Tél. : 04 99 51 20 27 - Courriel : [etude@amaj.fr](#)

Recherche de repreneurs ou d'investisseurs

Hélène Bourbouloux | Jean-François Blanc | Gaël Couturier | Cécile Dür | Nathalie Leboucher | Sylvain Hustax | Benjamin Tamboise | Charlotte Fort | Alicia Alves | Eric Samson | Théophile Fornaccari

→ Société CLICKON SAS – plateforme ADMO.TV

• Activité : Mise à disposition d'une solution SAAS (Software As A Service) permettant de mesurer, d'analyser et d'amplifier les retombées digitales des publicités TV et VOD

• Trois offres complémentaires : analyse des investissements des annonceurs en matière de publicité TV ; mesure de l'impact de la Radio sur l'environnement en ligne de l'annonceur ; solutions de conversion de l'audience TV en audience digitale / Technologie brevetée

• Clientèle de premier plan : agences média et plus de 100 marques à travers l'Europe regroupant une quinzaine de secteurs d'activité

• Chiffre d'affaires au 31/12/2023 : 2 035 K€

• Lieu : Paris (75) • Effectif total : 21 salariés au 5 septembre 2024

La date limite de dépôt des offres est fixée 7 octobre 2024 à 23h59.

L'accès à une data room électronique sera autorisé après régularisation d'un engagement de confidentialité et une présentation succincte du candidat.

Recherche de repreneurs ou d'investisseurs

Hélène Bourbouloux | Jean-François Blanc | Gaël Couturier | Cécile Dür | Nathalie Leboucher | Sylvain Hustax | Benjamin Tamboise | Charlotte Fort | Alicia Alves | Eric Samson | Théophile Fornaccari

→ Restaurant 'CHAI 33' Bercy Village – Paris 12^{ème}

• Lieu : 28 rue François Truffaut – Paris (12^{ème})

• Locaux : 1 350 m² comprenant 2 terrasses, un bistro, un restaurant, un bar et 200 m² de cave à vin

• Chiffre d'affaires 2023 (exercice clos) : 3,7 M€

• Effectif total : 52 salariés dont 45 CDI

La date limite de dépôt des offres est fixée 30 septembre à 12 h.

L'accès à une data room électronique sera autorisé après régularisation d'un engagement de confidentialité et une présentation succincte du candidat.

RECHERCHE DE REPRENEURS DANS LE CADRE D'UN
REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Activité : Culture de la vigne appellations (AOP Languedoc St Christol ou Coteaux de St Christol, - AOP Languedoc, - IGP OC, - AOP Grès de Montpellier.) Vignobles d'une soixantaine d'hectares situé sur la région de Montpellier (Saint Christol (34))

Chiffre d'affaires HT : (exercice 2022, sur 12 mois) : 263 K. Euros

Nombre de salariés : 3 personnes

VNC des éléments corporels au 31.12.22 : 319 K. Euros

Date limite de remise des offres auprès de la SELARL AMAJ : 15 OCTOBRE 2024

L'accès au dossier de présentation se fera par dataroom. Les identifiants de connexion seront communiqués après régularisation d'un engagement de confidentialité disponible sur le site : [aj-specialises.fr/societe](#)

CONTACT :
SELARL AMAJ - 110 Impasse John Locke 34470 PEROLS
Tél. : 04 99 51 20 27 - Courriel : [etude@amaj.fr](#)

Recherche de repreneurs ou d'investisseurs

Hélène Bourbouloux | Jean-François Blanc | Gaël Couturier | Cécile Dür | Nathalie Leboucher | Sylvain Hustax | Benjamin Tamboise | Charlotte Fort | Alicia Alves | Eric Samson | Théophile Fornaccari

→ BLUEDIGO

Market place de mobilier de bureau de seconde main ou reconditionné

• Le plus grand catalogue de mobilier de bureau de seconde main ou reconditionné avec + de 30 000 meubles en ligne de seconde main (2.500 clients, 3.500 utilisateurs de la market place et un site internet)

• Date d'ouverture du redressement judiciaire : 2 mai 2024

• Localité : 75005 Paris

• CA HT/REX : 4 253 K€-1 952 K€ (2023) ; 3 834 K€-1 176 K€ (2022) ; 1 768 K€- 342 K€ (2021)

• Projections CA HT/REX 2024 : 3 768 K€-323 k€

• Effectif total : 10 salariés

La date limite de dépôt des offres est fixée 27 septembre à 12h00.

L'accès à une data room électronique sera autorisé après régularisation d'un engagement de confidentialité et une présentation succincte du candidat.

Recherche de repreneurs ou d'investisseurs

Hélène Bourbouloux | Jean-François Blanc | Gaël Couturier | Cécile Dür | Nathalie Leboucher | Sylvain Hustax | Benjamin Tamboise | Charlotte Fort | Alicia Alves | Eric Samson | Théophile Fornaccari

→ SAS CLIPPER 92 – Bar, pub, restaurant Asnières sur Seine (92)

→ RJ du 07/02/2024

• Activité : exploitation d'un fonds de commerce de restaurant, bar, pub à Asnières-sur-Seine (92600)

• Chiffre d'affaires au 31/12/2023 (exercice clos) : 398 680 €

• Lieu du siège social / de l'établissement : Tour d'Asnières - 92600 ASNIERES-SUR-SEINE

• Effectif : 2 salariés

La date limite de dépôt des offres est fixée vendredi 4 octobre 2024 à 12h00

L'accès à une data room électronique sera autorisé après régularisation d'un engagement de confidentialité et une présentation succincte du candidat.

RECHERCHE REPRENEUR
SAPL « SOCIETE D'APPLICATION DES PROCÉDES LEFEBVRE »
Le Biot – Gaviille – 61550 LA FERTE EN OUCHE

• Activité : Fabrication d'armes et de munitions – équipement de maintien de l'ordre Immobilier en propriété

• CA HT 2023 : 2 757 K€ (14 mois)

• CA HT 2022 : 2 762 K€

• Effectif : 9 salariés

Dépôt des offres au plus tard le vendredi 11 octobre 2024 à 12 heures

et dossier de présentation auprès de la SELARL TRAJECTOIRE, prise en la personne de Charles BEAUSSART, Administrateur Judiciaire
Tél : 02 33 80 39 00 – [alencon@trajectoire.eu](#)

Recherche de repreneurs ou d'investisseurs

→ VENCOREX France (Filiale du groupe Vencorex)

• En phase amont : production de sel, chlore, soude et d'hydrogène sur le site de Pont-de-Claix, adossé à un contrat de location gérance avec la société Chloralp (propriétaire des extractions de sel dans la Drôme).

• En phase aval : production d'isocyanates aliphatiques (HDI, IPDI) et de leurs dérivés pour les peintures et revêtements industriels sur le site de Pont-de-Claix et exploitation du fonds de commerce dans le cadre d'un contrat de location-gérance avec la société Vencorex TDI (en procédure de sauvegarde).

• Chiffre d'affaires 2023 : 209 M€

• Effectifs au 31 août 2024 (France) : 464 salariés

• Sites : Saint-Priest (69) (siège social) ; Saint-Fons (69) (centre de recherche) ; Pont de Claix (38) (site industriel) et Hauterives (26) (extraction de sel)

• Site internet : <https://vencorex.com/>

La date limite de dépôt des offres de reprise est fixée au 17 octobre 2024 à 14h00.

L'accès à une data room électronique sera autorisé après régularisation d'un engagement de confidentialité, la signature du règlement de la data room, et d'une présentation du candidat à la reprise et des moyens dont il dispose.

Recherche de repreneurs ou d'investisseurs

Hélène Bourbouloux | Jean-François Blanc | Gaël Couturier | Cécile Dür | Nathalie Leboucher | Sylvain Hustax | Benjamin Tamboise | Charlotte Fort | Alicia Alves | Eric Samson | Théophile Fornaccari

→ LES SCIAGES CORREZIENS

2 fonds de commerce scierie et menuiserie

• Activité : sciage de bois / fabrication et pose de charpentes

• Siège social : 19300 CHAPELLE-SPINASSE

• Locaux : EYREIN (19800) et SARRAN (19800)

• Chiffre d'affaires au 31/12/2023 du fonds de commerce scierie : 1 M€

• Chiffre d'affaires du fonds de commerce menuiserie (prévisions de 06/2024 à 12/2024) : 128 K€

• Effectif : 6 salariés (scierie) + 1 salarié (menuiserie)

→ EVA BOIS MARUT

• Activité : exploitation forestière / achat de bois sur pied feuillus et résineux

• Siège social : 19300 CHAPELLE-SPINASSE

• Chiffre d'affaires au 31/12/2023 : 1,1 M€

• Salariés : Néant

La date limite de dépôt des offres de reprise est fixée au 2 octobre 2024 à 12h.

L'accès à une data room électronique sera autorisé après régularisation d'un engagement de confidentialité et une présentation succincte du candidat.

APPEL D'OFFRES EN VUE D'UNE CESSIION
D'ENTREPRISE EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE
fonds de commerce d'entreprise de construction navale, entretien, réparation, conception de tous bâtiments navals avec ou sans moteur – [Côte d'Or – 21]

DATE R.J. : 012/12/2023

ACTIVITÉ : Construction navale, entretien, réparation, conception de tous bâtiments navals avec ou sans moteur

EFFECTIF : 15 salariés en CDI

PRINCIPALES DONNÉES CHIFFRÉES : 2 828 K€ au 31/12/2023, 2 795 K€ au 31/12/2022, 1 968 K€ au 31/12/2021

Date limite de dépôt des offres : 15/10/2024 à 12h00

À L'ADRESSE DE L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

Contact : SELARL AJRS, Maître Marlène LOISEAU, 13 rue Montigny – 21000 DIJON

Mail : [marlene.loiseau@aj-rs.com](#) / [dijon@aj-rs.com](#) ; tél : 03.80.74.01.76

Réf à rappeler : [6013]

En cas de projet de plan de cession, les candidats acquéreurs se conformeront strictement aux dispositions des articles L 642-2 et suivants et R 642-1 et suivants du Code de Commerce. Accès à la dataroom sur demande écrite et présentation, après engagement de confidentialité.

BL & Associés
Administrateurs Judiciaires

APPEL D'OFFRES DE REPRISE D'ENTREPRISE

Start-up spécialisée dans la conception et la commercialisation de solutions de recharge et d'alimentation sans fil pour appareils électroniques, technologie par conduction

Siège social : Région parisienne
Efficatif au 31/07/2024 : 5 salariés

Chiffre d'affaires : Au 31/12/2023 (12 mois) : 109 400 € - total bilan : 1 755 388 €
Au 31/12/2022 (12 mois) : 413 524€ - total bilan : 2 082 565 €

La SELAS BL & Associés, Administrateur Judiciaire, 3 bis rue des Archives - 94000 Créteil
Tél. : 01.48.71.86.76 / Courriel : etude@bl-aj.fr, invite tout candidat intéressé par la reprise de cette société
à lui adresser une offre de cession conformément aux dispositions de l'article L. 631-13
et L. 642-2 du Code de commerce, au plus tard, le 11 octobre 2024 à 12h00.

L'accès à la dataroom sera autorisé sous les conditions préalables suivantes : - Réception d'une lettre d'intérêt par courriel présentant le candidat, le cas échéant représenté, son activité, sa surface financière et ses motivations ; - Signature d'un engagement de confidentialité et non débauchage dont le modèle sera transmis à réception de la lettre d'intérêt.

2M&associés

ADMINISTRATEURS
JUDICIAIRES

M^e Marine PACE
22 rue de l'Arcade
75008 Paris
www.aj-2m.com

Contacts
Marine PACE
Roxane BRODIN
Tél. +33 (0)1 43 12 30 00
m.pace@aj-2m.com
r.brodin@aj-2m.com

RECHERCHE INVESTISSEURS (PLAN DE CONTINUATION) (art. L.626-1 et s.)
OU A DEFAUT REPRISEURS (PLAN DE CESSION)
(art. L. 642-1 et s. du code de commerce)

- **Société** : Acticor Biotech (SA cotée sur le marché Euronext Growth Paris)
- **Secteur d'activité** : Biotechnologie - Biopharmaceutique au stade clinique
- **Activité** : Développement d'un médicament innovant pour le traitement des urgences cardiovasculaires et pathologies thrombotiques aiguës. Biomarqueur de l'AVC en cours de validation
- **Efficatif** : 17 salariés dont 1 alternant
- **Déficits reportables** : 18,3M€ pour l'exercice 2023
75,3M€ en cumul au 31.12.2023

Les offres devront être déposées auprès de l'administrateur judiciaire
au plus tard le **Mardi 15 octobre 2024 à 12 heures**.

Une data room virtuelle est mise en place. L'accès à cette data room peut être obtenu après signature d'un engagement de confidentialité à demander à l'adresse suivante :
r.brodin@aj-2m.com

**Administrateur Judiciaire recherche acquéreur pour une entreprise
en Redressement Judiciaire créant des solutions opérationnelles et numériques pour
l'amélioration de la responsabilité sociétale des entreprises du commerce (RSE)**

Chiffre d'affaires 2023 : 700 K€ - 4 salariés
2 labels : enseigne et commerce responsables
Principaux clients : 85 grands comptes (GD, ameublement, cosmétique...)
Date limite de dépôt des offres : 23/09/2024 à 12 heures

Contact :
SELARL Xavier HUERTAS & ASSOCIES
1, Rue Lamartine - 06000 NICE
x.huertas@etude-huertas.fr
Tel : 04.92.17.29.29

**POUR ACCEDER AU DOSSIER DE REPRISE, IL CONVIENDRA
DE SIGNER PREALABLEMENT UN ENGAGEMENT DE
CONFIDENTIALITE**





RECHERCHE DE CANDIDATS POUR UN PLAN DE CESSION (RJ) :
SISA PRODUCTION – Coco et Rico

Activité : Développement et production de collection de vêtements et accessoires textiles.

Lieu : PARIS – 75003

Nombre de salariés : 2 salariés

C.A. : 31.12.23 (6 mois) : 152 k€
30.06.23 (12 mois) : 1 091 k€
30.06.22 (12 mois) : 1 088 k€

Description : Atelier de création et fabricant textile sous l'enseigne Coco et Rico. Réalisation de prestations de sourcing, bureau d'études, et manufacture.

Informations pratiques

SELARAJ AJ UP
Maitre Paul-Henri ADRAS
5 Avenue de Messine
75008 Paris

Collab. en charge
M. Vincent RIQUIN
v.riquin@ajup.fr



ENTREPRISE A REPRENDRE :

SAS AMV 38

 **Activité :** la société spécialisée dans la réalisation de pièces et de sous-ensembles mécanique par usinage (tours CN, CU horizontaux, décolletage grandes dimensions) de la petite à la grande série industrielle.

 **Lieu :** VOIRON, Département (38500)

 **Nombre de salariés :** 23

 **Chiffre d'affaires (M€) :**

CA en K€	CA	REX	RN
31/12/2023	3 452	(80)	(83)
31/12/2022	3 485	(127)	(138)
31/12/2021	3 723	220	213

 **Description :** Elle intervient dans le secteur mécanique du bien industriel, de l'armement et du TP.

Informations pratiques

Référence de l'offre : 55495

Date de limite de dépôt des offres :
30 septembre à 16h00

Data room :
<https://dataroom.ajup.fr>
accès après régularisation d'un engagement de confidentialité

SELARL AJUP
Maitre Eric
ETIENNE-MARTIN
12 rue Louis Braille
42000 Saint-Etienne

Collab. en charge :

Christophe VILLENEUVE
c.villeneuve@ajup.fr

Audrey MARMILLON
a.marmillon@ajup.fr



AJ
ASSOCIATION
JEUNES
PROFESSEURS



DJMECA
FOURNISSEUR DE SERVICES ET DE SOLUTIONS MECANIQUE

ENTREPRISE A REPRENDRE :

SAS AMC 42



Activité : la société est spécialisée dans la réalisation de pièces et de sous-ensembles mécanique par usinage (tours CN, CU horizontaux, décolletage) du prototype à la moyenne série industrielle.



Lieu : CIVENS, Département (42110)



Nombre de salariés : 34



Chiffre d'affaires (M€) :

CA en K€	CA	REX	RN
31/12/2023	7 543	(218)	(226)
31/12/2022	7 334	(496)	(471)
31/12/2021	6 154	(592)	(565)



Description :
Elle intervient dans le secteur mécanique du bien industriel, de l'armement et du TP.

Informations pratiques

Référence de l'offre : 55496

Date de limite de dépôt des offres :
30 septembre à 16h00

Data room :
<https://dataroom.ajup.fr>
accès après régularisation d'un engagement de confidentialité

SERARL AJUP
Maitre Eric
ETIENNE-MARTIN
12 rue Louis Braille
42000 Saint-Etienne

Collab. en charge :

Christophe VILLENEUVE
c.villeneuve@ajup.fr
Audrey MARMILLON
a.marmillon@ajup.fr



RECHERCHE REPRENEUR EN PLAN DE CESSIION

**Activité : transports de marchandises
et déchets pour le BTP**

Chiffre d'affaires 2023 : 5,3 M€

Salariés : 44

**DATE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES :
30 SEPTEMBRE 2024**

Les candidats repreneurs sont invités à contacter l'Administrateur judiciaire
par écrit, pour accéder au dossier de présentation :

Mail : reprises@solve-aj.fr

RECHERCHE DE REPRENEURS ET D'INVESTISSEURS
DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

ARTICLES L.642-22 ET R.642-40 DU CODE DE COMMERCE

SCIASQUET & SAS LE CRYCHAR

Activités

- Exploitation d'un fonds de commerce d'hôtel, spa, 4 étoiles (murs et fonds de commerce)
- 18 chambres
- Exercice 2020/2021 : CA 1 184 k€ - Exercice 2021/2022 : CA 1 696 k€
- Exercice 2020/2021 : CA 357 k€
- Les Gels (74)

Localisation

L'accès aux informations (data-room électronique et/ou dossier de présentation) sera possible après la régularisation d'un engagement de confidentialité.

DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES LE LUNDI 2 DECEMBRE 2024 À 12H
à déposer à l'étude d'ANNECY, 6 route de Vignières,
74000 ANNECY

SELARL ANASTA
Maitre Marc CHAPON
Merci de contacter : Nélia KHATTALI
nkhattali@anasta.fr / Tel : 04 79 70 86 74

RECHERCHE CANDIDATS REPRENEURS
Entreprise en Redressement Judiciaire

- **Activité : Blanchisserie-teinturerie de détail**
 - **Département : 34**
 - **Salariés à l'effectif : 10**
 - **CA au 31/12/2022 : 554 474,00 €**

Date limite de dépôt des offres :
jeudi 19 septembre 2024 à 18 heures à l'étude

Un dossier complet sera adressé sur demande écrite à :
SELAS ARVA Administrateurs Judiciaires Associés
polepc@arva.fr

AJPPartenaires 
 ASSOCIATIONS
 JURISTIQUES
 PARTENAIRES

Merci de contacter : **AJ PARTENAIRES**
 Maitres Didier LAPIERRE et Ludvine SAPIN
 Madame Ombline SETRICH-AUFRERE
 174 rue de Créqui - 69003 LYON - Tél : 04 78 60 00 30
 courriel : ombline.setrich-aufrere@ajpartenaires.fr

RECHERCHE DE REPRENEURS DANS LE CADRE D'UN REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Nom de l'entreprise : **INSOLE**
 Enseigne : **UPPER SHOES** (marque non détenue en pleine propriété)
 Activité de l'entreprise : Vente de chaussures haut de gamme multimarques pour hommes et femmes
 sous l'enseigne **UPPER SHOES**
 Localisation : **PARIS**
 Effectif actuel : **2 salariés**
 CA HT du dernier Exercice 28/02/2024 : **995 K€**
 Valeur nette comptable des immobilisations du dernier exercice connu 28/02/2024 : **204 K€**
 Locaux d'activité : **Bail commercial : Une boutique, une arrière boutique, un débarras et un sous sol,**
 Loyer annuel **69 000 € T.T**

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES : JEUDI 7 NOVEMBRE 2024 À 12H

Merci de contacter :
AJ PARTENAIRES
 Maîtres Didier LAPIERRE et Ludvine SAPIN
 M^{me} Ombline SETRICH-AUFRERE
 174 rue de Créqui- 69003 LYON- Tél: 04 78 60 00 30
 courriel : ombline.setrich-aufrere@ajpartenaires.fr

**RECHERCHE DE REPRENEURS DANS LE CADRE
 D'UNE LIQUIDATION JUDICIAIRE AVEC POURSUITE D'ACTIVITE**

Nom de l'entreprise : **ATELIER DES SAVEURS**
 Enseigne : **EPIFLORE** (marque détenue en pleine propriété)
 Activité de l'entreprise : **Boulangerie industrielle BtoB pour les
 collectivités, entreprises, restauration
 scolaire et établissements de santé**
 Localisation site de production : **PIERRE-BENITE (69310)**
 Effectif actuel : **36 salariés**
 Situation au 30/06/2024 (9 mois) : **CA HT 3 514 K€**
 Comptes annuels au 30/09/2023 (12 mois) : **CA HT 3 851 K€**
 Valeur nette comptable des immobilisations
 au 30/09/2023 (12 mois) : **1 506 K€**
 Locaux d'activité : - **Bail de sous-location**
 - **Immeuble à usage industriel d'une surface
 de 1947 m² environ**
 - **Royer annuel H.T de 160 020 €**

**DATE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES :
 LUNDI 7 OCTOBRE 2024 À 12H**



**RECHERCHE DE CANDIDATS
REPRENEURS DANS LE CADRE
D'UNE CESSION PARTIELLE
D'ACTIFS EN REDRESSEMENT
JUDICIAIRE**



5 fonds de commerce de prêt-à-porter, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Centre commercial Marques Avenue, Saint-Julien-Les-Villas (10800)
Surface : 660 m² / CA 2023 : 548 K€ / Effectif : 3 salariés
- Centre commercial Barnéoud, Les Pennes Mirabeau (13170)
Surface : 550m² / CA 2023 : 479 K€ / Effectif : 3 salariés
 - Centre commercial Créteil Soleil, Créteil (94000)
Surface : 247m² / CA 2023 : 781 K€ / Effectif : 4 salariés
 - Centre commercial Carré Sénart, Lieusaint (77127)
Surface : 185m² / CA 2023 : 550 K€ / Effectif : 2 salariés
- Centre commercial Agora Evry II, Evry-Courcouronnes (91000)
Surface : 149m² / CA 2023 : 283 K€ / Effectif : 3 salariés

La date limite de remise des offres, portant sur tout ou partie des fonds de commerce, est fixée au vendredi 11 octobre 2024, à midi.

Pour accéder aux dossiers de présentation,
les candidats intéressés sont invités à contacter par écrit :

Maitre Joanna Rousselet
Administrateur judiciaire
38 avenue Hoche – 75008 Paris
rodolphe.vallant@fajr.eu

Maitre Marlène Loiseau
Administrateur judiciaire
13, rue Montigny – 21000 Dijon
dijon@aj-rs.com



Administrateurs Judiciaires Associés |

SELARL BCM - Maître Sandra BELADJINE

RECHERCHE DE REPRENEURS EN PLAN DE CESSIION
SAS STORELIFT – VITRINES CONNECTÉES

* **Activité** : Commercialisation de vitrines connectées, permettant la distribution des produits frais et des produits alimentaires ambients ou secs, fonctionnant grâce à un logiciel – lancement de cette activité en décembre 2023 à la suite d’une activité d’exploitation de magasins connectés en zone périurbaine dans des conteneurs. 28 vitrines connectées déjà installées.

- **Clients** : 12 clients (Pathé, Avia, et PME).
- **Entrepôt (94)** : 586 m², 12 places de parking.
- **Effectifs au 08/10/24 (projection)** : 10 salariés en CDI.

Les offres devront être remises au plus tard le mardi 8 octobre à 12h00

L'accès à une dataroom pourra être obtenu, après présentation succincte du candidat et de son projet de reprise, signature d'un engagement de confidentialité, et communication des derniers comptes sociaux.



SELARL BCM - Maître Sandra BELADJINE
 7 rue de Caurmain à PARIS (75009)
 Contact : paris@bcm-aj.com
 Réf. à rappeler : 36588/STORELIFT

APEX
Administration Judiciaire

RECHERCHE URGENTE DE REPRENEUR
SARL CLAROUS PRODUCTION TERRES DE MANE

La **SARL CLAROUS PRODUCTION TERRES DE MANE** conçoit, produit et commercialise des poteries en terre cuite, à destination des jardins et des intérieurs.

La poterie CLAROUS fut initialement fondée par la famille CLAROUS, dont le savoir-faire est reconnu depuis 50 ans.

L'équipe compte une dizaine de salariés, tous détenteurs d'un savoir-faire unique

Date limite de dépôt des offres : le 23 octobre 2024 à midi

L'accès à la data room est conditionné à la régularisation préalable d'un engagement de confidentialité à demander à l'adresse mail ci-dessous :

SELARL APEX AJ - Administrateur Judiciaire - 4 rue Jules de Rességuier - 31000 TOULOUSE
tél. : 05.34.31.78.91 - Mail : contact@apex-aj.fr



**ADMINISTRATEURS
JUDICIAIRES**

Recherche
REPRENEUR

**RÉGION
ILE DE FRANCE (77)**



BAR BRASSERIE RESTAURANT
Etablissement disposant de 166 couverts en intérieur et 150 couverts en terrasse ainsi qu'une salle privatisable

Chiffre d'affaires: 1.241 k€ au 31/12/2023
1.392 k€ au 31/12/2022
749 k€ au 31/12/2021

Effectif: 13 salariés
Localisation: SERRIS (77)

**Date limite de dépôt des offres :
Vendredi 4 octobre 2024 à 12h00**

**SELARL AJILINK LABIS CABOOTER
DE CHANAUD**
Tel: 01 74 81 00 31
Mail: v.damery@ajilink.fr





**ADMINISTRATEURS
JUDICIAIRES**

Recherche
REPRENEUR

RÉGION SUD OUEST

SECTEUR : B.T.P (RÉSEAUX)



**Société de création et maintenance
de réseaux téléphoniques et internet**

CA HT 2023 : 2 387 469 €

Effectif : 42 salariés

Localisation : 24 - DORDOGNE

**Date limite de dépôt des offres :
03/10/24 à 16H00**

AJILINK VIGREUX BORDEAUX
Tel : 05 56 44 90 19
Mail : vigreux.bdx@ajilink.fr





**ADMINISTRATEURS
JUDICIAIRES**

Recherche
REPRENEUR

**SUD EST
HÔTELLERIE**



OPCO PETITE ISLE

Entreprise d'hôtel et d'hébergement

CA : 2,5M€ (2023)

Effectif : 12 salariés (hors saisonniers)

Localisation : L'Isle-sur-la-Sorgue (84)

**Date limite de dépôt des offres :
Jeudi 10 octobre 2024 à 17h00**

SCP AJILINK AVAZERI-BONETTO
Maître Frédéric AVAZERI
Tel : 04 91 54 06 87
Mail : proco.ab@ajilink.fr





**Maitre Maxime
LEBRETON**
5, rue de Verdun
77000 Melun

**RECHERCHE DE PARTENAIRES ET/OU CANDIDATS A LA
REPRISE EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE DE LA SOCIETE
SOPRONEM**

Activité : Conception, fabrication et commercialisation de produits d'entretien et de détergents liquides
C.A. au 31/12/2023 : 41,627 K€ au 31/12/2023 : 42,533 K€
Efficatif : 101 salariés

Localisation : SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS (77140)
Actifs à céder : Fonds de commerce, outillage industriel.
 Date du Redressement Judiciaire : 09 septembre 2024

**La date limite de dépôt des offres est fixée au
jeudi 19 septembre 2024 à 12h00**

Une data room électronique hébergée sur notre site www.dataroom-ajja.fr sera accessible après acceptation d'un engagement de confidentialité. Toute offre devra respecter les dispositions des articles L.642-2 et suivants du Code de Commerce.



Réf : 28748

FIMCHEL - AMIRORET - N'DESHAYES - SPREVILLE - L'MIRORET - C.MASCHI - R.CHOUSTANS - M.LEBRETON
BLOIS-BORGNIY-BREST-CAYENNE-CHARTRES-COULAMOR-CRETEIL-EVREUX-EVRY-PORT DE FRANCE-GOSNEN-LAVAN-LE MANS
LILLE-MARSEILLE-MONTAUBAN-MULHOUSE-NANTES-CLAMPEUR-ORLEANS-PARIS-PIEVRES-RENNES-ROUEN-TOURS-VERSAILLLES



A RECHERCHE DE CANDIDATS

LA REPRISE EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE



Maitre Serge PREVILLE
3, rue Croix de Bois
45000 ORLEANS

CONTACT :
Mathieu DERAU
Tél : 02.38.42.14.62
Fax : 02.38.42.01.24
orleans@ajassociés.fr
www.ajadataroom.fr

Société 1 :
Activité : conception, fabrication et pose de lots serrureries et ouvrages métalliques pour des immeubles d'habitations collectives ou tertiaires
Clients : promoteurs privés et offices HLM de collectivités publiques
Chiffre d'affaires au 30/09/2023 (12 mois) : 4 098k€
Résultat d'exploitation au 30/09/2023 (12 mois) : 497k€
Efficetif : 2 salariés
Localisation : Loiret

Société 2 :
Activité : thermolaquage des ouvrages métalliques pour le compte de la Société 1
Chiffre d'affaires au 30/09/2023 (12 mois) : 465k€
Résultat d'exploitation au 30/09/2023 (12 mois) : 75k€
Efficetif : 2 salariés
Localisation : Loiret

Actifs à céder : fonds de commerce, ateliers en cours, droits au bail (trois sites : bureaux et chantiers de serrurerie de 1 210 m², stockage des équipes de pose de 450 m² et installations de thermolaquage de 840 m²), matériel d'exploitation, ...

Date des redressements judiciaires : 04 septembre 2024

La date limite de dépôt des offres est fixée au 27 septembre 2024 à 12h00

Une date room électronique hébergée sur notre site www.ajadataroom.fr.
fr sera accessible après acceptation d'un engagement de confidentialité.

REF. : 28740

F.MICHEL - A.MIROITE - N.DESHAYES - S.PREVILLE - L.MIROITE - C.MASCHI - H.COUSTANS - M.LEBRETON
BLOIS-BLOIS-BLOIS-CAYENNE-CHARTRES-COLLAR-CRETEIL-EVREUX-EVRY-FORT DE FRANCE-GOSIER-LAVALL-MANUS
LILLE-MARSEILLE-MELUN-MULHOUSE-NANTES-ORLEANS-PARIS-POITIERS-RENNES-ROUEN-TOURS-VERSAILLES



Ikea ouvre un nouveau magasin à Paris, dans le centre commercial Italie Deux. Photo Mario Fourmy/Sipa

Ikea affine sa conquête de Paris

- Le géant suédois du meuble ouvre un nouveau magasin dans le sud-est de la capitale, qui remplace celui de la place de la Madeleine.
- Plus grand, il exposera mieux le cœur de l’offre de l’enseigne.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Philippe Bertrand

Ikea peaufine son angle d'attaque du marché parisien. Le géant suédois du meuble inaugurerait jeudi son nouveau magasin dans le centre commercial Italie Deux, dans le sud-est de la capitale. Le week-end dernier, le point de vente de la place de la Madeleine, au centre de la ville, a fermé ses portes. L'un remplace l'autre, plus grand, plus facile d'exploitation.

« Avec plus de 7.000 produits exposés et 3.000 disponibles en retrait immédiat aujourd'hui, nous apportons toute l'expérience Ikea en plein cœur de Paris », déclare Johan Laurell, PDG de la filiale française.

En face de l'église de la Madeleine, au-dessus d'un Decathlon, le point de vente ne s'étendait pas sur une surface beaucoup plus petite qu'à Italie Deux : 5.400 m² contre 6.200 m². Mais cela suffit pour offrir 3.000 produits de plus et 1.500 de plus à emporter directement comme dans les grandes boîtes

bleues de périphérie, qui s'étendent sur 20.000 m². Il y aura aussi un restaurant « Comptoir suédois » d'une centaine de places assises.

A l'est de Paris, Ikea proposera vingt « ambiances » destinées à inspirer les clients. Il y en avait moins à la Madeleine, en raison d'une configuration plus compliquée sur deux niveaux.

Dans ses murs

Le choix d'Italie Deux a aussi été effectué pour deux autres raisons : il se situe dans un quartier plus populaire et plus densément peuplé. Dix millions de visiteurs annuels sont attendus. Ce qui n'a pas empêché la FNAC de céder sa place à Ikea... Ingka Centers, la fondrière du groupe, a acquis l'ensemble du centre commercial, ce qui garantit un loyer modéré. et une volonté de relance du centre.

Dernière explication du transfert : la logistique. Au cœur de la capitale, les camions devaient stationner sur le boulevard et les palettes passer par le trottoir. Ikea dispose à Italie Deux d'une précieuse surface d'entreposage de 2.600 m² dotés de quatre quais de décharge-

ment au niveau inférieur. Le nouveau point de vente complète une stratégie de couverture fine de la capitale, qui suit la stratégie mondiale de rapprochement du centre-ville, comme à Hambourg ou à Londres. Si la Madeleine a tiré le rideau, le magasin de la rue de Rivoli a étendu son offre, initialement concentrée sur le textile de maison et la décoration au petit ameublement.

L'enseigne exploite également avenue Daumesnil un « atelier de conception », dans lequel il est possible de commander une cuisine ou un dressing sur mesure, avec une cellule d'immersion virtuelle en trois dimensions qui permet de se faire une idée du résultat. Ikea a annoncé jeudi l'ouverture d'un autre atelier de conception, cette fois dans l'Ouest parisien.

Hausse et baisse des prix

Pour compléter le dispositif, le suédois a organisé sa logistique depuis le port fluvial de Bercy, où débarquent les conteneurs et les colis, qui sont ensuite livrés aux clients.

Ikea France, qui a ouvert il y a quelques mois un 34^e grand magasin à Nice, a annoncé pour son exer-

cice 2023 une hausse de 16 % de son chiffre d'affaires dans l'Hexagone, à 3,6 milliards d'euros, dont 4 % à 5 % sont dus à l'inflation. Jeudi, à Italie Deux, le PDG monde du groupe, Jesper Brodin, a indiqué que « la France avait toujours été l'un des marchés les plus importants d'Ikea ».

Selon nos informations, l'enseigne est leader du marché français avec environ 20 % des ventes de meubles et de décoration, devant le duo But – Conforama, et selon un concurrent, « surperforme aujourd'hui un secteur en crise, avec ses prix bas et son approche plus servicielle qu'autrefois ».

Au niveau mondial, Ikea a annoncé fin 2023 un bond de son bénéfice net multiplié par cinq, à 1,5 milliard d'euros pour un chiffre d'affaires en hausse de 5,4 %, à 44,3 milliards. L'impact de la sortie de la Russie a été effacé, comme l'effet de l'inflation. Après une hausse de ses prix de 9 % en moyenne, le géant du discount de meubles a commencé à redescendre ses tarifs, ce qui devrait se voir à Italie Deux. En France, 250 millions ont été investis dans les prix. ■

But et Conforama actent leur mariage

Les deux enseignes de meubles, challengers d'Ikea en France, vont désormais constituer un vrai groupe.

Comme dans les mariages réussis, But et Conforama renouvellent leurs vœux. Les deux enseignes d'ameublement ont annoncé le 6 septembre leur réunion sous une structure de tête commune : But Conforama Holding France SAS. Elles partageaient jusqu'à présent les mêmes actionnaires : l'industriel autrichien du meuble Lutz et le fonds d'investissement Clayton, Dubilier & Rice, propriétaires de But à 50/50, qui ont repris Conforama en 2020. Une « alliance » à la Renault Nissan. « Confo » a tout de suite utilisé l'équipe des acheteurs de But en Asie et partagé quelques conteneurs. Sans plus, jusqu'à ce que le PDG de But prenne aussi la direction de Conforama il y a un an. Un rapprochement progressif qui s'explique par la genèse atypique de l'opération.

En 2020, Conforama tente un redressement compliqué après la faillite pour fraude de son actionnaire, le conglomérat sud-africain Steinhoff qui a asséché sa trésorerie.

Sous la houlette de l'ancien dirigeant de Castorama, Marc Ténart, la relance commence à porter ses fruits lorsque le Covid arrive. Les confinements ferment les magasins.

Un PGE salvateur

Conforama ne peut rouvrir sans un prêt garanti par l'Etat. BNP Paribas met son veto et, à Bercy, le Comité interministériel de restructuration pousse à l'adossment de l'enseigne à But. Injuste pour la direction de Conforama, mais rassurant pour les banques, qui accordent alors le PGE salvateur.

Concurrents proches avec 330 magasins pour But et 170 pour Conforama, parfois implantés dans les mêmes zones, titulaires chacun, en 2019, de 10 % du marché français, selon les données de l'Institut de prospective et d'études de l'ameublement, juste derrière le leader Ikea (15 % à l'époque), les deux enseignes conservent chacune leur autonomie et leur politique commerciale, afin que leur rapprochement obtienne l'autorisation de l'Autorité de la concurrence. L'antitrust français donnera sa bénédiction après enquête au nom de la « théorie de l'entreprise défail-

lante ». Il fallait sauver le soldat Conforama. « Nous avions la conviction chez But que nous pouvions redresser Conforama et l'amener vers la rentabilité des meilleurs acteurs du secteur, raconte Alexandre Falck aux "Echos".

Ils ont les mêmes actionnaires depuis quatre ans.

« Nous avons pris des engagements vis-à-vis des fournisseurs français, qui s'inquiétaient du rapprochement. Nous sommes restés sous la surveillance de la Direction de la concurrence, mais nous avons réussi à progresser avec deux gouvernances. » Jusqu'au retournement du marché du meuble, après l'éclatement de la bulle du Covid et le retour de l'inflation.

Conforama et But, qui ont toujours intérêt à se livrer une auto-concurrence avec des politiques commerciales distinctes et à conserver deux marques connues et patrimoniales ont dû prendre le chemin des économies. Leur part de marché cumulée est descendue

à 18 %. Celle d'Ikea est montée vers les 20 %. « Nous ne pouvions plus nous permettre d'acheter chacun de notre côté dans les mêmes usines en Asie, d'utiliser des conteneurs différents, une logistique différente en France », tranche le PDG de But Conforama Holding. L'inefficacité logistique coûtait des dizaines de millions d'euros.

Gouvernances différentes

Les deux enseignes passent de l'alliance à l'union avec des systèmes d'approvisionnement et de livraison, une logistique et des services centraux communs. Chacune conserve cependant un directeur général différent. Un refinancement a permis le remboursement du solde de 250 millions de PGE de Conforama, qui a retrouvé un Ebitda positif, mais dont le résultat net reste grevé par ses dettes fiscales.

Ce qui constitue désormais un véritable groupe – ce que réclamaient les syndicats internes – repart de l'avant. Cinq à dix ouvertures de Conforama sont prévues chaque année. Sur le modèle de But, qui essaime en franchise des moyennes surfaces dans des petites villes... – P. B.

mécénat

Chanel persiste et signe au Grand Palais

LUXE

Après avoir soutenu la rénovation du Grand Palais, la maison Chanel rempile pour cinq ans, avec 30 millions fléchés, cette fois, sur la programmation artistique.

Martine Robert

Le luxe et l'art font décidément bon ménage, comme l'illustre le rapprochement prolongé de Chanel et du Grand Palais. Mécène exceptionnel de l'établissement depuis qu'en 2018 la marque avait apporté 25 millions d'euros pour en soutenir les travaux de rénovation, Chanel rempile pour cinq ans, avec 30 millions, affectés cette fois à la programmation artistique et culturelle. De quoi bénéficier, pour la maison de luxe aux 18,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires, de quelques prérogatives, notamment en matière de défilés, alors que la Nef est un espace très prisé des enseignes de luxe.

« Le premier mécénat, versé jusqu'en 2023, nous a permis de financer la restauration des mosaïques et des œuvres d'art du Grand Palais. Ce nouveau sou-

D'autant que, « un siècle après son édification pour l'Exposition universelle de 1900, le Grand Palais s'apprête à retrouver sa splendeur grâce à une restauration menée par des milliers de compagnons et d'ouvriers qualifiés, tout en s'adaptant désormais aux défis actuels de sobriété et d'exploitation », renchérit Didier Fusillier.

L'ex-patron de La Villette a de grandes ambitions pour son nouveau terrain de jeu, entre expositions produites par le Grand Palais Rmn ou coproduites avec le Centre Pompidou (pendant la fermeture de celui-ci pour travaux à son tour), spectacles, fêtes, parades, installations in situ...

Nouveau fonds de dotation

C'est dans ce but que Didier Fusillier a créé en juin un fonds de dotation par lequel transitera le mécénat de Chanel, mais pas uniquement. « Avec ce fonds, l'idée est d'accueillir d'autres mécènes de façon pluriannuelle. Nous conservons par ailleurs le cercle des entreprises, ainsi que des mécénats fléchés sur des projets. L'enjeu est de réunir la panoplie d'outils nécessaires pour répondre à l'attente des mécènes », confie le patron du Grand Palais Rmn. Jusqu'ici, en



La nef, qui a fait l'objet d'importants travaux de rénovation, a accueilli de nombreux défilés de mode.

Photo Laurent Kronental pour Chatillon Architectes 2024

tient est fléché sur la programmation de ce site et sur celle du musée du Luxembourg, sans aucune ingérence du mécène dans les choix, précise Didier Fusillier, le président des lieux. Concernant la location pour l'accueil des défilés, il va de soi que Chanel aura une exclusivité pour la présentation de ses collections, ce qui n'interdira pas la présence très diversifiée de la mode dans les galeries du Grand Palais. »

Dès 2005, la Nef est devenue le théâtre de défilés Chanel audacieux imaginés par Karl Lagerfeld : des sculptures monumentales de la veste Chanel au lion cher à Gabrielle Chanel, en passant par une reproduction d'un supermarché ou d'une fusée...

« Le Grand Palais est une superbe machine à fabriquer du rêve. A nos yeux, il fait partie des lieux qui incarnent la Maison Chanel, au même titre que la rue Cambon ou la place Vendôme », affirme d'ailleurs Bruno Pavlovsky, président des activités mode de la griffe, qui voit dans la transformation du Grand Palais, « un impact sur le rayonnement de Paris et de la France. » Et donc sur celui de la mode tricolore.

dehors du mécénat pour travaux, la philanthropie ne représentait qu'un million d'euros par an, soit 1 % des ressources.

En avril a été inaugurée l'entrée de la nef, rebaptisée « Gabrielle Chanel », en octobre la maison de luxe donnera au Grand Palais son défilé Printemps-Été 2025, juste avant les foires d'art (Art Basel Paris, FAB Paris, Paris Photo) et les expositions de fin d'année, qui devront encore « cohabiter » avec les travaux jusqu'en juin 2025. En juin, le public découvrira des espaces nouveaux et la nef pourra s'adapter à la diversité des événements organisés grâce à un rideau monumental imaginé par Studio MTX, le département décoration de l'atelier de broderie Montex.

Ce rideau sera brodé lors d'ateliers participatifs ouverts à tous, qui se tiendront à la Galerie du 19M Paris/Aubervilliers dès novembre : ce lieu, inauguré en janvier 2022, est le point d'orgue de la politique de transmission et de préservation des savoir-faire dans les métiers d'art de la mode et de la décoration, engagée dès les années 1980 par Chanel. La boucle est bouclée. ■

Les Etats généraux de l'information en quête du bon équilibre pour renforcer les médias

MÉDIAS

Dans un rapport très attendu, les Etats généraux de l'information dévoilent 15 propositions pour les médias d'information.

Objectifs : soutenir les modèles économiques, renforcer le secret des sources et le travail des journalistes, contrer la désinformation, veiller au pluralisme...

Fabio Benedetti Valentini
et Stéphane Loignon

Presque un an après avoir été lancés à la demande d'Emmanuel Macron, les Etats généraux de l'information (EGI) ont dévoilé leurs conclusions, qui ont été présentées au Conseil économique, social et environnemental jeudi. Cette consultation collective, dont les rôles avaient été confiées à Christophe Deloire, ex-secrétaire général de Reporters sans frontières – décédé depuis –, vise à conforter l'écosystème médiatique français, pour préserver le rôle de l'information dans la vie démocratique et soutenir ceux qui la font.

« Il nous fallait trouver une ligne d'équilibre entre deux tensions : répondre à une logique économique permettant au secteur des médias et à ses acteurs d'être en pleine vitalité et en même temps l'enjeu sociétal que représente l'information en tant que bien commun », résume Isabelle Falque-Pierrotin, qui a présidé le groupe de travail sur « l'Etat et la régulation ». Pour y parvenir, les EGI ont fait phosphorer, en toute indépendance, citoyens, professionnels, chercheurs, associations, durant neuf mois. Selon Pierre Louette, le PDG du groupe Les Echos - Le Parisien et vice-président de l'Alliance de la presse d'information générale, « c'est un travail sérieux. On arrive à un résultat réaliste et équilibré où l'on tente de traiter le fond des problèmes sans céder à des tentations punitives ».

Taxe sur les plateformes
Cinq groupes de travail ont reçu plus de 500 propositions et des dizaines de contributions écrites. Le rapport, prêt depuis juin, a vu sa publication reportée en raison de la



Shutterstock

Au niveau français, le rapport des Etats généraux de l'information préconise notamment de revoir les règles anti-concentration héritées de la loi audiovisuelle de 1986.

dissolution. Présidé par le patron d'Arte, Bruno Patino, le comité de pilotage a retenu 15 propositions (9 au niveau français, 6 au niveau européen) et deux recommandations aux professionnels.

Les EGI suggèrent d'ajouter une nouvelle dimension aux obligations de responsabilité sociale et environnementale.

Plusieurs mesures économiques visent à renforcer la filière. « L'information fiable a un coût, donc il faut que les médias puissent être consolidés dans le modèle », affirme Christopher Baldelli, PDG de Public Sénat et président du groupe de travail sur l'avenir des médias et du journalisme. S'inspirant d'une loi canadienne, le rapport veut créer une contribution obligatoire des plateformes numériques sur la publicité numérique. Dans l'attente de son instauration, il préconise que l'Etat

soutienne financièrement la lutte contre la désinformation et l'emploi des journalistes, par une réduction des charges sociales.

Les EGI suggèrent aussi d'ajouter une nouvelle dimension aux obligations de responsabilité sociale et environnementale, la « responsabilité démocratique », instaurant une transparence pour les entreprises et l'Etat sur le montant de leurs investissements publicitaires dans les médias d'information, par rapport à ceux sur les plateformes. « Cette transparence doit pousser à un comportement vertueux », considère le directeur général du groupe Figaro, Marc Feuillée, tandis que le président du directoire du « Monde », Louis Dreyfus, est plus dubitatif : « C'est bien, mais ça ne changera pas les pratiques. »

Valoriser les contenus
A l'échelon européen, le rapport propose aussi plusieurs mesures pour atténuer la toute-puissance des très grandes plateformes, en particulier une obligation pour elles d'afficher « de façon non discriminatoire » les contenus à caractère

d'information. « Un point très important », salue Marc Feuillée, rappelant qu'au Canada, les contenus d'information ont disparu des réseaux sociaux de Meta. Le rapport veut aussi, entre autres, ouvrir à la concurrence les services d'intermédiation publicitaire (adtechs), en vue d'un partage de valeur plus équitable pour les médias d'information.

Au niveau français, le rapport préconise aussi de revoir les règles anti-concentration héritées de la loi audiovisuelle de 1986, en mettant en place un seuil unique, qui pourrait être défini soit selon un « pouvoir d'influence » – la capacité d'atteindre une audience, similaire au « reach publicitaire » –, soit par l'affectation à chaque média d'information d'un nombre de points suivant son contenu en information.

Plusieurs propositions visent à renforcer la vigilance du public face à la désinformation et les aider à séparer le bon grain de l'ivraie. Les EGI suggèrent ainsi de mener un travail à l'école, avec le renforcement dans les programmes scolaires de l'éducation à l'esprit critique et aux faits, la généralisation de

l'éducation aux médias et à l'information dans les cours d'éducation morale et civique, ou un accès numérique par les élèves aux médias d'information de qualité.

Pas de droit d'agrément
Des actions de sensibilisation à grande échelle pourraient aussi être menées à l'école, dans les universités et les entreprises. Il est également suggéré aux influenceurs d'information d'entrer dans une démarche volontaire de labellisation, et recommandé aux médias en général d'en faire de même. Les EGI veulent aussi renforcer la protection du secret des sources et légiférer contre les procédures bâillonnées. Un point salué par RSF.

Le rapport suggère enfin de redessiner le fonctionnement des entreprises de médias, sans toutefois préconiser un droit de veto pour les journalistes sur la nomination du directeur de la rédaction. Le rapport recommande que l'actionnaire informe la rédaction sur son intention de procéder à un tel changement et que le comité d'éthique – dont les EGI recommandent la

généralisation – puisse rendre public son avis.

Sur ce point sensible, « les EGI ne vont pas assez loin », estime Thibaut Bruttin, directeur général de RSF, tout comme Louis Dreyfus qui juge la proposition « très faible sur cet enjeu très fort ». Au contraire, Marc Feuillée se réjouit que « des systèmes de coercition aient été évités » sur les questions de gouvernance.

Pour les médias qui souhaiteraient aller plus loin, les EGI proposent de créer un statut de société à mission d'information, en contrepartie duquel seraient accordées des aides bonifiées, si différents critères sont respectés comme le fait d'associer la rédaction à un changement de direction décidé par l'actionnaire, la participation des lecteurs et des journalistes à la gouvernance ou l'emploi d'un seuil minimum de journalistes avec carte de presse ou diplôme.

Reste maintenant à savoir quelle sera la destinée de ces propositions dans le contexte politique actuel, alors que plusieurs nécessitent le vote d'une loi, voire une révision de textes européens. ■

The Arcane passe un cap en envoyant l'un des siens à Matignon

COMMUNICATION

Jusqu'ici associé de l'agence d'influence, Antoine Lévêque est en passe de rejoindre Matignon comme conseiller de Michel Barnier chargé de la stratégie et de la presse.

Un tel transfert est une première pour la jeune agence, qui vient de se lancer dans les affaires publiques.

Pour une agence d'influence, le départ d'un pilier n'est pas toujours une mauvaise nouvelle. A fortiori quand la destination se situe 57 rue de Varenne. Comme l'a révélé « La Lettre », Antoine Lévêque, l'un des jeunes associés de l'agence

The Arcane fondée par Marion Darrieuort en 2021, devrait bientôt officiellement prendre le chemin de Matignon et rejoindre le cabinet du nouveau Premier ministre, Michel Barnier, pour l'accompagner dans sa communication.

Selon nos informations, la nomination de ce communicant de trente et un ans en tant que conseiller du Premier ministre, chargé de la stratégie et de la presse, n'attend plus que l'aval de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Conformément aux règles en vigueur pour éviter les conflits d'intérêts, il quittera The Arcane « pour se consacrer à ce rôle de conseiller et exercer ses fonctions en toute indépendance », souligne Marion Darrieuort. L'agence précise qu'elle se conformera aux exigences de l'HATVP concernant les parts qu'il détient dans l'entreprise. « Il coupe les liens business avec son ancien cabinet, mais pas les liens amicaux », ajoute Marion Darrieuort,

en précisant que « les portes de l'agence lui seront ouvertes s'il veut revenir un jour ».

Montée en puissance
Inédit dans la jeune histoire de The Arcane, ce transfert vers le plus haut niveau politique est une marque de reconnaissance pour le nouveau conseiller de Michel Barnier, mais aussi pour cette société de 28 salariés qui est vite entrée dans le club restreint des agences conseillant directement des patrons du CAC 40 (entre autres le directeur général de L'Oréal, Nicolas Hieronimus). « Cela renforce notre place sur le marché », estime Marion Darrieuort. Dans ce secteur, les allers-retours avec les cabinets politiques sont fréquents, à l'image du passage à l'Elysée du vice-président de Publicis France, Clément Léonarduzzi.

Antoine Lévêque accompagne Michel Barnier dans sa communication depuis 2021. Selon Marion Darrieuort, l'ex-négociateur en chef du

Elle a dit



« Il est prévu que la famille Arcane s'agrandisse. L'objectif, c'est de continuer à nous équiper de tous les métiers de l'influence. »

MARION DARRIEUORT
Fondatrice de The Arcane

Bruno Levy/Challenges-REA

Brexit représente des « valeurs et des méthodes qui nous ressemblent », citant son « audace », sa méthode de « gouvernance par le dialogue » et sa « passion » (pour des sujets comme l'Europe, la montagne ou l'environnement). The Arcane s'est positionnée comme une agence défendant une conception nouvelle de l'influence – ouverte aux activistes, aux nouveaux médias et à la société civile – et du leadership – moins centralisé et plus horizontal.

A l'offensive dans les affaires publiques
The Arcane accompagne par ailleurs la Fondation Abbé Pierre depuis plusieurs années sur le media training des dirigeants, notamment dans la situation actuelle que la fondation traverse, avec les accusations d'agressions sexuelles qui visent l'abbé Pierre (une crise suivie par une autre agence, 2017, qui conseille le mouvement Emmaüs au global).

The Arcane est enfin à l'offensive dans les affaires publiques avec la création cet été, dans la foulée de la nouvelle donne politique produite par les législatives, d'une équipe dédiée et le recrutement de deux spécialistes expérimentés. Lancée avant le choix de Michel Barnier comme Premier ministre, cette nouvelle activité devrait bénéficier de ce coup de projecteur bienvenu.

Le chiffre d'affaires de l'entreprise devrait passer de 5,5 millions d'euros en 2023 à 7 millions d'euros en 2024, selon sa fondatrice. Une levée de fonds de 3 millions d'euros a été réalisée en juin 2023 pour permettre le développement de la structure, où la fondatrice reste majoritaire, et d'éventuelles acquisitions ou prises de participation minoritaires. « Il est prévu que la famille Arcane s'agrandisse, assume Marion Darrieuort. L'objectif, c'est de continuer à nous équiper de tous les métiers de l'influence. » — S. L.

En dix ans, Netflix a rebattu les cartes de tout l’audiovisuel en France

- La success-story du géant californien a changé en profondeur les habitudes de consommation des Français, qui se sont tournés vers le délinéaire, poussant le secteur à se réinventer.
- La plateforme a aussi su évoluer pour maintenir sa position de leader du streaming vidéo.

STREAMING

Fabio Benedetti Valentini et Stéphane Loignon

Au soir du 15 septembre 2014, le Tout-Paris des médias s’était donné rendez-vous sous le pont Alexandre-III pour célébrer dans un restaurant branché l’arrivée de Netflix en France. Sans imaginer que cette date marquerait la fin d’une époque, celle de la télévision reine, et le début d’une autre, celle du streaming. Ce jour-là, Netflix lance son service en France (et dans cinq autres pays dont l’Allemagne), proposant à partir de 8 euros par mois son vaste catalogue à la demande, avec des séries au ton novateur comme « Orange Is the New Black ». « Avant, le mot “plateforme” n’existait quasiment pas dans le secteur audiovisuel, rappelle Philippe Bailly, fondateur de NPA Conseil. Grâce à Netflix, pour la première fois, le public pouvait s’abonner à un service où on pouvait regarder un énorme catalogue, sur tous les écrans, et faire du “binge-watching” en regardant tous les épisodes d’une série en un week-end... » Les grandes chaînes françaises avaient tenté de se prémunir contre cette nouvelle menace : Canal+, par exemple, en achetant pour la France les droits de la série phare de Netflix « House of Cards ». La chaîne cryptée avait aussi lancé dès 2011 son service de streaming (CanalPlay), tout comme M6 qui proposait également depuis quelques années une

offre de rattrapage en ligne. Mais la plateforme va vite imposer un nouveau paradigme. « Netflix a accéléré comme aucun autre la généralisation du streaming vidéo en introduisant un confort d’utilisation inédit », souligne Philippe Bailly. Et cela grâce à son interface et ses algorithmes. Le public adhère vite, à mesure que Netflix ajoute à ses grandes séries internationales des productions originales françaises. Parmi elles, « Marseille » en 2016, première série originale française du service, ou « Lupin » en 2021, qui connaît un rayonnement international.

Le public adhère vite, à mesure que Netflix ajoute à ses grandes séries internationales des productions originales françaises.

Dans le monde, Netflix est passé de 48 millions d’abonnés en 2014 à près de 278 millions dix ans plus tard. « Il y a toujours une prime au leader. Netflix est le premier qui a su profiter à une échelle mondiale des opportunités de la vidéo sur Internet. Les autres plateformes internationales de SVoD ont généré pendant longtemps – et souvent génèrent toujours ! – des pertes considérables », rappelle Nicolas de Tavernost, l’ex-patron de M6, désormais chez CMA CGM. Netflix, au contraire, affiche des résultats flatteurs, avec 5,4 milliards

de dollars de bénéfices nets en 2023. En France, l’un de ses marchés les plus dynamiques, le service franchit en juillet 2022 le cap des 10 millions d’abonnés. Un total tenu confidentiel depuis, mais qui a dû croître, sous l’effet du lancement à l’automne 2022 de l’offre moins chère avec publicité, puis des restrictions au partage des comptes.

12 millions d’abonnés en France

Selon les estimations du Baromètre de l’offre SVoD (« subscription video-on-demand ») de NPA Conseil/Harris Interactive, au moins 12 millions de foyers français seraient abonnés à Netflix, soit un taux de pénétration estimé à environ 40 % fin juin, devant Amazon Prime Video (30 %) et Disney+ (20 %). Ce succès fulgurant a fait le bonheur de sociétés de production françaises qui ont trouvé chez les plateformes de nouveaux débouchés et sont devenues pour certaines des géants européens, comme Mediawan ou Bani-jay. Mais la place prise par Netflix dans le quotidien des spectateurs s’est aussi faite au détriment de la consommation en linéaire des chaînes traditionnelles, qui ont dû se réinventer, quitte à s’inspirer du géant. Le cofondateur Reed Hastings était allé un peu loin en prophétisant la fin de la télévision. Mais celle-ci a bien changé de visage.

Cette success-story ne s’est pas déroulée sans heurts. Bousculé par des concurrents comme Disney+, lancé en 2020 en France, et Amazon

Prime Video, Netflix accuse ainsi en 2022 deux trimestres consécutifs de baisse du nombre d’abonnés (sur base mondiale) et dégringole en Bourse. Avant de rebondir de manière spectaculaire, en révisant son modèle avec l’introduction d’une offre avec publicité. La plateforme avance aussi ses pions dans le jeu vidéo. « Ce que je trouve admirable dans cette société c’est sa capacité à se réinventer régulièrement, applaudit Rodolphe Belmer, PDG de TFI et ex-membre du conseil d’administration de Netflix. C’est la vision insufflée par Reed Hastings : l’évolution technologique est un structurant de l’évolution des médias. »

En investissant chaque année environ 17 milliards de dollars en contenus pour nourrir sa plateforme, Netflix n’a cessé d’élargir son offre, en ajoutant aux films et séries des émissions de télé-réalité, des documentaires et même du sport. Pragmatique, le pionnier du streaming sait aussi s’inspirer des recettes qui marchent sur le petit écran. « Netflix s’est lui-même rapproché du modèle de chaîne, à la fois en variant les genres, mais aussi en modifiant sa stratégie de sorties, remarque Nicolas de Tavernost. Autrefois, Netflix cherchait surtout à faire du “binge”, mais désormais il tente de plus en plus d’échelonner l’arrivée des épisodes à l’écran. » La télévision peut y voir une forme d’hommage.



Lire l’éditorial de David Barroux Page 14



La seconde partie de la quatrième saison d’« Emily in Paris » – dans laquelle

Les chaînes de télévision se sont adaptées

D’abord très méfiantes à l’égard de Netflix, les chaînes traditionnelles se sont mises à travailler avec le géant de la SVoD.

Marina Alcaraz

« Je t’aime, moi non plus. » Entre Netflix et les chaînes de télévision traditionnelles, c’est une longue histoire de séduction, d’amour – quelquefois un peu vache –, de jalousie, pour finalement aboutir à une relation de compagnonnage où chacun déteint sur l’autre... Dix ans de relation qui ont changé en profondeur le paysage audiovisuel français, dans lequel TFI, France Télévisions, M6, etc. ont fait évoluer leur modèle, se rapprochant de Netflix. Quand, en 2014, le géant de la vidéo à la demande débarque en France, il est vu comme un ovni, une sorte d’étranger qui ne « fait pas le même métier », selon les commentaires à l’époque de Nonce Paolini, le défunt patron de TFI. Mais, au fur et à mesure que Netflix s’installe et gagne des abonnés, les chaînes gratuites prennent la mesure de la menace. Elles n’hésitent pas à le dépendre en « monstre », en « prédateur » ou en « coucou », pour reprendre le terme de Delphine Ernotte, la patronne de France Télévisions, à l’époque. En fin négociateur, le groupe californien cherche, lui, à montrer patte blanche. Signe de sa volonté de s’intégrer, quelques « happy few » du PAF triés sur le volet se souviennent par exemple d’un dîner donné par Reed Hastings dans un

restaurant étoilé de la capitale, en 2019, pour dédramatiser Netflix. L’un des premiers à pactiser avec lui est TFI, qui a la double casquette d’éditeur et de producteur, avec Newen. Il diffuse ainsi les premiers épisodes de « Marseille », dès 2016, lui vend des programmes, et tous deux collaborent à la mini-série le « Bazar de la Charité », en 2019. « Aujourd’hui, plus personne ne peut financer un programme tout seul, dès qu’il est ambitieux, et il n’y a plus de réticences à travailler avec des plateformes », note Pascal Breton, à la tête de Fédération Entertainment (derrière « Marseille », « Furies »...).

D’ennemi à source d’inspiration

Alors que Netflix devient la cinquième « chaîne » du PAF en prime time, l’américain n’est plus l’ennemi à abattre, mais le concurrent dont on va s’inspirer. « On est devenu des “friends-enemies” comme disent les Américains, sourit Tiphaine de Raguanel, directrice de la stratégie éditoriale de France Télévisions. Notre concurrent c’est aujourd’hui d’ailleurs plus YouTube, gratuit, que Netflix. » Le groupe Canal+, qui fut le premier à se sentir concurrencé par Netflix qui s’attaquait comme lui au marché de la télévision payante, a lui aussi su trouver un terrain d’entente avec le géant américain. A partir de 2019, le champion tricolore de la télévision à péage – qui, dans le passé, avait su devenir le partenaire et distributeur des chaînes du câble – intègre Netflix à ses

offres « cinéma & séries ». Canal+ prend alors en France un virage stratégique en faisant de la commercialisation, au sein de ses bouquets, de contenus produits par d’autres (comme Netflix mais aussi Disney+ ou Paramount) la base d’une relation gagnant-gagnant. Pour ne pas être ringardisés, Canal+ comme les chaînes en clair ont aussi enrichi leurs plateformes de streaming, avec un catalogue plus étoffé et de nouvelles fonctionnalités... Elles ont même tenté l’aventure du payant avec Salto. Le grand projet de TFI, M6 et France Télévisions d’une plateforme « à la Netflix » n’aura toutefois vécu que de 2020 à 2023... En dépit de ce semi-échec commun, la « plateforme » est devenue la principale stratégie, en gardant une spécificité de gratuité et en mettant en avant leurs différences (fiction française, info...). « Netflix a ouvert le marché de la vidéo à la demande et joué un rôle majeur dans les usages du public », résume Rodolphe Belmer, le PDG de TFI.

« Notre concurrent c’est aujourd’hui plus YouTube, gratuit, que Netflix. » TIPHAIN DE RAGUANEL Directrice de la stratégie éditoriale de France Télévisions

La filiale de Bouygues a clairement basculé son modèle vers la télévision à la demande avec son service TFI+, lancé en début d’année. M6a accéléré dans le streaming avec M6+, au printemps. France Télévisions a misé sur l’interactivité pour sa plateforme, et cherché tout récemment à l’étendre aux contenus d’autres groupes publics comme Arte. Alors que le grand public – et plus particulièrement les jeunes – délaisse la « télévision à la papa », il s’agit de ne pas les perdre sur d’autres canaux, tout en captant la croissance du marché de la vidéo numérique. France.tv a rassemblé 33,4 millions de visiteurs uniques en moyenne entre janvier et août (sans France 4), TFI+ 31,9 millions, M6+ 19,8 millions, selon les chiffres donnés par des chaînes. « Sur certaines fictions, la consommation à la demande fait doubler l’audience », indique Tiphaine de Raguanel. En parallèle, Netflix, n’a pas hésité à marcher sur leurs plates-bandes en reprenant les codes de la télévision (avec du sport en direct, des jeux et divertissements, l’introduction de la publicité, etc.). « Tous les acteurs traditionnels et les plateformes se battent pour l’attention des téléspectateurs. Et la guerre sur le front de la publicité va s’accroître », prédit Pascal Breton. Les deux univers se sont rapprochés ces dernières années, mais « il reste toujours une différence fondamentale entre les chaînes et plateformes : les unes sont locales et les autres mondiales », note Nicolas de Tavernost, l’ancien patron de M6, aujourd’hui chez CMA CGM. ■

Un « cow-boy » que les télé ont fini par accepter

En dix ans, Netflix a revu sa copie auprès des opérateurs français. Tout en profitant de ses contenus comme d’un produit d’appel, ceux-ci, qui ont dû augmenter la taille de leurs tuyaux pour absorber des montages de données, n’y trouvent toujours pas leur compte.

Florian Dèbes

A son arrivée, Netflix avait des airs de films d’horreur pour les opérateurs télécoms français. Dix ans plus tard, le scénario s’apparente davantage à un western sans foi ni loi, mais dans une ville finalement assez grande pour tout le monde. Chez Orange, Free, SFR et Bouygues Telecom, la réputation de cow-boy du Californien avait précédé les premiers succès de ses séries. « Au début, Netflix a atterri au milieu d’un village gaulois. Pour les Américains, cela a dû être brutal mais ils se sont rendu compte qu’il fallait payer l’entrée », se souvient Franck Abihssira, alors responsable à l’époque des offres fixes chez Bouygues Telecom. Aujourd’hui consultant chez Emerton Data, il note toutefois que la relation entre Netflix et le secteur a évolué en un « partenariat win-win ». Ce qui n’exclut pas les tensions. En 2014, la tentation est grande pour Netflix de calquer en France le modèle qui faisait son succès aux Etats-Unis. Là-bas, l’entreprise de Los Gatos déverse sur les réseaux

télécoms des gigaoctets de données vidéo, sans se soucier du coût pour les opérateurs. Mais l’exception française des box associant connectivité et services de divertissement contraind le pionnier du streaming payant à revoir sa copie. Déjà habitués à ce modèle, qu’ils avaient appliqué à Canal+, les opérateurs ouvrent un à un le rapport de force sur la base d’un partage des revenus français de Netflix. En échange, ils lui offrent une visibilité et le codéveloppement d’une interface sur mesure pour leur box. A l’époque, les chiffres d’une commission de 10 à 15 % circulaient. Mais le revers de la médaille s’est avéré coûteux pour les « telcos ». Un partenaire encombrant Bien sûr, Netflix, avec ses films et séries dont tout le monde parle, a aussi fait les affaires des opérateurs. Pouvoir les regarder est devenu une raison supplémentaire de payer chaque mois un fournisseur d’accès à Internet. « House of Cards », « Emily in Paris » et « La Casa de Papel » sont aussi devenus des produits d’appel pour passer du vieux ADSL à la fibre. Mais les mêmes se sont vite plaints de leur interlocuteur américain, devenu soudain encombrant. Depuis 2019, Netflix est la plateforme qui pousse le plus de données en volume sur le réseau des opérateurs. A lui seul, sur un réseau largement occupé par d’autres acteurs de son calibre, le service de streaming était à l’ori-



Brigitte Macron fait une apparition – est arrivée sur la plateforme jeudi. Photo Stéphanie Branchu/Netflix

coms

Cinq programmes qui ont marqué la décennie du roi du streaming

gine de près de 15 % des flux en 2023. Dans le même temps, vidéos à la demande, vidéos courtes et visioconférence ont fait exploser le transit de données en France. Entre 2014 et 2023, les chiffres ont été multipliés par dix. Face à la surcharge, les opérateurs crient au passager clandestin. « La croissance du trafic représente un coût pour adapter le réseau. Il doit être dimensionné pour absorber le trafic en heure de pointe, lorsque les utilisateurs consomment des flux vidéo », explique Romain Bonenfant, le directeur général de la Fédération française des télécoms, le lobby du secteur. Impossible toutefois pour Orange, Free, SFR et Bouygues Telecom de retirer de leur box un service plébiscité par leurs clients. Le géant assure investir pour faciliter la tâche de ses partenaires. Mieux compressés, ses fichiers vidéo ont suivi un régime minceur. L'Américain a aussi signé des accords avec les opérateurs pour héberger ses contenus dans leurs data centers, afin de réduire la distance de transit. Insatisfait, le monde des télécoms en appelle toutefois à une loi en vue d'imposer des négociations équilibrées. ■

15 %
DES FLUX DE DONNÉES
sur le réseau des opérateurs provenaient de Netflix en 2023.

Depuis dix ans, la plateforme inonde les écrans français de multiples séries, films et documentaires. Des productions liées à l'Hexagone ont marqué la période.

Romain Gueugneau
avec M. A.

● **« MARSEILLE »**
La série « Marseille », en 2016, avec Gérard Depardieu et Benoît Magimel, est la première produite par le géant américain dans l'Hexagone, mais aussi le premier exemple de partenariat avec une chaîne, TFI, qui diffuse les premiers épisodes. Un vrai signal pour l'écosystème de la volonté de Netflix d'y rentrer pleinement. La fiction, qui a pour théâtre la cité phocéenne et ses luttes de pouvoir, était très attendue mais n'a pas été un grand succès. Pas épargnée par la critique, elle rassemble 4,5 millions de téléspectateurs (19,1 % de part d'audience) lors de sa première diffusion sur TFI (dans la moyenne). A l'étranger, en revanche, elle trouve son public, selon le producteur Federation Entertainment. Netflix ne fera que deux saisons.

● **« LUPIN »**
C'est la première série française à succès mondial pour Netflix. Créée par un duo franco-britannique (George Clay et François Uzan) et réalisée par Louis Leterrier, avec un casting exclusivement français, le feuilleton « Lupin » s'est hissé depuis sa sortie en 2020 dans le

Top 10 des séries les plus regardées dans plus de 70 pays, dont les Etats-Unis. La série offre une « relecture moderne » de l'histoire du gentleman cambrioleur, incarné par Omar Sy. Des questions se posent sur la réalisation d'une quatrième saison, alors que l'audience a faibli au fil des trois premières. Netflix se plaît à rappeler que ce succès a dopé les ventes des œuvres de Maurice Leblanc, dont la saga a culminé en tête des ventes cent ans après sa publication initiale.

● **« MIRACULOUS »**
Sa combinaison tachetée en rouge et noir fait fureur dans les cours d'école et les fêtes d'anniversaire, en France comme dans le reste du monde. Ladybug, jeune super-héroïne parisienne au costume de cocinelle, a conquis les cœurs de dizaines de millions d'enfants depuis la sortie des premiers épisodes en 2015, tous diffusés sur Netflix. Le succès de la série animée, qui a pour décor la capitale et a rendu célèbre une boulangerie du 18^e arrondissement, a poussé ses créateurs et producteurs français (Mediawan Kids & Family) à réaliser un film, sorti en 2023. Doté d'un budget colossal, il est sorti au cinéma en France, mais directement sur Netflix aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Amérique latine.

● **« EMILY IN PARIS »**
Elle a débarqué à Paris il y a quatre ans, et n'en est toujours pas repartie. La seconde partie de la

Depuis son arrivée, la plateforme a appris à composer avec l'exception culturelle française

Seule plateforme américaine à avoir signé l'accord sur la chronologie des médias, Netflix fait figure de bon élève dans le soutien à la création cinématographique, mais aussi audiovisuelle, française. L'aboutissement d'une acculturation qui n'allait pas de soi pour une entreprise californienne.

La relation entre Netflix et l'écosystème très régulé du cinéma et de l'audiovisuel français semble au beau fixe, même si elle n'a pas débuté par un coup de foudre. Dix ans après son arrivée dans l'Hexagone, en septembre 2014, Netflix, dont la moitié des 120 salariés en France se consacre à la création, est devenu un acteur majeur de l'industrie créative française. Au total, en 2023, plus de 200 millions d'euros ont été investis dans la production audiovisuelle française et 50 millions d'euros dans la production cinématographique. Ce montant de 250 millions d'euros annuels, dirigé aux deux tiers vers la production indépendante, est à comparer par exemple aux 440 millions investis par France Télévisions dans la production audiovisuelle en France (plus 80 millions d'euros dans le cinéma).

Obligation d'investir
La montée en puissance de Netflix, qui n'investissait que 100 millions d'euros dans la création en France en 2020, est le fruit de l'entrée en vigueur en juin 2021 du décret SMAD (service de médias audiovisuels et à la demande, fruit de la directive SMA), qui impose aux plateformes de vidéo à la demande l'obligation d'investir 20 % de leur chiffre d'affaires en France dans la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles européennes, en particulier françaises.

En janvier 2022, Netflix est aussi devenu le seul géant du streaming à signer avec les organisations professionnelles du cinéma l'accord sur la chronologie des médias, qui doit être renégocié dans les prochains mois et lui a permis d'obtenir, en contrepartie de ses investissements et de clauses de diversité et de volume de films, la possibilité de diffuser les œuvres préfinancées quinze mois après leur sortie en salle, contre dix-sept mois pour Disney+ et Amazon Prime Video, non signataires. Mi-août, « Jeanne du Barry », le long-métrage de Maïwenn, est ainsi devenu le premier film sorti en salle préfinancé par Netflix disponible sur la plateforme.

Financement de la diversité
« Aujourd'hui, parmi les plateformes, ce sont les plus vertueux et ceux qui jouent le plus le jeu en matière de financement de la diversité culturelle », considère un bon connaisseur du secteur. Pourtant, « Netflix était initialement plus que réservé sur les obligations d'investissement et même vent debout contre le principe retenu par la directive SMA de 2018 de prendre en compte le chiffre d'affaires du pays de destination plutôt que celui du pays d'origine », rappelle cet expert. Ce principe stipule que les 20 % d'obligations d'investissement dans la production s'appliquent au chiffre d'affaires réalisé dans chaque pays concerné, même si le siège est dans un autre Etat. Netflix a d'ailleurs joué avec les domiciliations. Après avoir d'abord ouvert un bureau à Paris, le groupe californien l'a ensuite fermé puis transféré à Amsterdam, avant de le réouvrir dans la capitale française. Lors de l'annonce de ce retour, en 2018, Reed Hastings avait affirmé que Netflix était prêt à « devenir plus responsable et être un bon citoyen européen ». Une déclaration suivie d'effets. « Netflix n'a jamais été dans une logique de disruption et de pré-

dation comme ont pu l'être d'autres acteurs mondiaux de la tech, mais a au contraire cherché à épouser l'écosystème français de création », considère le patron de TFI, Rodolphe Belmer, ancien membre du conseil d'administration de Netflix. « Quand la directive SMA a été actée, Netflix s'est montré pragmatique et essaie depuis de faire de la contrainte une opportunité », confirme un professionnel. Désormais, le géant américain lance en moyenne 20 productions originales françaises par an (films, séries, documentaires, etc.), diffusées directement sur la plateforme. A ce chiffre, il faut ajouter, en 2023, 18 pré-achats de films destinés d'abord au cinéma. Parmi ses productions originales, Netflix a su imposer son style, avec des moyens ambitieux et en mettant l'accent en particulier sur la comédie (« Family Business »), l'action (« Lupin », « Balle perdue ») et le thriller (« Sous la Seine », record pour un film français sur Netflix avec plus de 100 millions de vues dans le monde). Netflix a aussi renouvelé l'approche du documentaire, dans le fait divers et l'investigation (« Outreau : un cauchemar français », « L'Affaire Bettencourt ») ou le sport (« Tour de France : Au cœur du peloton ») et revisité avec succès le télérochet version hip-hop (« Nouvelle Ecole »). — *S. Lo. et F.B.V.*



RETROUVEZ AUSSI NOTRE VIDÉO
Flashez ce QR code pour visionner notre vidéo
De la livraison de DVD au géant du streaming : le géant Netflix en 5 dates clés

FD DAY

4000 fondateurs et investisseurs européens réunis pour l'évènement startups de la rentrée, le 18 septembre à Paris

Réservez dès maintenant sur fd.day.eu

(places limitées)

Foodtech : l'art de changer de capitaine au bon moment



Standing Ovation, jeune pousse spécialisée dans les protéines alternatives, a été cofondée par Frédéric Pâques. Photo DR

EN PRATIQUE

Alors qu'elle entre dans une phase industrielle et commerciale importante, la start-up Standing Ovation a fait appel à un expert suisse qui a travaillé dans des grands groupes internationaux.

Adrien Lelièvre

Le développement d'une start-up a des airs de course de relais olympique. Il faut un premier athlète sur la ligne de départ, capable d'impulser un rythme trépidant. Il doit ensuite transmettre le témoin à un autre relayeur, chargé de poursuivre le

travail sans trembler. C'est l'intuition de Standing Ovation. Frédéric Pâques, le dirigeant et cofondateur de la jeune pousse spécialisée dans les protéines alternatives, a quitté ses fonctions. Il a été remplacé par Yvan Chardonens. Tout oppose les deux hommes.

Le premier est un scientifique de formation, qui a contribué avec son associé, Romain Chayot, à développer la R&D de la start-up qui fabrique des protéines d'origine non animale – en particulier la caséine – grâce à une technologie prometteuse : la fermentation de précision. Le second a un profil opérationnel et dispose d'un joli CV. Il a roulé sa bosse chez International Flavors & Fragrances, Firminich, Unilever, Roquette, Oterra, etc. « J'ai bientôt trente ans d'expérience dans le monde du BioB et des ingrédients », rappelle ce dirigeant suisse de 54 ans.

Autant d'expériences qui seront précieuses pour lancer la seconde phase de Standing Ovation, qui veut distribuer sa protéine brevetée dès 2025. « Il faut que les deals industriels se fassent, qu'on puisse sécuri-

Standing Ovation veut distribuer sa protéine brevetée dès 2025, et vise une production de plusieurs milliers de tonnes.

ser une production de plusieurs milliers de tonnes pour les prochaines années, se développer simultanément sur les marchés européen, américain et asiatique », énumère Romain Chayot.

« Il nous fallait donc une personne d'envergure internationale, dotée de nouvelles compétences, pour casser ce plafond de verre », reprend le dirigeant. Les start-up dans la foodtech sont souvent fondées par des scientifiques, pour qui le virage industriel est aussi crucial que périlleux.

Imprimer sa marque

Ne pas avoir le bon capitaine au bon moment peut coûter cher. Ynsect, une autre société du portefeuille d'Astanor, l'investisseur de Standing Ovation, l'a payé au prix fort. Après des retards pour livrer son usine et une valorisation revue à la baisse, Shankar Krishnamoorthy, un ancien d'Engie, a pris les rênes de la société, en remplacement de son patron historique, Antoine Hubert, qui occupe un nouveau poste.

Innovafeed, autre spécialiste de l'élevage d'insectes, a conservé

ses dirigeants historiques, mais a fait appel à Yves Amsellem, qui avait ouvert et exploité des sites industriels sur plusieurs continents (Asie, Amérique, Europe) chez Danone, pour les aider dans une nouvelle phase industrielle et commerciale.

Ce recrutement avait été réalisé via un chasseur de têtes, comme pour Yvan Chardonens, qui se dit heureux de rejoindre une plus petite structure, où il pourra imprimer plus facilement sa marque.

Il compte fournir les protéines de Standing Ovation aux géants de l'industrie laitière, pressés de réduire leur empreinte carbone, mais aussi s'ouvrir à d'autres industries. Cette phase sera facilitée par une extension de 3,75 millions d'euros de la série A de la start-up. Des réserves toujours utiles avant de passer le relais. ■

Gladia, la jeune pousse de reconnaissance vocale qui défie les Américains

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Créée début 2022, la française fait partie des trois start-up tricolores à intégrer l'accélérateur d'IA générative d'AWS.

Charlie Perreau

La France a du talent en IA. En deux ans, elle a vu éclore des acteurs qui se sont fait un nom, à l'image de Mistral AI, Hugging Face ou encore Potoroom. La start-up Gladia suscite aussi l'intérêt des géants de la tech, à commencer par AWS, le cloud du géant américain Amazon, qui l'a sélectionnée pour intégrer son accélérateur dédié à l'IA générative. Seules 3 start-up françaises – avec FlexAI et Phagos – font partie des 80 choisies pour ce programme de dix semaines. Créée début 2022 par Jean-Louis Quéguiner, ancien directeur de l'IA

et la data chez OVH Cloud, cette start-up française a commencé son aventure avec un magasin d'API (des interfaces de programmation qui permettent aux développeurs de créer des applications) spécialisées dans l'intelligence artificielle. Elle proposait notamment des technologies de reconnaissance d'orthographe et d'images. « En faisant tout, on ne faisait en fait rien. Nos clients ont commencé à nous parler du même sujet : la reconnaissance vocale. Ils voulaient qu'elle fonctionne dans un maximum de langues, rapidement et à un prix abordable », raconte le dirigeant, qui s'est donc focalisé sur cette application.

Concrètement, Gladia retranscrit en temps réel des conversations audio et vidéo dans plusieurs langues. Dans le jargon, c'est ce qu'on appelle le « speech to text ». Pour créer son produit, la start-up a utilisé des technologies open source proches des grands modèles de langage (LLM). Elle n'est pas la seule à avoir développé cette technologie. D'autres start-up ont commencé à fleurir, mais rares sont celles qui

sont multilingues. Google, Amazon ou encore Microsoft ont aussi leurs propres outils de « speech to text », mais ils sont souvent chers et lents.

Engouement au Japon

A ce jour, Gladia est surtout utilisée dans deux situations : dans les call centers (l'IA permet de vérifier la qualité des appels des agents téléphoniques) et dans les réunions internes ou externes. « Si jamais la conversation est en français et qu'elle bascule en anglais, on arrive à faire le changement de langue à la volée », indique Jean-Louis Quéguiner.

Après s'être développée en Europe et aux Etats-Unis, la start-up

accélère au Japon, qui n'a pas toujours été une priorité pour les OpenAI, Anthropic et consorts. « L'adoption de l'IA au Japon est monstrueuse. Ils sont habitués aux robots. Sans oublier que c'est une population qui n'est pas très multilingue », souligne le dirigeant. Au printemps dernier, OpenAI a ouvert un bureau à Tokyo, avec un modèle modifié pour bien correspondre à la culture locale.

A ce jour, la plateforme de Gladia est utilisée par 70.000 personnes. Son positionnement lui a permis de lever 3,7 millions d'euros auprès du prestigieux fonds américain Sequoia Capital, mais aussi de GFC, New Wave et Motier Ventures. Bien loin des montants astronomiques levés dans le secteur. « Nous avons choisi un chemin différent, nous avons une autre philosophie », estime le fondateur. Depuis que Sequoia est entré à son capital, Jean-Louis Quéguiner a intégré son programme de scout, c'est-à-dire qu'il repère des pépites pour le compte du fonds et investit avec une poche spécifique.

Gladia reste généraliste, mais son dirigeant glisse qu'un des secteurs

les plus prometteurs est la médecine. La start-up française Nabla s'est engouffrée sur ce marché en lançant en 2023 un outil qui génère automatiquement un compte rendu très structuré à la suite d'une consultation médicale. Elle a levé 24 millions de dollars en début d'année. ■

Les autres sélectionnés

• FlexAI construit une infrastructure qui facilite l'entraînement des modèles d'IA générative sur une large gamme de hardware. • Phagos conçoit des médicaments à base de bactériophages en constante évolution pour lutter contre les infections bactériennes. Elle utilise le machine learning pour tirer parti du potentiel inexploité de la génomique et de la coévolution bactéries-bactériophages.

en microns

Paul Lê, futur ambassadeur du prochain French Tech Tremplin

Le cofondateur du service de livraison de courses La Belle Vie sera le prochain ambassadeur du French Tech Tremplin, selon nos informations. Il remplacera le footballeur Blaise Matuidi, qui a son propre fonds de capital-risque, Origins.

Créé en 2019, ce programme de la French Tech accompagne les entrepreneurs issus de milieux sous-représentés. Il compte deux types d'accompagnement : « La Prépa », qui aide des porteurs de projets à lancer leur entreprise, et « L'Incubation », d'une durée d'un an, qui s'adresse aux start-up de moins de trois ans voulant accélérer leur développement.

Si ce programme est très populaire et répond au manque cruel de diversité dans la French Tech, il a quelques défauts. Les critères d'attribution des financements ne sont pas assez stricts, selon des anciens membres du jury.

Les candidatures se resserrent pour la direction de la mission French Tech

En juillet, Clara Chappaz, directrice de la mission French Tech, a annoncé ne pas renouveler son mandat. Dans un message sur LinkedIn, elle en a profité pour lancer un appel à candidatures. Une centaine de personnes se sont manifestées, selon nos informations. Et ce, alors que le gouvernement n'a toujours pas été formé.

Plusieurs noms ont circulé : Marianne Tordeux Bitker, directrice des affaires publiques de France Digitale, Hugo Weber, vice-président des affaires corporate et impact de Mirakl, Hortense Harang (Fleurs d'ici), Lara Khanfer (ancienne entrepreneuse, consultante), Paul Jeannest (RaiseLab) ou Shaheen Javid, ancienne conseillère écosystème French Tech de Jean-Noël Barrot et Marina Ferrari.

Vertains candidats vont rencontrer un jury composé de personnalités de l'Etat et de l'écosystème de la French Tech. Benoît Lemaignan (cofondateur de Verkor) et Aymeril Hoang, ancien conseiller de Fleur Pellerin (ministre déléguée chargée de l'Economie numérique sous François Hollande), en font partie.

Michel Barnier et le petit lien avec la French Tech

A l'annonce du nom du nouveau Premier ministre, il y a eu un peu de soulagement dans la French Tech. « Ça me rassure, ça peut être synonyme de stabilité », a confié à « Echos » Marc Menasé, fondateur du fonds de capital-risque Founders Future. Pour d'autres, c'est toujours l'inconnu, tant les positions de Michel Barnier sur le numérique ne sont pas foisonnantes. Il a en revanche un petit lien familial avec un dirigeant bien connu dans la tech française. Bertrand Altmayer, cofondateur du VTC Marcel et ancien DG de Cityscoot, est le neveu d'Isabelle Altmayer, la femme de Michel Barnier.

Coliving : le succès inattendu des colocations 2.0 en régions

- En cinq ans, le nombre de places dans les colocations de standing pour étudiants et jeunes actifs a triplé.
- Le concept gagne désormais les villes moyennes, porté par les tensions sur le marché locatif traditionnel.

LOGEMENT

Guillaume Roussange
— Correspondant à Rennes

A la veille de la rentrée universitaire, Marion, une étudiante en licence de droit à l'Université de Picardie Jules-Verne, s'apprête à retrouver les douze camarades de son « Roof », sa colocation étudiante du centre-ville. Montant du loyer : 420 euros, charges, ménage des parties communes, assurance-habitation, abonnement Wi-Fi et Netflix inclus. Avec, en sus, un programme d'activités – session running, soirée séries ou jeux de société, proposées par le manager de résidence, chargé de veiller au bon fonctionnement « de la communauté », selon Tarik Fatihi, cofondateur de Roof.

Créée en 2022, cette entreprise fait partie de ces nouveaux acteurs du coliving, une version revisitée de la colocation, matinée de digital, souvent plus proche du concept hôtelier premium que de l'auberge espagnole. Né aux Etats-Unis avant de débarquer, il y a une quinzaine d'années, dans de grandes agglomérations comme Paris ou Lyon, le concept gagne désormais les villes de plus petite taille. Résultat : jamais les investissements dans le secteur ne se sont aussi bien portés. Le cabinet d'études Xerfi a d'ailleurs chiffré à 430 millions d'euros les volumes investis sur ce marché en 2023.

Restaurant et dojo

Même si l'offre ne pèse que 0,2 % du marché locatif français, elle n'a cessé de s'accroître pour dépasser les 14.000 lits aujourd'hui, contre 5.000 il y a cinq ans. Au moins 11.000 de plus devraient voir le jour dans les toutes prochaines années, selon Xerfi. Un engouement qui s'explique par les rendements alléchants du secteur et la souplesse du modèle.

Dans la majorité des cas, les propriétaires, refroidis par la crise du marché locatif traditionnel ou de l'immobilier de bureau, délèguent à un opérateur l'aménagement du site, la gestion des locataires et du catalogue de services.

Dans leur ensemble, les collectivités sont favorables à ces concepts,

en résonance avec leurs programmes mixtes, associant commerces, bureaux, loisirs et habitat, sur des emprises foncières réduites. « Nous participons à la nécessaire densification des agglomérations, condition indispensable d'un habitat plus écologique, tout en renforçant le lien social », estime le dirigeant de Roof, qui compte ouvrir 200 nouvelles chambres dans les mois à venir.

Depuis la fin de la crise sanitaire, les projets fleurissent. Au printemps dernier, la mairie de Vannes, dans le Morbihan, a engagé une réflexion avec les services de La Poste pour reconvertir des bureaux de centre-ville en résidence de coliving pour de jeunes actifs. Idem à Créteil, dans le Val-de-Marne, où l'ancien centre de tri sera transformé d'ici 2025, en un pôle de 500 lits. Autre exemple au Havre, où Caisse d'Epargne Normandie investit (via sa foncière CEN Immobilier Durable) 2,6 millions d'euros aux côtés de la société de gestion Midi 2i et du groupe Harvey pour créer, d'ici deux ans, un ensemble de 130 logements à proximité de la gare. Là encore, l'accent sera mis sur les espaces partagés, un plateau de coworking de 115 m, un restaurant, un jardin paysager et même un dojo étant programmés.

« Tous ces projets permettent de répondre aux fortes tensions du marché locatif qui freinent la mobilité des salariés », analyse Thibault Cartier, cofondateur de KenavHome, l'un des principaux acteurs du coliving dans le grand Ouest. L'entreprise, fondée en 2021 à Rennes, compte déjà une dizaine de maisons aménagées, soit près de 120 chambres dans la capitale bretonne.

Réalisant 400.000 euros de chiffre d'affaires et employant une dizaine de salariés, KenavHome entend prochainement aménager une centaine de nouvelles chambres, notamment à Nantes et à Angers, toujours à destination des jeunes actifs. « Nous souhaitons développer des offres spécifiques pour des entreprises cherchant à attirer de nouveaux talents ou en quête de solutions temporaires d'hébergement. Nous avons, par exemple, réservé l'une de nos maisons à un groupe italien ayant décroché un marché avec la mairie de Rennes », détaille le chef d'entreprise. Pour l'heure, l'offre peine à répon-



Si le coliving ne pèse que 0,2 % du marché locatif français, ce mode d'habitat n'a cessé de croître pour dépasser les 14.000 lits aujourd'hui, contre 5.000 il y a cinq ans. Photo iStock

dre à la demande. Tous les programmes font le plein à peine mis sur le marché, à l'image de la « mégarésidence de 300 chambres » lancée cet été par Colonies, le leader français du secteur, sur le plateau de Paris-Saclay, « complète en une journée à peine », note Alexandre Martin, cofondateur de la société.

« Diversifier les cibles »

Cette explosion du marché a pris des allures d'Eldorado. Résultat : les acteurs se sont multipliés pour avoisiner une soixantaine d'intervenants aujourd'hui, de petites entreprises essentiellement, mais aussi des groupes immobiliers tels que Vinci, Bouygues ou Nexity, qui ont lancé leurs propres offres pour diversifier leur portefeuille d'actifs. De quoi faire sortir le coliving de son statut de

niche ? Oui, à condition que des « stratégies innovantes soient mises en place pour diversifier les cibles et compenser le turnover des étudiants et jeunes actifs », souligne le cabinet Xerfi. Parmi les alternatives possibles : le lancement d'offres pour senior, « toutefois plus complexes à déployer du fait des services particuliers nécessaires à ces structures », tempère Alexandre Martin.

Reste aussi à vaincre les réticences de certaines communes, vent debout contre le « flou juridique » entourant le coliving. Certaines, comme Lyon Métropole, restent opposées au développement de ce modèle. Elles pointent notamment le risque d'un contournement de l'encadrement des prix des loyers, dans un contexte actuel de crise de l'immobilier locatif. ■

Le français Colonies s'étend en Europe

Le spécialiste de l'habitat partagé va passer la barre des 3.000 chambres disponibles. Il continue ses implantations hors de l'Hexagone en posant le pied en Espagne.

Colonies, le pionnier tricolore du coliving, c'est-à-dire de ces nouvelles formes d'habitat partagé et « tout inclus », semble bien en passe de réussir son pari. Sept ans après sa création, l'entreprise parisienne devrait franchir, au mois d'octobre, la barre des 3.000 chambres disponibles au sein de son parc. Et, dans la foulée, atteindre son seuil de rentabilité « dès l'année prochaine », selon Alexandre Martin, cofondateur de l'entreprise, dont il tient le chiffre d'affaires secret.

Ce rythme de croissance ne devrait pas faiblir. Désormais présent dans 14 agglomérations de l'Hexagone, ainsi qu'à Bruxelles et à Berlin, Colonies prévoit de nouvelles ouvertures, à la frontière suisse, ainsi qu'en Espagne. « Depuis notre lancement, les tensions sur le marché locatif n'ont pas disparu. Au contraire, elles se sont amplifiées au point de devenir un vrai problème pour les entreprises. Beaucoup sont contraintes aujourd'hui de proposer des solutions d'hébergement dans les offres de recrutement afin de rester attractives », insiste Alexandre Martin.

Levées de fonds

Pour répondre à ces difficultés, l'entreprise, qui emploie une centaine de collaborateurs, a développé trois offres complémentaires ciblant les étudiants (45 % de l'activité), les jeunes actifs (45 %) et les entreprises et institutionnels (10 %). Sur ces trois seg-

ments, Colonies est parvenu à susciter l'intérêt des investisseurs, fonds d'investissement ou foncières publiques par exemple, traditionnellement tournés vers l'hôtellerie ou l'immobilier de bureau.

« La crise actuelle a, au moins, eu le mérite de ramener l'attention de ces acteurs sur ce type de locatif résidentiel. C'est le seul qui a progressé au cours des derniers mois, plus d'ailleurs que les offres à destination des seniors », note Alexandre Martin.

Colonies est parvenu à susciter l'intérêt des investisseurs traditionnellement tournés vers l'hôtellerie ou l'immobilier de bureau.

Autre preuve de l'intérêt des investisseurs pour cette nouvelle classe d'actifs : Colonies a bouclé trois levées de fonds, dont la dernière, en décembre 2023, lui a permis de réunir 30 millions d'euros grâce au concours de Crédit Mutuel Impact (par le biais de son fonds Révolution environnementale et solidaire) et d'Eurazeo, son investisseur historique.

De quoi se développer sur de nouvelles géographies, mais aussi lancer des opérations plus originales. Notamment des reconversions de bureaux – quatre ont été menées à ce jour –, le coliving permettant une réaffectation plus facile des mètres carrés, grâce à la place accordée aux espaces partagés au sein des projets. — G. R.

Urban Campus s'ouvre aux familles

Après avoir commencé en Espagne en 2018, l'entreprise parisienne vient d'inaugurer une deuxième résidence à Lille.

Nicole Buyse
— Correspondante à Lille

Le spécialiste du coliving Urban Campus se tourne vers une nouvelle clientèle. Créée à Paris en 2016, l'entreprise, qui compte déjà une dizaine de résidences en Espagne et deux dans la métropole lilloise, prévoit d'en ouvrir cinq autres en France d'ici à fin 2025, qualifiées de « multifamiliales ». Alors qu'il visait jusque-là les jeunes actifs – 30 ans de moyenne d'âge –, Urban Campus se diversifie en ciblant des familles. « C'est une réponse à nos clients qui se marient et ont des enfants », explique Maxime Armand, cofondateur et directeur des opérations.

La société ouvrira ces cinq résidences entre fin 2024 et début 2025 à Marseille, au Bourget (Seine-Saint-Denis), à Saint-Louis (Haut-Rhin),

Colombes (Hauts-de-Seine) et Masy (Essonne), pour un total de 472 logements. Il s'agit là d'appartements un peu plus grands allant jusqu'au T4, avec cuisine et salle de bains indépendantes. Mais comme dans tous ses autres habitats en coliving, Urban Campus y offre un accès à des espaces communs : salle de sport, coworking, cinéma, salon, coin pour enfants, jardin et/ou terrasse.

Programmes neufs

Les loyers, au prix moyen de 1.000 euros (TTC) au Bourget par exemple, y sont un peu plus chers que dans les résidences classiques, aux logements plus petits, où le loyer moyen atteint 660 euros (TTC), comme à la Maillerie, à Ville-neuve-d'Ascq, près de Lille. Cette dernière résidence de 121 logements, du studio au T2, récemment ouverte, devrait être remplie dès la fin du mois de septembre.

Tous ces programmes sont neufs, alors que le premier lancé en France par Urban Campus, à Lille en 2023, avait consisté en la rénova-

tion d'un immeuble de quatre étages pour y installer 38 logements.

Selon Urban Campus, le coliving n'est pas une colocation de luxe. « C'est une colocation enrichie, mieux organisée qu'une coloc traditionnelle avec services et espaces communs », résume Maxime Armand. « On y retrouve une vie en collectif à une autre échelle, où nous organisons le vivre ensemble avec des événements, tels que des brunchs, des conférences, des projections », décrit-il.

L'entreprise est gestionnaire pour le compte d'investisseurs privés tels que Primonial, Swiss Life, Allianz ou encore In'Li, filiale du groupe Action Logement consacrée au logement intermédiaire. Si la construction est confiée à des promoteurs, Urban Campus prend à sa charge le design intérieur et l'ameublement et se rémunère sur les loyers.

L'entreprise ne révèle pas son chiffre d'affaires, mais se dit en croissance. « Nous répondons à la fois au manque de logements sur le marché locatif, avec une offre qui apporte des services, et aux investisseurs institu-

tionnels qui s'intéressent à nouveau à l'immobilier résidentiel et ses nouvelles formes, notamment depuis la crise sanitaire », ajoute le dirigeant. Ce marché de l'investissement immobilier, affecté par la hausse des taux d'intérêt l'an dernier, enregistre, selon Urban Campus, une légère reprise depuis le début de l'année. Déjà à la tête de 500 logements en Espagne (à Madrid, Valence et Barcelone), où elle s'est lancée en 2018, l'entreprise a d'autres projets de résidences, dont deux dans la capitale dès cette année. ■

472

LOGEMENTS

seront commercialisés entre fin 2024 et début 2025 dans des résidences « multifamiliales » à Marseille, au Bourget (Seine-Saint-Denis), à Saint-Louis (Haut-Rhin), Colombes (Hauts-de-Seine) et Massy (Essonne).

Abolis Biotechnologies lève 35 millions avec le soutien de L'Oréal

INNOVATEURS

Chantal Houzelle

Après cinq ans de partenariat pour le développement d'excipients et d'actifs innovants, d'origine naturelle, L'Oréal devient actionnaire d'Abolis Biotechnologies à l'occasion de sa levée de fonds de série A bouclée à 35 millions d'euros et annoncée jeudi soir. « Son entrée au capital sonnait comme une évidence, car elle est en accord avec les objectifs du groupe dans son programme "L'Oréal pour le Futur", qui souhaite proposer 95 % de produits biosourcés », justifie Cyrille Pauthenier, le président de cette pépite de la chimie verte qu'il a cofondée en 2014 avec sa directrice générale, Valérie Brunel.

Fort de son fonds de capital-risque Bold, le leader mondial des cosmétiques joue, avec l'allemand Evonik Venture Capital, le rôle de chef de file de ce tour de table très international qui réunit le germanique DeepTech & Climate Fonds, l'australien Clay Partners, le néerlandais Icos Capital et l'américain Liberset. « L'ouverture internationale de nos investisseurs vers les Etats-Unis et l'Asie est aussi naturelle, car c'est dans ces directions que nous allons nous développer commercialement dans nos trois domaines : la cosmétologie, la santé et la nutrition », ajoute-t-il.

En dix ans d'existence, Abolis Biotechnologies, installé au Ge-

nopole d'Evry (Essonnes) – dont la filiale Microbiome Studio est installée à Paris – n'avait collecté qu'une enveloppe de 1,15 million d'euros, en février 2017, auprès de Medevice Capital 2 et de business angels. La société a cumulé environ 7 millions de subventions et d'avances remboursables, surtout de Bpifrance.

Ambition internationale

Pourquoi ce premier appel de fonds d'envergure intervient-il à un stade aussi mature ? « Depuis 2016, nous avons développé la société dans une logique d'auto-financement et cumulé près de 18 millions d'euros de revenus en provenance de nos alliances industrielles. C'est la raison pour laquelle nous sommes restés peu gourmands en capitaux », justifie le président d'Abolis Biotechnologies, qui vise un chiffre d'affaires de 6 millions en 2024 et de 9 millions en 2025. A cette échéance, son équipe, qui compte 55 personnes, montera en puissance à 80 collaborateurs.

Possédant sept familles de brevets, l'entreprise développe des souches de micro-organismes « sur-mesure » – principalement des levures – et les bioprocédés associés pour la production d'ingrédients, de molécules et de protéines à partir de sucres, qui s'avèrent essentiels pour accélérer la transition écologique des secteurs de la cosmétique, la nutrition, la chimie fine, la pharmacie, etc. « Notre business historique repose sur des partenariats, donc la plupart de nos produits et projets sont très confidentiels. D'ici à cinq ans, nous envisageons d'avoir cinq programmes en propre à proposer à des industriels », projette-t-il. Face à une concurrence mondiale incarnée par les américains Ginkgo Bioworks ou Conagen, le canadien Willow Biosciences, le chinois Bota Bio et le slovène Acies Bo, la biotech française se donne avec cette opération capitalistique les moyens de concrétiser ses ambitions internationales. « Nous visons en priorité le marché des Etats-Unis avec le plan Biomade in America » de Joe Biden, l'Allemagne et l'Asie hors Chine », planifie Cyrille Pauthenier. ■

Il a dit



« D'ici à cinq ans, nous envisageons d'avoir cinq programmes en propre à proposer à des industriels. »

CYRILLE PAUTHENIER

Président d'Abolis Biotechnologies

Aéronautique : Mecachrome reprend les actifs d'Espace

OCCITANIE

Le fabricant français de pièces aéronautiques reprend les actifs et 258 salariés en France et en Tunisie de ce sous-traitant qui a déposé le bilan.

Laurent Marcaillou

— Correspondant à Toulouse

Le premier fabricant français de pièces aéronautiques Mecachrome à Blagnac (Haute-Garonne) a repris les actifs du sous-traitant aéronautique Espace à Saint-André-des-Eaux (Loire-Atlantique) devant le tribunal de commerce de Saint-Nazaire.

Il a réembauché 138 des 145 salariés des deux usines de Saint-André-des-Eaux et 120 personnes de l'usine tunisienne. Il avait hérité d'une participation de 30 % dans Espace en rachetant le groupe WeAre en 2022, la famille du PDG Gwenaél Chatal conservant 70 % des parts. L'entreprise a été placée en redressement judiciaire en janvier 2024, car elle n'a pas pu se relever des difficultés financières générées par la crise du Covid, qui

avait fait chuter son chiffre d'affaires de 31 à 17 millions d'euros entre 2019 et 2020. Le sous-traitant est remonté à 21 millions en 2023 mais il a eu du mal à rembourser les prêts garantis par l'Etat. En même temps, la forte reprise de la construction aéronautique depuis 2022 nécessitait d'injecter des capitaux pour acheter la matière première et investir. « Il y aura d'autres dépôts de bilan parce que la situation financière des sous-traitants est difficile », affirme Christian Cornille, le PDG de Mecachrome.

Spécialisation

Espace fabriquait à la fois des pièces mécaniques d'aérostructures et des éléments de tôlerie pour l'aménagement des cabines d'avions, ainsi que l'assemblage. Mecachrome a constitué une nouvelle société pour porter les actifs et va s'efforcer de rattraper les retards de livraison pour retrouver la confiance des clients, parmi lesquels figurent Airbus, Safran Electrical & Power, Latécoère et Mecachrome lui-même. « Nous étudierons ensuite des spécialisations pour chaque site et nous arrêterons la stratégie en janvier 2025, explique Christian Cornille. Une usine évoluera vers des fabrications en cycle court pour alimenter les chaînes de montage d'Air-



Le coût envisagé de la taxe baptisée « R-Pass » a été abaissé de 19 à 15 centimes par kilomètre. Photo G. Varela/20 Minutes/Sipa

Le projet d'écotaxe sur les poids lourds en Alsace avance

GRAND EST

La Collectivité européenne d'Alsace votera, le 21 octobre, l'entrée en vigueur d'une écotaxe en 2027 malgré l'hostilité du tissu économique local.

Bénédicte Weiss

— Correspondante à Strasbourg

Envisagée de longue date en Alsace pour parer au report de trafic depuis une autoroute allemande voisine et payante, l'instauration d'une taxe poids lourds (R-Pass) pourrait devenir effective en 2027. C'est ce que vient d'annoncer Frédéric Bierry, président (Les Républicains) de la Collectivité européenne d'Alsace, après qu'une étude d'impact économique, rédigée par le cabinet Deloitte, a été présentée cette semaine aux acteurs locaux. Selon lui, il y a urgence : « Nous sommes devenus la varia-

ble d'ajustement du trafic européen. » Instaurée en 2005, la LKW-Maut allemande a été revue à la hausse l'an dernier, avec, selon des relevés opérés pour la collectivité alsacienne, une croissance de 18,1 % du report de trafic entre 2023 et 2024.

Mais le projet d'écotaxe suscite toujours une vive opposition du tissu économique local. Si la Collectivité européenne d'Alsace entend taxer le transit international sur son axe nord-sud, aujourd'hui quasiment gratuit, le droit européen lui interdit en effet d'exonérer les usagers alsaciens. Avec la taxation du transport de leurs matières premières comme de celui de leurs produits finis, les acteurs économiques redoutent de gros surcoûts. « L'étude d'impact écrit noir sur blanc ce que nous disons depuis longtemps », assène Martine Bensa, secrétaire générale de la Fédération nationale des transports routiers Alsace, branche qui serait la plus affectée. Ce document évoque une perte moyenne de 12,6 % de la marge nette des quelque 1.600 entreprises alsaciennes de transport.

Dans un communiqué, le Collectif pour la compétitivité de l'économie alsacienne, formé en 2022 contre le projet, affirme que l'étude « présente une vision partielle des conséquences de la taxe ». Sa mise en place peut « impacter l'emploi » ou « des décisions d'investissement », complète Jean-Luc Heimburger, président de Chambre de commerce et d'industrie Alsace Eurométropole.

Ambitions revues à la baisse

Frédéric Bierry assure vouloir préserver le tissu local, soulignant que les ambitions initiales ont été réduites pour limiter les effets indésirables. Le nombre de kilomètres taxés a été restreint à l'axe autoroutier nord-sud le plus chargé et à quelques départementales rejoignant l'Allemagne. Soit environ 200 km, contre 540 théoriquement taxables. Le coût envisagé a été abaissé de 19 à 15 centimes par kilomètre. Toutes les exonérations de véhicules permises par la loi ont encore été reprises.

La collectivité engrangerait in fine 64 millions d'euros par an (contre

92 millions pour le scénario le plus large), dus à 51 % par des transporteurs en transit. Si le droit européen n'autorise pas à compenser ces recettes auprès des entreprises taxées, Frédéric Bierry envisage de les réinvestir en partie « au bénéfice de l'économie locale », le reste servant l'entretien des routes. « On peut imaginer des soutiens à la formation par exemple, mais chaque artisan contribuant à la taxe ne pourra pas en bénéficier », commente Jean-Luc Hoffmann, président de la Chambre des métiers d'Alsace.

Reste qu'à 15 centimes par kilomètre, contre près de 35 centimes pour la taxe allemande, d'aucuns doutent de l'effet dissuasif du R-Pass. « Nous tablons sur le fait que le temps de passage est un peu plus long en Alsace et que l'instauration de l'écotaxe réduira le gain à la traverser », répond Frédéric Bierry. L'assemblée de la Collectivité européenne d'Alsace devrait se prononcer le 21 octobre en séance plénière, deux semaines après une nouvelle rencontre avec les acteurs économiques. ■

Thonon-les-Bains signe avec Golden Palace pour son nouveau casino

Auvergne-Rhône-Alpes

Le futur établissement de jeux de la commune de Haute-Savoie doit ouvrir en 2027, presque un siècle après la fermeture du précédent.

Florian Espalieu

— Correspondant à Grenoble

Le précédent casino de Thonon-les-Bains avait fermé il y a presque un siècle, en 1929. Son nouvel établissement de jeux devrait bientôt voir le jour. La municipalité de Haute-Savoie vient de présenter son projet au côté du futur délégataire de l'activité, la société belge Golden Palace, et de l'architecte Julien Rivat, qui prévoit un bâtiment tout en sobriété énergétique.

Le permis de construire déjà déposé mais encore en attente des autorisations administratives et d'exploitation, le chantier dont se chargera Spie batignolles doit démarrer à l'été prochain. L'ouverture des lieux est, elle, prévue

en 2027. L'investissement s'élève à 30 millions d'euros pour Golden Palace. L'entreprise installée à Bruxelles, qui emploie 600 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel de 320 millions d'euros, est déjà gestionnaire de 43 casinos en Belgique et de deux en France – à Noiretable (Loire) et Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

Clientèle locale et frontalière

« En s'implantant sur une friche ferroviaire présente depuis plusieurs dizaines d'années, le lieu est stratégique », affiche le maire de la commune, Christophe Arminjon, qui souhaite que l'endroit devienne le « nouveau cœur de ville ». Il vante en outre une « excellente opération » immobilière pour un terrain acheté 1,8 million d'euros et qui doit lui en rapporter 170.000 par an, soit 3,4 millions sur vingt ans. A cette redevance s'ajoutera 2,5 % du chiffre d'affaires sur le bar et le restaurant. Ainsi que 30.000 euros par an de contribution financière à l'organisation de manifestations événementielles pendant les dix-sept ans d'exploitation, soit plus de 5 millions supplémentaires.

De quoi « lisser l'activité économique sur l'ensemble de la saison », vante l'édile de la « station thermale touristique ». Le casino doit employer 48 personnes dès 2027 et une vingtaine pour ses activités hors jeux. « L'offre sera distincte de celle de notre principal concurrent », assure Christophe Arminjon en faisant référence à ses voisins d'Evian-les-Bains, possédant l'un des plus gros établissements de France, qui achève sa rénovation.

Celui de Thonon vise un produit brut des jeux « légèrement en dessous des 20 millions d'euros annuels, pour commencer », table Massimo Menegalli, directeur général de Golden Palace. Des revenus qui pourraient monter à 25 millions « en vitesse de croisière », rejoignant l'estimation de l'annonce des marchés publics parue fin juillet de « 315 millions en euros constants, sur une durée estimative d'exploitation de dix-sept ans, pour l'ensemble des activités ».

L'entreprise belge s'appuiera pour cela sur 6 tables traditionnelles, 175 machines à sous et 30 jeux électroniques. Elle mise sur une clientèle locale mais espère aussi attirer celle frontalière. ■

La BCE baisse une deuxième fois ses taux et reste vigilante sur l'inflation

- La BCE a desserré d'un quart de point l'étau monétaire, abaissant son principal taux directeur de 3,75 % à 3,50 %.
- Mais des questions demeurent sur l'évolution des prix et sur la croissance.

POLITIQUE MONÉTAIRE

Guillaume Benoit

Baisse des taux, acte II. Après un premier assouplissement le 6 juin dernier, et une pause en juillet, la Banque centrale européenne (BCE) a réduit son taux de dépôt de 25 points de base (25 pb), à 3,5 %. Le taux de la facilité de refinancement et celui de la facilité de prêt marginal ont pour leur part baissé de 60 pb, pour s'établir respectivement à 3,65 % et 3,90 %. Une mesure technique qui n'a pas d'incidence immédiate sur la politique monétaire, ces deux taux n'influent plus à l'heure actuelle sur le loyer de l'argent.

Cette décision était largement attendue par les marchés. Un consensus s'était en effet dégagé chez les banquiers centraux européens. Les colombes – membres les plus modérés du Conseil des gouverneurs – avaient appelé à cette baisse, et les faucons – attachés à l'orthodoxie monétaire – ne s'étaient pas exprimés contre. « La décision a été unanime », a déclaré Christine Lagarde, présidente de la BCE, lors de la conférence de presse. De fait, la hausse des prix en août s'est élevée à 2,2 % sur 12 mois. Un niveau très proche de la cible de 2 % que s'est fixée la banque centrale. Et la hausse des salaires, qui est l'un des principaux sujets de préoccupation de la BCE, a ralenti. La rémunération par employé au deuxième trimestre a augmenté de 4,3 %, contre 4,8 % au cours des trois premiers mois de l'année. Bien loin des 5,1 % envisagés par l'institution de Francfort.

Des craintes subsistent

En revanche, l'avenir paraît bien incertain. Des craintes subsistent sur l'évolution des prix. Si l'inflation globale est sur un chemin descendant, dans le secteur des services elle reste élevée. Elle a atteint 4,2 % le mois dernier. Christine Lagarde estime qu'elle s'atténuera, mais seulement à partir de l'an prochain. Et l'inflation sous-jacente – corrigée des prix très volatils de l'énergie et de l'alimentation – reste forte, à 2,8 %. D'un autre côté, l'économie européenne donne cependant de plus en plus de signes d'inflexion. Le produit intérieur brut de la zone euro au deuxième trimestre a été révisé à la baisse, à 0,2 %, contre 0,3 % attendu. « Malgré une hausse du

revenu disponible des ménages, la consommation n'a pas vraiment repris, souligne Juliette Cohen chez CPR AM. Au contraire, le taux d'épargne des ménages a augmenté ce qui traduit une certaine incertitude. »

« La reprise économique affronte des vents contraires », a reconnu Christine Lagarde, estimant que les effets des hausses de taux de 2023 allaient progressivement s'effacer. Mais le risque subsiste qu'en maintenant une politique monétaire trop restrictive, la BCE pousse la zone euro vers la récession.

Les marchés en sont donc réduits à faire des suppositions sur ce qui l'emportera, entre faiblesse économique et doutes sur l'inflation. Le scénario le plus conservateur prévoit une baisse de taux supplémentaire en décembre, suivant ainsi un calendrier trimestriel. La Banque centrale européenne resterait dans sa ligne de « dépendance aux données » en s'appuyant sur la mise à jour des projections économiques de ses équipes.

Pas de calendrier

La présidente de la BCE a rappelé que si la banque centrale était bien sur un chemin d'allègement, le calendrier des baisses et leur ampleur n'étaient pas prédéterminés. Et si elle n'a pas totalement exclu une action en octobre, elle n'a pas fait preuve non plus d'un grand enthousiasme. Les marchés, qui tablaient encore mercredi sur un allègement supplémentaire lors de la prochaine réunion, puis un autre en décembre, n'estiment plus qu'à 50 % cette probabilité de deux dessertements des taux.

« La BCE finira par accélérer le rythme des nouvelles baisses de taux, mais seulement l'année prochaine, envisage ainsi Carsten Brzeski, chez ING. A l'heure actuelle, les négociations salariales en Allemagne et les attentes croissantes en matière de prix de vente laissent encore présager une certaine persistance de l'inflation. La BCE voudra être tout à fait sûre avant de s'engager dans des baisses de taux plus agressives. »

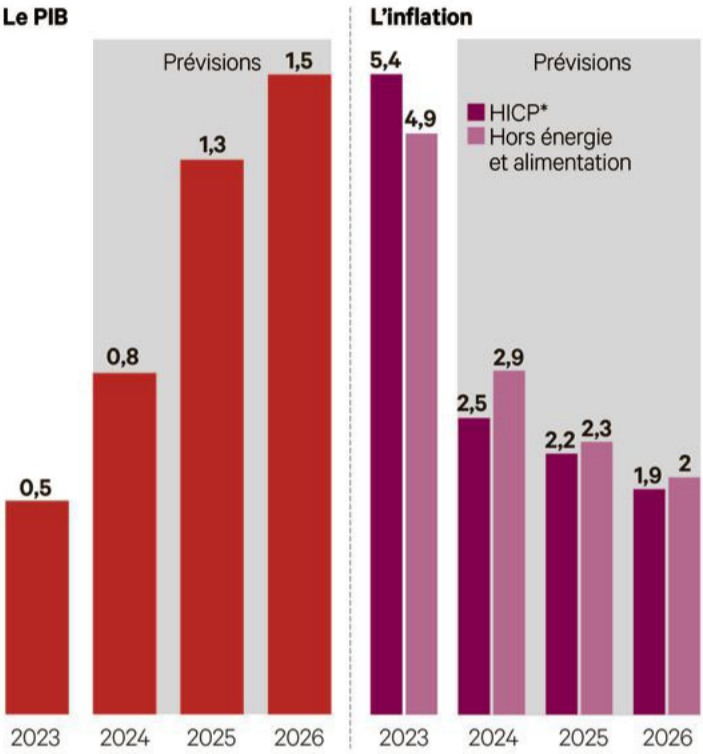
Le taux allemand à deux ans – le plus sensible aux évolutions de politique monétaire – a réagi au ton encore assez réservé du discours de la présidente de la BCE. Il est reparti légèrement à la hausse. Pas de quoi pour autant effacer son récent plongeon de 25 points de base en moins de 10 jours, et de 75 points de base par rapport à son niveau d'avant le premier assouplissement de la BCE. ■

Le taux de dépôt de la BCE et l'inflation en zone euro



Les prévisions de la BCE

En %, évolution annuelle



*INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION HARMONISÉ

« LES ECHOS » / SOURCE : BCE

L'activité économique de la zone euro marque le pas

Les économistes de la Banque centrale européenne ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour la zone euro. La consommation des ménages tarde à repartir et l'économie allemande connaît des difficultés.

Guillaume de Calignon

L'activité économique dans la zone euro ne progresse pas aussi vite qu'espéré. C'est ce qui ressort des dernières prévisions de la Banque centrale européenne (BCE) présentées jeudi. La croissance a été décevante au deuxième trimestre. Le PIB n'a progressé que de 0,2 % mais surtout, c'est la composition de cette croissance qui pose problème. En effet, alors que les économistes de la BCE espéraient que la consommation repartirait avec le recul de l'inflation, cela n'est pas le cas. Les dépenses de consommation des ménages ont baissé de 0,1 %.

L'investissement global, c'est-à-dire des entreprises, des ménages et des Etats, s'est lui aussi replié. Seules les dépenses publiques et les exportations ont soutenu l'activité de la zone euro. Et au début du mois de septembre, la première économie de la zone euro, l'Allemagne, est en plein ralentissement. L'institut de Kiel s'attend même à un nouveau recul du PIB du pays cette année.

Des risques sur la croissance

Christine Lagarde, la présidente de la BCE, a été claire. « Les conditions de financement restent restrictives et l'activité économique reste atone, reflétant la faiblesse de la consommation privée et de l'investissement ». D'ailleurs, « la consommation n'a pas augmenté autant que prévu », a-t-elle avoué lors de sa présentation jeudi. Alors que les ventes au détail ont grimpé de 20 % aux Etats-Unis depuis fin 2019, elles n'ont augmenté que d'à peine 3 % dans la zone euro. Les économistes de la BCE ont donc

revu leur copie. La croissance attendue d'ici à 2026 est désormais moins modeste qu'auparavant. Le PIB de la zone euro ne devrait grimper que de 0,8 % cette année, soit une performance à peine meilleure que l'an passé. En 2025, la croissance devrait atteindre 1,3 %. Et les salaires devraient moins grimper que précédemment anticipé.

« Les risques pointent plutôt vers une croissance orientée à la baisse », a indiqué la Française en citant le danger d'un « ralentissement de l'économie mondiale », à l'heure où la première économie, les Etats-Unis, donne des signes de faiblesse, ainsi que « les tensions commerciales » et « géopolitiques ». Le prix du baril de pétrole, qui a perdu

-0,1 %

LA BAISSÉ DES DÉPENSES DE CONSOMMATION des ménages dans la zone euro.

10 dollars en un mois et ne vaut plus qu'environ 70 dollars, tend à faire penser que beaucoup d'investisseurs tablent sur une demande plus faible d'or noir à l'avenir et donc sur un ralentissement de l'économie mondiale. Ce coup de froid sur le prix du pétrole devrait d'ailleurs permettre à l'inflation de baisser assez vite en septembre, a prévenu la présidente de la BCE.

Mais la BCE ne croit pas à un vrai coup de frein sur la croissance mondiale, ni sur celle de la zone euro. « La reprise se renforcera au fil du temps, à mesure que la hausse des revenus réels permettra aux ménages de consommer davantage. Les effets de la politique monétaire restrictive, qui s'estompent progressivement, devraient soutenir la consommation et l'investissement », a estimé Christine Lagarde. Les prévisions d'inflation ont donc été laissées inchangées par rapport à juin. Les prix devraient grimper de 2,5 % cette année et passer sous les 2 % en 2026. L'inflation dans les services, surtout, a du mal à baisser et reste supérieure à 4 %. ■

Le prix du pétrole est tombé à son plus bas depuis près de trois ans

MATIÈRES PREMIÈRES

Après être passé sous les 70 dollars mardi et mercredi, au plus bas depuis décembre 2021, le baril de brent a rebondi.

Nicolas Rauline

Cela n'était plus arrivé depuis près de trois ans. Le baril de brent est passé brièvement sous les 70 dollars cette semaine, descendant même sous 69 dollars mardi soir. Les prix sont orientés à la baisse

depuis le printemps, quand le prix du baril avait dépassé les 90 dollars. En cause, surtout, un contexte économique morose et une demande en berne, notamment en provenance de Chine, le premier importateur mondial de brut.

La tendance a été renforcée par l'annonce mercredi soir d'une hausse des stocks commerciaux américains. Selon l'agence américaine d'information sur l'énergie, ces réserves ont augmenté de 800.000 barils la semaine dernière. C'est moins que prévu, mais cela traduit le ralentissement de la demande. D'autant que l'activité des raffineries a aussi décliné, passant sous les 93 % d'occupation de leurs capacités.

Le repli de la demande aux Etats-Unis était attendu, alors que le début du mois de septembre marque la fin de la « driving season », quand les Américains utilisent davantage leur voiture sur de longues distances et font bondir la demande de carburants. Mais il faut remonter à 2020 et le déclenchement de la crise du Covid pour retrouver un niveau aussi bas à cette période de l'année.

L'AIE abaisse ses prévisions

Rien d'étonnant donc à ce que la tendance baissière se confirme, alors même que l'Opep a annoncé la semaine dernière sa décision de reporter de deux mois une hausse de sa production prévue à l'origine

en octobre. Les marchés craignent que l'organisation des exportateurs de pétrole, si elle confirme sa décision de relâcher la pression des quotas en décembre, n'accroisse le décalage entre l'offre et la demande.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoyait, en début d'année, un excédent du marché mondial de 900.000 barils par jour,

Les marchés craignent des perturbations dans le golfe du Mexique avec l'ouragan Francine.

cette année. Dans son rapport mensuel publié jeudi, l'agence a encore revu à la baisse ses prévisions. La demande de pétrole ne devrait augmenter, selon elle, que de 900.000 barils par jour en 2024, soit 70.000 barils de moins que ses prévisions précédentes. Pour 2025, elle maintient sa prévision d'une croissance de 950.000 barils quotidiens. L'AIE se justifie avant tout par la faiblesse de la demande chinoise. « La demande de pétrole du pays devrait désormais augmenter de 180.000 barils par jour seulement en 2024, alors que le ralentissement économique généralisé et l'accélération du remplacement du pétrole par des carburants alternatifs pèsent sur la consommation », indique

l'agence, citant le développement du marché des véhicules électriques et la progression du train à grande vitesse, qui concurrence l'avion.

Malgré la publication de ces chiffres, le baril de brent est remonté jeudi, gagnant plus de 2,5 % au-dessus des 72 dollars. Les marchés craignent notamment des perturbations dans le golfe du Mexique, avec le passage de l'ouragan Francine. Un rebond passager selon les analystes, qui ont récemment revu leurs prévisions à la baisse. Bank of America situe par exemple la barre à 75 dollars le baril au deuxième semestre, contre 90 dollars auparavant. Citi voit même un horizon à 60 dollars le baril l'an prochain. ■

Le président de la Fed d'Atlanta accusé d'avoir enfreint les règles

RÉGULATION

L'organisme de surveillance interne de la Fed a réprimandé Raphael Bostic pour violation des restrictions d'investissement.

Paul Turban, avec Bloomberg

Jerome Powell, président de la Réserve fédérale américaine, avait ordonné une enquête en 2022 après que Raphael Bostic, président de la Banque régionale d'Atlanta, a reconnu des violations aux restrictions temporaires d'investissement de la Fed. Si le bureau de l'inspecteur général (IG) de la banque centrale a confirmé ces infractions, il n'a trouvé aucune preuve de transactions effectuées sur la base d'informations confidentielles. Un rapport daté du 4 septembre mais rendu public mercredi explique que Raphael Bostic a effectué des transactions en son nom pendant les périodes dites de black-out du Comité fédéral de marché ouvert (FOMC), où elles étaient interdites, et qu'il n'avait pas rendu public certaines de ces transactions. Cela donne l'« impression qu'il a agi sur la base d'informations confidentielles » de la Fed et une « impression de conflit d'intérêts ».

En octobre 2022, Raphael Bostic avait déclaré qu'il n'était pas au courant de ces transactions, ni du calendrier de leur mise en œuvre, car elles avaient été effectuées par un gestionnaire tiers sur des comptes où il n'avait pas la possibilité de diriger les investissements. L'IG a constaté qu'entre mars 2018 et mars 2023, 154 transactions ont été exécutées au nom du président de la Fed d'Atlanta en violation de la règle d'interdiction du FOMC. Le rapport met également en avant 60 transactions effectuées entre le 24 mars et le

29 avril 2020. Au cours de cette période, en raison des mesures extraordinaires prises par la Fed pour soutenir l'économie au début de la pandémie, l'institution avait exhorté les décideurs politiques et les autres cadres supérieurs de la Fed à s'abstenir de toute activité de trading.

Bostic se défend

Les comptes de Raphael Bostic montrent qu'en mars 2020, lorsque la Fed soutenait directement les marchés obligataires des entreprises par le biais de facilités de prêt d'urgence, ses gestionnaires d'investissement ont acheté plusieurs fonds obligataires, tels que Pimco Total Return et Western Asset Core Bond Plus. Une porte-parole de la Réserve fédérale a déclaré que le Conseil des gouverneurs avait reçu le rapport et l'examinait. Raphael Bostic s'est défendu en expliquant qu'il pensait que les directives éthiques de l'époque « autorisaient les transactions à se produire pendant les périodes de black-out à condition qu'elles soient autorisées avant le début de la période de black-out », ou à condition qu'une personne ne les exécute pas sciemment pendant cette période, selon le rapport. Tout en reconnaissant que les transactions qui posent problème ont été exécutées par un gestionnaire tiers, et sans qu'il ait connaissance du moment exact, le rapport estime que le président de la Fed d'Atlanta était « néanmoins responsable de s'assurer que toutes les transactions et tous les investissements effectués en son nom étaient conformes à toutes les règles applicables ».

Après la révélation initiale de son activité de trading, le chef de la Fed d'Atlanta a modifié ses investissements, notamment en retirant ses actifs des comptes gérés et en veillant à ce qu'aucun investissement « automatique » ne soit effectué sans son approbation. Il s'est également débarrassé d'actifs qui ne sont plus autorisés. ■

Draghi rouvre le débat sur la pérennité de la dette de l'UE

DETTE

Si les emprunts obligataires de l'Union européenne, conçus pour être temporaires, ne peuvent pas être renouvelés, ils pèseront lourdement sur le budget de l'UE dès 2028.

Sophie Rolland

A l'origine conçus pour être ciblés et temporaires, les programmes d'emprunt de l'Union européenne pourraient-ils devenir pérennes ? Le rapport Draghi, publié cette semaine, et qui chiffre à 800 milliards d'euros par an les investissements nécessaires pour enrayer le déclin de la compétitivité de l'UE, a rouvert le débat.

Celui-ci couve depuis des années. En octobre 2020, pour soutenir les Etats dans leurs mesures d'aide à l'emploi pendant la pandémie, l'UE avait mis en place son premier programme d'émission de dette commune, le programme Sure, d'un montant de 100 milliards d'euros. Puis, à la faveur de la mise en place du plan de relance NextGenerationEU (NGEU), l'année suivante, la Commission a été autorisée à émettre des obligations pour lever jusqu'à 800 milliards d'euros. Mais ces opérations ne sont pas censées se poursuivre après 2026.

L'encours d'obligations européennes est ainsi passé en moins de quatre ans d'à peine 50 milliards à plus de 540 milliards d'euros, ce qui représente un peu plus d'un cinquième de la dette de la France négociée sur les marchés (plus de 2.555 milliards d'euros). Et, à horizon 2026, sa progression pourrait faire de l'Union européenne le cinquième emprunteur de la zone euro, derrière la France, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne.

Inquiétudes à Bruxelles

Or si ces emprunts ne peuvent pas être « roulés » (ou renouvelés), c'est-à-dire si l'Europe ne peut pas faire de nouvelles émissions obligataires pour refinancer celles qui arrivent à



Dans son rapport, Mario Draghi chiffre à 800 milliards d'euros par an les investissements nécessaires pour enrayer le déclin de la compétitivité de l'UE. Photo Wiktor Dabkowski/Zuma Press Wire

échéance, ils devront, par définition, être remboursés. La capacité budgétaire de l'UE en sera sérieusement entamée. « Le remboursement de l'emprunt européen lié à NGEU commencera en 2028 et représentera 30 milliards d'euros par an », relève le rapport Draghi, qui plaide ouvertement pour une dette commune.

Dans son rapport, Mario Draghi égrène les bénéfices d'une dette conjointe.

A Bruxelles, le sujet inquiète de plus en plus. Selon le « Financial Times », des discussions auraient même commencé sur la meilleure façon d'allonger la maturité de 350 milliards d'euros de dette. Mais comment surmonter l'opposition de certains pays, en particulier l'Allemagne ? Lundi, le ministre allemand des Finances, Christian

Lindner, s'est violemment opposé à la proposition du rapport Draghi qui appelle à mettre en place une dette européenne. L'ancien président de la BCE estime en effet qu'un « financement conjoint des investissements au niveau de l'UE est nécessaire pour maximiser la croissance de la productivité » et soutenir la compétitivité européenne. Sans surprise, Christian Lindner s'est dit « très sceptique à l'égard de l'approche de la dette de M. Draghi ». Pour le ministre, une dette commune « ne résoudra pas les problèmes structurels de l'Europe » et signifierait que « l'Allemagne paierait pour les autres [pays] ».

Union des marchés de capitaux

Dans son rapport, Mario Draghi égrène les bénéfices d'une dette conjointe. Elle faciliterait la mise en place d'une véritable Union des marchés de capitaux, avance-t-il. D'abord, l'existence d'un actif financier sûr véritablement paneuro-

péen, en fournissant des taux de marché de référence, « contribuerait à normaliser les produits financiers dans l'UE et à rendre les marchés plus transparents et comparables ». Pour l'instant, les investisseurs se réfèrent aux taux allemands, et c'est le Bund qui a le statut d'actif sans risque de la zone euro.

Une dette commune pourrait aussi être utilisée comme une garantie d'excellente qualité, pour les Etats ou les acteurs de marché dans le cadre d'opérations financières. L'Union européenne est notée triple A par Moody's et Fitch et AA+ par S&P. Un actif sûr commun « constituerait également la base des réserves internationales en euros détenues par d'autres pays », défend le rapport.

Enfin et surtout, il pourrait créer un marché vaste et liquide susceptible d'attirer les investisseurs du monde entier. De quoi améliorer l'efficacité des marchés européens et réduire le coût du capital pour les entreprises de l'UE. ■

LES ACTIONS QUI PROFITENT DE LA BAISSSE DES TAUX

NOS 10 VALEURS FAVORITES

Demain, chez votre marchand de journaux, votre hebdomadaire

investir

Les Echos Le Parisien

ANNONCES

Publiez vos ventes aux enchères immobilières dans Les Echos

annonces.lesechosleparisien.fr 01 87 39 70 08

en bref

Unicredit songe à racheter Commerzbank en totalité

BANQUE Le PDG de la deuxième banque italienne UniCredit, Andrea Orcel, a confirmé qu'une reprise totale de Commerzbank figure parmi les options à l'étude, après l'annonce surprise du rachat de 9% de son capital. « Des discussions sur une fusion ou sur d'autres combinaisons sont au premier plan », a-t-il dit dans une interview à Bloomberg TV. La position d'UniCredit n'est cependant pas encore arrêtée: « Nous pouvons monter, nous pouvons descendre, nous pouvons combiner. Nous sommes très patients », a-t-il nuancé. Il a ajouté vouloir engager des discussions pour voir s'il est possible de « créer quelque chose dont la valeur sera supérieure à celle de Commerzbank seule ». De son côté, la banque allemande réfléchit à sa stratégie de défense. Selon Bloomberg, elle a mandaté Goldman Sachs pour étudier les options possibles.

Mirova se dote d'un centre de recherche académique

INVESTISSEMENTS

La société de gestion a noué deux premiers partenariats avec l'université de Columbia et l'ENSAE.

Objectif : fluidifier les financements public-privé dans les pays émergents et connaître l'impact réel des investissements responsables.

Caroline Mignon

La filiale de finance durable de Natixis IM souhaite jouer un rôle clé dans la compréhension et la mesure des investissements à impact social et environnemental. Des sujets jusqu'ici peu traités par le milieu académique. Mirova a donc annoncé la création d'un centre de recherche, doté d'un budget de près de 1 million d'euros par an, avec, pour le moment, deux partenariats universitaires. « Ces travaux académiques seront mis au bénéfice de tous », fait savoir Philippe Zaouati, directeur général du groupe.

Le premier, avec l'université de Columbia, porte sur la « blended finance », ou finance mixte, qui consiste à combiner des ressources financières publiques et privées pour investir dans des projets de développement durable, notamment dans les pays émergents. « La "blended finance" est un outil précieux pour financer des projets jusqu'ici non finançables. Mais il est souvent difficile de mobiliser les fonds publics, le processus est lent et très complexe. En outre, les investisseurs privés sont plus frileux en raison du contexte politique et géopolitique », explique Philippe Zaouati.

Lutte contre le greenwashing

Les études permettront ainsi de mieux comprendre les freins que rencontrent ces financements et d'aider au développement de nouveaux projets, au travers de partenariats plus efficaces. Il est aussi question d'établir une plateforme de dialogue entre les acteurs clés des secteurs public et privé, les décideurs politiques et les universités.

Une façon de fluidifier et développer ce mode de financement aujourd'hui peu optimisé.

L'autre partenariat universitaire a été scellé avec l'ENSAE Paris. Il permettra d'y voir plus clair sur l'impact des stratégies durables dans les fonds d'investissement – exclusions, engagement actionnarial, etc. Une façon de quantifier l'effet de la finance durable sur le comportement des entreprises et de lutter contre le greenwashing. « Cela permettra par exemple de quantifier l'impact des politiques d'exclusions dans les fonds cotés alors que pour beaucoup, il est inutile de se défaire d'une action puisqu'elle ira garnir le portefeuille d'un autre actionnaire moins vertueux », explique Philippe Zaouati.

De quoi aussi apporter un éclairage académique sur des débats politiques et des sujets très polémiques, comme la différence de valorisation du groupe TotalEnergies et de son concurrent Exxon-Mobil. La capitalisation de l'américain a doublé en trois ans, alors que celle du français a progressé de 60 %. Un écart boursier parfois mis sur le compte des contraintes liées aux standards ESG. ■

Non coté : les institutionnels mettent les fonds sous pression

- A l'IPEM, la grand-messe du private equity qui s'est déroulée cette semaine, les investisseurs se sont impatientés face aux faibles remontées de cash des fonds.
- Leur inquiétude grandit alors que les cessions tournent au ralenti.

PRIVATE EQUITY

Anne Drif

« Show the money ». A l'IPEM, la grand-messe du private equity qui s'est déroulée cette semaine à Paris, la même injonction est irrémédiablement revenue dans tous les échanges : montrez l'argent. Les cessions sont au ralenti ou quasi à l'arrêt, avec 28.000 entreprises valorisées 3.200 milliards de dollars scotchées dans les portefeuilles. L'année 2024 s'annonce comme le pire millésime de sorties depuis 2010, selon Pitchbook. Le rythme de vente, avec près de 1.130 cessions depuis janvier, est plus de deux fois plus lent que l'an dernier (3.323). Résultat, les investisseurs ne revoient pas la couleur de leur cash investi et perdent patience.

« Pendant quinze ans, le discours a été : "Regardez, je fais partie du premier tiers des gérants les plus performants, donnez-moi de l'argent." Mais ça n'est plus suffisant », a pointé Wesley Bradle, responsable de portefeuille du Florida State Board of Administration. « Aujourd'hui, le cash est roi, a abondé Elif Aktug, associée-gérante chez Pictet. Tout le monde s'accorde là-dessus, le taux de redistribution [DPI pour Distribution to Paid-In, NDLR] est vraiment ce sur quoi on se focalise ».



Plus de 6.000 participants de l'industrie du private equity étaient réunis cette semaine à l'IPEM à Paris. Photo Shutterstock

Nouveau mètre-étalon
« Cela a été négligé assez largement dans le marché, a appuyé Michael Wand, responsable du private equity en Europe de Carlyle. Le métier, c'est de vendre et de ramener de l'argent ». L'industrie, dopée au sacro-saint taux de rendement annuel (Internal Rate of Return ou IRR), revient aux basiques et change de mètre-étalon : « Le DPI a remplacé l'IRR comme critère de performance », a-t-il résumé.

De la période post-crise financière jusqu'au coup d'arrêt du Covid, ce taux de redistribution était de l'ordre de 25 % de la valeur des portefeuilles. Cet indicateur a atteint jusqu'à 30 % au pic de l'euphorie de 2021, avant de retomber à 15 % en 2022, puis à 10 % l'an dernier, estime Ivan Vercoutère, associé-gé-

rant chez LGT Capital. « Si l'on regarde le premier trimestre, cela a été encore pire. Dans certains cas, il est à un chiffre. Cela met beaucoup de pression sur les portefeuilles des investisseurs, ajoute-t-il. La grande question aujourd'hui, c'est de savoir comment les 3.000 à 4.000 milliards de dollars de valorisation latente vont être réalisés. »

Face à cette pression, les fonds affichent leur confiance. « A notre échelle, il est plus complexe de vendre, car quand nous cédon, c'est en milliards de dollars, et il y a de la déconnexion entre acheteurs et vendeurs, a réagi Christian Lucas, gérant chez Silver Lake. Son fonds a retourné quelque 21 milliards de dollars entre juin 2023 et juin 2024 à ses investisseurs grâce à des cessions. « Nous allons commencer à voir un

certain niveau de "capitulation" et un alignement des prix entre acheteurs et vendeurs », dit-il.

« Il y a beaucoup de pression pour monétiser les actifs, la tension monte, mais les fonds vont commencer à vendre, l'écart entre l'offre et la demande va se réduire », estime aussi Mattia Caprioli, coresponsable de KKR en Europe.

C'est justement maintenant qu'il y a des opportunités, a relevé de son côté Robert Seminara, responsable en Europe d'Apollo, qui assure avoir un taux de redistribution de 60 %, contre 10 % en moyenne pour l'industrie : « Nous pouvons avoir des très bons prix, nous avons été actifs ces deux derniers trimestres ». « Il y a beaucoup de pression de la part de la communauté des investisseurs pour vendre, cette pression est en train de

monter, et les vendeurs soudainement commencent à abaisser leurs attentes de prix, a-t-il expliqué, donc on voit des deals se réaliser et ce qui arrive, ce sont les meilleurs deals ».

Pour ceux qui peinent à vendre en revanche, la roue s'arrête de tourner et les levées de fonds sont poussives. Jamais dans l'histoire du private equity, la durée des levées n'a été aussi longue. Pour certains, elle peut atteindre jusqu'à 25 mois, et se situe à 18,5 mois en moyenne, selon Pitchbook. Jamais en dix ans, le nombre de fonds ayant bouclé n'a été aussi faible (825 fonds en 2023 pour 572 milliards dollars).

D'où en parallèle, l'euphorie autour des dernières « martingales » inventées par le secteur qui permettent de remonter, faute de vendre, du cash à ses investisseurs : les fonds de continuation et le « NAV financing ».

« Job plus dur »
Là aussi, les institutionnels sont de plus en plus regardants, et les gros acteurs restent prudents. « Est-ce une bonne chose ou une mauvaise ? KKR a gardé ses distances avec les fonds de continuation », a glissé Mattia Caprioli. Ils permettent au gérant de revendre, mais à soi-même, ses meilleurs actifs en les transférant dans un nouveau véhicule porté par d'anciens et de nouveaux investisseurs.

Quant au « NAV financing », ces nouvelles lignes de crédit accordées sur la base de la valeur potentielle d'un portefeuille, dont une partie peut servir à remonter du cash aux investisseurs, Elif Aktug a été encore plus claire : « Les distributions régulières sont importantes mais surtout ce qui importe, c'est qu'elles soient générées de la bonne manière, et pas avec du NAV ».

Message bien compris par l'industrie : « Il faut faire de l'argent sur le bon vieux mode "old fashion" », a déclaré Nikos Stathopoulos, président Europe de BC Partners. Et d'ajouter : « On ne peut pas se reposer sur les multiples, sur de la dette peu chère, et les acquisitions pour faire croire le résultat opérationnel, parfois de façon artificielle. Nous devons faire notre job et notre job est plus dur. » ■

La City adoucit les règles de Bâle III

RÉGLEMENTATION

Le projet présenté jeudi par la Banque d'Angleterre traduit une volonté de défendre la compétitivité de la City après le Brexit.

Edouard Lederer

Et de deux ! Après les Etats-Unis, c'est au tour du Royaume-Uni de faire connaître à ses banques ses intentions dans l'application de l'accord international de Bâle III, signé en 2017, et censé durcir les règles du jeu pour les banques. A Wall Street comme à la City, c'est la même tonalité qui est de mise : le texte final – on est encore au stade du projet avancé – devrait être finalement bien moins sévère que ne le craignait le secteur.

De même, le calendrier devrait être moins serré que dans l'accord bâlois. Les règles commencent à entrer en vigueur début 2025 dans l'Union européenne, mais seulement un an plus tard au Royaume-Uni. Et le démarrage devrait même être encore plus tardif outre-Atlantique. Ce projet traduit ainsi une volonté de la part des Britanniques d'utiliser leur nouvelle liberté réglementaire post-Brexit pour défendre la compétitivité de la City.

Les banques européennes restent sur le qui-vive.

C'est le résultat d'un lobbying offensif et d'un climat politique davantage tourné vers la défense des intérêts nationaux qu'au plus fort de la crise financière, à la fin des années 2010. « La PRA [l'autorité prudentielle du pays, NDLR], estime que les exigences en fonds propres (« Tier 1 ») pour les grandes banques britanniques resteront virtuellement inchangées par comparaison à la situation actuelle, avec une hausse des exigences de moins de 1 % à horizon 2030 », a indiqué l'autorité.

Aux Etats-Unis, la copie initiale de la Fed, mi-2023, évoquait un alourdissement de 19 % pour

les exigences en fonds propres. La nouvelle mouture, présentée en début de semaine, était de seulement 9 % en moyenne. Outre-Manche, ce résultat est atteint en réduisant les exigences de capital (les réserves à constituer par une banque en face des crédits qu'elles accordent) pour les prêts aux PME, l'immobilier, le financement à l'export (« trade finance ») et celui des infrastructures.

Des nouvelles accueillies malgré tout avec prudence par le secteur qui attend de nouvelles précisions... mais reçues cinq sur cinq par les marchés. Les banques plus actives à l'international sont, d'une certaine façon, moins concernées, mais les établissements de taille moyenne (« challengers banks »), actifs uniquement sur le marché domestique, en bénéficient davantage. Le cours de Metro Bank grimpaît ainsi de 4,2 % jeudi, et celui d'OSB, un prêteur spécialisé dans l'immobilier, de 2,6 %.

Pas de naïveté
Face à la City et à Wall Street, l'Union européenne – qui a déjà adapté dans son droit les accords de Bâle 3 – ne s'est pas pour autant montrée naïve. Au moins pour une période de transition, la pondération du crédit immobilier (sujet cher aux banques françaises) reste favorable, ainsi que celui des prêts aux PME. Et si l'entrée en vigueur du texte se fera progressivement à partir de 2025, elle a été décalée à 2026 pour les risques de marché, en attendant de voir ce que feraient les places concurrentes.

Dans ce contexte, les banques européennes restent sur le qui-vive. « Le sentiment général, c'est qu'on s'est fait avoir, tout comme nos superviseurs », témoigne un banquier, qui place désormais ses espoirs dans le tout récent rapport Draghi sur la compétitivité. « C'est un tournant parce qu'il reconnaît explicitement que les banques sont très lourdement supervisées, et parce qu'il y voit un élément de compétitivité », souligne cette source. Ce document insiste notamment sur les « seuils réglementaires » qui contraignent les banques dans leurs capacités de prêts, soulignant qu'en Europe, le secteur financier « ne peut pas autant s'appuyer sur la titrisation » qu'aux Etats-Unis. ■

Les « fonds de continuation », dernière parade face à la panne des cessions

Revendre ses meilleures participations à soi-même : c'est la nouvelle martingale des fonds de private equity, en attendant que les transactions reprennent. Les « fonds de continuation » ont fait débat à l'IPEM.

C'est le sujet qui électrise les gérants du private equity et leurs investisseurs : faut-il mettre un coup de frein aux « fonds de continuation », nouvelle martingale de l'industrie, avant que la désillusion ne gagne ? A l'IPEM, la grand-messe du private equity qui s'est tenue cette semaine à Paris, la majorité voulait fermement encore y croire. Mais la prudence grimpe.

Face au blocage des fusions-acquisitions et au refus des acheteurs de payer plus cher, les gérants s'enflamment pour une alternative : cristalliser la valeur des actifs dans leurs livres en revendant leurs meilleures participations à eux-mêmes, plutôt qu'à un gérant de fonds concurrent, et le loger dans un nouveau véhicule d'investissement.

Une solution souvent utilisée pour les millésimes pré-Covid de 2018 à 2020, des années durant lesquelles les gérants ont acheté à des prix élevés.

De record en record
Un peu moins de la moitié de ces opérations ont alimenté le marché des transactions de « seconde main » qui a touché un niveau record de 71 milliards de dollars et dégagé des taux de rendement de 21 %, selon Lazard.

« Je sais qu'il y a des gens qui ne sont pas vraiment amis avec les fonds de continuation mais c'est une option très valable. Nous devrions nous féliciter d'être dans une industrie qui s'adapte ainsi. Il y aura encore de nouveaux acronymes qu'on ne conçoit pas maintenant mais qui résoudront nos problèmes », a défendu Steve Moseley, gérant de Wafra Inc.

Ces fonds de continuation ne sauront que les « joyaux de la couronne », a nuancé Jenny Newmarch, responsable du private equity au sein du fonds de retraite australien Aware Super.

« Une fois que ces très bons actifs seront sortis du fonds dans lequel

vous, en tant qu'institutionnel, avez investi, que vous reste-t-il entre les mains ? Les actifs qui ne vont pas générer les rendements au niveau de ceux attendus dans le private equity », a-t-elle averti.

Niveaux de performance
Les performances du fonds d'origine risquent ainsi d'en pâtir. « La plus grosse part de ces portefeuilles est constituée de vieux actifs qui ne seront pas à des niveaux de rendements aussi bons », a-t-elle souligné. D'où la question : « Compte tenu du poids croissant des fonds de continuation, l'industrie du private equity sera-t-elle encore capable d'assurer les rendements historiques qu'elle assurait pour les 5 à 10 ans qui viennent ? »

De gros fonds, comme KKR, capables de monétiser leurs actifs à la bonne valeur, restent d'ailleurs à distance du phénomène. « Est-ce une bonne chose ou une mauvaise ? Nous avons parlé du pour et du contre, pour notre part, nous n'y avons pas recour », a déclaré Mattia Caprioli, coresponsable de KKR en Europe. — A.D.

ventes aux enchères publiques

EN PARTENARIAT AVEC

VENCH

97

Vente aux enchères publiques sur Licitation, au TJ de BASSE-TERRE (97100)
- Palais de Justice, 4 Boulevard Félix Eboué, le LUNDI 14 OCTOBRE 2024 à 15H00

UN TERRAIN BATI

sur la Collectivité de SAINT-MARTIN (Antilles)

Lieudit « SPRING »

Cadastré section AW N° 141, 142 et 143, pour une contenance de 10ha 80a

MISE A PRIX : 2 500.000 €

CONDITIONS DE LA VENTE : A consulter au Greffe du TGI de BASSETERRE Palais de Justice, Boulevard Félix Eboué ou au Cabinet de M° Florence BARRE-AUJOULAT, Avocat au Barreau de la Guadeloupe, 62 rue Achille René Boisseuf - 97110 POINTE-A-PITRE, Tél. : 05 90 68 02 01 - Fax. : 05 90 28 27 45 - Email. baraujou@wanadoo.fr.

Enchères par Ministère d'Avocat inscrit au Barreau de la Guadeloupe

75

Rectificatif suite à l'annonce parue dans notre journal daté du 6 SEPTEMBRE 2024 concernant la vente de Me Julia CAPRARO à PARIS 6^{ème}, il y a lieu de lire :
visite : **mardi 24 septembre 2024 et non vendredi 24 septembre** comme indiqué par erreur.
Le reste sans changement.

LES MEILLEURES OPPORTUNITÉS AUX ENCHÈRES

Retrouvez le calendrier des prochaines ventes aux enchères et consultez gratuitement les résultats ainsi que notre newsletter sur le site : **Vench.fr**

Si vous souhaitez paraître dans cette rubrique :
contact@immolegal.fr - Tél : 01.42.96.96.72

COMMUNIQUÉ

CX REINSURANCE COMPANY LIMITED
(SOUS ADMINISTRATION JUDICIAIRE)
(NUMÉRO D'ENREGISTREMENT 01086556):
AVIS RELATIF À UNE PROPOSITION
CONCORDATAIRE

CX Reinsurance Company Limited (sous administration judiciaire) (la « Société ») propose, conformément à la partie 26 de la Loi des sociétés de 2006 (« Partie 26 »), de conclure un concordat (l'« Accord direct ») avec ses créanciers dont les créances sont nées de contrats d'assurance directe (collectivement les « Créanciers concernés par l'accord direct »). Un contrat d'assurance directe signifié, à ces fins, la couverture fournie par un assureur à un titulaire de police non assureur, par opposition à la couverture de réassurance fournie par un assureur pour couvrir les risques assurés par un autre assureur. La Société a été placée sous administration judiciaire le 17 août 2020 (l'« Administration ») et soumet à présent la proposition concordataire pour s'efforcer de mettre un terme à la liquidation de sinistres correspondants à son activité d'assurance directe. La Société a envoyé une lettre à tous les Créanciers concernés par l'Accord direct connus dont elle a des coordonnées de contact afin de les informer de sa proposition d'obtenir l'approbation par le tribunal d'une réunion à catégorie unique pour le vote sur l'Accord direct (la « Lettre de déclaration de pratique »). Une copie de cette Lettre de déclaration de pratique est disponible à l'adresse suivante https://www.ey.com/en_uk/administrations/cxeinsurancecompanydirectscheme (le « Site Internet »). Toute personne qui estime qu'elle pourrait être affectée par l'Accord direct est invitée à lire la Lettre de déclaration de pratique, à examiner son contenu avec soin et à obtenir des conseils juridiques si elle le juge approprié. La Société présentera une demande au Tribunal du droit des affaires et de la propriété d'Angleterre et du Pays de Galles (le « Tribunal ») afin d'obtenir une ordonnance l'autorisant à convoquer une réunion des Créanciers concernés par l'Accord direct pour qu'ils votent sur ladite proposition (la « Réunion sur l'accord direct »). Lors de l'audience d'examen de cette demande (la « Première audience judiciaire »), le Tribunal sera invité à envisager la constitution de classes de Créanciers concernés par l'accord direct, et donc le nombre de réunions de ces Créanciers qui doivent être organisées aux fins du vote sur l'Accord. La demande devrait être entendue le 3 octobre 2024, et des détails supplémentaires sur la façon de participer à la Première audience judiciaire seront fournis sur le site Internet à l'approche de cette date. Si vous avez des questions concernant l'Accord direct, veuillez contacter les administrateurs :
Contact : Prava Khandharan
Téléphone : +44 20 7951 2000
Courriel: CXReClaims@uk.ey.com
En date du 4 Septembre 2024

CAC 40

VALEURS MNÉMO / INFO / OST	ISIN / DEVISE / DATE DÉTACH. / DIV	OUV VOL NB TITRES	CLOT + HAUT + BAS	% VEIL % MOIS % 52 S	% AN + HAUT AN PER + BAS AN RDT	BPA
ACCOR (AC) ◆		A 386	38,09	+ 0,05	+ 10,09	
FR0000120404	05/06/24 118	541649	24,3622 860	13,48	43,74	
AIR LIQUIDE (AI) ◆		A 17022	169,72	+ 0,36	+ 6	
FR0000120073	20/05/24 32	468629	170,42	+ 4,57	179,73	
AIRBUS GROUP (AIR) ◆		A 13032	57180 359	+ 13,08	50,618	1,89
NL0000235190	16/04/24 2,38	116348	168,36	+ 1,72	78	38,45
ARCELORMITTAL (MT) ◆		A 2011	130,54	+ 0,25	- 6,51	3,4
LU598757887	16/05/24 0,2	2094748	20,36	+ 0,2	26,95	
AXA (CS) ◆		A 35,57	85,909 172	+ 22,14	16,76	
FR0000120628	30/04/24 198	16536	20,15	+ 2,39	- 21,52	
BNP PARIBAS (BNP) ◆		A 63,29	20,36	+ 0,02	26,95	
FR0000131104	21/05/24 4,6	2425097	65,36	+ 2,14	16,76	7,25
BOUYGUES (ENI) ◆		A 317	31,27	- 0,95	- 8,35	
FR0000120503	30/04/24 19	194	31,77	+ 0,48	38,26	6,08
CAP-GENIMI (CAP) ◆		A 1794	193,5	+ 1,63	+ 2,52	
FR0000125338	29/05/24 3,4	17260813	191,5	+ 14,33	17,015	1,76
CARREFOUR (CA) ◆		A 1506	15,125	+ 0,43	- 8,69	
FR0000120172	28/05/24 0,87	1489723	15,19	+ 10,16	16,92	
CREDIT AGRICOLE (ACA) ◆		A 1500	15,06	- 12,29	13,14	5,75
FR0000045072	29/05/24 105	1429135	14,275	+ 0,6	+ 11,07	
DANONE (BN) ◆		A 65,92	14,15	+ 0,12	15,925	
FR0000120644	03/05/24 21	6795531991	14,21	+ 24,67	12,118	7,36
DASSAULT SYSTEMES (DSY) ◆		A 35,89	16,34 042	36,2	+ 6,68	48,875
FR0014003178	27/05/24 0,23	1376449 712	35,72	+ 0,38	32,25	0,64
EDENRED (EDEN) ◆		A 13,21	35,88	- 2,58	- 33,73	
FR001908533	10/06/24 11	158849	37,21	- 1,03	58,76	
ENGIE (ENGI) ◆		A 16,06	15,855	- 1,06	- 0,4	1,21
FR0010208488	02/05/24 14,3	4131559	16,15	+ 3,39	16,64	13,15
ESSILORLUXOTTICA (EL) ◆		A 21,21	208,8	- 0,24	+ 14,98	
FR0000121667	06/05/24 3,95	457318291	20,79	+ 20,14	17,282	1,89
EUROFINS SITEI. (ERF) ◆		A 52,8	52,46	- 0,04	- 11,05	
FR0014000MR3	03/07/24 0,43	280207	52,98	- 0,46	62,1	
HERMES INTL. (RMS) ◆		A 19,6	19,67	- 0,45	- 39,47	0,95
FR0000052292	02/05/24 21,5	105569 412	19,08	+ 4,35	1788,8	1,12
KERING (KER) ◆		A 232,75	228,05	- 0,76	- 42,84	
FR0000121485	02/05/24 9,5	22001703	233,35	- 8,73	43,86	4,17
LVM.H. (MC) ◆		A 61,67	606,8	- 0,03	- 17,28	
FR0010011010	23/04/24 7,5	438724	617,5	- 4,46	886,4	1,24
LEGRAND (LFR) ◆		A 50,73	101,6	+ 2,94	+ 7,97	
FR0010307819	31/05/24 2,09	103035	103,05	+ 8,92	110,9	2,06

SRD

VALEURS MNÉMO / INFO / OST	ISIN / DATE DÉTACH. COUPON / DIV	OUV VOL NB TITRES	CLOT + HAUT + BAS	% VEIL % MOIS % 52 S	% AN + HAUT AN PER + BAS AN RDT	BPA
AB SCIENCE (AB) ◆		B 1014	1,034	+ 0,58	- 70,91	
FR0010657264	52/07/01 0,8	15900	1,034	+ 5,51	44,65	
ABC ARBITRAGE (ABCA) △		B 4,395	4,27	- 1,04	- 11,13	
FR0004040608	23/04/24 0,1	59608 879	39,925	+ 1,79	4,87	
ABIVAX (ABVX) △		B 107	10,52	+ 7,13		
FR0012333284	63/76 925	2449	10,76	+ 0,77	15,42	
ABIONYX PHARMA SA (ABNX) △		B 1,238	1,274	- 6,78	14,82	
FR0012616852	34,91 012	37245	1,22	+ 2,48	0,91	
ADOCIA (ADOC) △		B 5,54	5,51	- 0,18	- 52,25	
FR001184241	15,04 3513	30144	5,65	+ 4,34	12,4	
AÉROPORTS DE PARIS (ADP) ◆		A 117,5	115,7	- 1,36	- 1,28	
FR0010340141	10/06/24 3,82	98960 602	114,9	- 0,86	10,96	3,3
AIR FRANCE-KLM (AF) ◆		A 8,26	8,2	- 0,82	- 39,67	
FR001400J770	1107608	8,344	+ 7,11	13,828		
AKWEL (AKW) △		B 10	9,8	- 0,61	- 39,36	
FR0000053027	03/06/24 0,3	26714 040	9,8	+ 34,67	9,8	3,06
AYYENS (AYV) △		A 6,08	6,05	+ 0,5	- 6,13	
FR0012358662	31/05/24 0,47	816 960 428	6	- 36,18	5,11	7,77
ALPES (CIE DES) (CDA) △		B 13,68	13,7	- 3,99	16,28	
FR0000053324	20/03/24 0,91	50622 242	13,5	+ 3,67	12,32	5,9
ALTAREA (ALTA) △		A 105,6	107	+ 2,69	+ 33,75	
FR0000033219	11/06/24 8	21894 605	105,2	+ 1,71	66,8	
ALSTOM (ALO) ◆		A 16,405	16,655	+ 3,45	+ 36,74	
FR0010220475	17/07/23 0,25	461509 585	16,77	- 2,55	19,88	
ALTAREIT (AREIT) △		B 450	450	- 2,52	- 31,06	10,66
FR0000039216	1750 487	450	- 17,43	44,0		
ALTEN (ATE) △		A 974	96,15	+ 2,89	- 28,57	
FR0000071946	24/06/24 15	35209 501	99,6	- 0,1	146,9	1,56
AMUNDI (AMUN) △		A 66,75	67	+ 1,75	+ 8,77	
EX-DS 15/03/17		A 8240	67,45	+ 4,61	5,51	
FR0004125920	03/06/24 6,1	204,64 7634	66,7	+ 25,59	58,75	6,12
ANTIN INFRA PARTNERS (ANTIN) △		A 12,02	12,52	+ 3,99	- 9,14	
FR0014005AL0	17/06/24 0,39	71993 288	12,58	- 0,95	17,28	3,12
ARAMIS (ARAM) △		A 544	541	- 0,37	+ 24,37	
FR0014003J94	82,56 671	538	+ 43,69	3,3		
ARGAN (ARG) △		A 77,7	77,4	- 0,51	- 9,15	
FR0010481960	27/03/24 3,15	25,402 673	76,3	+ 7,35	70,7	
ARKEMA (AKE) ◆		A 79,95	78,9	+ 0,06	- 23,4	
FR001313833	17/05/24 3,5	75043 514	78,65	- 13,71	76,7	4,44
ARTMARKET-COM (PRC) △		A 4,45	4,33	- 2,7	- 14,6	
FR0000074783	6,65 1515	4,33	- 33,38	4,11		
ASSYSTEM (ASY) △		B 49	45,85	- 6,81	- 7,37	
OPA 24/11/17		A 50228	49,3	- 7,56	61,2	
FR0000121448	10/07/24 5,5	15,688 216	44,85	+ 4,44	44,45	12
ATOS SE (ATO) △		A 0,653	0,655	+ 0,43	- 90,71	
FR0000051732	14/05/21 0,9	112136 778	0,653	- 90,64	0,637	
AUBAY (AUB) △		C 35,85	36,85	+ 2,93	- 11,52	
FR0000068377	17/05/24 0,7	130,664 446	37,25	+ 3,38	47,35	1,9
AVENIR TELECOM (AVT) △		C 0,09	0,091	+ 1,11	- 20,59	
FR001400CF17	72917	0,089	- 50,22	0,074		
AXWAY SOFTWARE (AXW) △		B 22,7	22,6	- 0,88	- 14,39	
FR0010140500	05/06/23 0,4	28,746 194	22,7	+ 5,12	30,9	
BAINS MER MONACO (BAIN) △		B 1115	107	- 0,93	- 4,9	
FR0000003187	10/10/23 12	24,516 661	107	+ 4,04	93,4	1,12
BALYO (BALY) △		C 0,49	0,49	- 1,21	- 40,89	
FR0013258399	01/09/24 0,02	2,852 174 816	0,49	- 15,52	0,839	
BASTIDE LE CONFORT (BLC) △		C 20,5	20,55	- 0,24	- 23,32	
FR0000035370	07/01/22 0,27	7358 328	20,5	- 18,93	13,8	
BELIEVE (BLV) △		A 14,84	14,98	+ 0,94	+ 42,67	
FR0014003FE9	503	15	+ 3,74	16,92		
BÉNÊTEUR (BEN) ◆		B 8,02	8,06	+ 1,64	- 35,42	
FR0000035164	12/06/24 0,73	82,789 840	7,97	- 41,42	7,92	9,06
BIC (BR) △		A 62,94	62,2	+ 0,32	- 1,03	
FR0000120966	10/06/24 2,85	427 689	62,6	+ 9,31	71,5	
BIGEN INT. (BIG) △		C 214	2,08	- 1,89	- 39,88	
FR0000074072	27/07/22 0,3	18538 970	215	+ 1,23	3,88	
BIOMÉRIEUX (BIM) △		A 1101	110,2	+ 0,64	+ 9,54	
FR0000120286	07/06/24 0,85	118,361 220	110,6	+ 14,02	11,5	0,77
BOIRON (BO) △		A 31,85	32,05	+ 0,16	- 20,31	
FR0000061299	03/06/24 1,35	175,45 408	32,2	+ 4,06	42,8	4,21
BOLLORÉ (BOL) ◆		A 5,665	5,7	+ 1,6	- 0,8	
FR0000039299	03/09/24 0,02	2,852 174 816	5,72	- 0,96	6,425	
BONDUELLE (BON) △		B 6,59	6,59	- 0,3	- 39,76	
FR0000063935	02/01/24 0,25	32,630 114	6,65	- 5,04	10,94	3,79
BUREAU VERITAS (BVI) ◆		A 294,8	298	+ 1,5	+ 30,3	
FR0000617438	02/07/24 0,83	453,871 520	298	+ 6,58	29,94	
CARMILA (CARM) △		C 175	17,52	+ 0,69	+ 12,45	
FR0010828137	29/04/24 12	142,441 073	17,6	+ 6,44	18,4	

SÉANCE DU 12 - 09 - 2024
CAC 40 : 7435,07 (0,52 %) NEXT 20 : 10994,75 (0,50 %)
CAC LARGE 60 : 8011,15 (0,52 %)
CAC ALL-TRADABLE : 5513,01 (0,53 %)
DATE DE PROROGATION : 25 SEPTEMBRE

VALEURS MNÉMO / INFO / OST	ISIN / DEVISE / DATE DÉTACH. / DIV	OUV VOL NB TITRES	CLOT + HAUT + BAS	% VEIL % MOIS % 52 S	% AN + HAUT AN PER + BAS AN RDT	BPA
L'ORÉAL (OR) ◆		A 37145	365,2	- 0,68	- 18,96	
FR0000120321	26/04/24 6,6	555702	372,3	+ 10,48	19,85	
MICHELIN (ML) ◆		A 35,53	35,55	+ 0,74	+ 9,52	
FR001400A4J5	22/05/24 1,35	714,958 226	35,66	+ 3,52	38,52	3,8
ORANGE (ORA) ◆		A 10,77	10,78	+ 0,09	+ 4,02	
FR0000133308	04/06/24 0,42	2660056 599	10,75	+ 6,57	11,37	
PERNOD-RICARD (RI) ◆		A 127,9	129,3	+ 2,17	- 19,06	
FR0000120693	17/07/24 2,35	651081	130,1	+ 6,16	164,55	1,82
PUBLICIS GROUP (PUB) ◆		A 95,85	95,32	+ 0,66	+ 13,48	
FR0000130577	01/07/24 3,4	268,723 468	96,54	+ 4,11	108,4	3,35
RENAULT (RNO) ◆		A 39,13	38,27	- 0,6	+ 3,7	
FR0000131906	22/05/24 1,85	285,722 284	39,23	+ 4,92	54,54	4,83
SAFRAN (SAF) ◆		A 197,9	202,4	+ 3,16	+ 26,93	
FR0000073272	28/05/24 2,2	427,260 541	197,35	+ 35,73	156,68	1,09
SAINT-GOBAIN (SGO) ◆		A 78,16	78,02	+ 1,51	+ 17,04	
FR0000125007	10/06/24 2,1	504,005 802	77,16	+ 36,9	61,27	2,69
SANOFI (SAN) ◆		A 104,32	102,8	- 1,68	+ 14,53	
FR0000120578	13/05/24 3,76	12,568 607 152	104,52	+ 7,45	106,14	3,66
SCHNEIDER ELECTRIC (SU) ◆		A 22,49	22,62	+ 0,19	+ 24,44	
FR0000121972	28/05/24 3,5	576,627 026	22,74	+ 4,41	17,11	1,55
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (GLE) ◆		A 22,1	22,105	+ 1,45	- 7,99	
FR0000133089	27/05/24 0,9	67953 548	22,42	+ 7,72	27,95	4,07
STELLANTIS NV (STLAP) ◆		A 13,87	13,504	- 0,91	- 36,14	
NL0015000109	22/04/24 1,32	303,123 897,8	13,872	- 3,43	27,45	11,48
STMICROELECTRONICS (STMPA) ◆		A 25,815	25,26	+ 0,4	- 44,17	0,23
FR0000022623	24/06/24 0,08	91,031 1920	25,105	- 38,8	26,47	0,36
TELEPERFORMANCE (RCF) ◆		A 98,6	97,66	+ 0,54	- 26,04	
FR0000051807	28/05/24 3,85	60,738 823	98,9	+ 3,74	15,38	3,94
THALES (HO) ◆		A 147,1	146,4	+ 0,38	+ 9,29	
FR0000121329	21/05/24 2,6	210,210 140	146,35	+ 4,68	13,45	1,78
TOTALENERGIES (TTE) ◆		A 60,73	60,91	+ 1,2	- 1,12	
FR0000120271	19/06/24 0,79	23,979 796,61	60,3	+ 0,52	57,45	1,3
UNIBAIL-R/WFD (URW) ◆		A 76,28	75,72	+ 0,19	- 13,85	
FR0013326246	14/05/24 2,5	139,364 104	75,2	+ 56,12	63,96	3,3
VEOLIA ENV. (VIE) ◆		A 29,81	29,7	+ 0,78	+ 3,99	
FR0000120411	08/05/24 1,25	72	30,18	+ 6,99	31,6	
WINICI (DIO) ◆		A 106,55	106,5	+ 0,02	- 28,47	
FR0000125486	23/04/24 3,45	588 519 218	106,5	+ 2,81	120,64	3,19
VIVENDI (VIV) ◆		A 10,1	9,964	- 1,2	+ 2,98	
FR0000127771	30/04/24 0,05	1034045	10,1	+ 5,02	10,2	
		10299 91825	9,95	+ 2,22	8,02	2,51

carnet

DISPARITION

par Pauline Verge

Alberto Fujimori, ex-président du Pérou

« Autoritaire », « populiste », mais aussi « l'un des présidents qui a le plus marqué l'histoire du Pérou » : il suffit de parcourir la presse péruvienne pour mesurer le paradoxe qui entoure Alberto Fujimori, décédé ce jeudi d'un cancer, à l'âge de 83 ans. Condamné à 25 ans de prison pour corruption et crime contre l'humanité en 2009, puis libéré en décembre dernier, l'ancien dirigeant péruvien recevra pourtant bien les « honneurs funéraires qui correspondent à un président en exercice », a fait savoir la cheffe de l'Etat, Dina Boluarte. A commencer par trois jours de deuil national.

Surnommé « el Chino » – bien que né à Lima de parents japonais – Alberto Fujimori laisse derrière lui un Pérou profondément divisé à son égard et durablement marqué par sa présidence, qui a duré de 1990 à 2000. A l'annonce de sa mort, plusieurs de ses partisans ont défilé devant sa résidence pour lui rendre hommage, tandis que Juana Carrion, présidente de l'Association des proches des personnes enlevées, détenues et disparues du Pérou, a déploré qu'il n'ait pas « purgé sa peine ».

Condamné pour deux massacres commis par l'armée

Alberto Fujimori avait été condamné pour deux massacres commis au début des années 1990 par l'armée, dans le cadre de la lutte contre les actes terroristes perpétrés par le mouvement maoïste du Sentier lumineux. Hasard du calendrier ou clin d'œil de l'histoire : sa mort intervient trois ans jour pour jour après le décès de l'ancien leader de ce mouvement, Abimael Guzman.

La lutte – plutôt victorieuse – contre le Sentier lumineux et contre le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru est l'un des héritages phares de Fujimori, avec son bilan économique et son exercice du pouvoir. Arrivé aux manettes en pleine crise économique, l'ancien président a imposé un ensemble de mesures



Reuters

d'austérité drastique – le « fujishock » – et impulsé la privatisation de plusieurs entreprises publiques. Des réformes qui ont propulsé le pays dans « la plus grande période de prospérité de son histoire », rappelle le journal péruvien « El Comercio ».

Le groupe le plus puissant au Congrès

Selon l'analyste politique Augusto Alvarez interrogé par l'AFP, Alberto Fujimori a inauguré un modèle « autoritaire et populiste » qui a ensuite été reproduit par plusieurs autres leaders et mouvements d'Amérique latine, de gauche comme de droite.

Pour « El Comercio », Fujimori est l'un des présidents « qui a laissé le plus grand impact dans l'histoire du Pérou ». Sur le plan économique donc, mais aussi politique : près de vingt-cinq ans après qu'il a quitté le pouvoir, son image continue de structurer la vie politique péruvienne. Le principal parti de droite Fuerza Popular, fondé par ses soutiens et dirigé par sa fille Keiko Fujimori, est le groupe le plus puissant du Congrès, dont il occupe 21 sièges depuis les dernières élections législatives, en 2021.

Candidate malheureuse à trois reprises à l'élection présidentielle et elle-même poursuivie pour blanchiment – un chef d'accusation qui pourrait lui valoir trente ans de prison – Keiko Fujimori avait annoncé au mois de juillet que son père se présenterait à l'élection présidentielle de 2026. Fuerza Popular devra finalement faire émerger un autre candidat pour espérer reprendre la présidence. ■

EURONEXT HORS SRD										ACTIONS FRANÇAISES
ISIN	VALEUR	OUV	+HT	+BS	CLÔT	ÉCART	VOL			
FR0013185857	ABEO Δ	C 10	1005	10	10					73
FR0012816852	ABIONYX PHARMA Δ	B 1268	1274	122	1.238	- 4,62	37245			
FR000064602	ACANTHE DEV. C	0,352	0,373	0,352	0,365	+ 1,67	34193			
FR0000078861	ACTEOS Δ	C 14	14	135	1,35	- 2,88	516			
FR0014007284	AE LIS FARMA B	5,25	5,25	4,3	4,34	- 17,33	1359			
FR0013330077	AFFLUENT MEDICAL B	19	19	19	1,9	+ 2,15	400			
FR0000038387	ALTAMIR B	24	24	232	24		620			
FR0011992700	ATEME Δ	B 339	339	331	3,37	- 0,3	13460			
FR001400C017	AVENIR TELECOM C	0,09	0,091	0,089	0,091	+ 1,11	72917			
FR0013258399	BALYO Δ	C 0,49	0,49	0,49	0,49	- 1,21	1110			
FR0004023208	BASSAC B	42,7	42,9	42,5	42,5	+ 1,19	258			
FR0000035370	BASTIDE CONF.MED. Δ	C 20,5	20,75	20,5	20,55	- 0,24	2561			
FR0000039299	BOLLORE ▲	A 5,665	5,72	5,6	5,7	+ 1,6	82085			
FR0000074254	BOURSE DIRECT C	5,2	5,22	5,06	5,22		1153			
FR0000061137	BURELLE A	327	329	322	329	+ 2,17	385			
FR0010151589	CAFOM C	8,2	8,2	8	8,18	- 0,24	5115			
FR0010193979	CBO TERRITORIA C	3,52	3,55	3,52	3,55	+ 0,85	27297			
FR000003506	CEGEDIM B	12,7	12,8	12,55	12,55	- 1,18	5545			
FR0013426004	CLARANOVA SE Δ	B 1388	1388	1298	1.312	- 5,48	127319			
FR0004031763	COHERIS Δ	C 634	6,6	614	6,6	+ 3,77	9556			
FR0000060303	COVIVIO HOTELS A	191	193,5	191	19,3	+ 10,5	4386			
FR00100483768	CRCAAM BRIE PIC.CC B	17,258	17,26	17,2	17,262	+ 0,02	770			
FR0000045213	CRCAAM ILLE-VILAINE C	57,99	58	57,01	57,5	- 0,86	185			
FR0010461053	CRCAAM LANGUEDOCCI C	45,995	46,49	45,105	46,49	+ 1,07	245			
FR0000045239	CRCAAM LOIRE HAUTE C	54,4	56	54,38	56	+ 2,75	497			
FR0000045551	CRCAAM MORBIHAN C	62,51	63	62,51	63	+ 0,8	75			
FR0000185514	CRCAAM NORD FR. B	11,98	12,048	11,84	11,842	+ 0,02	2835			
FR0000045528	CRCAAM PARIS IDF B	58,5	58,5	58,22	58,25	- 0,43	647			
FR0000045346	CRCAAM SUD RHONE C	112,6	113,48	112,6	112,68	+ 0,07	456			
FR0000045304	CRCAAM TOUR.POITOU C	63,02	64,48	63,02	64,48	+ 2,32	151			
FR0000050395	CROSSWOOD C	8,25	8,3	8,25	8,3	+ 1,067	200			
FR001400AY06	DEEZER 2	18	18	17,6	1,76	- 1,68	4386			
FR0000062978	DEKUPLE Δ	C 34,9	35	34,7	34,8		279			
FR0013283108	DELTA PLUS GROUP Δ	B 64,8	65	64,6	65		360			
FR0012202497	DIAGNOSTIC MEDICAL Δ	C 0,93	0,974	0,93	0,966	- 0,21	3014			
FR0000035719	ELECT ET EAUX MAD. C	3,2	3,2	3,2	3,2		635			
FR0000061675	EURASIA FONC. INV. C	0,3	0,3	0,3	0,3		300			
FR0000038184	FL.P.P. C	0,132	0,132	0,13	0,13	- 152	9368			
FR0011271600	FERMENTALG Δ	0,422	0,431	0,422	0,428	+ 0,83	35223			
FR0011665280	FIGEAC AERO Δ	C 5,68	5,68	5,56	5,6	+ 0,36	1133			
FR0010341032	FONCIERE INEA B	30,5	30,6	30,5	30,6	+ 0,33	1197			
FR00140058B3	FORSEGE POWER SA B	0,94	0,94	0,903	0,91	- 0,66	18398			
FR0013031052	FRANCAISE ENERGIE Δ	C 27	27,3	26,45	26,6	- 1,12	4260			
FR0010588079	FREY B	28,8	28,8	28,8	28,8	+ 0,7	96			
FR0000061459	GERARD PERRIER B	87	87	86,8	86,8	- 0,23	118			
FR0000065971	GRAINES VOLTZ C	22,4	22,9	21,8	21,8	- 397	280			
FR0000066219	GROUPE ETPO C	50,5	50,5	50,5	50,5		1512			

EURONEXT HORS SRD										ACTIONS FRANÇAISES
ISIN	VALEUR	OUV	+HT	+BS	CLÔT	ÉCART	VOL			
FR0012612646	GROUPE PARTOUCHE B	18,95	18,95	18,5	18,9	- 0,26	893			
FR0010214064	GROUPE PIZZORNO C	75,8	76	74,6	74,6	- 1,84	100			
FR0004155000	GROUPE SFPI Δ	C 1,94	1,94	1,86	1,88	- 3,09	3663			
FR0000066722	GUILLEMOT Δ	C 5,14	5,14	4,96	5	- 2,72	3314			
FR0000066755	HAULOTTE GROUP Δ	B 30,5	30,6	29	2,91	- 5,21	17493			
FR0000054231	HIGH CO. Δ	C 2,61	2,62	2,56	2,6	+ 1,17	15677			
FR0012821916	HIPAY GROUP Δ	C 74	74	72	7,38	- 0,27	224			
FR0014003VY4	HYDROGENE FRANCE ▲	B 611	614	60,6	6,06	- 0,98	572			
FR0000051393	IDI B	69	69,4	68,6	69,4	+ 0,58	264			
FR0000071797	INFOTEL Δ	C 36,9	36,9	36,5	36,8	- 0,27	1202			
FR0013233012	INVENTIVA Δ	B 2,09	2,1	2,05	2,1		24253			
FR0012872141	JACQUES BOGART Δ	C 6,54	6,72	6,52	6,52	- 1,21	293			
FR0000084484	LAURENT-PERRIER B	112	112,5	111	111,5		146			
FR0014009Y01	LHYFE B	3,8	3,89	3,8	3,8	- 0,26	7670			
FR0012634822	MAAT PHARMA C	73	73	724	7,24		190			
FR0010609263	MAUNA KEA TECH Δ	C 0,377	0,379	0,345	0,358	- 4,28	328704			
FR0000051070	MAUREL ET PROM Δ	B 4,938	4,97	4,838	4,898	+ 1,28	105326			
FR0000060873	MBWS Δ	C 4,02	4,05	3,98	4,03	- 0,25	6015			
FR0004065605	MEDINCELL B	16,32	16,72	16,12	16,34	+ 0,86	76447			
FR001293620	MEMSCAP Δ	C 4,92	5,1	4,6	4,65	- 6,81	25001			
FR00140085V6	MIRM C	15,8	15,8	15,8	15,8	+ 0,64	224			
FR001400E167	MYHOTELMATCH C	0,426	0,428	0,425	0,426	- 0,24	2017			
FR0013482791	NACON SAS B	0,96	0,96	0,904	0,926	- 2,53	56723			
FR0004050250	NEURONES B	42,15	42,35	41,75	42	- 0,47	2474			
FR0000121691	NRJ GROUP B	7,8	7,82	7,76	7,82	+ 1,03	2478			
FR0000052680	GENEO Δ	B 10,2	10,35	10,2	10,3	- 0,98	1277			
FR0000075392	ORAPI Δ	C 6,44	6,44	6,42	6,42	+ 0,31	2019			
FR0010609206	OREGE C	0,363	0,363	0,355	0,355	- 2,47	4915			
FR0012127173	OSE IMMUNO Δ	C 7,21	7,32	6,95	6,95	+ 3,47	277253			
FR0010283202	PAREF Δ	C 40	40,3	40	40,3	+ 0,75	192			
FR0004038263	PARROT B	207	2,1	207	2,1	+ 0,96	1876			
FR0000038465	PASSAT Δ	C 4,68	4,7	4,68	4,7	+ 0,86	1294			
FR0010217335	PATRIMOINE ET COMM B	20,5	20,5	20,3	20,3	- 0,49	620			
FR001471135	PHAXIAM TX C	1,65	1,676	1,64	1,676	+ 1,09	3082			
FR0013252186	PLASTIQUES DU VAL Δ	C 1,425	1,455	1,35	1,45	+ 2,11	16488			
FR0012432516	POKEL Δ	C 0,568	0,57	0,532	0,555	- 2,29	10100			
FR0004052561	PROACTIS C	0,079	0,08	0,079	0,08	+ 1,27	8350			
FR0012613610	PRODWAYS GROUP Δ	C 0,58	0,589	0,57	0,575	- 0,86	44894			
FR001344173	ROCHE BOBOIS SA ▲	B 47	47	45,1	45,9	- 6,71	13663			
FR0000054599	S.T. DUPONT C	0,057	0,058	0,057	0,058	+ 1,39	69355			
FR0000060121	SAINT JEAN GROUPE C	19,5	20	19,5	20	- 0,99	1590			
FR0000060071	SAMSE B	153	153,5	152	152	- 0,65	155			
FR0000039109	SECHE ENVIRONNEM. Δ	B 90	93,1	88,6	89,3	- 1,22	3739			
FR0011950682	SERGEFERRARI GP Δ	C 5,64	5,64	5,61	5,62	- 0,18	283			

EURONEXT HORS SRD										ACTIONS FRANÇAISES
ISIN	VALEUR	OUV	+HT	+BS	CLÔT	ÉCART	VOL			
FR0000060790	SIGNALUX GIROD Δ	C 131	132	128	13,2	+ 154	535			
FR0014000609	SOLLOCAL GROUP B	0,003	0,003	0,003	0,003		7081055			
FR0004188670	TARKETT ▲	B 8,78	8,8	8,78	8,8	+ 0,92	781			
FR001400BMH7	TERACT B	0,73	0,732	0,726	0,726	- 0,55	847			
FR0000039003	TOUAX Δ	C 4,59	4,62	4,56	4,6	+ 0,22	920			
FR0000036816	TOUR EIFFEL Δ	B 8,2	8,36	8,04	8,32	+ 3,48	3339			
FR0000035784	TRANSITEVERGREEN ▲	C 1,72	1,75	1,68	1,68	- 2,33	1637			
FR0000074197	UNION TECHINFOR. Δ	C 0,18	0,182	0,179	0,182	+ 1,68	906			
FR0012532810	VIEL ET CIE C	10,8	10,85	10,75	10,85	+ 0,46	3182			
FR0010309096	VITURA B	5,95	6,05	5,55	5,65	- 5,04	138			
FR0000062796	VRANKEN - POMMERY C	14,65	14,65	14,2	14,45	- 0,69	3462			
FR0012532810	WAGY ENERGY B	16,06	16,18	16	16,06	+ 0,38	5263			
FR0004030472	XILAM ANIMATION Δ	C 4,105	4,22	4,12	4,12	- 1,79	5509			

CHANGES		COURS AU COMPTANT	
12-09-2024	COURS	VAR.	VAR.
1 EURO EN DEVISE	BCE	ANNÉE	ANNÉE
		EN %	EN %
DOLLAR US	1,1046	0,31	0,09
LIVRE STERLING	0,8438	-0,07	-2,71
FRANC SUISSE	0,9427	0,44	14,9
COURONNE DANOISE	7,4625	0,00	0,09
COURONNE NORV.	11,8903	-0,53	5,92
KUNA CROATE	7,532	-0,04	-4,64
COURONNE SUEDOISE	11,4043	-0,33	2,40
DOLLAR CANADIEN	1,5018	0,46	2,67
YEN JAPONAIS	157,41	0,44	113
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6495	-0,06	1,78
ROUBLE RUSSE	100,7254	-0,14	2,26
ROUPIE INDIENNE	92,741	0,26	10,2
DOLLAR NEO-ZELANDAIS	1,795	0,01	2,79
COURONNE TCHÈQUE	25,124	0,16	1,76
FORINT HONGROIS	395,5585	-0,17	3,42
ZLOTY POLONAIS	4,2876	-0,17	-10,17
LEV BULGARE	1,9577	0,13	0,12
DOLLAR HONG-KONG	8,6199	0,37	-0,15
WON SUD COREEN	1482,56	0,38	3,77
PESO MEXICAIN	21,6014	-0,99	15,32
REAL	6,2356	-0,10	16,40
DOLLAR SINGAPOUR	1,4409	0,34	-1,24
RAND SUD-AFRICAIN	19,7182	0,02	-2,36
LIVRE TURQUE	37,4519	0,01	15,20
RENMINBI YUAN	7,8625	0,28	0,68
RUPIAH	17060,3196	0,40	0,45
PESO PHILIPPIN	62,0825	0,22	1,46
RINGGIT MALTAIS	4,7885	0,40	-5,58
BATH THALANDAIS	370,887	-0,18	-2,48

Les Echos

PATRIMOINE

Dans la crainte d'un durcissement de la fiscalité ces prochains mois, de nombreux ménages procèdent à des donations ou s'interrogent sur l'opportunité d'y avoir recours avant la fin de l'année. Est-il urgent d'agir ?

La solution des donations face aux risques d'alourdissement de la fiscalité

Anne-Sophie Vion

En cette rentrée politique aussi chaotique qu'inédite, et même si la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre laisse présager une certaine tempérance, de nombreux épargnants s'inquiètent du risque d'aggravation de la fiscalité du patrimoine. Des notaires témoignent de dons d'actifs immobiliers qui se multiplient. Il s'agit de donations – de parents à leurs enfants – de nue-propriété avec réserve d'usufruit, surtout de résidences secondaires ou de biens achetés en investissement locatif. « *L'inquiétude des clients est visible et certains ont eu un moment de panique*, atteste Arlette Darmon, notaire associée du Groupe Monassier. *Ceux qui projetaient déjà de transmettre une partie de leur patrimoine à leurs enfants nous ont demandé d'accélérer leur dossier.* » A l'inverse, d'autres clients ont stoppé net leur donation, « *de peur de trop se démunir en cas d'aggravation de la fiscalité et de retour de l'ISF* [impôt de solidarité sur la fortune] ».

Souvent préconisées pour optimiser la pression fiscale lors de la transmission d'un patrimoine, les donations sont-elles judicieuses dans ce contexte ? Ce qu'il faut savoir.

Pourquoi donner ?

Pour alléger l'addition fiscale à payer au moment de la transmission de son patrimoine à ses proches, il est généralement conseillé, si ses moyens le permettent, de procéder à des donations de son vivant. La fiscalité sur les donations prévoit une taxation lourde, qui varie selon le lien de parenté entre le donateur et le donataire. Elle consiste en l'application d'un barème progressif avec des taux de taxation qui croissent avec la valeur du bien transmis.

La progressivité des tranches est très relative. Selon un rapport notarial*, « *l'assiette des tranches basses du barème fiscal est tellement réduite que le premier taux est de 20 %*. Il existe, certes, trois tranches prélabiles – les tranches à 5 %, 10 % et 15 % –, mais leur assiette de taxation est si restreinte (montant taxable inférieur à 15.000 euros) que la perception des donateurs et donataires en est très souvent faussée. »

Des rabais existent sur les sommes à payer au fisc. Ils sont avantageux en ligne directe, quand des parents donnent à leurs enfants.

Les abattements applicables aux donations



Ainsi, chaque enfant profite d'un abattement de 100.000 euros sur la part qu'il reçoit de chacun de ses parents sans qu'il y ait de droits de donation à payer. Cet abattement, commun aux successions, ne peut s'appliquer que tous les quinze ans (en une seule ou en plusieurs fois), ce qui plaide pour étudier le plus tôt possible la pertinence de l'opération.

Donner en démembrement permet de limiter la donation à la nue-propriété et de réaliser des économies fiscales.

Un abattement supplémentaire s'applique aux dons familiaux de somme d'argent aux enfants et petits-enfants. Ce dispositif fiscal permet de donner jusqu'à 31.865 euros en exonération de droits de mutation à titre gratuit, tous les quinze ans. Le donateur doit, au jour de la transmission, être âgé de moins de 80 ans. En l'absence de descendance, les neveux et nièces peuvent en profiter dans les mêmes conditions.

Pour les donations au conjoint marié ou pacsé, un abattement s'applique aussi. Il est

de 80.724 euros. En dehors de ces cas spécifiques, réaliser des donations coûte très cher. Même entre frères et sœurs, l'abattement tombe à 15.932 euros et le taux de taxation atteint 35 % ou 45 %. Pis, si vous donnez à une personne sans lien de parenté (un concubin ou un filleul, par exemple), le taux de taxation s'élève à 60 % !

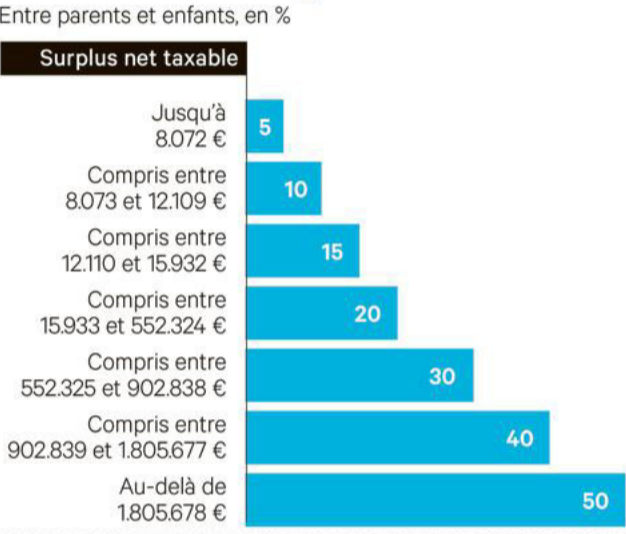
Que peut-on donner ?

Les donations peuvent porter sur des actifs immobiliers variés : résidence principale ou secondaire, investissement locatif, terrain, vignes, bois ou forêts. Elles peuvent aussi concerner des parts d'entreprise sous le régime fiscal encore très favorable du pacte Dutreil, des œuvres d'art, des meubles, des bijoux mais aussi des sommes d'argent, des comptes-titres et des contrats de capitalisation. Attention ! un plan d'épargne en actions ne peut être donné ni un plan un plan d'épargne retraite ou plan d'épargne entreprise.

Comment optimiser la donation ?

Donner en démembrement permet de limiter la donation à la nue-propriété, tandis que le donateur garde en tant qu'usufruitier l'usage du bien et les revenus y afférents. Si l'on donne un bien immobilier, on peut

Le barème de la taxation des donations en ligne directe



« LES ÉCHOS » / SOURCE : IMPÔTS.GOUV

continuer à percevoir les loyers ou, dans le cas de la donation d'un compte-titres, les dividendes. Ce mode de donation permet de réaliser des économies fiscales car seule la nue-propriété est taxée. Or, plus l'usufruitier est jeune au moment de la donation, plus la valeur de la nue-propriété du bien donné est faible. En outre, au décès de celui-ci, les enfants retrouvent la pleine propriété du bien sans être taxés sur l'usufruit.

A contrario, souligne Eric Birotheau, directeur de l'ingénierie patrimoniale chez Banque Richelieu France, « *donner la nue-propriété d'un bien immobilier ne permet pas de réduire sa base taxable à l'IFI* [impôt sur la fortune immobilière] *ou à un futur ISF*. *L'usufruitier continue de payer l'impôt sur la totalité de la valeur du bien.* »

Autre atout de la donation : si le donateur prend à sa charge les droits de donation, il n'est pas considéré par l'administration fiscale comme procédant à une donation supplémentaire. Et donc, la somme à débours ne s'ajoute pas à la valeur du bien au moment du calcul des droits dus.

Faut-il agir maintenant ?

Actionner le levier des donations d'ici à la fin de l'année peut se révéler pertinent pour

bénéficier des abattements actuels. En effet, le principe de la non-rétroactivité fiscale s'applique. Autrement dit : si des modifications fiscales devaient intervenir après la donation, celles-ci n'affecteraient pas les donations déjà réalisées. En donnant dès maintenant un bien immobilier à ses enfants majeurs, l'on peut ainsi réduire la base taxable de son patrimoine à un futur ISF l'an prochain, voire y échapper.

Il ne faut toutefois pas agir dans l'urgence, la peur fiscale étant mauvaise conseillère. Esquiver l'impôt ne doit pas être la seule finalité de ce type d'opération, qui est irréversible. Une réflexion patrimoniale, non précipitée, s'impose, impliquant d'en cerner toutes les conséquences. En outre, le système actuel des abattements tous les quinze ans incite à donner assez tôt dans le cycle de vie. Ce qui n'est pas sans risque. « *Nous avons récemment déconseillé une donation*, illustre Arlette Darmon, *pour un couple qui s'apprêtait à se démunir complètement en donnant sa résidence principale en nue-propriété. Il ne prenait pas en compte qu'il ne pourrait plus la vendre, en cas de besoins financiers dans le futur, sans l'accord des donataires.* »

Comment donner ?

Un acte notarié est obligatoire pour les donations de biens immobiliers. Dans les autres cas, et notamment pour les dons manuels (argent, tableau...), on peut aussi simplement déclarer le don à l'administration fiscale dans un délai d'un mois grâce au formulaire Cerfa n° 2735, accessible en ligne. Ce sont les donataires qui déclarent le don. Si l'on souhaite conditionner la donation – que le bien donné à un enfant soit géré par un tiers jusqu'à l'âge adulte de celui-ci, par exemple –, il est préférable de faire réaliser par des experts (avocats, notaires...) des clauses juridiques ad hoc. En cas de donation à plusieurs enfants, et pour se prémunir d'éventuels conflits lors des successions, il est recommandé de réaliser une donation-partage, qui permet de figer la valeur des biens au jour de la donation. Car au décès du donateur, les biens devront être rapportés pour leur valeur au jour de la succession.

* « *Améliorer la fiscalité des donations en France* », propositions de réforme du notariat, juillet 2023. Réalisé par le Conseil supérieur du notariat et l'Institut d'études juridiques.

LA MAISON DE LA SEMAINE



Gwena He

❖ **Villa à Capbreton**
Construite en 2021, cette villa cubique récente de 153 m² pour 6 pièces est située au cœur de la station balnéaire réputée de Capbreton, sur le littoral atlantique.

❖ **Inspiration balinaise**
La maison profite d'un jardin paysager de 1.000 m² à l'inspiration balinaise. Elle compte 4 chambres, une salle de bains et deux salles d'eau et bénéficie de la meilleure note,

A, dans le diagnostic de performance énergétique.

❖ **Prix 1.800.000 euros**

RETROUVEZ LE BIEN DE LA SEMAINE SUR [LESECHOS.FR/PATRIMOINE](https://www.lesechos.fr/patrimoine)

Gestion Privée - Gestion de Fortune - Family Office

CYRUS

www.cyrus.fr - Téléphone : 01 53 93 23 23

CYRUS CONSEIL S.A.S au capital de 1 074 001,60 EUROS dont le siège social est au 50 boulevard Haussmann - 75009 Paris RCS PARIS 350 529 111 - Adhérente de la Chambre Nationale des Conseils en Gestion de Patrimoine, association agréée par l'Autorité des Marchés Financiers. Enregistrée à l'ORIAS sous le numéro 07001194 en qualité de : Courtier en assurance - Courtier en opérations de banque et services de paiement - Conseiller en investissements financiers- Mandataire d'intermédiaire d'assurance-Mandataire d'intermédiaire en opérations de banque et en services de paiement Activité de transactions sur immeubles et fonds de commerce, carte n° CPI 7501 2018 000 029 864 délivrée par la CCI de Paris, RCP et Garantie Financière auprès de la compagnie MMA IARD, 160 rue Henri Champion 72030 Le Mans Cedex 9.

RETRAITE

Le baromètre des fonds



ACTIONS BRÉSIL
Depuis janvier, les fonds actions axés sur le Brésil ont chuté de 14,93 %. Ces derniers mois, le doute s'est installé sur les marchés financiers, sceptiques envers la politique de Lula. Le pays combat actuellement une « pandémie d'incendies ».



ACTIONS SINGAPOUR
Pour la première fois en vingt ans, Singapour a changé de leader avec l'arrivée au pouvoir de Lawrence Wong en mai pour un changement dans la continuité. Les fonds actions tournés vers la cité-Etat ont grimpé de 14,69 % depuis janvier.

Morningstar, le 11/09/2024

Depuis plus d'un an, les règles du cumul emploi-retraite ont changé pour partie. Sous certaines conditions, il est possible de percevoir une seconde pension. Bien que modeste, c'est un mieux par rapport à ce qui prévalait auparavant.

Les cinq points clés du nouveau cumul emploi-retraite

Roselyne Poznanski

Repren­dre une activité profes­sion­nelle alors que l'on est à la retraite, pour­quoi pas ? Maintes fois réformé depuis sa création en 1945, ce dispositif permet d'additionner pen­sions de retraite et nouveaux revenus, quels que soient le statut profes­sion­nel adopté et les régimes qui vous versent une pen­sion.

Le cumul emploi-retraite n'a pas échappé à la dernière réforme des retraites et c'est tant mieux, car il est devenu plus attrayant.

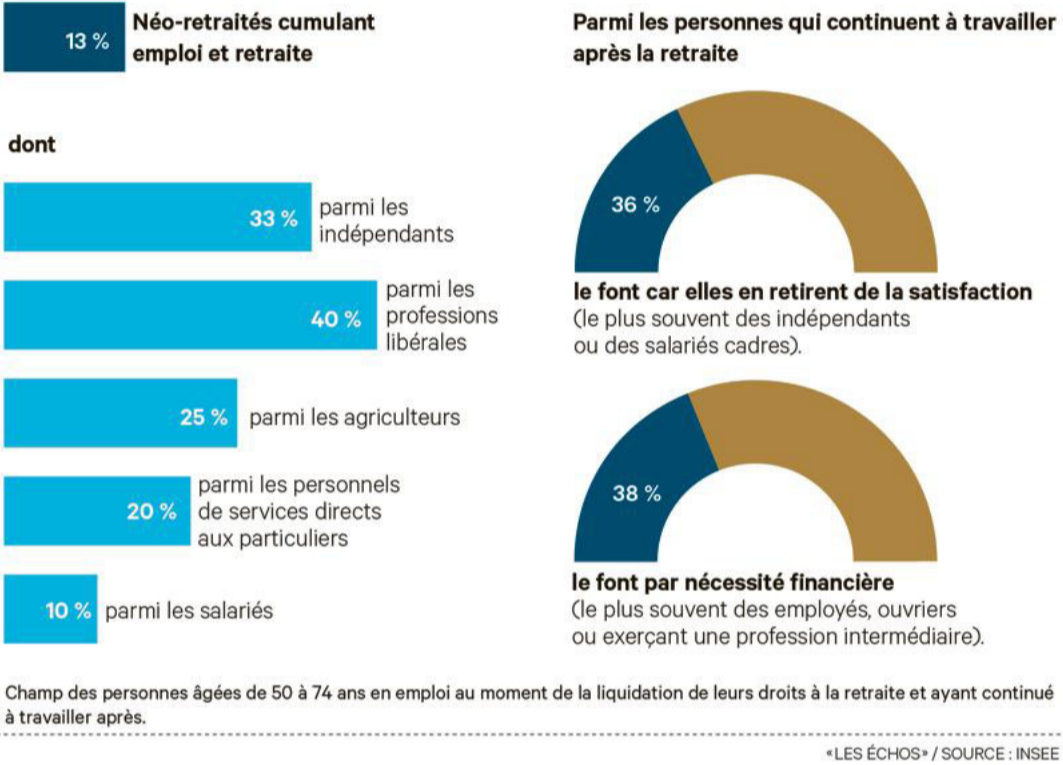
1 Attendre le taux plein
Pour optimiser une activité profes­sion­nelle post-retraite, il vaut mieux avoir obtenu toutes ses pen­sions (de base et complémentaires) fran­çaises et éventuellement étran­gères (dès lors que l'âge d'ouverture des droits est le même qu'en France) à taux plein et à partir de l'âge légal applicable à votre génération (ou à partir de 67 ans, âge du taux plein automatique).

Pour­quoi ? Parce que vous aurez ainsi la possibilité de vous inscrire dans un cumul emploi-retraite (CER) dit « libéralisé » ou « inté­gral », formule de loin la plus souple. Celle-ci vous permettra, par le biais de vos cotisations, d'acquérir de nouveaux droits pour la retraite, débouchant sur une nouvelle pen­sion de base et, éventuellement, de nouveaux points de retraite complémentaire.

A défaut de pen­sions versées à la fois à taux plein et à partir de l'âge légal, vous serez cantonné au CER limité, et l'intégralité de vos cotisations retraite sera versée à fonds perdu : c'est le cas, notamment, si vous faites valoir vos droits pour inap­titude au travail, dès vos 62 ans, quel que soit l'âge légal applicable à votre génération.

C'est également le cas, mais de façon temporaire, si vous faites valoir vos droits pour longue carrière, où ce schéma sera opérationnel jusqu'à l'âge légal applicable à votre génération, mais une fois ce cap franchi, vous pourrez acquérir

Les retraités qui travaillent encore



de nouveaux droits pour la retraite.

A noter : les salariés ou les fonctionnaires notamment peuvent librement additionner pensions de retraite non calculées à taux plein et revenus tirés de certaines activités (artistiques, contribuant au fonctionnement de la justice...).

2 Un éventuel délai à respecter
En théorie, tout nouveau retraité peut reprendre du service du jour au lendemain et opter pour une activité identique ou différente de celle qu'il exerçait auparavant. Une liberté qui ne peut s'exercer que sous réserve d'avoir totalement largué les amarres avec son employeur précédent, c'est-à-dire rompu son contrat de travail (les professionnels libéraux, les chefs d'entreprise, les commerçants et artisans affiliés à la Sécurité sociale des indépendants n'ont évidemment pas à respecter

cette condition). En pratique cependant, pour les personnes ayant été salariées ou contractuelles de la fonction publique (c'est-à-dire affiliées au régime général pour leur retraite de base et à l'Ircantec pour leur retraite complémentaire), la réglementation distingue désormais deux cas de figure : soit la poursuite d'une activité professionnelle auprès d'un employeur autre que le précédent, soit la reprise d'une activité professionnelle chez l'employeur précédent.

Dans le premier cas, les revenus, et donc les cotisations obligatoires qui en découlent, sont immédiatement productifs de droits ; dans le second cas, elles ne le seront qu'au terme d'un délai de six mois (à partir de la date d'effet des premières pensions). Pour les travailleurs non salariés qui « reprennent » leur précédente activité, ce délai de carence n'existe pas.

3 Une seconde pension de base
La possibilité de percevoir une seconde pension de base pour les ex-salariés, fonctionnaires, indépendants, professionnels libéraux en CER intégral a été introduite par la réforme de septembre 2023. Cette seconde pension ne modifie en rien le montant de la première. Pour autant, quels que soient les nouveaux revenus et la durée du travail, celle-ci ne peut pas dépasser 5 % du plafond annuel de la Sécurité sociale (PASS), soit 2.318,40 euros par an ou 193,20 euros par mois (5 % × 46.368) pour 2024.

« Pour un salarié du secteur privé, ce plafond est atteint en un peu plus de quatre ans, s'il perçoit un salaire annuel brut soumis à cotisations, équivalent au PASS » souligne Pascale Gauthier, directrice associée chez Novelvy Retraite. « Comme pour la première pension, les régimes

de base ne prennent pas en compte la partie des salaires supérieure au PASS », précise-t-elle.

Du côté de la Cipav en revanche (professions libérales), 6,5 années de cotisations à hauteur du PASS sont nécessaires pour parvenir au même résultat... !

Contrairement à la première pension de base, la seconde pension ne bénéficie pas de la majoration de 10 % pour famille nombreuse. En revanche, par la suite, elle peut donner lieu au versement d'une éventuelle pension de réversion. Dans tous les cas, tous régimes confondus, c'est à vous de la demander (en ligne sur votre espace personnel info-retraite.fr ou en contactant directement les caisses de retraite auprès desquelles vous cotisez). Une fois obtenue, il n'est toutefois plus question de troisième pension, s'il vous prend l'envie de retravailler encore une fois !

4 Une potentielle seconde retraite complémentaire
Côté retraite complémentaire, pour les retraités éligibles à un CER intégral, l'acquisition de nouveaux droits par le biais des cotisations obligatoires dépend du régime d'affiliation. Là encore, cette nouvelle pension complémentaire ne modifie en rien les montants des retraites complémentaires perçues.

Si vous êtes (ou redevenez) salarié, vous aurez droit à des points grâce à vos cotisations, également prises en compte dans la limite du PASS annuel : le cas échéant, pour 2024, cette seconde pension Agirc-Arrco sera donc plafonnée à 207,33 euros bruts par an ou 17,27 euros par mois. Si vous retravaillez durant quatre ans, vous aurez donc droit à 829,32 euros bruts (207,33 × 4) de seconde retraite complémentaire annuelle Agirc-Arrco, soit 69,11 euros bruts par mois (hors revalorisation du PASS, de la valeur d'achat du point Agirc-Arrco et de sa valeur de service).

Pour les autres statuts professionnels, tout dépend des régimes d'affiliation. Un architecte ou un moniteur de ski qui cotisent comme

auparavant auprès de la Cipav, par exemple, pourront, avec des revenus annuels équivalents au PASS, acquérir 76,6 points de retraite complémentaire et se créer une seconde pension complémentaire d'un montant maximum de 221,37 euros bruts par an. Pour atteindre le maximum de 2.318 euros (5 % du PASS), ils devront engranger durant 10,5 ans des revenus à hauteur du PASS !

A noter : à partir de l'année prochaine, les commerçants et les artisans pourront, eux aussi, bénéficier d'une seconde pension, qui aura l'avantage de n'être pas plafonnée.

5 Des formalités plus ou moins légères
Pour les salariés, les formalités inhérentes à un CER intégral consistent à déclarer par courrier la poursuite ou la reprise d'une activité auprès de leur caisse régionale de retraite de base dans le mois qui suit (avec les coordonnées de l'employeur). Il faut également joindre une attestation sur l'honneur indiquant les différentes caisses de retraite (base et complémentaires) et certifiant que toutes vos pensions vous sont bel et bien versées.

Pour les fonctionnaires, une déclaration sur l'honneur est également obligatoire. Pour les professionnels libéraux, une déclaration de reprise d'activité doit être envoyée à leur caisse d'affiliation dans les trente jours qui suivent, et les revenus doivent être déclarés chaque année sur le site Internet net-entreprises.fr.

Dans le cadre d'un CER limité, les formalités sont plus contraignantes : les salariés, par exemple, doivent fournir à leur caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (Carsat) la copie de leurs trois derniers bulletins de salaire, puis, chaque année, les montants et la nature de leurs nouveaux revenus professionnels, ainsi que les coordonnées des caisses de retraite auprès desquelles ils cotisent. Le cas échéant, un questionnaire de contrôle peut leur être envoyé : s'ils n'y répondent pas, leur pension de base est suspendue. ■

Lorsque les montants sont plafonnés

Dans certains cas comme un départ anticipé ou une retraite alors que le taux plein n'est pas atteint, il faut se garder de percevoir de trop gros montants sous peine de voir sa pension réduite. Les plafonds varient selon les régimes de retraite.

Les seniors qui partent en retraite avant les autres (carrière longue, handicap, inaptitude...) ou avec des pensions non calculées à taux plein ne peuvent accéder qu'à un cumul emploi-retraite limité. De ce fait, leurs cotisations pour la retraite ne leur ouvrent aucun droit et il leur faut respecter certains plafonds, sous peine de voir leurs retraites de base réduites à concurrence du dépassement.

Si le plafond est à 43.368 euros par exemple, et si les nouveaux reve-

nus perçus sont de 50.000 euros, alors on écrête la pension de base de 6.632 euros (cela a lieu l'année suivante, chaque mois, à hauteur de 552 euros et non l'année de la perception des revenus).

● **Pour les salariés** : les pensions additionnées des nouveaux revenus ne doivent pas excéder la moyenne mensuelle des trois derniers mois d'activité salariée (indemnités de départ en retraite et congés payés inclus). Ou, si ce plafond est plus favorable, 1,6 fois le SMIC horaire (en vigueur le 1^{er} janvier de chaque année), soit 2.827,07 euros par mois.

● **Pour les fonctionnaires** : les nouveaux revenus d'activité ne doivent pas dépasser le tiers du montant annuel brut de leur pension de base augmenté de 7.950 euros (pour 2024), soit pour une pension annuelle de 30.000 euros, un montant de 17.950,07 euros (30.000/3 + 7.950,07).

● **Pour les commerçants et artisans** : les nouveaux revenus ne doivent pas dépasser 23.184 euros (ou 46.368 euros si l'activité est exercée dans une zone urbaine prioritaire ou de revitalisation rurale).

● **Pour les professionnels libéraux** : les nouveaux revenus ne doivent pas dépasser 46.368 euros par an.

Contourner les limites
Retravailler sans limite de nouveaux revenus lorsqu'on ne remplit pas les conditions d'un cumul emploi-retraite intégral, est-ce possible ? Oui, à condition « de s'adosser, lorsque cela est possible, à un régime de retraite auprès duquel on n'a jamais cotisé. Un fonctionnaire a par exemple intérêt à choisir le régime de la micro-entreprise si les plafonds de revenus inhérents à ce statut lui conviennent », explique Bruno Renardier, dirigeant de Novelvy Retraite.

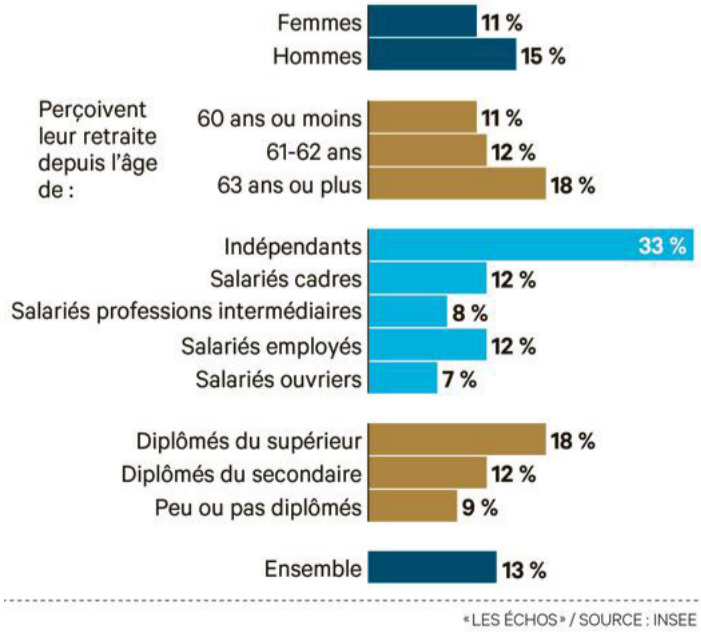
« Si cela n'est pas possible, il faut alors choisir un statut avec lequel vous ne payez pas de charges sociales, ce qui est le cas avec une société par actions simplifiée unipersonnelle (Sasu) et un statut de PDG non rémunéré. Les bénéfices réalisés seront soumis à l'impôt sur les sociétés et le dirigeant, associé unique, pourra se rémunérer sous forme de dividendes, imposés forfaitairement à 30 % » — R. P.

NEWSLETTER L'ACTU PATRIMOINE

Immobilier, assurance-vie, impôts, retraites...

Retrouvez chaque vendredi toute l'actualité patrimoine en vous abonnant à notre newsletter.

Retraités en 2023 ayant continué à travailler après la liquidation de leurs droits



MARCHÉ DE L'ART

en bref



DES OBJETS DU RITZ AUX ENCHÈRES

Les 25, 26 et 27 septembre, Artcurial mettra aux enchères près de 1.500 lots du palace parisien le Ritz avec des objets issus du service de table, du mobilier du spa, des cuisines, etc.

UNE VENTE CONSACRÉE À DAVID HOCKNEY À LONDRES

L'artiste britannique David Hockney fera l'objet d'une vente aux enchères, à l'initiative de la maison Phillips, à Londres le 19 septembre.



Phillips

A New York, l'art contemporain cherche un nouveau souffle

Dans l'épicentre mondial du marché de l'art se tenait la semaine dernière la grande foire de New York The Armory. Le contexte est anxiogène mais les prix n'ont pas baissé partout, tandis que certains acteurs inventent de nouveaux types de transactions.

Judith Benhamou

Sous l'effet des bouleversements du monde, le marché de l'art contemporain est en train de se restructurer. La première évolution tient à la fermeture de nombreuses galeries. Mais dans un impressionnant esprit de résilience, certains acteurs du marché font évoluer leur métier.

« Désormais, il faut faire preuve d'imagination et travailler deux fois plus pour obtenir un résultat égal à celui d'il y a quelques années », observe Dominique Lévy. Sa galerie new-yorkaise Lévy Gorvy Dayan, marchant sur les plates-bandes des Sotheby's et Christie's, a ainsi organisé au mois d'août des enchères secrètes privées pour un unique tableau de Francis Bacon estimé en dizaines de millions de dollars.

« Nous avions un vendeur qui désirait une transaction rapide. Nous avons utilisé les services d'un commissaire-priseur, Jussi Pylkannen [ex-président de Christie's, NDLR]. Nous avons fait une étude de marché sur les acheteurs potentiels. Ils étaient moins de trente. Dix d'entre eux ont signé un engagement de confidentialité et un plus petit nombre encore s'est impliqué dans les enchères qui se tenaient en visioconférence. » Selon certaines sources, il s'agissait d'une toile titrée « Portrait of George Dyer Talking », adjugée 70 millions de dollars en 2014 chez Christie's. Cette fois, elle aurait été vendue pour une somme inférieure.

Dominique Lévy, qui inaugurerait aussi à New York le 9 septembre une exceptionnelle exposition, sur quatre étages, consacrée au sculpteur britannique Thomas Houseago (né en 1972) après plusieurs années de silence de l'artiste, se refuse à parler de crise dans le marché de l'art. « Oui, le contexte est diffi-

cile, mais le marché n'est pas à l'arrêt. Il est simplement plus raisonnable. Il faut que les prix soient plus attractifs. Les galeries ne doivent pas avoir peur de les ajuster. »

Pour les pièces de Thomas Houseago, la marchande avoue avoir fixé des tarifs inférieurs à ceux pratiqués lors de ses dernières expositions, alors qu'il bénéficie d'une excellente reconnaissance internationale. Les sculptures d'Houseago en bois ou en bronze, à la fois brutes et puissantes, sont à vendre à partir 50.000 dollars.

Isaac Julien, star du moment

C'est dans ce contexte qu'ouvrait la foire The Armory. Lors de ce grand rendez-vous de la rentrée du marché de l'art à New York, qui se tenait du 6 au 8 septembre au bord de l'Hudson au Javits Center, une certaine tension était palpable chez les professionnels. Avec les années, la manifestation a perdu en crédibilité et sur les 235 participants figuraient peu de galeries influentes.

A New York, la grande star du moment est l'artiste britannique Isaac Julien (né en 1960). Connue pour ses spectaculaires installations vidéo, il était exposé à la Biennale du Whitney Museum et jusqu'au 28 septembre au Moma de New York. « Isaac Julien est important parce qu'il aborde depuis longtemps des sujets très attendus aujourd'hui, comme l'iconographie africaine et les canons de l'esthétique occidentale », explique le directeur de la Victoria Miro Gallery, Glenn Scott Wright. Son stand, très en vue à l'entrée de la foire, présente une installation vidéo et des photos en lien avec les œuvres montrées dans les institutions new-yorkaises (à vendre à partir de 28.000 livres).

La galeriste Mariane Ibrahim expose le travail du Japonais Yuki-

masa Ida (né en 1990), des portraits entre abstraction et figuration marqués par de larges et vigoureux coups de pinceau colorés (à vendre entre 25.000 et 130.000 dollars). « En effet, le marché s'est ralenti, mais nous avons toujours tenu à maintenir nos prix, donc nous conservons nos tarifs », explique la gale-

riste. Elle défend aussi un peintre ghanéen qui réalise des portraits aux visages tout en matières, qui a été au centre d'une spéculation massive ces dernières années : Amoako Boafo (né en 1984). « Pour lui, nos prix – entre 90.000 et 400.000 euros – correspondent à une carrière déjà très riche. La demande ne baisse pas pour Amoako. » Aux enchères, ses prix sont montés jus-

qu'à 3 millions de dollars en 2021 pour descendre autour de 100.000 euros en 2023.

Le stand le plus réussi est celui du marchand new-yorkais Michael Rosenfeld, qui, de longue date, défend les talents afro-américains. Aujourd'hui, les musées et le marché de l'art lui donnent raison. Sur son stand : une remarquable pein-

ture de Bob Thompson (1937-1966), l'une des œuvres les plus chères de son stand. Thompson peignait ses personnages dans de grands aplats de couleurs contrastés. L'œuvre présentée à la foire est inspirée d'une peinture de Goya, à vendre 1,8 million de dollars. Selon Michael Rosenfeld la crise ne se fait pas sentir dans sa spécialité. ■



« Once Again... Statues Never Die », de l'artiste britannique Isaac Julien. Photo Issy-OakesPhotography

BANQUIERS PRIVÉS DEPUIS 1784

Cholet Dupont Oudart

— BANQUIERS PRIVÉS DEPUIS 1784 —

16 Place de la Madeleine, Paris 8^e
8 rue Château Trompette, Bordeaux
www.cholet-dupont-oudart.fr - 01 53 43 19 00

CHOLET DUPONT OUDART - SA au capital de 4 250 686 euros - Siège social : 16 place de la Madeleine - 75008 Paris - Immatriculée au RCS de Paris sous le n° 340 412 063. Établissement de crédit spécialisé régi par le Code monétaire et financier, agréé par l'ACPR le 28 juin 1996, sous le numéro 10918. Immatriculé à l'Orias sous le numéro 13007015 (www.orias.fr) en qualité de courtier en assurances.



// Budget de l'Etat 2024 : 511,6 milliards d'euros (prévisions PLF 2024) // PIB 2023 : 2.818,1 milliards d'euros (prévisions PLF2024) // Plafond Sécurité sociale : 3.864 euros/mois à partir du 01-01-2024 // SMIC horaire : 11,65 euros (brut par heure) à partir du 01-01-2024 // Capitalisation boursière de Paris : 2.591,60 milliards d'euros (au 03-06-2024) // Indice des prix (base 100 en 2015) : 120,07 au 22-05-2024 // Taux de chômage (BIT) : 7,5 % au 1^{er} trimestre 2024 // Dette publique : 3.101,2 milliards d'euros (4^e trimestre 2023)

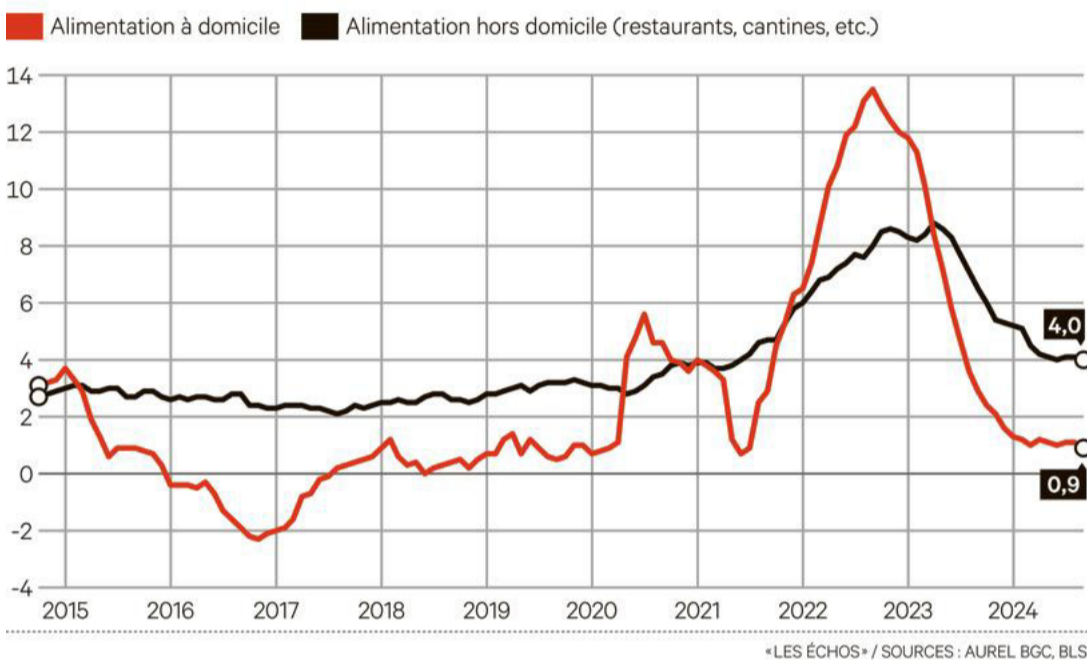
crible

Sagesse alimentaire

L'inflation américaine ne perturbe plus Wall Street.

L'évolution des prix alimentaires aux Etats-Unis

Variation sur un an, en %



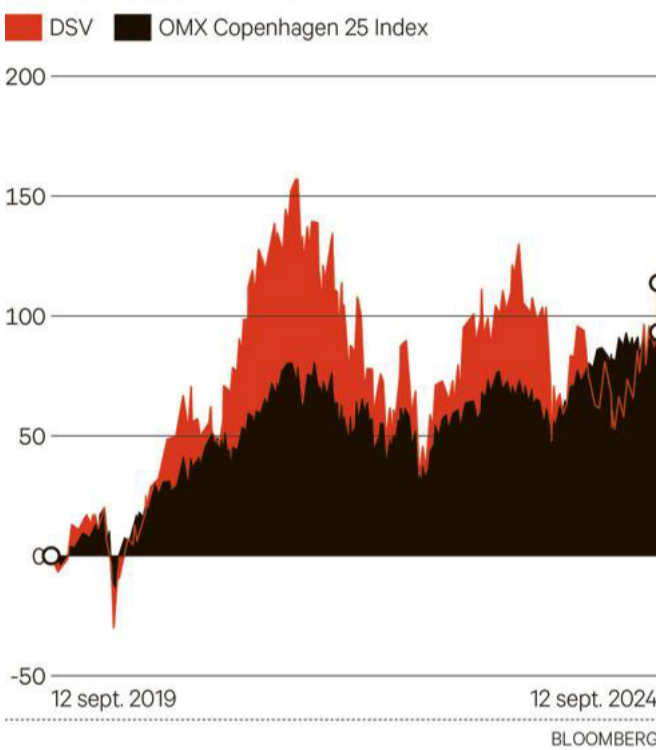
Plus de peur que de mal. Wall Street semble avoir digéré assez vite les derniers chiffres de l'inflation américaine, malgré un chiffre « sous-jacent » – hors énergie et alimentation – légèrement au-dessus de ses attentes (+0,3 % par rapport à juillet, contre +0,2 % anticipé). « Une fois de plus, hors loyers fictifs, ces statistiques de prix restent positives pour un banquier central, y compris dans le secteur des services », décrypte la note matinale d'Aurel BGC, selon laquelle la Fed pourra se concentrer sur les chiffres de l'emploi. En attendant, la sagesse bénéfique des prix alimentaires pour les ménages montre aussi le gros écart entre les prix à domicile (+0,9 % sur un an et +0,1 % sur le mois) et ceux des restaurants et cantines (+4,0 % et +0,3 %). Les actionnaires de McDonald's s'inquiéteraient davantage si la chaîne de « fast food » n'avait pas lancé des formules abordables.

Encore le modèle allemand !

Deutsche Bahn relance les méga-consolidations de la logistique en Europe.

DSV face à la Bourse de Copenhague

Variation en %, dividendes réinvestis



Un opérateur public ferroviaire endetté contraint par un Etat impécunieux à se séparer de sa pépite dans la logistique afin de pouvoir réinvestir dans le réseau : il s'agit bien sûr de... Deutsche Bahn ! Toute ressemblance avec la SNCF n'est cependant pas fortuite, lorsque le « Geodis allemand », DB Schenker, s'apprête à passer sous bannière danoise. Avec 30 milliards d'euros de dettes, et 40 milliards à trouver pour rénover les voies ferrées, Deutsche Bahn relance donc, pour 14 milliards d'euros, selon les agences Reuters et Bloomberg, les méga-concentrations au sein des commissionnaires de transport. Ce mouvement de consolidation, observent les analystes de Citi, s'est ralenti depuis sept ans sur un marché mondial où les dix premiers acteurs pèsent un peu moins de 50 %. Bien qu'étant moins-disant, le numéro 3 mondial, le danois DSV, est en passe, sous réserve du feu vert du conseil de surveillance de Deutsche Bahn, de prendre le leadership planétaire. Malgré la pléthore de candidats, rétrécie par l'abandon de Maersk et une méfiance à l'égard des Saoudiens et des fonds d'investissement, la surenchère n'a pas été au rendez-vous. L'avenir de DB Schenker est pourtant longtemps resté un serpent de mer, à l'instar de celui de Geodis de ce côté-ci du Rhin. Il ne faudrait pas non plus que la filiale de la SNCF soit condamnée à regarder passer les trains.

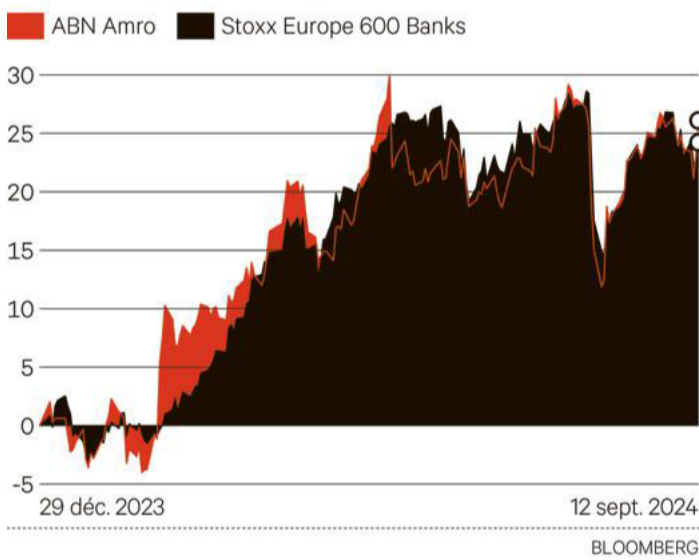
La surprise en moins

Au capital d'ABN Amro, le recul de l'Etat suit son train de sénateur.

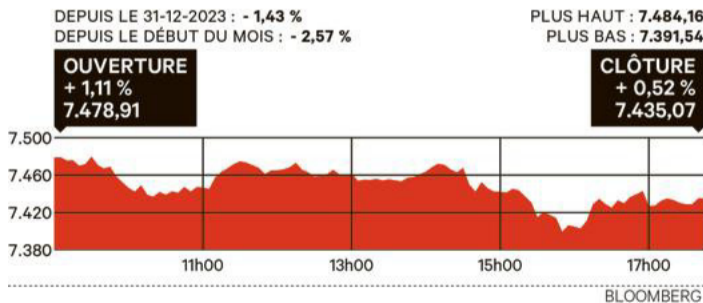
Au pays des polders, la gestion des flux n'est pas prise à la légère. Le programme de cession progressive de 9 % du capital d'ABN Amro sur le marché par l'Etat néerlandais, annoncé fin 2023, vient de s'achever sans dommages pour le cours de l'action, comme le montre la comparaison avec le « benchmark » sectoriel (+26,6 %, contre +24 % depuis le début de l'année). Cet établissement historique reste aussi considéré comme une cible théorique, si la consolidation bancaire reprenait sur le Vieux Continent, de par sa taille, à l'instar de Société Générale ou de Commerzbank. Grâce à lui, l'autre pays frugal de la zone euro tient en tout cas la distance, en faisant rentrer 1,2 milliard d'euros dans les caisses publiques, là où le voisin germanique vient d'encaisser 700 millions en vendant 4,5 % de Commerzbank. Ces deux participations étatiques – revenues respectivement à 40,5 % et 12 % – remontent à la grande crise bancaire de 2008. Leur point commun s'arrête là, car il serait difficile pour une banque étrangère de prendre Amsterdam par surprise, comme Unicredit vient de le faire avec Berlin en montant au capital de la consœur de Deutsche Bank. La cotation d'ABN Amro en 2015 a été assortie d'une fondation de droit néerlandais. Tant que le royaume de Guillaume-Alexandre détient au moins un tiers du capital, il aura son mot à dire sur les grandes opérations d'investissement ou de désinvestissement. Gouverner, c'est prévoir.

ABN Amro face aux banques européennes

Variation en %, dividendes réinvestis



Séance dans le vert pour le CAC 40



La Bourse de Paris a passé la journée dans le vert jeudi. Le CAC 40 a terminé en hausse de 0,52 %, à 7.435,07 points. L'ensemble des indices européens ont été portés par un rebond des valeurs technologiques et par l'annonce d'une nouvelle baisse de taux de la Banque centrale européenne. Celle-ci a légèrement abaissé ses prévisions de croissance, mais a maintenu ses prévisions d'inflation. Le DAX francfortois a pris 1,03 % et le Footsie britannique s'est apprécié de 0,57 %.

Les regards des investisseurs se tournent désormais du côté de la Réserve fédérale américaine, qui devrait débiter ses baisses de taux mercredi prochain. Du côté des

valeurs, **Safran** a signé la meilleure performance du CAC 40 (+3,16 %), RBC ayant entamé le suivi de son action avec une recommandation à « surperformance ». **Legrand** a pris 2,94 % après que Deutsche Bank a relevé sa recommandation à « acheter » contre « conserver ». **Schneider Electric** s'est apprécié de son côté de 2,79 %. **Edenred** a une nouvelle fois terminé la séance comme lanterne rouge. Le titre du spécialiste des titres restaurant a lâché 2,58 %. Depuis le début de l'année, il a abandonné près de 34 %. **Sanofi** a cédé 1,68 % et **Vinci** 1,64 %. En conflit avec le syndicat américain de l'automobile, **Stellantis** a perdu 0,91 %.

EN VUE

Brigitte Macron


En 2022, Brigitte Macron ne voulait pas se lancer dans une saison 2 à l'Elysée. Elle voulait retrouver sa liberté et son mari. Mais cette fois-ci, Emmanuel ne l'a pas écoutée. Alors, pour celui qu'elle a rencontré sur les planches d'un atelier théâtre, elle a remis son costume, toujours à quatre épingles, de Première dame, et repris son rôle dans la comédie du pouvoir. La retraite attendra, même à 71 ans. Show must go on.

Cette semaine, « Bibi » from Amiens a créé l'événement en apparaissant dans son propre rôle dans la série « Emily in Paris » sur Netflix, à l'occasion de la mise en ligne, jeudi, de la fin de la saison 4. Silence, ça tourne : dans un restaurant chic, Emily s'approche pour lui demander un selfie ; « Emily, c'est vous ? Je vous suis sur Instagram ! Mon pays vous adore », répond la Première dame. Coupez. On notera la profondeur du dialogue. Son Capes de lettres classiques est bien rentabilisé. On notera aussi que la fiction dépasse la réalité : Bri-

gitte Macron n'a pas de comptes sur les réseaux sociaux. C'est préférable, vu les inepties qui y pullulent sur elle. On notera enfin quelle inspire visiblement les scénaristes : Gaumont prépare, sans l'avoir consultée, « Brigitte, une femme libre », une série sur « sa trajectoire romanesque ».

Pas étonnant qu'elle se soit laissée tenter par un tour dans le Paris d'Emily. Tout le monde est beau et gentil, cela la change de l'ambiance fin de règne qui gagne l'Elysée. Effarée par la vindicte populaire qui frappe le chef de l'Etat, peinée par les huées qu'elle a elle-même reçues aux obsèques de Françoise Hardy, elle voit aussi, depuis la dissolution, les courtisans d'hier détourner le regard. Elle qu'on disait si impliquée et influente durant le premier quinquennat prendrait à présent ses distances avec les intrigues politiques pour se recentrer sur ses fonctions de Première dame. En scène.



 Lire nos informations
Pages 22-23